

INVENTAIRE DES ARRÊTS
DU CONSEIL DU ROI
JANVIER-FÉVRIER 1740

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Marie-Elisabeth LABBÉ

Président : M. OLIVIER-MARTIN.

Suffragants { MM. PETOT.
GRANDCLAUDE.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
Société Anonyme
22, rue Soufflot, PARIS (5*)

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Inventaire des Arrêts
du Conseil du Roi
Janvier-Février 1740

INVENTAIRE DES ARRÊTS

DU CONSEIL DU ROI

JANVIER-FÉVRIER 1740

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Marie-Elisabeth LABBÉ

Président : M. OLIVIER-MARTIN.

Suffragants { MM. PETOT.
GRANDCLAUDE.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

Société Anonyme

22, rue Soufflot, PARIS (5°)

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

REMARQUES GENERALES

Pour les mois de Janvier et Février 1740, les arrêts rendus au Conseil du Roi s'élèvent au nombre de 450.

179 arrêts en commandements ou rendus en présence du Roi.

272 arrêts simples ou rendus hors de sa présence.

Ces arrêts sont conservés dans les collections officielles qui sont pour les arrêts simples les collections formées par les Secrétaires du Conseil (Archives Nationales E 1166 a, E 1166 b, E 1167 a, E 1167 b), et pour les arrêts en commandements, les collections formées par les Secrétaires d'Etat. Ces dernières, pour l'année 1740, ont été formées par le Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi (E 2185), par le Secrétaire d'Etat de la Religion réformée (E 2188), par le Secrétaire d'Etat des Affaires ecclésiastiques (E 2192), par le Secrétaire d'Etat de la Guerre (E 2193), et par le Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères (E 2194).

En dehors de ces collections officielles il existe pour l'année 1740 d'autres recueils : notamment la collection Rondonneau (1) et le Code Louis XV. Ces collections privées sont très incomplètes, la collection Rondonneau ne comprenant que 28 arrêts et le Code Louis XV seulement deux arrêts déjà contenus dans la collection Rondonneau, les arrêts N^{os} 410 et 426. Cependant elles sont intéressantes à compiler car l'arrêt N^o 297 rapporté au Rondonneau n'existe pas dans les minutes des arrêts du Conseil.

La plus grande partie des arrêts a statué au fond, il n'y a guère que 36 arrêts d'avant faire droit sur un total de 450. L'arrêt est généralement d'avant faire droit quand le Roi désire que la partie adverse fournisse réponse à la demande mais le Roi renvoie aussi devant un intendant, un inspecteur général ou un bureau pour avoir leur avis et même au requérant lui-même afin qu'il donne des renseignements ou pièces supplémentaires.

Les arrêts simples et en commandements sont de plusieurs sor-

(1) Archives Nationales A D + 355.

tes: arrêts sur requête au nombre de 274 dont 37 rendus contradictoirement, 133 arrêts de propre mouvement, 4 sur mémoire et 40 arrêts sur représentations.

Les arrêts sur représentations commencent souvent par des formules anonymes: « Sur les représentations qui ont été faites au Roi » ou « Sur ce qui a été représenté au Roi », mais dans certains arrêts les représentations ont été faites par les fermiers des Messageries du Royaume (arrêt N° 8), par un contrôleur général (arrêt N° 204), par un Grand Maître des Eaux et Forêts (arrêt N° 254), et même par de simples particuliers (arrêts N°s 182, 201, 415).

Les arrêts d'évocation sont peu nombreux, 19 sur un total de 450 arrêts. Les arrêts de cassation sont encore en plus petit nombre, une quinzaine, mais la variété des arrêts, ordonnances ou sentences cassées est grande: arrêts du Bureau des Finances, de la Chambre des Comptes, de la Cour des Aides du Parlement; commission du Grand Conseil; jugement de commissaire; ordonnance de maîtrise; sentences d'un juge de police, d'un juge des Traites, etc.

Les faveurs accordées par le Roi sont de plusieurs sortes. La forme la plus répandue est l'arrêt rendu par grâce et rendu sans tirer à conséquence. Les arrêts rendus sans tirer à conséquence sont les plus nombreux, 42, alors qu'il n'y a que 32 arrêts rendus « par grâce et sans tirer à conséquence ». Il s'agit le plus souvent de liquidation de finances d'office, de retard dans le paiement des droits, d'exemption et de modération d'amendes. Il y a peu de différence entre les deux formes. Une autre faveur est la dispense de lettres patentes en cas de coupes de bois au nombre de 14. L'arrêt N° 402 dispense par grâce et sans tirer à conséquence un compagnon orfèvre du brevet d'apprentissage.

Les arrêts revêtus de Lettres Patentes sont au nombre de 14. Il paraît intéressant de signaler parmi eux l'arrêt N° 264 relatif à une indemnité due pour la suppression de plantations de tabac à la formule finale duquel « Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées » il a été ajouté les mots « si besoin est ». Il semble pourtant qu'en cette matière la formalité des Lettres Patentes ne soit pas nécessaire car un arrêt (N° 260) identique n'en est pas revêtu.

L'arrêt N° 325, quoiqu'il n'en soit pas fait mention au bas de la minute, a dû être rendu en la Grande Direction des Finances. En effet au lieu de la formule habituelle « Ouï le rapport du

sieur X, contrôleur général des Finances », l'arrêt porte mention de « Ouï le rapport du sieur Chevalier, conseiller du Roi en Ses Conseils, maître des Requêtes ordinaires de Son Hôtel » (1). L'arrêt est malheureusement avant faire droit. Il concerne les portions de la châtelainie d'Auberoche qui appartenaient au Roi Henri IV avant son avènement et que l'inspecteur général du Domaine de la Couronne demande au Roi de déclarer domaniales.

Deux autres arrêts font mention de la Grande Direction mais indirectement. L'un, N° 93, est relatif à des lettres d'investitures pour des hauts fiefs, le requérant demande le renvoi de l'affaire en la Grande Direction. L'autre (N° 211) relatif aux contestations pendantes entre le prévôt de la compagnie de l'Île de France et les membres de cette compagnie indique que ces contestations avaient été renvoyées par S.M. en la Grande Direction.

Le Roi demande souvent, avant de rendre sa décision, l'avis de personnes compétentes. L'Intendant, le Grand Maître des Eaux et Forêts, en raison de leurs fonctions sont fréquemment consultés. Pour les mois de janvier et février on a relevé en plus des avis du Chancelier, des avis des avocats et procureurs généraux des Parlements, l'avis de l'architecte des bâtiments dépendants du Domaine, l'avis du Prévôt des Marchands de Lyon et les avis d'un Trésorier de France, commissaire du Conseil pour la direction du Pavé de Paris.

D'autre part le Roi confie l'exécution des arrêts le plus souvent à un Intendant ou à un Grand Maître des Eaux et Forêts. Cependant l'exécution de l'arrêt N° 426 relatif à la suppression de deux mémoires est confiée aux syndics et adjoints de la communauté des Imprimeurs et Libraires de la ville de Paris. L'exécution des arrêts N°s 297 et 425 concernant l'un la réglementation du pilotage dans le port de Dunkerque et l'autre l'affectation d'un navire au port du Havre au lieu de celui de Dunkerque est confiée au Grand Amiral de France. L'exécution des arrêts N°s 155 et 336 relatifs à l'aménagement d'une rue et au pavage des rues est confiée aux officiers du Bureau des Finances, et celle des arrêts N°s 123 et 306 accordant la remise de l'ouverture d'une foire est confiée aux maires et échevins de la ville de Rouen.

Pendant le mois de Février, le Conseil du Roi s'est tenu à

(1) Voir Jean Gosset. Inventaire des arrêts du Conseil du Roi, mars-avril 1760. Introduction, p. VIII.

Marly au lieu de Versailles, les minutes du 9 au 20 février étant toutes datées de Marly.

Voici enfin quelques arrêts intéressants. L'arrêt N° 353 interdit pendant le temps d'un mois un avocat convaincu d'avoir prêté son ministère à des parties qui avaient des intérêts contraires et enjoint aux syndics des avocats de tenir la main à l'exécution des arrêts et règlements concernant la procédure et la discipline qui doivent être observées par les avocats.

L'arrêt N° 426 concerne les privilèges que possédaient les avocats du Conseil. Les mémoires présentés au Conseil pour développer les requêtes ne pouvaient l'être que signés par un avocat du Conseil et ne pouvaient être imprimés sans des lettres de privilèges. C'est de cet avantage que viendra à la fin de l'Ancien Régime l'abus de mettre dans ces mémoires des réclamations véhémentes contre le régime. L'arrêt supprime deux mémoires parus sans la signature d'un avocat et S. M. fait expresses défenses à tous les imprimeurs de faire imprimer à l'avenir aucun mémoire sans qu'il soit signé d'un de Ses avocats en Ses Conseils et sans que le nom et l'adresse de l'imprimeur y soit marquée.

Le commerce des étoffes était sous l'Ancien Régime strictement réglementé. L'arrêt N° 430 en est un exemple. Le Roi admet par grâce comme maître dans la communauté de draps un négociant de la ville de Nantes à condition qu'il se conforme aux règlements et ordonne que toutes les étoffes qui entrent dans la ville de Nantes soient d'abord portées, sous peine de confiscation et d'amende, au Bureau du contrôle pour qu'elles soient visitées par les gardes des marchands. Si elles sont conformes au règlement, elles sont marquées du plomb du bureau sans lequel elles ne peuvent être vendues.

Les arrêts N°s 64 et 65 nous montrent que la fabrication des étoffes était aussi soigneusement réglementée. Les fabricants étaient tenus de fabriquer les étoffes suivant les règlements indiquant le nombre de fils et de portées par chaîne. Pour pouvoir fabriquer d'autres sortes d'étoffes il fallait un arrêt du Conseil du Roi accordant l'autorisation et fixant les conditions de la fabrication.

Les étoffes devaient acquitter, en quittant les provinces où elles avaient été fabriquées, un droit de sortie (arrêt N° 61) variant suivant les sortes d'étoffes et suivant les provinces. Ce droit était de 10 sols du cent pesant pour les petites étoffes et pouvait aller jusqu'à 3 livres du cent pesant.

L'arrêt N° 8 semble d'actualité. C'est la demande faite par les fermiers des Voitures et Messageries publiques des provinces du royaume de relever le prix des transports vu la cherté des vivres et fourrages.

Pendant le dix-huitième siècle on essayait de faciliter les inventions et d'employer pour le bien et l'avantage des manufactures toutes les personnes susceptibles de servir par leur compétence. Aussi le Bureau du Commerce s'adjoignit pour s'occuper des questions techniques un certain nombre de savants ou artistes (savants s'occupant d'arts mécaniques et d'inventions) auxquels on renvoyait l'examen des affaires exigeant des connaissances scientifiques. L'arrêt N° 117 en est un exemple. Sa Majesté commit le sieur Hellot de l'Académie des Sciences pour faire des expériences de teinture afin d'arriver à teindre le fil et le coton et de faire de pareilles expériences pour les teintures des soies.

L'arrêt N° 156 ordonne le remboursement des indemnités demandées par les fermiers et sous-fermiers, par les receveurs généraux des Domaines pour compenser la perte qu'ils ont subie à cause de la diminution survenue en conséquence de l'arrêt du Conseil du 1^{er} août 1738 sur les pièces de trente deniers et sur les sols anciens.

Trois arrêts sont encore à citer. Ils sont relatifs à la succession du sieur Jean Law. L'arrêt N° 122 ordonne le rapport par tous les créanciers et héritiers de Jean et Guillaume Law des ordres, acquets, décharges de toutes les parties employées dans les états fournis par Jean Law soit pour le compte de Sa Majesté soit pour le compte de la Compagnie des Indes. Par l'arrêt N° 355, Sa Majesté nomme deux Maîtres des Requêtes pour juger les affaires et contestations concernant cette succession. Par l'arrêt N° 358 des conseillers d'Etat et un Maître des Requêtes sont commis pour qu'il soit devant eux procédé au partage d'opinion qui s'est formé lors du rapport de l'instance faite devant les sieurs commissaires députés pour juger les contestations concernant la discussion des biens du sieur Jean Law.

Pour la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} mars 1740, on trouve une dizaine d'arrêts rendus sur avis des députés du commerce. Le bureau du Commerce n'avait du moins théoriquement qu'un rôle de commission consultative. Le projet d'arrêt rédigé par le rapporteur et approuvé par les membres du bureau du Commerce était transmis au contrôleur général des Finances et au Secrétaire d'Etat de la Marine. La forme donnée à la décision était celle d'un arrêt

en finance ou en commandements et les minutes des arrêts se trouvent dans les collections formées par les Secrétaires du Conseil et les Secrétaires d'Etat. Il a semblé intéressant d'étudier la formation et le rôle du Conseil puis du Bureau de Commerce (1).

(1) Bonnassieux et Lelong. Inventaire.

CONSEIL DE COMMERCE ET BUREAU DE COMMERCE

I. — HISTORIQUE.

Avant le XVII^{me} siècle, il n'y avait eu aucun essai de constitution d'un Conseil de Commerce à part l'acte de Louis XI qui, en 1470, avait convoqué les Négociants de Tours » pour adviser avec eux aux moyens d'étendre et de faire prospérer le commerce » (2).

La première initiative date du 13 Avril 1601. Henri IV avait nommé par Lettres Patentes seize personnes chargées d'examiner en commission un projet du sieur Laffemas, ci-devant marchand tenant l'argenterie du Roi. Puis en 1602, nouvelle commission de douze membres, la première ayant disparu; elle comprenait en outre le prévôt des marchands de Paris, l'un des échevins et deux marchands qui pouvaient assister aux délibérations. On possède les procès-verbaux de cette commission jusqu'au 26 octobre mais elle a dû subsister encore quelque temps. Elle a adopté plusieurs mesures notamment dans l'industrie de la soie (3). En 1616, création par Lettres Patentes du 21 novembre d'une chambre générale du Commerce sur la demande des marchands dont il ne reste pas trace. Richelieu rétablit en janvier 1629 la commission d'Henri IV sous le nom de Chambre du Commerce, mais elle ne semble pas avoir fonctionné.

Sous le ministère de Mazarin, Chanut proposa un projet qui n'aboutit pas. Un quatrième projet est signalé par M. Lair dans son « Histoire de Fouquet ». L'acte constitutif est un arrêt du Conseil d'Etat du 10 avril 1661 et semble montrer qu'il s'agissait plus d'une commission d'enquête que d'un véritable Conseil. Il n'est rien parvenu des travaux de ce Conseil.

L'état de misère auquel la guerre civile et les guerres étrangères avaient réduit la France à l'avènement de Louis XIV étant

(2) Augustin Thierry. Essai sur l'Histoire du Tiers-Etat, p. 66.

(3) Biollay. L'Administration du Commerce au XVIII^e siècle.

extrême, ce n'est qu'après avoir signé la paix avec l'étranger et organisé un gouvernement que Louis XIV pourra avec le concours de Colbert procéder à l'assainissement des finances et rechercher la prospérité pour son royaume. C'est alors que Colbert organisa le Conseil du Commerce qui se réunit pour la première fois à Fontainebleau le 3 août 1664. Ce qui le caractérise, c'est la prépondérance qui est donnée aux membres du gouvernement sur les représentants des commerçants. Ce Conseil a joué un rôle important dans la préparation des règlements des manufactures. Les arrêts étaient rendus sous la formule « Fait et arrêté au Conseil Royal de Commerce » et étaient recueillis dans la collection formée par les Secrétaires d'Etat. Nombreux jusqu'en 1667, ils furent ensuite de plus en plus rares, cependant M. Germain Martin a relevé un règlement du 14 août 1674 pour des manufactures de toiles portant la formule ci-dessus (1). Le Conseil était composé du Chancelier Seguier, de deux Secrétaires d'Etat, Lionne et Letellier, du chef du Conseil des Finances, Colbert, et de trois conseillers des Finances, Villeroy, d'Aligné et de Sève. Il comprenait en outre trois délégués des principales villes de commerce. Ils étaient élus chaque année par les marchands des 18 centres les plus importants du Royaume et le Roi choisissait parmi eux les trois délégués qui devaient résider près de Lui, correspondre avec le pays de leur région et donner leurs avis de tout. Les autres élus devaient s'assembler par tiers le 20 juin dans trois villes désignées pour examiner l'état du commerce du Royaume.

Dans les dernières années du ministère de Colbert on ne voit plus fonctionner qu'une sorte de comité de contentieux chargé de trancher les litiges qui pourraient se produire entre les marchands et la ferme générale. Après la mort de Colbert la direction des affaires commerciales se partagea entre le contrôleur général des Finances, le secrétaire d'Etat de la Marine et le surintendant des Bâtiments. En 1690, Pontchartrain réunit de nouveau entre ses mains la direction entière des affaires. Puis il eut le désir de devenir chancelier et de passer à son fils le secrétariat d'Etat de la Marine. La direction du commerce allait encore être divisée. Pontchartrain proposa alors un projet de rétablissement du Conseil du Commerce. Ce Conseil fut créé par arrêt du Conseil d'Etat du 29 juin 1700.

Il se composait de deux conseillers d'Etat, d'Aguesseau et Ame-

(1) La grande industrie sous le règne de Louis XIV, p. 105.

lot, du contrôleur général des Finances Chamillart, du secrétaire d'Etat de la Marine Pontchartrain, de deux Maîtres des Requêtes, de douze députés des villes de commerce et d'un secrétaire. Deux intéressés des fermes assistaient aux séances quand la nature des affaires le demandait.

L'arrêt du 29 juin 1700 indique le caractère du conseil qui devait « examiner toutes les propositions et mémoires qui y seraient envoyés, ensemble les affaires et difficultés qui y interviendraient concernant le commerce tant par terre que par mer, au dedans et au dehors et concernant les fabriques et manufactures pour sur le rapport qui sera fait à S. M. des délibérations qui auraient été prises dans ledit Conseil du Commerce, y être par Elle pourvu ainsi qu'il appartiendra » (2). C'était plutôt une commission ou un bureau extraordinaire du Conseil d'Etat, il ne prenait aucune décision exécutoire. Ce Conseil disparut à la mort de Louis XIV. En 1701, on y appela deux directeurs des finances qui venaient d'être créés. Ils furent supprimés en 1708, mais immédiatement on créa six offices d'intendants du commerce qui furent attribués à six Maîtres des Requêtes.

En 1715, on rétablit un nouveau Conseil. Il comprenait 11 personnes, les députés du commerce étaient maintenus et leurs avis préalablement rendus obligatoires. Les offices d'intendants du commerce étaient supprimés. Le Conseil avait les mêmes attributions que son prédécesseur. Dès le 21 novembre 1715, le conseiller d'Etat Amelot avait fait décider la constitution d'un bureau composé de commissaires et qui était chargé de régler les affaires d'une plus longue discussion pour ensuite en faire le rapport à l'assemblée du Conseil.

En 1722, le Conseil fut supprimé comme les autres, mais fut suivi immédiatement de la création d'un Bureau de Commerce par arrêt du Conseil du 22 juin 1722. Le nouveau Bureau avait le caractère du Conseil créé par l'arrêt du 19 juin 1700. Il se composait de huit personnes du nombre desquelles seront toujours le contrôleur général, un des conseillers du Conseil de Marine et le lieutenant général de Police. Les autres membres étaient choisis par le Roi. Il tint sa première séance le 2 juillet. Les députés des principales villes du Royaume et trois fermiers généraux assistaient à la séance et devaient avoir entrée au Bureau du Commerce comme ils l'avaient eu au Conseil de Commerce. Le Peletier des

(2) Boislisle, *Corr. des contrôleurs généraux*, T. II.

Forts qui succéda à la présidence du Bureau en 1724 rétablit les intendants du commerce au nombre de quatre. Ils furent mis à la tête de départements et le lieutenant général de police pour Paris remplissait le rôle de cinquième intendant. Ils étaient chargés chacun pour les provinces ou branches d'industrie ressortissant à leur département de l'instruction et du rapport des affaires et aussi de la correspondance avec les intendants des provinces pour l'exécution des décisions prises.

L'organisation subsista sans grande modification jusqu'à la Révolution. La création d'un Conseil Royal de Commerce le 29 mai 1730 ne changea rien car ce Conseil qui devait en principe régler les affaires les plus importantes, ne se réunit que rarement, restant plusieurs années sans avoir aucune séance.

Au mois de juin 1787 les intendants du commerce furent supprimés à l'exception d'un seul qui demeura chargé de tous les détails de l'administration du commerce. En même temps le règlement du 5 juin 1787 réunissait le Conseil Royal de Commerce au Conseil Royal des Finances. Puis le Bureau du Commerce fut suspendu provisoirement par lettre du contrôleur général du 12 juillet 1787. De cette date jusqu'au 14 février 1788 les affaires furent expédiées par un comité de trois commissaires conseillers d'Etat et de l'intendant du commerce Tolozan.

Un règlement du 2 février 1788 réorganisa le Bureau du Commerce. Il avait l'examen des traités de commerce, des questions de commerce maritime, pêche, canaux et généralement de toutes les dispositions de grande administration propres à animer le commerce dans le Royaume. Le Bureau ne pouvait s'occuper de ces affaires que si elles lui étaient renvoyées par le Conseil pour avoir son avis. Les délibérations étaient facultatives à l'égard du Conseil. Il se composait de six conseillers d'Etat, quatre Maîtres des Requêtes et d'un secrétaire. Le lieutenant général de police et les intendants des généralités devaient être invités au Bureau pour donner leur avis sur les affaires ayant rapport à leur administration. Les inspecteurs généraux du commerce et des manufactures, les députés des villes de commerce devaient assister aux séances mais n'avaient que voix consultative. Enfin le contrôleur général devait désigner deux fermiers généraux et deux régisseurs généraux des droits du Roi pour être appelés quand la nature des affaires le demandait. Le 9 août 1789 le Conseil des Dépêches, le Conseil Royal des Finances et le Conseil du Commerce étaient réunis au

Conseil d'Etat. Le 27 septembre 1791 un décret de l'Assemblée Constituante prononçait la suppression du Bureau du Commerce.

II. — FONCTIONNEMENT DU BUREAU DU COMMERCE ET CONSEIL DE COMMERCE.

Toutes les requêtes, lettres, mémoires et avis concernant le commerce et les manufactures sur lesquels le contrôleur général des Finances jugeait à propos de prendre l'avis du Conseil de Commerce étaient envoyés au secrétaire. Celui-ci enregistrait les requêtes, mémoires ou avis sur un registre tenu à cet effet et les portait chez l'ancien des commissaires au domicile duquel se réunissait le Conseil. Les commissaires, après un examen rapide, renvoyaient l'affaire soit aux députés du commerce pour avoir leur avis, soit aux intendants du commerce chargés d'instruire l'affaire et de correspondre avec les intendants. Les commissaires ont voix délibérative. Ce sont des conseillers d'Etat ou de simples maîtres des requêtes. Les intendants du commerce ont parfois été rangés parmi les commissaires. Les uns sont désignés nominativement par le Roi à raison de leur compétence dans les matières commerciales ou administratives. Les autres quoique nommés quelquefois nominativement, peuvent être considérés comme membres de droit. A cette catégorie appartiennent le contrôleur général des Finances et le secrétaire d'Etat de la Marine. D'autres secrétaires, notamment celui des Affaires étrangères, ont été appelés à siéger parmi les commissaires. A partir de 1778 les secrétaires ne figurent plus sur les listes du Bureau du Commerce dans l'Almanach Royal. On y met seulement qu'ils sont invités quand les affaires ont trait à leur administration. C'est dans la catégorie de membres de droit qu'il convient de faire entrer le lieutenant général de Police étant considéré comme l'intendant de Paris. Le nombre des commissaires a beaucoup varié. A la création et de 1700 à 1787, ils sont au nombre de quatre, non compris les membres de droit. Mais entre ces périodes il y a eu des variations entre 8, 15 et 22 membres par l'adjonction des intendants de commerce et de nouveaux commissaires. Parmi les commissaires, le président a un rôle prépondérant. C'est le plus ancien des conseillers d'Etat, il dirige les débats et a des attributions administratives. Il a été en quelque sorte un directeur général du commerce partageant avec le contrôleur général des Finances et le secrétaire d'Etat de la Marine la direction suprême de l'administration du commerce.

Après l'examen, les commissaires renvoyaient les dossiers. Le secrétaire prenait note de ces renvois sur une marge de son regis-

tre et sur l'autre des décisions prises pour l'instruction de l'affaire. Les intendants de commerce ne furent créés que par l'édit de juin 1708 chargeant chacun des intendants d'un département. Auparavant, c'étaient les commissaires qui participaient à l'administration active en étant à la tête d'un département comprenant des provinces et une section du commerce. Les intendants devaient instruire les affaires, en faire le rapport au Conseil du Commerce et assurer les décisions prisés sur le vu des délibérations du Conseil. Supprimés en 1715, ils furent rétablis en 1724 et avaient alors voix délibérative dans toutes les affaires. En 1744 certaines grandes industries, teintures, papeteries et fabriques de bonneterie furent attribuées chacune à un intendant particulier.

Les affaires renvoyées aux députés du commerce étaient examinées par eux dans des assemblées particulières qui se tenaient deux fois par semaine chez le secrétaire (1). C'est par arrêt du Conseil du 29 juin 1700 que la représentation du commerce devint permanente. On adjoignit alors au Conseil du Commerce douze représentants des principaux marchands, savoir deux pour Paris et dix pour les villes de Rouen, Bordeaux, Lyon, Marseille, La Rochelle, Nantes, Saint-Malo, Bayonne et Dunkerque. Les députés étaient élus librement par le corps de la ville et les marchands négociants. On généralisa à cette intention l'institution des Chambres de Commerce qui existaient seulement à Marseille et Dunkerque. A défaut de Chambre les juge et consuls assemblaient les principaux marchands de la ville qui procédaient seuls ou avec le concours du corps de la ville à la désignation du député. Cette nomination devait être ratifiée par le contrôleur général des Finances et pour les villes maritimes par le secrétaire d'Etat de la Marine. En 1779 un arrêt chargea les députés en exercice d'apprécier les titres des candidats. A cet effet il était dressé par les Chambres du Commerce une liste de trois candidats présentés à l'agrément du gouvernement. Souvent du reste le contrôleur général ou le Bureau indiquait d'avance le candidat qu'il fallait élire. M. Germain Martin (2) prétend que le plus souvent le député était imposé par l'intendant et que les élections donnaient lieu à des cabales. A Paris un des députés était choisi par la cour parmi les banquiers de réputation mais Samuel Bernard ayant fini par se démettre de ses fonctions, Paris n'eut plus à partir de 1720 qu'un seul député

(1) Rapport de Guiau de Pouancey du 17 juin 1724.

(2) La grande industrie en France sous Louis XV.

élu par les six corps des marchands conjointement avec les juge et consuls. Les élections devaient avoir lieu tous les ans mais peu à peu les pouvoirs des députés furent généralement prorogés d'année en année sur l'avis conforme du Conseil. A la fin le mandat était devenu une commission à vie.

Les députés n'avaient qu'un rôle purement consultatif. Ils assistaient aux séances mais n'y prenaient la parole que lorsqu'ils y étaient invités. Ils donnaient des avis mais seuls les commissaires et intendants prenaient part aux délibérations. Cependant les avis des députés étaient presque toujours suivis à part quelques décisions (1). Les avis, rédigés par écrit, étaient délibérés dans des assemblées particulières de députés qui se tenaient chez le secrétaire. Certaines affaires étaient renvoyées par le commissaire qui devait faire le rapport, mais les affaires moins importantes pouvaient être communiquées directement sans passer par les intendants. Le secrétaire enregistre l'affaire qu'on lui envoie sur un cahier et met le nom du rapporteur à la marge. Puis il fait la lecture des requêtes, mémoires et papiers en présence de Messieurs les Députés qui donnent leur avis lequel est rédigé immédiatement si l'affaire est peu importante. Si elle est plus sérieuse et demande un examen approfondi, le secrétaire charge un des députés qui a le plus de connaissance dans la matière de l'examiner chez lui. Le député forme son avis et revient faire son rapport devant l'assemblée. On discute puis l'avis arrêté, le secrétaire le fait mettre au net et le renvoie avec le dossier au sieur rapporteur, l'un des commissaires. Ils sont de nouveau entendus au Bureau quand on y fait le rapport des affaires. Il leur est permis de faire des représentations tendant à l'utilité publique en matière de commerce. D'après Necker (2), « Les députés du commerce ne sont pas les agents des villes d'où ils sont tirés. Les Chambres de Commerce n'ont sur eux ni inspection ni juridiction... Ils sont appelés par le Roi pour Lui fournir et à ses ministres dans les affaires de commerce, les éclaircissements et les secours dont ils ont besoin ».

La délibération prise était rédigée par le secrétaire, signée par le président et le rapporteur. Une expédition était donnée à l'intendant du commerce qui avait fait le rapport pour qu'il en rende compte soit au contrôleur général des Finances soit au secrétaire

(1) Bonnassieux, notes.

(2) Cité par Lelong, p. XXIII.

d'Etat de la Marine. Les dossiers étaient ensuite remis au secrétaire pour être conservés.

En dehors des députés du commerce, d'autres éléments du Bureau du Commerce avaient certaines attributions. Les fermiers généraux qui avaient été adjoints au Conseil par l'arrêt du 29 juin 1700, devaient présenter des observations sur les difficultés qui pouvaient s'élever entre les marchands et négociants et l'adjudicataire général des Fermes Unies. Les inspecteurs généraux du commerce créés en 1724 et inspecteurs généraux des manufactures créés par arrêt du Conseil du 19 septembre 1730 par l'agon étaient chargés de visiter les fabriques, de contrôler les inspecteurs particuliers résidant dans les généralités. Ils devaient rendre compte au Bureau du Commerce des observations faites dans leur tournées. Lorsque le Bureau avait à s'occuper de questions techniques, il sollicitait l'avis des personnes compétentes soit chimistes, soit mathématiciennes. Au début on demandait l'avis de l'Académie des Sciences, puis on adjoignit au Bureau un certain nombre de savants. Ils ne semblent pas avoir eu entrée et voix délibérative.

III. — ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DE COMMERCE ET DU BUREAU DU COMMERCE.

Dès la création du Conseil de Commerce les attributions étaient très étendues. Elles comprenaient tout ce qui intéressait les institutions commerciales, le commerce extérieur, intérieur et les diverses industries. Aux termes des règlements le Conseil puis le Bureau du Commerce devaient s'occuper de l'examen « tant des affaires et difficultés concernant le commerce de terre et de mer au dedans et au dehors du Royaume, les fabriques et les manufactures, que de toutes les propositions et mémoires que l'administration jugerait à propos de lui envoyer ».

La tâche était considérable à cause de la multiplicité des règlements de manufactures, des statuts de corporations et la complication apportée par les douanes intérieures et les mesures de protection douanière. Les quelques arrêts rendus sur avis des députés du commerce en janvier et février 1470 montrent la diversité et l'étendue de ces attributions.

Renouvellement et prorogations de privilèges (arrêts N^{os} 42 et 185). Réglementation de la fabrication d'étoffes (arrêts N^{os} 65 et 447). Décharge de la taille et de toutes dîmes. Dessèchement d'un marais (arrêt N^o 103). Accès à la maîtrise (arrêt N^o 430). Confir-

mation de statuts (arrêt N° 151) et permissions d'établir des manufactures ou des fabriques (arrêts N°s 326 et 333).

MM. Bonnassieux et Lelong ont établi une classification de ces attributions d'après le résultat donné par le dépouillement des procès-verbaux du Conseil de Commerce (1).

1) Attributions commerciales. Assemblée du commerce. Chambres du Commerce. Juridictions commerciales. Corporations. Sociétés commerciales. Compagnies privilégiées. Banques. Bourses. Agents de change. Courtiers. Monnaies. Poids et Mesure.

2) Commerce intérieur. Halles. Foires et marchés. Circulation des grains. Colporteurs et forains. Routes et voies navigables. Péage. Droits intérieurs. Tarif. Contestations entre les marchands et les commis des Fermes. Postes et messageries.

3) Commerce extérieur et maritime. Système des douanes et tarif général des Fermes. Marine marchande. Ports francs et entrepôts. Pêches maritimes. Consuls. Régime commercial des Colonies. Importation et exportation. Balance du commerce.

4) Industrie. Conditions et statistiques des principales industries. Régime des manufactures. Inspection des manufactures. Règlements industriels. Privilèges exclusifs. Manufactures royales. Emigration et immigration ouvrière. Coalition et grèves.

Cependant si le Bureau avait des attributions étendues, il n'avait sur aucun point une compétence en dernier ressort, comme l'avait le Conseil d'Etat et certaines commissions extraordinaires dont on ne pouvait ne pas suivre les décisions. Il n'avait qu'un rôle de commission consultative dont on pouvait ne pas suivre les avis du moins théoriquement. Les décisions étaient exécutées de différentes manières. Si l'affaire était de peu d'importance, une lettre du contrôleur général faisait connaître à l'intendant de la généralité intéressée la décision prise ou bien invitait l'intendant à rendre une décision conforme à l'avis du Bureau. Mais la forme la plus usitée est celle d'un arrêt du Conseil d'Etat. Le projet signé par le Président du Bureau était transmis au contrôleur général des Finances ou au secrétaire général de la Marine qui le faisait formaliser. La forme donnée à la décision était celle d'un arrêt en finance ou en commandements. Les minutes des arrêts se trouvent dans les collections formées par les Secrétaires du Conseil et les Secrétaires d'Etat. Cependant il est une exception. Le bureau dé-

(1) Bonnassieux et Lelong. Inventaire.

cide alors souverainement sans que ses décisions prennent la forme d'un arrêt d'un autre Conseil, c'est quand le Bureau est institué juge d'une évocation. Lorsque les demandes d'évocation concernaient des matières commerciales ou industrielles, elles étaient en général communiquées au Conseil du Commerce qui pouvait en remettre la décision au Bureau lui-même pour être statué par celui-ci souverainement et en dernier ressort. En pareil cas le Bureau était considéré comme constitué en commission extraordinaire. Les arrêts rendus étaient remis à l'un des greffiers des commissions extraordinaires du Conseil.

INVENTAIRE DES ARRÊTS DU CONSEIL DU ROI

Janvier-Février 1740

1) Versailles, 3 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Bureau pour la revente et aliénation des Domaines réunis.*

Le Roi étant informé que par le décès du sieur Deharlay, conseiller d'Etat, il vaque une place de commissaire au bureau établi pour la revente et aliénation des domaines réunis; et S.M. voulant y pourvoir. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Hérault, conseiller d'Etat, pour servir au lieu et place de feu sieur Deharlay.

1) Archives Nationales. E. 2.185 N° 1. Collection formée par le secrétaire d'Etat de la maison du Roi.

2) Versailles, 1^{er} janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Bureau des Gabelles.*

Le Roi ayant ci-devant nommé le sieur Deharlay conseiller d'Etat pour l'un des commissaires du Bureau établi pour la discussion des affaires concernant les Gabelles, cinq grosses fermes, tailles et autres affaires des Finances. Et S. M. voulant pourvoir à la place qui est vacante par le décès du sieur Deharlay. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Hérault, conseiller d'Etat, pour servir au lieu et place du sieur Deharlay.

1) E. 2185. N° 2.

3) Versailles, 1^{er} janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Bureau des Domaines.*

Le Roi ayant ci-devant nommé le sieur Deharlay, conseiller d'Etat, pour l'un des commissaires du bureau des affaires concernant les Domaines et Aides. Et S.M. voulant pourvoir à la place

qui est vacante par le décès du sieur Deharlay. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Hérault conseiller d'Etat pour servir au lieu et place du sieur Deharlay.

1) E. 2185. N° 3.

4) Versailles, 1^{er} janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Bureau du Commerce.*

Le Roi ayant nommé par arrêt du 28 juin 1730 le sieur Deharlay conseiller d'Etat pour avoir entrée, séance et voix délibérative au Bureau du Commerce et y servir par augmentation et sans appointements. Et S. M. voulant pourvoir à la place qui est vacante par le décès du sieur Deharlay. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Hérault conseiller d'Etat pour servir au lieu et place du feu sieur Deharlay.

1) E. 2185. N° 4.

5) Versailles, 1^{er} janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Revêtu de Lettres patentes. Anoblissement. Dérogation à un Edit.*

Ayant égard à la requête de Jean Philibert Blachier de la Chau, propriétaire des terres et seigneuries de Faurier et Nanteuil en Vinarès. Vu les lettres d'anoblissement accordées au mois de juillet 1700 à Jean Blachier de la Chau, aïeul du suppliant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil déclare n'avoir pas entendu comprendre dans la révocation des anoblissements portée par Edit du mois d'août 1715 les Lettres d'anoblissements accordées à Jean Blachier de la Chau, dérogeant en tant que besoin audit Edit et ce sans tirer à conséquence. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2188, N° 1. Collection formée par le secrétaire d'Etat de la Religion réformée.

6) Versailles, 2 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Revêtu de Lettres patentes. Maintien des officiers des Abbayes de Murbach et de Lure dans leurs droits et prérogatives. Droit d'insinuation. Interprétation d'un arrêt du Conseil et d'une ordonnance.*

Faisant droit à la requête du sieur Armand prince de Rohan-Soubise, abbé des abbayes unies de Murbach et de Lure et des coadjuteurs et capitulaires desdites abbayes demandant à S. M. de déclarer qu'Elle n'a pas entendu comprendre dans les Déclarations de février 1731, 9 avril 1736, 2 octobre 1731, le baillage de Lure et sans avoir égard à une sentence rendue au baillage de Vesoul, de maintenir les officiers dudit baillage de Lure dans le droit d'insinuer, publier les substitutions, les testaments, donations entre vifs, de coter et parapher les registres des baptêmes, mariages et sépultures des paroisses dudit baillage et de se faire remettre les doubles des registres, comme aussi de déposer les scellés après le décès du titulaire de l'abbaye. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil déclare n'avoir pas entendu comprendre les suppliants et les officiers de leurs baillages, interprétant en tant que besoin l'Ordonnance de février 1730 et la Déclaration du 17 février 1730. Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2193, N° 1. Collection formée par le secrétaire d'Etat de la Guerre.

7) Versailles, 3 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Paiement de Rentes perpétuelles assignées sur la Ferme Générale des Postes.*

Le Roi voulant pourvoir aux fonds nécessaires pour le paiement des arrérages tant de l'année entière 1739 de ce qui reste des 600.000 livres de rentes perpétuelles assignées sur la Ferme Générale des Postes créées au denier 20 que des arrérages dus pour les six derniers mois des années 1738 et 1739 de ce qui a été constitué sur les 100.000 livres de rentes perpétuelles créées au denier 40 et assignées sur la même Ferme. Ensemble des épices de toutes les rentes. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne que le sieur Grégoire Carlin, fermier général de la Ferme des Postes, remettra au sieur Brocard de Barillon, commis pour faire la recette et le paiement desdites rentes, la somme de 619.519 livres 15 sols 7 deniers pour être employée au paiement des arrérages et épices desdites rentes.

1) E. 2185, N° 5.

8) Versailles, 3 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Messageries publiques. Augmentation du prix du transport.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par les fermiers des voitures et messageries publiques des Provinces du Royaume tant en droiture que de traverse, que, vu la cherté des vivres et fourrages nécessaires à l'exploitation desdites voitures, ils se trouveraient hors d'état de soutenir leurs entreprises s'il ne plaisait à S. M. de leur permettre de recevoir une augmentation tant sur la conduite des voyageurs et des prisonniers que sur le transport des ballots, paquets, etc. Et S.M. à quoi désirant pourvoir. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil permet auxdits fermiers de recevoir pendant un an et à commencer du jour de la publication dudit arrêt, le quart en sus d'augmentation du prix des voitures sans toutefois que le présent arrêt puisse nuire à la liberté du roulage permise par arrêt du Conseil du 24 janvier 1684.

1) E. 2185, N° 6. Collection Rondonneau A D + 855.

9) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Conversion d'un récépissé.*

Faisant droit à la requête du sieur de Gagny, trésorier général des maréchaussées du Royaume, demandant la conversion d'un récépissé de la somme de 4.336 livres 13 sols 4 deniers en un autre de pareille somme sur les débits et parties non réclamées des comptes des exercices des années antérieures à 1737. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il soit délivré un autre récépissé au sieur de Gagny.

1) E. 1166, N° 1.

10) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Décharges d'amendes. Délai de grâce.*

Vu la requête, l'arrêt du 7 septembre 1718 condamnant à 500 livres d'amendes, le bail du 20 décembre 1703 en faveur du sieur Blaisot, arrêt du Conseil de 1709 prorogeant pour une année le bail en faveur du sieur Blaisot et de ses associés, arrêts du Conseil du 9 décembre 1710, 10 novembre 1711, 22 octobre 1712, ordonnant que la régie sera faite désormais par les fermiers généraux. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ledit Georges Blaisot et

ses associés seront tenus dans l'espace de six mois après la publication de cet arrêt, du prix de leur bail des villes et fermes de Savoie conformément aux comptes qu'ils ont rendu au sieur d'Angervilliers, ci-devant intendant du Dauphiné, et décharge les suppliants des amendes auxquelles la Chambre des Comptes les avait condamnés et pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1166 a, N° 2.

11) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Interprétant un arrêt antérieur. Avis des avocats et procureurs généraux du Parlement de Besançon. Clergé. Lettres de permission.*

Faisant droit à la requête du sieur Gérard, prêtre-curé de Dhyeure, demandant les lettres de permissions nécessaires à lui et ses successeurs pour continuer à posséder les héritages donnés en échange par acte du 17 janvier 1713. Vu la requête, le contrat d'échange, l'arrêt y énoncés, vu l'avis des avocats et procureurs généraux du Parlement de Besançon. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne l'exécution de l'arrêt du 9 décembre 1738 et des lettres patentes du 6 janvier 1739, en conséquence permet au suppliant et à ses successeurs de conserver la possession d'immeubles acquis par son prédécesseur. Et seront sur le présent arrêt, toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1166 a, N° 3.

12) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête de Jean Belime, avocat au Parlement, ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide à la somme de 4.000 livres la finance de l'office d'avocat aux Conseils dont était pourvu Jean Belime, supprimé par édit de septembre 1738 et ordonne qu'il en soit remboursé.

1) E. 1166 a, N° 4.

13) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête du sieur Bepel, avocat au Parle-

ment, ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide à la somme de 4.000 livres, etc. Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1166 a, N° 5.

14) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête du sieur Thomas Maurice Bronod, avocat au Parlement, ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Qui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide à la somme de 4.000 livres, etc. Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1166 a, N° 6.

15) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Interprétant un arrêt du Conseil. Avis des avocats et des procureurs généraux du Parlement de Besançon. Clergé. Lettres de permissions.*

Faisant droit à la requête des Prieures et religieuses de la Visitation de Sainte Marie, établies à Salins, demandant à S. M. de leur permettre de conserver la possession et la jouissance des immeubles acquis par les échanges du 9 janvier 1696, 10 février 1699, 23 septembre 1713, 27 mai 1714, etc. Vu la requête, les contrats d'échanges et de cessions, arrêts et lettres patentes et joint l'avis des avocats et des procureurs généraux du Parlement de Besançon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des finances.

Le Roi en son Conseil conformément à l'art. 2 de l'arrêt du 9 décembre 1738 et des lettres patentes du 6 janvier 1739 permet aux religieuses de la Visitation de Salins de continuer la possession de quelques immeubles par elles acquis par l'échange d'une maison qui se trouve renfermée dans leurs clôtures et ordonne qu'elles videront leurs mains des autres immeubles acquis depuis le 4 août 1695. Sur le présent arrêt, toutes lettres patentes seront expédiées.

1) E. 1166 a, N° 7.

16) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Quittances comptables. Prorogation du délai d'enregistrement.*

Faisant droit à la requête de Jean Louis Dalbost, receveur ancien des tailles de l'élection de Guéret, généralité de Moulins, demandant à S. M. qu'il lui plaise, conformément à la déclaration

du 6 mars 1716, d'ordonner que les quittances seront contrôlées en la manière ordinaire nonobstant que le délai soit écoulé. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les trois quittances signées Miller, datées de septembre 1739 à la décharge du suppliant sur les impositions de ladite élection seront enregistrées au contrôle des Finances par le contrôleur général des Finances de la généralité nonobstant que le mois prescrit par le règlement soit passé. Et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1166 a, N° 8.

17) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Décharge de la taille. Certificat de non soluto.*

Faisant droit à la requête de Jean Louis Dalbost, receveur ancien des tailles de Guiver, généralité de Moulins, contenant que par arrêt du Conseil du 4 juin 1737, S. M. a déchargé les habitants du bourg de Dumoutier Dahun de la somme de 293 livres 3 sols et que le suppliant en a tenu compte aux habitants suivant le certificat de non soluto du collecteur dudit bourg; mais que le sieur Charles François Miller, receveur général des Finances à la généralité de Moulins, lui a fait refus d'en tenir compte, vu la requête, l'arrêt du 4 juin 1737, le certificat de non soluto du collecteur du bourg Dumontier Dahun. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt du 4 juin 1737 soit exécuté, en conséquence que la somme de 293 livres 3 sols sera employée en reprise dans les comptes du sieur Dalbost, receveur général de l'exercice de 1738 où elle sera passée et allouée en reprise sans difficulté en rapportant copies collationnées du présent arrêt, de celui du 4 juin 1737 et du certificat de non soluto du collecteur dudit bourg.

1) E. 1166 a, N° 9.

18) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Clergé. Dons. Aumônes. Renouvellement.*

Ayant égard à la requête des religieuses minimes de la ville de Poitiers suppliant S. M. de continuer les deux aumônes montant à la somme de 450 livres, accordées par lettres patentes de 25 février 1731, pendant neuf années consécutives. Vu la requête, les pièces justificatives et le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne de continuer les deux aumônes sous leur nom dans les états de la Recette générale des Finances de Poitiers. Pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront envoyées.

1) E. 1166 a, N° 10.

19) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Office. Commission. Bureau des Finances.*

Faisant droit à la requête du sieur de Lorne, président trésorier de France au Bureau des Finances de la généralité de Paris, suppliant S. M. de commettre en son lieu et place un des trésoriers de France au Bureau des Finances de Paris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur Maignet, trésorier de France au Bureau des Finances de Paris en qualité de Ponts et Chaussées au lieu et place du sieur de Lorne qui néanmoins jouira sa vie durant de la somme de 2.000 livres sur les appointements de ladite commission à prendre sur l'état de la recette générale des Finances. Toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1166 a, N° 11.

20) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Approbation de l'état de répartition de la Capitation. Transcription.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les intendants ou autres que S. M. a commis pour dresser les états de répartition de la capitation soient tenus d'envoyer au contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux desdits états concernant la noblesse et les officiers des Compagnies supérieures et subalternes, et des extraits ou bordereaux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. en son Conseil approuve les états de répartition dressés par les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris, par le lieutenant général de Police, par le procureur de S. M. au Châtelet et par le Recteur de l'Université de ladite ville pour l'année 1725 montant à la somme de 1.588.277 livres 4 sols 7 deniers compris les 2 sols pour livre. Ordonne que le receveur de ladite ville sera tenu de se charger en recette de ladite somme laquelle sera admise dans ses états et comptes en vertu du présent arrêt qui

sera transcrit au bas de chacun desdits états de répartition.

1) E. 1166 a, N° 12.

21) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie, les adjudications passées par les sieurs Marquette, Caudry, Desforges, Vernier et Allonge, subdélégués du sieur Bignon, intendant et commissaire départi en la généralité de Soissons, des réparations à faire au presbytère de la paroisse de Ramiecourt, d'Eppeville, à l'église de la paroisse d'Origny, au presbytère de Resson, à l'église de Verdelot. Vu l'avis du sieur intendant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur Bignon, confirme lesdites adjudications; en conséquence ordonne que les sommes y portées seront imposées sur tous les habitants et propriétaires de biens. fonds situés dans lesdites paroisses exempts ou non, privilégiés ou non, au marc la livre de leurs impositions suivant les rôles particuliers qui seront faits par les ordres dudit sieur intendant et seront les deniers provenant de ladite imposition employés sans aucun divertissement au paiement desdites adjudications sur les ordonnances de l'intendant auquel S. M. a attribué la connaissance des différends qui pourraient survenir à l'exécution desdits rôles, sauf l'appel au conseil.

1) E. 1166 a, N° 13.

22) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, incendie, l'adjudication faite par le sieur de Risson, subdélégué du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des réparations à faire à l'église Saint Blaise de Monir, vu l'avis du sieur Boucher. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur

général des Finances.

Le Roi, conformément à l'avis du sieur Boucher, confirme ladite adjudication et ordonne que les sommes seront imposées en trois années consécutives et par portions égales sur tous les habitants et propriétaires des biens, fonds situés dans ladite juridiction, exempts ou non, privilégiés ou non à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par ledit intendant ; et seront... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1166 a, N° 14.

23) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruines par incendie, l'adjudication passée par le sieur Maignol, subdélégué du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des ouvrages à faire pour la reconstruction d'une maison presbytérale dans la paroisse de Saint Maimé de Rauzen. Vu l'avis du sieur Boucher. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 15.

24) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruines, par incendie, l'adjudication passée par le sieur Bellet, subdélégué du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des réparations à faire à la nef de l'église de Sainte Foy en Agenois. Vu l'avis du sieur intendant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur Boucher,

confirme ladite adjudication et ordonne... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 16.

25) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie, l'adjudication passée en conséquence des ordres du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des ouvrages à faire pour la construction d'une maison presbytérale dans la paroisse de Cézerac, juridiction de Tournon. Vu l'avis du sieur intendant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 17.

26) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie, l'adjudication passée par le sieur Maignol, subdélégué du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des réparations à faire à l'église et à la clôture du cimetière de la paroisse de Saint Martin de Coursat. Vu l'avis du sieur intendant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 18.

27) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie, l'adjudication passée par le sieur Maignol, subdélégué du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, des réparations à faire à l'église paroissiale de Saint Armand de Very, élection de Périgueux. Vu l'avis du sieur Boucher. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 19.

28) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie, l'adjudication passée par le sieur Le Nain, intendant et commissaire départi en la généralité de Poitiers, des réparations à faire à l'église paroissiale d'Oyré. Vu l'avis du sieur Le Nain. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que... Voir l'arrêt N° 22.

1) E. 1166 a, N° 20.

29) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Diminution de la taille. Généralité de Paris. Approbation de l'état de répartition.*

Vu l'arrêt du 6 octobre 1739 par lequel S. M. a accordé une diminution de 600.000 livres sur la taille de la généralité de Paris, vu l'état de répartition fait par le sieur Deharlay, intendant et commissaire départi. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve et confirme la répartition faite par le sieur Deharlay, savoir sur la taille de l'élection de Paris 280.000 livres, sur celle de l'élection de Beauvais 20.500 livres, sur celle de l'élection de Compiègne 1.500 livres, etc., et veut que ladite somme soit diminuée conformément à ladite répartition et

ainsi passée et allouée dans les états et Comptes de ladite année 1740 par tout où il appartiendra et sans difficulté en vertu du présent arrêt.

1) E. 1166 a, N° 21.

30) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Diminution de la taille. Généralité de Bourges. Approbation de l'état de répartition.*

Vu l'arrêt du 6 octobre 1739 par lequel S. M. a accordé une diminution de 150.000 livres sur la taille des élections de la généralité de Bourges de l'année 1740, vu l'état de répartition fait par le sieur Dodart intendant et commissaire départi. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme la répartition faite par le sieur Dodart, savoir sur la taille de la généralité de Bourges 40.507 livres, sur celle de l'élection d'Issoudun 18.293 livres, sur celle de l'élection de Châteauroux 20.833 livres 9 sols 4 deniers. Et veut que ladite somme.... Voir l'arrêt précédent N° 29.

1) E. 1166 a, N° 22.

31) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Clergé. Logement du curé. Imposition nouvelle. Exécution par commissaire.*

Ayant égard à la requête du curé de la paroisse de Saint Martin demandant soit la construction d'une maison presbytérale, soit une somme suffisante pour le paiement de son logement, vu l'avis du sieur Barentin, intendant et commissaire départi en la généralité de La Rochelle. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. en son Conseil ordonne qu'il sera imposé annuellement une somme de 25 livres sur tous les habitants et sur tous les propriétaires de biens et héritages situés dans l'étendue de la paroisse de Saint Martin et enjoint au sieur commissaire de tenir la main à ce que le présent arrêt soit exécuté nonobstant opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 1166 a, N° 23.

32) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Edme Moreau, conseiller procureur du Roi en la maîtrise particulière des Eaux et

Forêts de Chauny, demandant à S. M. d'ordonner qu'il sera reçu au prêt et droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que Pierre Edme Moreau sera reçu au prêt et droit annuel nonobstant que le délai porté par l'arrêt du 23 janvier 1739 soit expiré et ce par grâce et sans tirer à conséquence.

1) E. 1166 a, N° 24.

33) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et droit annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Mosnier du Gazon, procureur postulant en cours du Parlement, Aydes, Monnaies, Requêtes de l'Hôtel et du Palais à Paris, demandant à S. M. d'ordonner qu'il soit reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que Pierre Mosnier du Gazon sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 25.

34) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Office. Prorogation de délai. Modération des droits de marc d'or. Décharge du droit de confirmation. Revenus casuels.*

Vu l'arrêt du Conseil du 6 janvier 1739 par lequel S. M. a ordonné que les offices levés vacants en ses Revenus Casuels ne paieront pour obtenir des provisions que moitié des droits de marc d'or d'enregistrement chez les gardes des rôles et de sceau, ensemble de ceux de réception et d'installation dans les cours et juridictions où ils seront reçus. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil proroge pendant le courant de la présente année 1740 le délai porté par l'arrêt du Conseil du 6 janvier 1739 ordonnant que ceux qui lèveront les offices taxés vacants ne paieront que la moitié des droits de marc d'or et que ceux qui lèveront des offices de nouvelle création ne paieront que le tiers des droits de marc d'or, d'enregistrement, sceau, frais de provisions, réception et installation. Ordonne S. M. que ceux qui ont levé aux Revenus Casuels des Offices de pareille nature demeure-

ront déchargés du droit de confirmation.

1) E. 1166 a, N° 26. A D + 855.

35) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le Paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête du sieur Brion pourvu de l'office de conseiller du Roi commissaire provincial des guerres au département de Maubeuge, Lequesnoy, Landreecy, Avesnes, forts en dépendant, demandant à S. M. d'ordonner qu'il soit reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Brion sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 27.

36) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête de Marie Hélène de Lorme de Tencin, veuve Tessier, créancière de sommes considérables de Jean Guillot pourvu d'un office de conseiller du Roi, trésorier de France et général de ses Finances en la généralité d'Auch; ledit office lui servant de sureté demande à S. M. d'ordonner qu'elle sera reçue au prêt et droit annuel de cet office nonobstant que le délai soit expiré. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la veuve Tessier sera reçue, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 28.

37) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Ayant égard à la requête de Louis Saquier, conseiller du Roi élu en l'élection de Montdidier demandant à S. M. de le recevoir au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Louis Saquier sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 29.

38) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Ayant égard à la requête de Nicolas Juliot de Frémont, conseiller du Roi, notaire et secrétaire près le Grand Conseil, demandant à S. M. d'ordonner qu'il soit reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Nicolas Juliot de Frémont sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 30.

39) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête de Louis Saint Germain, conseiller du Roi, receveur des tailles en l'élection de Valence, demandant à S. M. d'ordonner qu'il sera reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que Louis Saint Germain sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 31.

40) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Faisant droit à la requête du sieur Bolle, notaire royal en la ville de Bordeaux, demandant à S. M. d'ordonner qu'il soit reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Bolle sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 32.

41) Versailles, 5 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Prêt et Droit Annuel. Retard dans le paiement. Grâce.*

Ayant égard à la requête du sieur Labbé, juge mayer des quatre portes et faubourgs de Troyes, demandant à S. M. d'ordonner qu'il sera reçu au droit annuel de son office nonobstant que le délai soit expiré. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Labbé sera reçu, etc... Voir l'arrêt N° 32.

1) E. 1166 a, N° 33.

42) Versailles, 9 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'intendant et des députés du Commerce. Renouvellement d'un privilège. Métiers à ressort. Jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du 6 décembre 1738, l'ordonnance de l'intendant du 11 janvier 1739, le mémoire présenté par le sieur Meschinger demandant le renouvellement du privilège expiré au 1^{er} janvier 1740. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi et des députés du Commerce. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les rubans saisis sur le métier du sieur Sélouf seront confisqués au profit du sieur Meschinger et que les deux métiers à ressort saisis chez S. Goliez et Sélouf demeureront en dépôt au greffe de la police de Marseille jusqu'à l'expiration du privilège du sieur Meschinger que S. M. proroge pour cinq ans. Veut S. M. que toutes les contestations qui pourraient naître à l'occasion du privilège seront portées devant le sieur intendant et commissaire départi en Provence. Et sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 2188, N° 2.

43) Versailles, 9 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. S. M, y étant. Avis des commissaires. Clergé. Paiement de dettes. Construction de nouveaux fours. Représentation de titres.*

Vu les arrêts du Conseil des 1^{er} octobre 1734 et 8 novembre 1737, la sentence de la juridiction royale de Brest du 20 juillet 1726, les lettres d'appel de la sentence prises par les dames, abesse, prieures et religieuses de Saint Sulpice; requête du général et des habitants de la paroisse de l'Esneven; demande formée par Charles Nouvel de la Grenouillaye; requête desdites dames, abesse, prieures et religieuses; requête de Catherine Maillard, veuve de Nicolas Martin, procureur à l'Esneven. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil met l'appellation au néant, décharge l'abbaye de Saint Sulpice de la demande du sieur Charles Nouvel de 1.464 livres 6 sols 4 deniers pour la construction des nouveaux fours, mais l'abbaye sera tenue de payer au sieur Nouvel les 59 livres 10 sols 10 deniers par lui payées au procureur de la juridiction de Brest pour ses créances et vacations, ainsi qu'à la dame Catherine Meillard la somme de 253 livres 6 sols due à son mari par l'abbaye. Ordonne que dans un mois pour tout délai l'abbaye

sera tenue ainsi que la communauté de l'Esneven de représenter devant les sieurs commissaires les lettres patentes et autres titres nécessaires pour la validité et l'exécution du traité passé au sujet du prieuré de l'Esneven le 9 mai 1738, pour être par S. M., sur l'avis des sieurs commissaires, statué et ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2192, N° 1. Collection formée par les secrétaires d'Etat des Affaires ecclésiastiques.

44) Versailles, 10 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant, Clergé. Confirmation d'un décret.*

Faisant droit à la requête de Charles Barreau, provincial des Augustins de la province de Toulouse et de Guyenne, demandant à S. M. de confirmer et d'approuver le décret du Général de l'ordre des Augustins du 10 juillet 1739, en conséquence d'ordonner que le couvent des Augustins de Toulouse demeurera immédiatement soumis à la juridiction du suppliant et de ses successeurs et que l'élection du prieur et des officiers dudit couvent sera faite dans le chapitre provincial. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances. —

Le Roi étant en son Conseil approuve et confirme le décret du Général de l'ordre des Augustins et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2192, N° 2.

45) Versailles, 10 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Etats d'Artois. Acceptation de l'aide extraordinaire.*

Vu l'acte d'acceptation fait le 7 janvier par les commissaires députés par S. M. en l'assemblée des Etats d'Artois tenus en la ville d'Arras, des offres faites par les députés desdits Etats de la somme de 400.000 livres par forme d'aide extraordinaire pour l'année 1740 à charge d'en faire le paiement en les mains du sieur François Michel de Lestés de Ginency le noble, receveur général ancien, alternatif et triennal des Finances, Aydes, Don gratuit et autres impositions ordinaires et extraordinaires dudit pays. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accepte la somme de 400.000 livres et permet aux Etats d'en faire l'imposition par forme de centième à la charge qu'ils en feront le paiement en mains du sieur de Les-

tés de Ginency, receveur général des Finances dudit pays.

1) E. 2193, N° 2.

46) Versailles, 10 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Clergé. Provisions. Evocation.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que le sieur Denis Noël Petit, curé de Gurgy, a obtenu en Cour de Rome des provisions du prieuré de Notre Dame de l'Assomption de Vaucler, ordre du Val des Choux, en vertu desquelles il a pris possession dudit prieuré ce qui est contraire à l'arrêt du conseil du 3 mai 1722. Et S. M. étant informée des oppositions formées par des religieux du Val des Choux. Qu'il le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil toutes les contestations nées ou à naître à l'occasion desdites provisions pour y être jugées par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2194, N° 1. Collection formée par le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères.

47) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Décharge d'assignations. Tutelle.*

Sur la requête de Bernard Chauvelin, chevalier conseiller d'Etat ordinaire, maître des requêtes honoraire, Jacques Bernard Chauvelin, conseiller du Roi en ses Conseils, maître des requêtes ordinaire de l'Hôtel de S. M., Louis Gabriel Chauvelin, abbé de Saint Jouin, Henry Philippe Chauvelin, abbé de Montiéramey, conseiller clerc au Parlement de Paris, et Jacques Chauvelin, prieur de Saint Blin, doyen des administrateurs de l'hôpital général de Paris, demandant à S. M. de déclarer non avenues les assignations à eux données en vertu de l'ordonnance du sénéchal de Toulouse du 10 octobre 1739. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil décharge les suppliants desdites assignations données sur la requête de la veuve du sieur président de Castaignier et fait défense aux officiers de la sénéchaussée de Toulouse de faire aucune poursuite ni de rendre aucun jugement contre les suppliants pour raison de la nomination à la tutelle de l'enfant mineur du sieur de Castaignier à peine de nullité, cassation et intérêts.

1) E. 2.185. 7°. A D + 855.

48) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Acquisition d'un immeuble soumis à la haute justice de S. M. Rente d'indemnité. Exemption d'amendes.*

Sur la requête des dames religieuses de la Visitation de la rue de Bacq à Paris contenant qu'elles ont acquis une maison rue du Bacq, et que, sur la requête de Charles Barnier, sous-fermier des domaines de la ville et généralité de Paris, elles ont été assignées pour être condamnées à lui payer les arrérages de la rente d'indemnité due à S. M. pour acquisition de ladite maison, comme étant dans sa haute justice, en une amende de 100 livres faute d'avoir laissé copie de l'acte d'acquisition au receveur du domaine, requérant de les décharger de l'amende en offrant de payer le droit d'indemnité. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les dames religieuses de la Visitation seront tenues de payer annuellement au fermier des domaines de la ville et généralité de Paris 10 livres 15 sols 4 deniers de rentes ; ordonne que les arrérages échus seront payés au sieur Charles Barbier et par grâce et sans tirer à conséquence les décharge de l'amende par elles encourue.

1) E. 2.185, N° 8.

49) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Intendance de Paris.*

Le Roi ayant nommé le sieur Hérault conseiller d'Etat lieutenant général de police à l'intendance de Paris et S. M. voulant que les procès civils et criminels dont la connaissance lui avait été renvoyée par différents arrêts de son Conseil, soient jugés par le sieur de Marville, maître des requêtes et lieutenant général de police que S. M. a commis à la place du sieur Hérault. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes ordinaire de son Hôtel, lieutenant général de police de la ville, prévôté et vicomté de Paris au lieu et place du sieur Hérault. Et seront pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2.185, N° 9. A D + 855.

50) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Corps des marchands*

drapiers et merciers.

Le Roi voulant que les comptes de la régie de la Halle aux draps de la ville de Paris continuent d'être rendus par les maîtres et gardes des deux corps de marchands drapiers et merciers, aurait subrogé le sieur Hérault, maître des requêtes pour recevoir lesdits comptes; mais le sieur Hérault ne pouvant y vaquer et étant nécessaire de commettre à sa place. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes, lieutenant général de police au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2. 185, N° 10.

51) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Loteries.*

Vu les arrêts rendus le 30 avril 1715, 26 février 1718, 26 septembre 1720 par lesquels S. M. aurait ordonné que les curés et marguilliers des paroisses ainsi que les supérieurs et supérieures des communautés, en faveur desquelles il avait été accordé des loteries rendraient compte de la recette et dépense du bénéfice tiré de la loterie devant les sieurs d'Argenson, de Machault, de Baudry, lieutenants généraux de police auxquels S. M. avait attribué la connaissance des contestations sauf appel au conseil. Vu l'arrêt du 20 septembre 1725 accordant la même attribution au sieur Hérault. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2.185, N° 11.

52) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Titres de concession.*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts des 28 octobre 1716 et autres par lesquels S. M. a nommé des commissaires pour examiner la validité des titres de concession de plusieurs droits, franchises et privilèges dans la ville et faubourgs de Paris ainsi que les abus qui peuvent s'être introduits et pour proposer les moyens de rétablir le bon ordre; et l'intention de S. M. étant que le sieur de Feydeau de Marville, lieutenant général de police, soit du nombre des commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Mar-

ville pour procéder à l'examen des titres de concession des droits, franchises et privilèges de la ville de Paris.

1) E. 2. 185, N° 12.

53) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Bureau du Commerce.*

Le Roi ayant nommé le sieur Hérault conseiller d'Etat, lieutenant général de police, à la commission d'intendant de la généralité de Paris et étant nécessaire de commettre à la place qu'il occupait au Bureau du Commerce en qualité de lieutenant général de police. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville maître des requêtes, lieutenant général de police au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2. 185, N° 13.

54) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Employés de police.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du 23 août 1734 par lequel S. M. avait renvoyé par devant le sieur Hérault, lieutenant général de police, les contestations nées et à naître tant entre les entrepreneurs du nettoisement des lanternes et de la fourniture des chandelles que celles qui pourraient regarder les autres employés de police pour raison de leurs emplois; et étant nécessaire de pourvoir à la place du sieur Hérault. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes, lieutenant général de police pour juger au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2.185, N° 14. A D + 855.

55) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Biens des religionnaires fugitifs.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt rendu le 18 septembre 1725 par lequel S. M. avait commis le sieur Hérault pour juger et décider toutes les demandes et contestations qui seraient formées pour raison des biens des religionnaires fugitifs dans la ville, vicomté et prévôté de Paris ; et le sieur Hérault ne pouvant plus

vaquer à l'exécution du présent arrêt. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes, lieutenant général de police au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2.185, N° 15.

56) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Marchands forains.*

Vu les arrêts rendus le 9 juillet 1709, 30 novembre 1710, 23 septembre et 20 octobre 1716, etc. par lesquels S. M. avait successivement nommé les sieurs d'Argenson, de Machault, de Baudry, etc. pour connaître et juger les procès qui pourraient survenir entre les marchands forains de bestiaux et autres trafiquants dans les marchés de Poissy et Sceaux, les marchands bouchers de la ville de Paris et autres commerçants desdits marchés; vu l'arrêt du 18 septembre 1725 par lequel S. M. a accordé la même attribution au sieur Hérault. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil attribue au sieur Feydeau de Marville la connaissance de tous lesdits procès.

1) E. 2.185, N° 16.

57) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Entrepôts.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 18 septembre 1725 par lequel S. M. avait commis le sieur Hérault, lieutenant général de police, pour connaître de tous les différents et contestations qui seraient formés pour raison du droit de sol par livre perçu sur les suifs et chandelles de la ville, prévôté et vicomté de Paris, même des contestations arrivant à l'occasion des entrepôts et magasins de suifs et chandelles prohibées; et le sieur Hérault ne pouvant vaquer à l'exécution de cet arrêt. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, lieutenant général de police, au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2.185, N° 17.

58) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Caisse générale des Finances. Achat de fils de*

chanvre. Remboursement: Droit de demi pour cent.

Sur ce qui a été représenté au Roi par le sieur Geoffroy, chargé de la caisse des Recettes générales des Finances à Paris que les intendants et commissaires départis dans les provinces ont été chargés en l'année 1731 de faire acheter des fils de chanvre et ont été autorisés à prendre dans les caisses des Recettes générales de chaque province les fonds nécessaires et qu'il ne reste plus à acquitter que pour la somme de 34.200 livres 3 sols 11 deniers de laquelle ledit Geoffroy supplie S. M. d'ordonner le paiement. Oui le rapport...

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le sieur de Barillon, chargé de la recette générale du droit de demi pour cent qu'il perçoit sur les marchandises venant des îles et colonies françaises de l'Amérique, remettra à la Caisse générale des Finances de Paris des fonds du produit du demi pour cent de l'année 1735 la somme de 34.200 livres 3 sols 11 deniers pour remboursement de pareille somme restée due à ladite caisse, laquelle somme sera allouée et passée sans difficulté dans la dépense du compte que le sieur de Barillon rendra au Conseil de son exercice de l'année 1735.

1) 1. 2185, N° 18.

59) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. S. M. y étant. Versement à la caisse générale des Fermes de S. M. Remboursement d'avances.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par les fermiers généraux de S. M. qu'il leur est dû une somme de 79.889 livres 13 sols 11 deniers pour différentes avances par eux faites pour l'utilité des manufactures et du commerce sur des décisions du Conseil pendant les années 1731, 1732, 1738 et 1739; à quoi voulant pourvoir. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que le sieur Barillon, chargé de la recette générale du droit de demi pour cent qui se perçoit sur les marchandises venant des îles et colonies françaises de l'Amérique, remettra à la Caisse Générale des Fermes de S. M. la somme de 79.889 livres 13 sols 11 deniers, laquelle somme servira de remboursement auxdits fermiers de pareille somme par eux avancée et sera allouée et passée sans difficulté dans la dépense des Comptes que le sieur Barillon remettra au Conseil de ses exercices desdites années 1735, 1736.

1) E. 2185, N° 19.

60) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Office. Vente des Offices. Recouvrement de la finance.*

Vu l'arrêt du 24 janvier 1736, celui du 7 janvier 1738 et S. M. étant informée que le sieur Barbier n'a point encore rendu compte du recouvrement de la finance provenant de la vente des offices créés et rétablis par édit du mois de juin 1730 sur les ports et quais de la ville de Paris Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que sera compté par le sieur Barbier dans le compte qu'il en doit rendre par bref état au Conseil et non ailleurs, du montant des emprunts faits par la communauté des conseillers du Roi, inspecteurs, contrôleurs et visiteurs sur les vins, eaux de vie, liqueurs et autres boissons, fixé par l'arrêt du 7 janvier 1738 à la somme de 2.680.000 livres sur l'ampliation de la quittance de finance qui aura été expédiée sur le rôle qui sera arrêté au Conseil.

1) E. 2185, N° 20.

61) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Exécution par l'intendant. Interprétation d'un arrêt antérieur. Droit de sortie des petites étoffes. Réduction. Publication et affichage de l'arrêt.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que l'arrêt du Conseil du 8 septembre dernier qui a réduit à 10 sols du cent pesant le droit de sortie des petites étoffes appelées bayettes, sempiternes, cadis et autres semblables ne peut regarder que les étoffes dont les droits avaient été modérés à 30 sols du cent pesant et que néanmoins des négociants de plusieurs provinces où se fabriquent des étoffes qui, jusqu'à présent, ont acquitté le droit de sortie sur le pied de 3 livres le cent pesant, prétendent se servir dudit arrêt. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, interprétant en tant que besoin ledit arrêt, ordonne que seules les étoffes qui se fabriquent en Rouergue, Languedoc et Gévaudan et qui étaient ci-devant imposées du droit de 30 sols par cent pesant jouiront seules de la réduction ordonnée par arrêt du Conseil du 8 septembre 1739, soit qu'elles sortent pour l'Italie, soit pour l'Espagne. Enjoint S. M. au sieur intendant départi de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié, affiché par tout où besoin sera à ce

que personne n'en ignore.

1) E. 2185, N° 21.

62) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant. Office. Gages. Jouissance.*

Faisant droit à la requête de messire Robert Le Peletier, chevalier seigneur comte de Saint Fargeau, gouverneur pour le Roi, grand bailli et capitaine des château, ville et comté de Gien et ministre d'Etat demandant à S. M. que la somme de 224 livres 7 sols 6 deniers soit employée conformément à l'arrêt du Conseil du 17 février 1739 dans l'état des charges du Domaine de la généralité d'Orléans à commencer du 1^{er} janvier 1739. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le sieur Le Pelletier continuera à jouir en sa qualité de gouverneur, grand bailli, capitaine et concierge des château, ville et comté de Gien des mêmes gages montant à la somme de 224 livres 7 sols 6 deniers dont il sera fait fonds dans l'état des charges du Domaine de la généralité d'Orléans. Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2185, N° 22.

63) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Avis de l'inspecteur du Domaine de Versailles. Echange de deux terrains. Commission.*

Sur la proposition du sieur Besnier, directeur des Aides de Versailles, de céder au Roi à titre d'échange 3 arpents 27 perches de terre situés dans le grand parc de Versailles au territoire du bois d'Arcy, lieu dit Lamane, contre un terrain contenant 3 quartiers situé à Viroflay, enclos de murs avec une mesure en ruines, vu le rapport du sieur Leroy, lieutenant des Chasses de S. M., inspecteur du Domaine de Versailles. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par le sieur de Gaumont conseiller d'Etat ordinaire comme commissaire à ce député sera passé contrat d'échange au nom de S. M.

1) E. 2185, N° 23.

64) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'intendant. Exécution par l'intendant. Autorisation de fabriquer des toiles.*

Le Roi s'étant fait représenter le règlement du 22 mai 1736 pour les toiles appelées Nantoises, de Clisson, façon de Clisson et autres qui se fabriquent dans la province de Bretagne. Et S. M. étant informée que pour augmenter le débit des toiles appelées Brins de Fougères, il serait à propos de permettre d'en fabriquer une sorte composée en chaîne de 38 portées de 40 fils. Vu la requête du sieur de Viarne, intendant et commissaire départi en Bretagne. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil permet aux fabricants de Fougères de fabriquer des toiles appelées Brins communs de Fougères d'une seconde sorte. Enjoint au sieur intendant et commissaire départi de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 2188, N° 3. A. D. + 855.

65) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis des Députés du Commerce. Exécution par l'intendant. Réglementation de la fabrication des étoffes de laine. Publication et affichage de l'arrêt.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par les marchands et les fabricants de Lisieux, Tordouet, Fervagues et Verneuil qu'il se fabrique dans lesdites manufactures une sorte de froes destinés à être frisés et lannés et une étoffe appelée bourraean qui ne se trouvent pas comprises dans le règlement du 16 juillet 1737 et qu'il serait nécessaire de prescrire des règlements. Vu l'avis des députés du Commerce. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne ce qui suit : les froes auront en chaîne au moins 36 portées de 32 fils, les bourraeans auront en chaîne au moins 23 portées de 28 fils, etc. Enjoint S. M. au sieur Intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché par tout où besoin sera et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 2194, N° 2.

66) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Evocation. Renvoi au Grand Conseil.*

Vu l'arrêt du 11 novembre 1738 par lequel S. M. a évoqué à elle et à son Conseil la connaissance des faits mentionnés aux procès-

verbaux des employés de la brigade de Cherbourg du 24 octobre 1738 et renvoyé par devant le sieur Régnier, prévôt général de la Maréchaussée à Caen pour être le procès jugé prévotalement et en dernier ressort. Et S. M. étant informée que depuis cette affaire n'est pas en état d'être jugée. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil toutes les procédures faites par le sieur Régnier contre les bourgeois et les habitants de Cherbourg et les renvoie au Grand Conseil pour être le procès jugé souverainement et en dernier ressort. A l'effet de quoi S. M. attribuant au Grand Conseil toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à toutes ses cours et autres juges, ordonne en outre que les charges, informations et procédures faites par le sieur Régnier ou les subdélégués qu'il aurait pu commettre seront remises au greffe du Grand Conseil à ce faire greffiers contraints, quoi faisant déchargés. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2194, N° 3.

67) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'intendant. Clergé. Hôtel Dieu de Bellême. Reconstruction.*

Faisant droit à la requête des administrateurs et de la supérieure de l'Hôtel Dieu de la ville de Bellême demandant à S. M. de leur permettre de prendre les pierres des murailles du château de Bellême, tombées dans les fossés, et celles d'une tour en ruines proche du donjon pour la reconstruction et l'augmentation des bâtiments de l'Hôtel Dieu. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil permet auxdits suppliants de prendre les pierres du mur de l'enceinte du château de Bellême et de la tour proche du donjon pour être employées auxdites dépenses; et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2194, N° 4.

68) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Abus. Malversations. Exposition des enfants. Evocation. Renvoi devant l'intendant. Jugement par lui.*

Faisant droit à la requête du sieur Armand Louis Duplessis de Richelieu, duc d'Aiguillon, pair de France, seigneur engagiste

des comtés d'Agenois et Condomois, demandant à S. M. d'évoquer à Elle et à son Conseil toutes les demandes, plaintes et contestations formées au sujet des abus et malversations commises ou qui se commettraient au sujet de l'exposition des enfants à Agen et autres villes dépendant des comtés d'Agenois et Condomois. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil toutes lesdites demandes, plaintes et contestations et les renvoie icelles circonstances et dépendances par devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux auquel Elle a donné pouvoir de commettre pour faire les fonctions de procureur du Roi et de greffier telles personnes qu'il jugera à propos.

1) E. 2194, N° 5.

69) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Droits de Franc-fief. Mainlevée de saisies.*

Faisant droit à la requête de René Péan, garde des rôles en la Grande Chancellerie, suppliant S. M. de le décharger du paiement de la somme de 6.150 livres pour les droits de Franc-fief en la terre et seigneurie de Mosmac et de faire défense aux sieurs Pillavoine de faire aucune poursuite contre le suppliant. Vu la requête, l'arrêt du Conseil du 15 juin 1725 maintenant le sieur Péan dans la noblesse d'origine, vu la contrainte du 5 septembre 1722, la saisie du 20 juin 1739 et autres pièces. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil décharge le sieur Péan du paiement de la somme de 6.150 livres et en conséquence fait entière mainlevée de toutes saisies qui ont pu être faites et fait défense de faire aucune poursuite contre le sieur Péan à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 1166 a, N° 34.

70) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Surcotisation de tailles. Remboursement. Imposition nouvelle.*

Vu la requête de Demoiselle Marguerite Rivière, épouse de Claude Ferdinand donataire d'Antoine Rivière son frère lequel était héritier d'Antoine Rivière son oncle, contenant que la communauté de Saint Martin de Poizat fut condamnée à rembourser audit Antoine Rivière oncle les surcotisations de taille qui avaient été faites sur ses fonds. Vu le procès-verbal du sieur Granier esti-

mant la dame Rivière créancière de 1314 livres 13 sols 2 deniers de la communauté de Poisat et celle-ci créancière de celle d'Eybens de 2.639 livres 14 sols 10 deniers. Vu l'avis du sieur Fontanier intendant et commissaire départi en la province du Dauphiné. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil faisant droit sur le tout déclare Marguerite Rivière créancière de la communauté de Poisat de 1314 livres 13 sols 2 deniers et celle-ci créancière de la communauté d'Eybens de 2.639 livres 14 sols 10 deniers. Et ordonne que cette somme soit imposée en six années consécutives et par portions égales sur tous les habitants contribuables de la communauté d'Eybens pour être employée à payer à la décharge de la communauté de Poisat, la Demoiselle Rivière.

71) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Rebellion contre les commis à l'exercice des Aides. Prise de corps. Demande d'annulation de procédures du Prévôt Royal.*

Faisant droit à la requête de Nicolas Joblot, fermier des Aides de Champagne, contenant qu'un nommé Ceste, chaudronnier, s'est rebellé contre des commis à l'exercice des Aides de la ville de Troyes et s'est plaint au Prévôt Royal de la ville de Troyes lequel au lieu de rejeter la plainte comme juge incompetent, a décrété prise de corps contre lesdits commis malgré la défense des art. 35, 36, 37 de l'ordonnance de 1681 ; demande le suppliant de faire annuler la procédure du Prévôt royal, de condamner Ceste et ses complices et d'ordonner l'élargissement des commis. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne l'exécution de l'ordonnance de 1681 et l'envoi des charges et informations au greffe du Conseil, cependant l'instance continuera d'être poursuivie par les Elus de Troyes jusqu'à jugement définitif ; fait défense aux parties de se pourvoir ailleurs à peine de 1.000 livres d'amendes et tous dépens et dommages ; en outre ordonne l'élargissement des commis sur leur caution juratoire de se présenter à la première sommation. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

1) E. 1166 a, N° 36.

72) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Commission. Rebellion contre des commis aux Aides. Jugement par l'intendant.*

Faisant droit à la requête de Jean Godefroy, fermier des Aides de la généralité de Paris, contenant que par arrêt du 8 décembre dernier S. M. a commis le sieur Deharlay intendant et commissaire départi en la généralité de Paris pour juger en dernier ressort le procès poursuivi par le suppliant contre Jean Leblond, habitant de la ville de Beauvais, et que le sieur Deharlay étant depuis décédé et S. M. ayant commis à l'intendance le sieur Hérault, conseiller d'Etat ; requère le suppliant que S. M. veuille bien faire passer audit sieur Hérault la commission portée audit arrêt du 8 décembre. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur intendant et commissaire départi pour juger en dernier ressort ledit procès. S. M. lui attribuant à cet effet toute cour, juridiction et connaissance qu'Elle avait attribué audit sieur Deharlay par l'arrêt du 8 décembre dernier lequel sera exécuté nonobstant oppositions ou empêchements quelconques.

1) E. 1166 a, N° 37.

73) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Eaux et Forêts. Salines. Bois. Désaffectation.*

Vu l'arrêt du 2 juin 1733 approuvant l'offre faite par le sieur Chaillet et ses associés d'établir une nouvelle saline à Lons le Saunier, depuis fixée à l'étang de Saloir ; l'arrêt du 23 février 1734 portant affectation pour la cuite des sels de toutes forêts appartenant à S. M. dans le ressort de la maîtrise de Potigny, celle de Chalon-sur-Saone et appartenant aux particuliers des environs de Lons le Saunier ; l'arrêt du 27 janvier 1739 subrogeant les cautions de Jacques Forceville, adjudicataire au lieu et place du sieur Chaillet ; l'arrêt du 21 avril 1739 attribuant à l'intendant toute cour, juridiction et connaissance pour la régie et administration des bois affectés à la saline de Saloir. Vu l'avis du sieur Devanolles, maître des Requêtes, intendant au comté de Bourgogne. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. en son Conseil ordonne que les cinq cantons de bois composant la forêt de Sagny ci-devant affectés à la saline de l'étang de Saloir seront ôtés et retranchés de ladite affectation qui demeurera restreinte aux seules forêts de S. M. situées dans le ressort de la maîtrise de Poligny au comté de Bourgogne et à toutes celles des particuliers et communautés dudit comté dans la distance de qua-

tre lieux comtoises de Lons le Saunier. Veut S. M. que par le sieur intendant, il sera incessamment procédé à un règlement général pour la fixation des coupes et autres arrangements nécessaires à la conservation et bonne exploitation desdites forêts.

1) E. 1166 a, N° 38.

74) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Possession d'une île et gravier. Garonne. Bornage. Renvoi devant l'intendant.*

Vu la requête présentée au Roi par Charles de Tarneau, lieutenant général aux armées de S. M. et gouverneur de la ville de Béthune, contenant qu'il lui a été concédé une île et gravier dans la rivière de la Garonne et que des particuliers travaillent à accroître leurs possessions en empiétant sur ladite île ; requère le suppliant qu'il plaise à S. M. d'ordonner que les naces qui y ont été faites, soient détruites et que tout le territoire soit piqueté puis planté de bornes. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil pour faire droit sur la requête, la renvoie au sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux pour entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs dires et contestations, pour ledit procès-verbal rapporté avec l'avis du sieur commissaire, être ordonné ce qu'il appartiendra. Cependant S. M. fait défense de faire dans la rivière aucune nace et autres ouvrages sous peine de tous dépens et dommages.

1) E. 1166 a, N° 39.

75) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Pêche. Jetées. Renvoi devant l'intendant.*

Vu la requête présentée au Roi par Charles de Tarneau, lieutenant général aux armées de S. M. et gouverneur général de la ville de Béthune, contenant que le président de Gasc a fait couler un grand bateau à la place de la pêche du suppliant et a fait construire trois jetées pour détruire ladite pêche ; ces entreprises étant contraires à l'ordonnance de 1669 art. 42, le suppliant demande que le président soit obligé de détruire les jetées qu'il a faites dans la rivière de la Garonne. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil renvoie la présente requête par devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, pour entendre lesdites parties, dresser procès-verbal de leurs

dire et contestations, rapporter ledit procès-verbal avec l'avis du sieur intendant, pour être ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 40.

76) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Surannation de la quittance de survivance.*

Faisant droit à la requête de Claude Gauthier, avocat au Parlement, demandant à S. M. d'ordonner qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions de l'office de Conseiller du Roi correcteur en la chambre des Comptes, Aides, Finances de Dôle en Franche-Comté, nonobstant la surannation du contrôle de la quittance de survivance. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions dudit office et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1166 a, N° 41.

77) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Revenus Casuels. Remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête du sieur Silvestre Valette contenant qu'il avait chargé un de ses amis de lever aux Revenus Casuels l'office de Notaire royal en la sénéchaussée de Nesines, mais que ce particulier ayant trouvé celui taxé vacant par la mort de Jacques Louis Lahandes à la somme de 120 livres, aurait payé la finance, délivré la quittance le 14 août 1739 ; le suppliant ayant l'intention de lever l'office vacant par la mort de Jean Paul Chauchart requière qu'il plût à S. M. d'ordonner qu'il soit remboursé. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur Bertin, trésorier des Revenus Casuels, le sieur Valette sera remboursé de la somme de 120 livres payée pour la finance dudit office et par le trésorier du Marc d'or en exercice de celle 10 livres 10 sols payée pour le Marc d'or dudit office, en rapportant le présent arrêt et les quittances pour ce suffisantes.

1) E. 1166 a, N° 42.

78) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Autorisation de construire une forge.*

Faisant droit à la requête de Louis Sébastien Bernon de la

Pointe, seigneur de Mouchy, Montifan et Paffy, demandant la permission de faire transporter et établir le fourneau ci-devant construit dans son fief de Mouchy dans celui appelé de Paffy qui est plus à portée de sa forge. Vu l'avis du Grand Maître des Eaux et Forêts, le sieur Bazareaure du département du Poitou. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet de transporter et faire construire sur le fief de Paffy ledit fourneau ; et pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1166 a, N° 43.

79) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Avis des Inspecteurs généraux du Domaine. Eaux et Forêts. Bois. Titres de propriété.*

Vu l'arrêt rendu le 21 octobre sur la requête de Dame Anne Thevenin de Coursan, épouse du Sieur Charlier de Jossans de Vauprens et Jeanne Louise Thevenin de Coursan, veuve Delafau-nie de Villandrant d'une part et des habitants de la communauté de Vosnon, Ligy et Villeneuve d'autre part. Par l'arrêt S. M. avait ordonné que les dames de Coursan et les habitants seraient tenus de représenter par devant le sieur de Courtagnon, Grand Maître des Eaux et Forêts, les titres en vertu desquels ils pourraient prétendre à la propriété dudit bois. Vu le mémoire du sieur de Courtagnon présentant qu'aucune partie n'a montré des titres. Vu l'avis des Inspecteurs généraux du Domaine. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que dans les deux mois pour tout délai et à compter du jour et date de la signification qui sera faite de cet arrêt, le duc de Neuvevre sera tenu de remettre aux mains du Contrôleur général des Finances le contrat d'acquisition de la terre du Marais dont lui et ses auteurs ont joui à titre d'engagement pour sur ledit contrat et le dire d'un des Inspecteurs généraux du Domaine auquel il sera communiqué, être par S. M. statué ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 44.

80) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Clergé. Réparation d'une abbaye. Coupe de bois. Adjudication. Autorisation. Retenue du 1/10. Dis-pense de Lettres patentes.*

Faisant droit à la requête de Charles de Seiglière de Bois-

franc, abbé commendataire de l'abbaye de Notre Dame de Coulombs et des prieurs et religieux de ladite abbaye, demandant la permission de faire faire des coupes de bois ci-devant mis en réserve dans le lieu appelé Dumesnil pour les réparation à faire aux clocher, couverture et bâtiments dépendants de l'abbaye. Vu l'avis du sieur de la Saluère, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Paris. Vu le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur de la Saluère il sera procédé à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des 59 arpents 60 perches de bois ci-devant mis en réserve, à la charge pour l'adjudicataire d'y réserver 35 balliveaux à l'âge de 18 à 22 ans suivant la marque qui en sera faite du Marteau du Roi, et d'en remettre le prix aux mains du receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Paris pour être employé auxdites réparations. Ordonne S. M. qu'après l'exploitation desdits bois celui qui demeurera sera conservé pour croître en futaie sans que les suppliants ou leurs ayants cause puissent y faire aucune coupe si ce n'est en vertu d'arrêts et de Lettres patentes dûment enregistrés conformément à l'article 24 de l'Ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669. Ordonne en outre S. M. que sur le prix desdits bois il sera perçu par le Receveur Général des Domaines la retenue de 1/10 pour être employée au soulagement des pauvres communautés de villes religieuses. Fait S. M. dispense aux suppliants de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1166 a, N° 45.

81) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Diminution des droits d'inspecteurs et de courtiers. Eaux de vie. Publication, affichage et signification de l'arrêt.*

Vu au Conseil la requête des commissaires et autres fabricants d'eaux de vie des Elections de Cognac, de Saintes et de Saint Jean d'Angely demandant pour éviter les difficultés et la gêne dans ce commerce, de commuer les droits de courtier lors de la revente ou des changements et destinations des eaux de vie et de ceux d'inspecteurs en un droit de 20 sols par pièce et 10 sols par tierçon d'eau de vie payable lors du premier enlèvement. Vu l'avis du sieur Barentin, intendant et commissaire départi. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil voulant faciliter le commerce des eaux de vie dans l'étendue desdites généralités réduit à partir du pre-

mier février prochain, pendant la durée du bail du sieur Séran, sous-fermier des Aides, les droits d'inspecteurs et de courtier. Enjoint S. M. au sieur Barentin de tenir la main à l'exécution du présent arrêt lequel sera lu, publié, affiché et signifié par tout et à qui il appartiendra et exécuté nonobstant tout empêchement et oppositions quelconques.

1) E. 1166 a, N° 46. A D + 855.

82) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Coupes de bois communaux. Autorisation. Réparation. Maisons. Retenue du 1/10. Dispense de Lettres Patentes.*

Faisant droit à la requête de Pierre Regnier, Jeanne Guyot veuve de Jean Claude Renard, Anne et Marie Renard, habitant tous la paroisse de Silain, demandant à S. M. de permettre de faire couper dans les bois dudit lieu Silain 20 pieds de chêne pour être employé à la reconstruction de leurs maisons incendiées. Vu la requête, délibérations des habitants consentant à la coupe de leurs bois communaux. Avis au sieur d'Auxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et d'Alsace. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur d'Auxy ou les officiers qu'il pourrait commettre, il sera fait marquer délivrance aux suppliants de la quantité de 20 pieds d'arbres, essence de chêne, à la charge de les enlever dans la quinzaine de la délivrance et de les employer en nature au rétablissement de leurs maisons incendiées. Ordonne S. M. en outre qu'après l'exploitation desdits bois celui qui demeurera sera conservé, etc... Voir l'arrêt N° 80.

1) E. 1166 a, N° 47.

83) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Négociant. Erreur dans un arrêt du Conseil. Ratification.*

Faisant droit à la requête de Jean Baptiste Louis d'Areste, marchand de la ville de Lyon, demandant à ce que l'arrêt du 1^{er} décembre 1739 qualifiant le suppliant prêtre du diocèse de Lyon par erreur vaudra comme si l'erreur n'avait point été faite. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ledit arrêt vaudra comme si l'erreur n'avait point été faite. S. M. validant en conséquence et en tant que besoin les deux contrats de rentes viagères et quit-

tance de finance y énoncés.

1) E. 1166 a, N° 48.

84) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Bris de prisons. Faux-sauniers. Compétence des officiers du Grenier à sel.*

Faisant droit à la requête de Nicolas Desboves ci-devant adjudicataire général des Fermes Unies de S. M. demandant à S. M. d'évoquer la contestation pendante d'entre les officiers de Grenier à sel d'Abbeville et ceux de la Sénéchaussée de la même ville et y faisant droit de maintenir lesdits officiers du Grenier à sel et autres juges des Fermes dans le droit et possession de connaître du bris de prisons fait par les prisonniers, par eux décrétés et de faire à cet effet toutes descentes, visites et procès-verbaux nécessaires. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'instruction du procès fait au sujet de l'évasion de plusieurs faux-sauniers des prisons du château de Ponthieu, circonstances et dépendances, sera continuée par les officiers du Grenier à sel d'Abbeville jusqu'à jugement définitif et sauf l'appel en la cour des Aides.

1) E. 1166 a, N° 49.

85) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Erreur dans une quittance. Rectification. Effet destiné à la Loterie Royale.*

Faisant droit à la requête de Gabriel Miller, gentilhomme servant de S. M., Marguerite Thirion sa femme, Nicolas Thirion, Trésorier de France au Bureau des Finances de Metz, et Francois Thirion, Auditeur des Comptes aussi à Metz, demandant que la quittance du 30 juin 1724 signée Paris de Monmartel, garde du Trésor Royal appartenant à Pierre Thirion, avocat au Parlement de Metz leur père, sera déchargée du contrôle sans que l'erreur faite dans la quittance où l'on a écrit Quirion au lieu de Thirion puisse nuire aux suppliants. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ladite quittance sera déchargée du contrôle général des Finances pour être remboursée comme un effet destiné à la Loterie Royale en rapportant les autres pièces nécessaires. Et sera fait mention du présent arrêt tant sur ladite quittance de finance que dans les registres du contrôle géné-

ral des Finances partout où il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 50.

86) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Revenus casuels. Quittance de Finance. Validation.*

Faisant droit à la requête de Denis Chotard, demandant qu'en-
core que dans le rôle arrêté au Conseil le 22 septembre 1739 de
l'office de Notaire Royal en la résidence d'Escoyeux et quittance
de finances expédiée le 30 septembre, ledit office ait été employé
comme créé par Edit de Mars 1672, que ladite quittance vaudra
comme si elle avait libellée et qu'il sera pourvu audit office comme
non compris dans les états de réserve arrêtés au Conseil en con-
séquence de l'Edit d'Avril 1664. Ouï le rapport du sieur Orry, con-
trôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ladite quittance vaudra
comme si elle avait été libellée, qu'il sera pourvu à l'office comme
non compris dans les états de réserve arrêtés au Conseil et que les
provisions en seront scellées en conformité et sans difficulté.

1) E. 1166 a, N° 51.

87) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Oppo-
sition à un arrêt antérieur. Emoluments d'un greffe. Condamna-
tions. Décharges. Refus.*

Vu l'arrêt rendu le 21 janvier 1739 entre Etienne Jolly sous-
fermier des Domaines, Greffes et autres Droits y joints de la géné-
ralité de Tours, le sieur René François Charnaud, curé de la pa-
roisse d'Argentan et d'autre part Jean Joseph Garnier, condam-
nant ledit Garnier à payer et restituer au sieur Jolly les droits et
émoluments d'un greffe. Vu la requête de Garnier demandant à
être déchargé purement et simplement des condamnations pro-
noncées contre lui. Vu les mémoires du sieur Jolly en réponse à
la requête du sieur Garnier. Ouï le rapport du sieur Orry, contrô-
leur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute le sieur Jean Joseph Garnier de
sa demande et ordonne l'exécution de l'arrêt du 21 juillet 1739
en sa forme et teneur.

1) E. 1166 a, N° 52.

88) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit.
Compétence de la Maîtrise des Eaux et Forêts. Communication de
la requête.*

Faisant droit à la requête de Clair de Guer conseiller et procureur de S. M. en la Maîtrise particulière des Eaux et Forêts de la ville et comté de Nantes, demandant que l'instance pendante entre lui, la Dame Guitton, le sieur Lamuire et partie des habitants du village des Epinais, sera renvoyée en ladite Maîtrise pour être instruite et jugée définitivement sauf appel au Conseil. A moins que S. M. évoquant ladite instance condamne la dame Guitton et le sieur Lamuire aux amendes qu'elle jugera à propos. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée à la dame Guitton et à Thomas Lamuire pour y fournir réponse dans le délai du règlement, pour ce fait ou faute de ce faire être ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 53.

89) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Vente de biens à S. M. Paiement de dettes. Subrogation aux droits, privilèges et hypothèques.*

Faisant droit à la requête de Charles Godefroy de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, pair et Grand Chambellan de France et lieutenant général de la Province d'Auvergne, contenant que le 8 mai 1738 les commissaires du Roi ont acquis en son nom la terre et vicomté de Turenne, baronnie de Cazillac et autres terres moyennant la somme de 4.200.000 livres que lesdits commissaires ont promis d'employer au paiement des dettes du duc de Bouillon ; requère le suppliant que sur le prix de cette vente il sera payé par le Garde du Trésor en exercice aux héritiers des meubles, acquets et propres maternels du défunt comte d'Auvergne la somme de 60.000 livres. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne de payer aux héritiers des meubles, acquets et propres maternels du comte d'Auvergne la somme de 60.000 livres en rapportant leurs titres de créances, expédition du présent arrêt, à charge de consentir que S. M. demeure subrogée aux droits, privilèges et hypothèques des héritiers dont mention sera faite sur la quittance qu'ils donneront et de laquelle quittance il sera fait mention sur les minutes et expéditions du contrat de vente du vicomté de Turenne.

1) E. 1166 a, N° 54.

90) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Office.*

Adjudication et revente. Autorisation. Communauté des Tanneurs.

Vu l'arrêt rendu le 2 juin 1739 sur la requête de Louis Pivert propriétaire de l'office de contrôleur de la marque des cuirs de la ville et vicomté de Caen, demandant de maintenir Louis Pivert dans la propriété, possession et jouissance de son office. Vu la requête formée en réponse par la communauté des Tanneurs de la ville de Caen réclamant que la portion dudit office demeurera réunie à leur communauté pour en jouir en plein propriété selon l'Edit de 1692. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Caen que S. M. commet à cet effet, il sera procédé à la revente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en rente au profit de S. M. de la partie dudit office sur l'offre d'une rente de 10 livres payable au Domaine de S. M. et le remboursement du prix d'acquisition fait par le sieur Pivert, frais et loyaux coûts sauf une quatrième et dernière publication qui sera faite au château des Thuilleries par devant le sieur commissaire.

1) E. 1166 a, N° 55.

91) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête de Sébastien Lallemant, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide la finance d'avocat aux Conseils dont était pourvu Sébastien Lallemant, supprimé par Edit de Septembre 1738, à la somme de 4.000 livres et ordonne qu'il en sera remboursé.

1) E. 1166 a, N° 56.

92) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Possession et jouissance de droits honorifiques. Opposition à un arrêt du Conseil. Communication de la requête.*

Sur la requête présentée par Jacques Elisée de Brasdefer, écuyer et seigneur de Brasdefer, demandant qu'on reçut opposition à l'exécution de l'arrêt du 13 janvier 1739 et que S. M. ordonne que les parties continueront de procéder au Parlement de Rouen sur l'appel interjeté par le suppliant de la sentence du baillage de Tran du 4 juillet 1686 ; ou si mieux n'aime S. M. évoquer, ledit

appel, casser la sentence et maintenir le suppliant dans la possession et jouissance de tous les droits honorifiques de l'Eglise du fief des Moustiers et faire défense au sieur de Prétot seigneur engagiste de Grandmesnil de troubler le suppliant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur de Prétot pour y fournir de réponse dans le délai du règlement, pour ladite réponse vue et rapportée et le tout communiqué à l'un des Inspecteurs généraux du Domaine, être par S. M. statué ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 57.

93) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Lettres d'investitures. Demande de renvoi en la Grande Direction. Renvoi devant les commissaires.*

Vu l'arrêt du 16 juillet 1737 sur la requête de Louis Prince héréditaire Landgrave de Hesse d'Armstatt demandant que les Lettres d'investitures pour les hauts fiefs de Lichlenberg, Ochsenstein, Ingwiller et Bouxewiller accordées en 1691, 1717 et 1736, aient plein effet sans égard aux Lettres d'investiture accordées le 25 février 1737 par le sieur Evêque de Metz aux ducs de Fleury, duc et marquis de Saint Simon; si S. M. fait difficulté de statuer quant à présent sur l'instance requière le suppliant audit cas de renvoyer les parties en la Grande Direction pour être l'instance instruite et jugée en la présence du sieur Inspecteur Général. Vu la requête de Claude de Saint Simon, comte et pair de France, Evêque de Metz, prince du Saint Empire, demandant à S. M. de débouter le Prince d'Armstatt de sa demande. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les requêtes et pièces des parties seront communiquées aux sieurs de Gaumont, d'Aguessau, conseillers d'Etat, d'Ormesson et Trudaene, conseiller d'état et intendant des Finances, Maboul, maître des Requêtes, pour y être en présence et de l'avis des sieurs commissaires fait droit par S.M. ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1166 a, N° 58.

94) Versailles, 12 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Rôles des Fouages. Annulation. Etats de Bretagne.*

Vu l'arrêt du 4 octobre 1735 rendu sur la requête des habitants de Fouénant et de Saint Ronan demandant l'annulation des arrêts

du 3 et du 19 août 1734 du Parlement de Rennes et l'exécution des Rôles des Fouages desdites paroisses selon leur forme et teneur, par lequel arrêt S. M. avait ordonné de communiquer la requête aux parties intéressées pour y répondre dans le délai du règlement. Vu la requête du sieur Bolloré, Domanier ou colon des droits réparatoires et convenancier du manoir du Mur dans la paroisse du Fouénant, se retirant de ladite instance. Vu la requête de Catherine Paulus, dame de la Morandière prenant fait et cause pour ses Domaniers ou locons de trois métairies nobles par eux tenues à domaine congéable. Vu la requête des Etats de Bretagne concluant à débouter les habitants de leur demande en cassation. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute les habitants des paroisses de Fouénant et de Saint Ronan de leur demande en cassation.

1) E. 1166 a, N° 59.

95) Versaillese, 12 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Etat de répartition de la capitation. Approbation. Transcription.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les intendants ou autres que S. M. a commis pour dresser les Etats de Répartition de la Capitation soient tenus d'envoyer au Contrôleur Général des Finances les doubles signés d'eux desdits Etats concernant la noblesse et les officiers des Compagnies Supérieures et Subalternes et des extraits ou bordereaux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. en son Conseil approuve et confirme les Etats de la répartition dressés par les Prévôts des Marchands et Echevins de la ville de Paris, par le lieutenant général de Police, le procureur de S. M. au Chatelet et par le Recteur de l'Université de la ville de Paris pour l'année 1726 montant à la somme de 1.424.975 livres 15 sous 10 deniers y compris les 2 sols par livre. Ordonne que le receveur de ladite ville, etc... Voir l'arrêt N° 20.

1) E. 1166 a, N° 60.

96) Versailles, 13 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Publication de Régouissances publiques. Evocation. Renvoi devant l'intendant.*

Faisant droit à la requête des Echevins en exercice et anciens Echevins conseillers de l'Hôtel de Ville de Caudebec en Normandie

demandant à S. M. de les maintenir dans le droit de possession de faire la publication des Réjouissances publiques en conséquence des ordres qui leur sont adressés avec défense au sieur Colleaux lieutenant de Police de Caudebec de les troubler. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance des contestations d'entre les officiers municipaux et les officiers de Police de la ville de Caudebec en quelque cour et juridiction qu'elles soient icelles, circonstances et dépendances les renvoie par devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Rouen pour entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs dires et contestations et donner son avis, pour le procès-verbal vu et rapporté au conseil avec l'avis de l'intendant, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2194, N° 6.

97) Versailles, 15 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Nomination d'un commissaire. Opéra-Comique.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt rendu le 15 septembre 1725 par lequel S. M. a renvoyé par devant le sieur Hérault maître des Requêtes, les contestations nées ou à naître entre les entrepreneurs de l'Opéra-Comique, les acteurs, journaliers, gagistes et marchands fournissant pour le spectacle; et S. M. ayant pourvu le sieur Feydeau de Marville de la charge du sieur Hérault. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville lieutenant de police au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2185, N° 24.

98) Versailles, 15 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Pensionnaires des maisons des Prêtres de la Congrégation de la mission de Saint Lazare.*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du 29 décembre 1731, 10 décembre 1737, par lesquels S. M. a renvoyé par devant le sieur Hérault toutes les demandes et contestations nées ou à naître à l'occasion des Pensions des Pensionnaires déjà renfermés ou qui le seront dans les différentes maisons des Prêtres de la Congrégation de la Mission de Saint Lazare, dans celles des Religieux de l'Ordre de la Charité et dans les autres Congrégations ou Maisons Religieuses et étant nécessaire de commettre à la place du sieur

Hérault. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Feydeau de Marville, lieutenant général de Police au lieu et place du sieur Hérault.

1) E. 2185, N° 25.

99) Versailles, 15 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Succession. Mainlevée de saisies.*

Faisant droit à la requête de Cahrles François, marquis de Sassenage ci-devant héritier bénéficiaire du comte de Sassenage, son père, ayant depuis renoncé à la succession, dame Marie Thérèse d'Alban de Chevreuse veuve du comte de Sassenage ayant renoncé à la communauté et Charles Jaquelot au nom et comme tuteur des filles mineures du marquis de Sassenage, héritières par bénéfice d'inventaire de leur grand'père, demandant à S. M. de faire défense à leurs créanciers de faire aucune saisie pendant le délai d'un an. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil fait pleine et entière mainlevée des saisies faites ou à faire pendant le délai de six mois et fait défense aux créanciers de se pourvoir contre les suppliants par voie de saisie-arrêt sous peine de 1.500 livres d'amendes et tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 2193, N° 3.

100) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Rétablissement des Maisons et communautés des filles religieuses.*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du 19 avril 1727, 29 janvier 1730 et autres concernant la Commission pour l'examen des mémoires présentés et à présenter à S. M. pour le soutien et le rétablissement des maisons et communautés des filles religieuses et étant nécessaire de subroger d'autres commissaires au sieur Evêque d'Orléans et au sieur Mègres de Seville. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Evêque de Meaux et le sieur Caze de la Boue maître des Requêtes au lieu et place du sieur Evêque d'Orléans et du sieur Mègres de Seville pour conjointement avec les sieurs commissaires procéder à l'exécution desdits arrêts.

1) E. 2185, N° 26.

101) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Clergé. Commission. Renvoi devant l'Evêque.*

Vu la requête de Francois Félix Chalut, archidiacre et chanoine de l'église de Meaux, Nicolas Alexandre Le Maistre, grand chantre et chanoine de ladite église, André Chaperon de Saint André, ancien archidiacre et chanoine etc. requérant qu'il plût à S.M. de nommer commissaire pour l'exécution des arrêts du 8 décembre 1736 et 28 mars 1739 circonstances et dépendances, le sieur de Fonteuilles, évêque de Meaux, et d'ordonner que les jugements rendus par le sieur commissaire seront exécutés nonobstant opposition ou appellation quelconque. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que sur les difficultés mentionnées en la conclusion capitulaire du 29 juillet 1739 les chanoines du chapitre de Meaux seront entendus par le sieur Evêque de Meaux pour le procès-verbal qui sera dressé par lui de leurs dires et contestations, vu et rapporté avec son avis, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2185, N° 27.

102) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Clergé. Evêché de Noyon.*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du 1^{er} octobre 1735, 4 février 1736, 25 février 1739 par lesquels S. M. avait évoqué à Elle et à son Conseil les contestations nées et à naître, au sujet des réparations de l'Evêché de Noyon, entre les sieurs Archevêques de Lyon et Evêques de Metz et Noyon et renvoyé la connaissance par devant les sieurs Levert, Delamichaudière, Berrier, Decalabery, et de Maupeou, conseillers au Parlement de Paris; et S. M. étant informée que le sieur Berrier ne peut plus vaquer à la connaissance desdites contestations. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet au lieu et place du sieur Berrier le sieur Lamblin, conseiller au Parlement de Paris, auquel S. M. donne pouvoir de procéder au jugement desdites contestations, circonstances et dépendances avec lesdits commissaires.

1) E. 2185, N° 26.

103) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Avis de l'intendant et des Députés du Commerce. Exécu-*

tion par l'intendant. Décharge de la taille et de dîmes. Exemption de tous droits de fermes. Dessèchement d'un marais.

Faisant droit à la requête des religieuses hospitalières de la ville de la Rochelle demandant la permission de faire dessécher à leur dépens un marais appartenant à leur hôpital appelé Laprée des quatre chevaliers, situé dans la paroisse de Saint Laurent, et de décharger pendant 20 ans lesdits marais de la taille et de toutes dîmes, et d'accorder l'exemption de tous droits de fermes pour les matériaux et outils nécessaires. Vu la requête, le consentement donné par les Pères Jésuites du collège de Saintes. Vu l'avis du sieur Barentin, intendant et commissaire départi en la généralité de La Rochelle, celui des députés du Commerce. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil conformément à l'avis du sieur intendant, permet le dessèchement dudit marais et ordonne qu'il demeurera déchargé de la taille et toutes dîmes pendant le temps et espace de 20 ans. Enjoint au sieur intendant et commissaire départi de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. se réserve à soi et à son Conseil la connaissance.

1) E. 2185, N° 29.

104) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Exécution d'un brevet du roi, nonobstant défaut de rapport.*

Sur la requête présentée par les héritiers d'Anne Thérèse Duvernay, veuve d'Ambroise Flandio de Montblanc, chirurgien du Roi et chirurgien major de ses camps et armées, contenant que par brevet de S. M. du 16 février 1719 S. M. a assuré au sieur Flandio, à sa veuve, enfants et héritiers la somme de 20.000 livres ; requèrent les suppliants que nonobstant le défaut de rapport dudit brevet, la somme y contenue leur soit délivrée. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la somme de 20.000 livres appartiendra aux héritiers de la feue dame Flandio et en conséquence qu'elle leur sera délivrée au moyen duquel paiement ledit brevet demeurera nul et de nul effet.

1) E. 2185, N° 30.

105) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M.*

y étant. Subrogation d'un commissaire.

Sur la requête de Charles Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc de Chatillon portant le nom de duc de Boutteville, et des syndics de ses créanciers demandant à S. M. de subroger le sieur d'Outremont, avocat au Parlement de Paris, au lieu et place de feu sieur Aubry pour juger conjointement avec le sieur Visinier toutes les contestations évoquées par l'arrêt du Conseil du 12 septembre 1738. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, du consentement des parties qui demeurera annexé à la minute du présent arrêt, subroge le sieur Aubry pour, conjointement avec le sieur Visinier et le tiers qui sera par eux choisi en cas de partage, procéder à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 12 septembre 1738.

1) E. 2185, N° 31.

106) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant ; Surséance. Prorogation.*

Faisant droit à la requête du sieur marquis de Lacarte, lieutenant général pour S.M. au gouvernement du Poitou, et de Dame Marie Angélique d'Aquinson, son épouse, demandant à S. M. de proroger pour une année la surséance portée par arrêt du Conseil du 12 décembre 1738. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil proroge pour une année le délai accordé au sieur de Lacarte aux clauses et conditions portées par l'arrêt du 12 décembre 1738 et autres notamment celui du 8 août 1738.

1) E. 2185, N° 32.

107) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Mainlevée. Biens des religionnaires fugitifs.*

Ayant égard à la requête de Marie Gascoin petite fille et héritière de feu Pierre Gascoin, bourgeois du Havre, demandant à S. M. d'ordonner de lui payer les arrérages d'une rente de 7 livres 2 sols 6 deniers due par Jacob Guérault fugitif ; si mieux n'aime S. M. lui abandonner la place d'une maison sise à Honfleur ayant appartenu au sieur Guérault et actuellement en régie. Requête du sieur Lambert, fermier général des biens des religionnaires fugitifs, consentant à l'abandon de ladite maison. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accorde à la dame Gascouin pleine et entière mainlevée de la place de maison sise à Honfleur. Entend S. M. que la maison tienne lieu à ladite dame tant des intérêts échus que de ceux à échoir à l'avenir de ladite rente de 7 livres 2 sols 6 deniers.

1) E. 2188, N° 4.

108) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt avant dire droit sur requête. S. M. y étant. Clergé. Lettres d'évocation. Communication de la requête. Etats de Bretagne.*

Vu la requête des députés, procureur général, syndic des Etats de Bretagne demandant à S. M. d'ordonner que, sans s'arrêter aux Lettres patentes d'évocation au Grand Conseil accordées en général aux Bénédictins de la congrégation de Saint Maur de la province de Bretagne, toutes les contestations d'entre les sujets de ladite province autres que celles concernant la réformation et la discipline de la congrégation, seront portées en première instance devant les juges des lieux et en appel au Parlement de Bretagne. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée aux abbé, prieurs et religieux de ladite congrégation pour y fournir réponse dans le délai de l'ordonnance et icelle vue et rapportée à S. M. être par Elle ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2188, N° 5.

109) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt avant dire droit sur requête. S. M. y étant. Clergé. Lettres d'évocation. Communication de la requête. Gens des trois Etats de Provence.*

Vu la requête des procureurs des gens des trois Etats du pays de Provence demandant à S. M. d'ordonner que les lettres patentes accordées à la congrégation de Saint Maur le 19 avril 1739 portant évocation au Grand Conseil des causes de l'ordre et de tous les membres qui le composent, seront rapportées comme obreptices et subreptices; où si S. M. fait difficulté de l'ordonner, faire défense à la congrégation de faire usage desdites lettres par rapport aux procès dont la connaissance appartient au Parlement de Provence et aux juridictions de son ressort. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée aux abbé, prieurs et religieux de ladite congrégation pour y fournir réponse dans le délai de l'ordonnance et icelle vue et

rapportée à S. M. être par Elle ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2188, N° 6.

110) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Mainlevée de Biens. Biens des religieux fugitifs.*

Ayant égard à la requête de Gaspard Rostaing, bourgeois du lieu de Loréal en Dauphiné, demandant à être réintégré en la possession des biens ayant appartenu à feu Mathias Beau qui devait au père du suppliant la somme de 160 livres 4 sols et lesdits biens ayant été abandonnés par les héritiers du sieur Beau. Requête du sieur Lambert, fermier général des biens des religieux fugitifs, demandant qu'on déboute le sieur Rostaing de sa demande. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accorde pleine et entière mainlevée des biens ayant appartenu au sieur Mathias Beau et veut que le sieur Rostaing soit réintégré en la possession desdits biens avec défense au sieur Lambert et à tous autres de le troubler ni l'inquiéter à l'avenir.

1) E. 2188, N° 7.

111) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Brevet de retenue. Annulation.*

Vu la requête de Charles Henry Gaspard de Saulx, vicomte de Tavannes, chevalier des ordres de S. M., brigadier de Ses armées et lieutenant général au gouvernement du duché de Bourgogne demandant l'annulation du brevet de retenue qui a été acquitté par le suppliant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le vicomte de Tavannes sera déchargé de toutes actions, prétentions et réclamations de la part du sieur Simonin en qualité de tuteur des enfants mineurs du marquis de Montreuil en vertu du brevet de retenue du 30 avril 1725 que S. M. veut et ordonne être éteint, annulé et supprimé comme non avenu.

1) E. 2188, N° 8.

112) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Mainlevées de biens. Biens des religieux fugitifs.*

Sur la requête de Marie Durand, veuve de Michel du Mas, bourgeois de la ville d'Anduze, demandant la mainlevée des biens saisis sur Pierre Fraissinet, mort en France. Requête du sieur

Lambert, fermier général des biens des religionnaires fugitifs, consentant à la mainlevée pour paiement de Marie Durand. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accorde la mainlevée des biens de Pierre Fraissinet dont S. M. veut qu'elle jouisse à l'avenir pleinement et paisiblement en pleine propriété.

1) E. 2188, N° 9.

113) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt avant dire droit sur requête. S. M. y étant. Clergé. Bénéfices. Acte Capitulaire. Communication de la requête.*

Sur la requête du sieur Barthélémy Popon, chanoine régulier de l'ordre de Saint Ruf, docteur en théologie, prieur de l'église collégiale et paroissiale de la ville d'Annonay en Vivarais, et les chanoines de ladite église, contenant qu'il n'y a dans le prieuré que trois titres des bénéfices : prieur, curé et sacristain, et que ces trois religieux sont insuffisants pour remplir l'obligation de l'office ; que les chanoines séculiers s'offrent de s'attacher pendant toute l'année à l'église, et d'y faire l'office canonial tous les jours si on veut bien unir à leurs prébendes la somme de 1.200 livres ; que ce projet a été adopté par acte capitulaire du 22 juin par lequel on a convenu de supplier S. M. de bien vouloir agréer ce projet. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la présente requête sera communiquée à l'abbé général de Saint Ruf pour y fournir réponse dans le délai du règlement de l'ordonnance, pour ce faire ou faute de ce faire être ordonné par S. M. ce qu'il appartiendra.

1) E. 2192, N° 3.

114) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Paiement des dettes. Surséance. Terme de grâce.*

Faisant droit à la requête de Charles de Rohan, prince de Montauban, maréchal des camps et armées de S. M., gouverneur des villes et citadelles de Nîmes et de Saint Hippolyte requérant que S. M. a eu la bonté de lui accorder une surséance de six mois aux poursuites de ses créanciers, grâce fondée sur l'impossibilité de les satisfaire à cause des sommes montant à 500.000 livres qui lui étaient dues par la marquise de Mézières ; et que le motif existant toujours, il se flatte que S. M. voudra bien lui accorder une nouvelle surséance. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil accorde un nouveau terme et délai de six mois au sieur de Rohan pour l'acquit de ses dettes et fait défense aux créanciers de se pourvoir contre lui pendant ce délai par saisies arrêts, faisant S. M. pleine entière mainlevée desdites saisies. N'entend pas néanmoins que la présente surséance ait lieu contre la veuve Réville, marchande de draps à Paris, de laquelle S. M. l'excepte formellement.

1) E. 2193, N° 4.

115) Versailles, 16 janvier 1740. — *Arrêt avant dire droit sur requête. S. M. y étant. Compétence des magistrats de la ville de Strasbourg. Communication de la requête. Conseil Supérieur d'Alsace. Direction de la noblesse d'Alsace.*

Vu la requête du prêteur, consuls et magistrats de la ville de Strasbourg demandant d'ordonner que, sans s'arrêter aux arrêts du conseil de Colmar des 2 septembre 1738, 16 septembre, 18 décembre 1739, les magistrats de la ville de Strasbourg continueront à exercer en dernier ressort la juridiction tant au grand qu'au petit criminel dans les baillages, que le conseil de Colmar pourra admettre l'appel des jugements desdits magistrats si la condamnation excède 1.000 livres, que les appels des sentences rendues par les baillis ressortiront au Grand Sénat de ladite ville, etc. le tout avec défense au Grand Conseil d'Alsace d'apporter aucun trouble. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne que la présente requête sera communiquée tant au Conseil Supérieur d'Alsace qu'au Directoire de la Noblesse de la Basse Alsace pour y fournir réponse dans un mois pour tout délai, et que les requêtes et réponses seront remises entre les mains des sieurs Choppin, d'Arménonville, maîtres des Requêtes que S. M. commet à cet effet, pour après avoir communiqué aux sieurs de Mächault, de Gaumont, de Fortia, d'Argenson, conseillers d'Etat, être fait droit par S. M. en présence et de l'avis des sieurs commissaires ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2193, N° 5.

116) Versailles, 18 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Avis de l'intendant. Ratification de contrats d'échange et de contrats de ventes.*

Vu l'arrêt du 12 mars 1737 par lequel S. M. avait ordonné que le sieur de Levignon, intendant et commissaire départi, il serait passé contrat d'échange avec Jacques Charles Philippe sieur du

Moncel, Joseph Cazaubal etc. des héritages à eux appartenant enclavés et à la bienséance du Domaine de Haras de S. M. Vu les trois contrats d'échange, les trois contrats de vente. Vu l'avis du sieur Lallement de Levignon, intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

1) E. 2194, N° 7.

117) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Académie des Sciences. Teintures.*

Le Roi ayant commis le sieur Dufay de l'Académie des Sciences pour examiner les qualités des teintures et faire des règlements. Et S.M. étant informée qu'il y a des articles du règlement du 15 janvier 1737 sur lesquelles les teinturiers ont fait des représentations et considérant qu'il est nécessaire pour le bien du Royaume de continuer les expériences. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Hellot de l'Académie des Sciences pour continuer à faire toutes les expériences convenables tant pour parvenir à lever les difficultés que pour assurer les teintures du fil et du coton et faire de pareilles expériences pour la teinture des soies. Et pour subvenir aux frais nécessaires S. M. ordonne qu'il sera payé au sieur Hellot par Jacques Forceville, adjudicataire des Fermes Générales Unies, la somme de 3.000 livres pour les honoraires et celle de 1.000 livres pour payer le loyer d'un lieu convenable pour faire les expériences de teintures et pour payer le salaire des journées d'un teinturier dont il aura besoin.

1) E. 2185, N° 33.

118) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Nomination d'un commissaire. Tabac. Fraude. Jugement par l'intendant.*

Le Roi étant informé que la veuve Lasnière demeurant à Saint Maurice près La Rochelle faisait le commerce d'étoffes prohibées et que les commis des Fermes, s'étant transportés au domicile de ladite veuve, y ont trouvé 122 livres de tabac non marqué ni plombé. Et S. M. voulant que la confiscation du tabac soit

prononcée avec amende contre la veuve Lasnière. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Barentin, maître des Requêtes, intendant et commissaire départi en la généralité de La Rochelle, pour juger souverainement et en dernier ressort la saisie faite au domicile de la veuve Lasnière de 122 livres de tabac, circonstances et dépendances, icelles interdisant à ses autres cours et juges. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes surviennent, S. M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 2185, N° 34.

119) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Lettres de Change.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par le sieur Paris de Montmartel qu'en conséquence des décisions du Conseil, le sieur Aimé Reguy a tiré sur lui des lettres de change pour 19.864 livres 2 sols, monnaie de banque de Gênes, pour son remboursement de pareille somme par lui avancée pour différentes emplettes qu'il a faites à Gênes en soie et ustensils envoyés en France pour l'utilité du Commerce, laquelle somme fait en argent de France 20.081 livres 1 sols 1 denier dont ledit Paris de Montmartel supplie S. M. d'ordonner le remboursement. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le sieur de Barillon, chargé de la recette générale du droit de demi pour cent qui se perçoit sur les marchandises venant des îles et colonies françaises de l'Amérique, remettra au sieur Paris de Montmartel des fonds dudit droit de l'année 1736 la somme de 20.081 livres 1 sol 1 denier pour remboursement de pareille somme du paiement de laquelle il s'est chargé pour acquitter les lettres de change tirées sur lui par le sieur Reguy, laquelle somme sera allouée et passée.... Voir l'arrêt N° 59.

1) E. 2185 N° 35.

120) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Commission. Droit de nommer telle personne qu'il plaira pour faire fonction de Greffier.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt rendu le 26 mars 1726 par lequel S. M. avait autorisé le sieur Hérault, maître des Requêtes, à commettre, pour faire la fonction de greffier dans les

différentes commissions qui lui avaient été attribuées, telle personne qui lui plairait à la charge pour la personne de prêter serment en ses mains et de tenir un registre sur lequel elle écrirait les jugements ; et S. M. voulant que le sieur Feydeau de Marville qui a été nommé à la place du sieur Hérault puisse user du même droit. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne l'exécution de l'arrêt du 26 mars 1726, en conséquence permet au sieur Feydeau de Marville de nommer telle personne qui lui plaira pour faire fonction de greffier dans les différentes commissions dont il est chargé. Veut S. M. que la personne qui sera par lui nommée soit tenue de prêter serment en ses mains et de tenir un registre sur lequel elle écrira les jugements rendus par lui.

1) E. 2185, N° 36.

121) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Commission. Confection des rôles de la Capitation. Corps d'Arts et Métiers de Paris.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du conseil rendu le 8 mars 1726 par lequel S. M. avait commis le sieur Barrangue, conseiller au Chatelet, pour travailler conjointement avec le sieur Hérault, lieutenant général de Police, à la confection des rôles de la Capitation des Corps d'Arts et Métiers de la ville et faubourgs de Paris ; et l'intention de S. M. étant de continuer audit sieur Barrangue les mêmes fonctions auprès du sieur Feydeau de Marville. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil commet le sieur Barrangue, conseiller au Chatelet, pour travailler conjointement avec le sieur Feydeau de Marville à la confection des rôles de la capitation des Corps d'Arts et Métiers de la ville et faubourgs de Paris.

1) E. 2185, N° 37. A D + 855.

122) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Succession. Liquidation. Compagnie des Indes.*

Vu l'arrêt du Conseil du 15 Septembre 1722 par lequel S. M. avait ordonné que sur les sommes au paiement desquelles Jean et Guillaume Law avaient été condamnés envers la Compagnie des Indes, il serait tenu compte audits sieurs Law de la somme

de 10.938.083 livres 10 sols en rapportant les ordres, acquits, quittances et décharges de toutes les parties employées dans les états par eux fournis des sommes payées tant pour le compte de S. M. qu'à la décharge de la compagnie des Indes et qu'avant faire droit sur la demande desdits sieurs Law concernant les billets de banque, comptes en banque, actions et autres effets de la Compagnie des Indes offerts en paiement, il serait procédé à la liquidation desdits effets. Vu l'arrêt du Conseil du 18 juin 1729 par lequel S. M. avait déclaré nuls et de nul effet les actions, billets de banque, comptes en banque, etc., de quelque nature qu'ils soient, faute d'avoir été rapportés, visés et liquidés dans les termes prescrits et par lequel en outre S. M. avait ordonné que tous les effets qui devaient être liquidés aux termes de l'arrêt du Conseil du 15 septembre 1722 demeureraient compensés avec la somme de 8.639.897 livres 9 sols 2 deniers restant due par Guillaume et Jean Law, moyennant laquelle compensation S. M. et La Compagnie des Indes demeureraient quittes et déchargés des condamnations, ainsi que la succession de Jean Law. Vu le procès-verbal fait en exécution de l'ordre du Roi du 23 février 1739 de l'état des papiers concernant la succession de Jean Law prouvant que les compensations, rapports et extinction d'effets ordonnés par l'arrêt du Conseil du 15 septembre 1722 et 18 juin 1729 n'ont eu aucune exécution. Ouï le rapport du sieur Orry Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat des 15 septembre 1722 et 18 juin 1729 en leur forme et teneur. En conséquence tant les héritiers que les syndics des créanciers du sieur Law et tous autres dépositaires des titres et papiers dudit Law seront contraints de rapporter au dépôt des anciennes minutes du Conseil des Finances, les ordres, acquits et décharges de toutes les parties employées dans les Etats fournis par les sieurs Law contenant les sommes par lui payées pour le compte de S. M. et de la Compagnie des Indes jusqu'à concurrence de la somme de 14.974.206 livres 12 sols 9 deniers ; et seront contraints aussi de rapporter les actions, billets de banque, comptes en banque et autres effets non visés ni liquidés soit qu'ils soient sur S. M. soit sur la Compagnie des Indes ; ce qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques.

1) E. 2185, N° 38.

123) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Foire de Rouen. Remise de l'ouverture. Exécution par le procureur général de la cour des Comptes et par maires et échevins. Publication et affichage de l'arrêt.*

Faisant droit à la requête des maire, échevins de la ville de Rouen contenant que la rivière de la Seine est glacée au point que la navigation est absolument interrompue et qu'ils sont obligés de demander à S. M. de bien vouloir remettre l'ouverture de foire de la Chandeleur qui est la plus considérable de celles accordées à la ville de Rouen. Oû le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil remet l'ouverture de la foire de Rouen au 22 février prochain. Enjoint à son procureur général de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie et aux maire, échevins de la ville de Rouen de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché sur les portes, quais de la ville et partout où besoin sera à ce que personne n'en ignore.

1) E. 2194, N° 8.

124) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Quitances comptables. Déchargement. Rentes sur les Aides et Gabelles.*

Faisant droit à la requête de la veuve du sieur Boutet, trésorier de la Vennerie, du sieur Boutet d'Egwilly son fils contenant qu'ayant porté au Trésor royal le montant de tous les débets dont les comptes du feu sieur Boutet étaient chargés, il est resté une quittance comptable du sieur Gruyer, garde du Trésor royal, libellée sur les débets desdits comptes et qui excède la valeur desdits débets ; requère le suppliant que la quittance sera reprise pour comptant en réduction des fonds apportés par le sieur d'Egwilly pour revenant bon au Roi de Parties de rentes éteintes et non réclamées de la 1/16 de rentes assignées sur les Aides et Gabelles dont il est payeur. Oû le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la quittance sera déchargée du contrôle et que, par le sieur Gruyer, il en sera délivré une autre de pareille somme libellée sur les fonds apportés au Trésor royal par le sieur d'Egwilly pour revenant bon à S. M. des parties de rentes éteintes et non réclamées dont il est payeur.

1) E. 1166 b, N° 1.

125) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Changement de résidence d'un office. Revenus Casuels.*

Faisant droit à la requête de Claude Lablane contenant qu'ayant payé aux Revenus Casuels de S. M. le droit de mutation de l'office de notaire royal gardenote en la paroisse d'Espinac et désirant transférer la résidence dudit office dans la paroisse d'Etang ; requère que ladite quittance lui servira et vaudra comme si elle avait été remplie de la résidence de la paroisse d'Estang. Vu l'avis du sieur de la Briffe intendant de la généralité. Oui le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la quittance vaudra comme si elle avait été remplie de la résidence de la paroisse d'Estang, baillage d'Autun, auquel lieu la résidence dudit office sera pour l'avenir fixée et que les provisions en seront scellées en conformité et sans difficulté.

1) E. 1166 b, N° 2.

126) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Confiscation d'un vaisseau. Indemnité. Délai. Compagnie des Indes.*

Faisant droit à la requête des syndics et directeurs de la Compagnie des Indes demandant que S. M. fixe un délai pendant lequel le sieur Brandon, capitaine du vaisseau « Saint Jean l'évangéliste », sera tenu de se mettre en état de recevoir de la Compagnie des Indes la somme de 50.000 livres due pour la valeur dudit vaisseau saisi et confisqué à l'île de Bourbon. Oui le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Brandon ou ses représentants sera tenu dans le délai de trois mois à compter du jour de la signification qui leur sera faite du présent arrêt de se mettre en état de recevoir ladite somme avec les intérêts et faute de ce faire, veut S. M. que les intérêts cessent d'avoir cours après l'échéance des trois mois.

1) E. 1166 b, N° 3.

127) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Annulation d'un arrêt du Bureau des Finances. Condamnation aux dépens.*

Faisant droit à la requête d'André Tercosse, receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Bordeaux, demandant à

S. M. d'infirmier le jugement rendu par le Bureau des Finances le 24 août 1739 en ce qu'il compense les dépens auxquels le sieur Petitiié, greffier de la justice d'Embarès, a donné lieu faute d'avoir satisfait au commandement qui lui avait été fait en vertu du rôle de recouvrement. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil condamne le sieur Pétitié aux dépens montant à 25 livres et en outre au coût du présent arrêt liquidé à 75 livres.

1) E. 1166 b. N° 4.

128) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis des Inspecteurs généraux du Domaine. Opposition à un arrêt du Conseil. Curement d'une rivière. Enregistrement au greffe du baillage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 22 février 1729 ordonnant l'exécution des sentences de la Maîtrise des Eaux et Forêts de Bourges concernant le curement des rivières d'Yeurette et d'Auron ; vu la requête des officiers du baillage et siège présidial de la ville de Bourges faisant opposition audit arrêt et réclamant tout ce qui concerne le nettoisement et le curement de la rivière d'Yeurette dans toute l'étendue de la ville, faubourgs et banlieue de Bourges. Vu l'avis des Inspecteurs généraux du Domaine. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'opposition formé par les officiers du baillage de la ville de Bourges dont S. M. les déboute, ordonne que l'arrêt du Conseil du 22 février 1729 sera exécuté en sa forme et teneur ; et ordonne l'enregistrement du présent arrêt au greffe du baillage et siège présidial de la ville de Bourges et au greffe de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de la même ville pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1166 b, N° 5.

129) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et du Grand Maître des Eaux et Forêts. Réparation du Presbytère. Coupe de bois. Adjudication. Autorisation. Retenue du 1 10. Dispense de Lettres patentes.*

Faisant droit à la requête des habitants et de la communauté du village d'Inglade, maîtrise de Thionville, demandant la permission de vendre le quart de réserve de bois pour rétablir la maison curiale et acheter les ornements nécessaires pour célébrer

le service divin. Vu l'avis du sieur de Creil intendant et commissaire départi en la généralité de Metz et du sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et Forêts. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et Forêts, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des 50 arpents 50 perches de bois ci-devant mis en réserve à la charge pour l'adjudicataire d'y réserver 4 arbres anciens, 10 modernes et 30 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, le tout de brin et essence de chêne suivant la marque qui en sera faite du Marteau du Roi et d'en remettre le prix en les mains du Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Metz pour être employé au rétablissement de la maison curiale et l'achat des ornements nécessaires ; le surplus, s'il s'en trouve, servira à acquitter les dettes de la communauté et en outre il sera fait sur le prix principal une retenue du dixième pour être employée au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses. Ordonne S. M. qu'après l'exploitation desdits bois qui sera..... Voir l'arrêt N° 80.

1) E. 1166 b, N° 6.

130) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Droits pour l'entrée par terre et par eau des vins, eaux de vie et liqueurs. Contravention. Communication de la requête.*

Vu les procès-verbaux rapportés par les commis de la communauté des conseillers du Roi, inspecteurs, contrôleurs et visiteurs généraux sur les vins, eaux de vie, liqueurs et autres boissons, contenant plusieurs contraventions faites en fraude des droits attribués à ladite communauté pour l'entrée par terre et par eau, le 31 octobre 1736 par Claude Le Rivoire et Adrien Benigne Langlois commis de ladite communauté, le 9 novembre 1736 par Jean Henri Cavillon et Claude Antoine servant commis. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit, ordonne de communiquer la requête aux sieurs Bigot, Chastain, Voisin, Artaud pour y fournir de réponse dans les délais prescrits par les règlements et ensuite être par S. M. statué ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 b, N° 7.

131) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Réparation de maisons.*

Chauffage. Coupe de bois. Autorisation. Dispense de Lettres patentes.

Faisant droit à la requête des habitants et de la communauté du village d'Himeling, du ressort de la maîtrise des Eaux et Forêts de Thionville, demandant la permission d'exploiter, au fur et à mesure de leurs taillis, la futaie surnuméraire pour servir à leur chauffage et au rétablissement de leurs maisons. Vu l'avis du sieur Coulon, Grand Maître des Eaux et Forêts. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la réserve ci-devant appo-sée sera conservée pour continuer à croître en futaie sans que les suppliants ou leurs ayants causes puissent y faire aucune coupe si ce n'est en vertu d'arrêts et de lettres patentes dûment enregistrées conformément à l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669. Ordonne que lors des coupes il sera réservé 4 arbres anciens, 6 arbres nouveaux, et 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent de brin et d'essence de chêne et pour indemniser les suppliants du reculement des coupes et les mettre en situation de rétablir leurs maisons, S. M. leur permet d'abattre au fur et à mesure des coupes et jusqu'à leur révolution le surplus des arbres qui s'y trouveront suivant la marque et délivrance qui leur sera faite tous les deux ans par celui des officiers de la Maîtrise des lieux qui aura été commis par le sieur Coulon Grand Maître des Eaux et Forêts. S. M. dispense de la formalité des lettres patentes.

1) E. 1166 b, N° 8.

132) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Négociants. Déchargement de condamnations. Rejet.*

Vu la requête de Jean Videau et Claude Moré, négociant de la ville de Ponts en Saintonge, demandant à être déchargés des condamnations prononcées contre eux par les deux ordonnances du sieur intendant de la Rochelle du 27 juin 1739 ; vu le mémoire de Philippe Sérant, fermier des Aides des généralités de Poitiers et de La Rochelle. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à la requête desdits Videau et Moré dont S. M. les déboute, ordonne que les ordonnances du sieur intendant de La Rochelle seront exécutées en leur forme et teneur. S. M. condamne les sieurs Videau et Moré au coût du présent arrêt qui demeurera liquidé à 75 livres.

1) E. 1166 b, N° 9.

133) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Eaux et Forêts. Etat des usages. Pâturages pour les bestiaux.*

Faisant droit à la requête du sieur de Frémont d'Auneuil, sous doyen des Maîtres des Requêtes, seigneur de la paroisse du Rosay, du ressort de la Maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Lyons et des habitants dudit lieu, demandant que les officiers de la maîtrise de Lyons soient tenus de leur délivrer annuellement un canton dans la forêt de Lyons pour le pâturage de leurs bestiaux conformément aux états d'usage de la forêt de Lyons arrêtés au Conseil Royal des Finances le 29 Décembre 1673. Vu la réponse du procureur du Roi de ladite maîtrise. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'état arrêté au Conseil royal des Finances le 29 décembre 1673 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que les seigneur et habitants de la paroisse du Rosay continueront de jouir comme par le passé desdits droits de pâturages en payant les redevances par eux dues au Domaine de S. M.

1) E. 1166 b, N° 10.

134) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur mémoire. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Coupe de bois. Réglementation. Enregistrement au greffe d'une maîtrise.*

Vu l'arrêt du 3 avril 1731 portant réglementation des coupes de la forêt de Chaux, l'ordonnance du sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne rendue en conséquence le 20 février 1739, vu le mémoire des propriétaires des forges et des marchands de bois de ladite maîtrise de Dole portant que ladite ordonnance ferait diminuer le prix des coupes et porterait préjudice aux forges et aux fourneaux des environs de ladite forêt. Vu l'avis du sieur d'Auxy. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard au mémoire des propriétaires des forges et des marchands de bois dont S. M. les déboute, ordonne l'exécution dudit arrêt et de l'ordonnance du sieur d'Auxy grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la maîtrise des Eaux et Forêts de Dole pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1166 b, N° 11.

135) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Eaux et Forêts. Contraventions. Voies de fait. Compétence du Grand Maître des Eaux et Forêts.*

Le Roi en son Conseil étant informé des abus et contraventions faits à l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669 commises par des maîtres particuliers et garde-marteau de la maîtrise particulière, et des injures, violences et voies de fait exercées contre le procureur du Roi de ladite maîtrise ; et S. M. voulant remédier à de si grands abus, a résolu de faire connaître ses intentions. Oû le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts ou celui des officiers de la maîtrise qu'il jugera à propos de commettre, il sera informé des injures, violences, abus et malversations des officiers de la maîtrise de Dole jusqu'à jugement définitif, sauf appel au conseil. A cet effet S. M. attribue au sieur d'Auxy toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdit à ses autres cours et autres juges. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent. S. M. se réserve la connaissance.

1) E. 1166 b, N° 12.

136) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Eaux et Forêts. Cassation d'un arrêt du Parlement de Douai.*

Faisant droit à la requête du procureur de S. M. en la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de la Motte aux Bois demandant à S. M. de casser l'arrêt du Parlement de Douai du 18 février 1737 et d'ordonner l'exécution du 9 août 1701 ; en conséquence que, lorsqu'il s'agit de l'appel des sentences des officiers des maîtrises particulières des Eaux et Forêts de la province des Flandres, le sieur procureur général dudit Parlement sera tenu de prendre fait et cause de ses substituts dans lesdites maîtrises. Oû le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse et annule l'arrêt du 18 Février 1737 et ordonne au sieur Procureur général du Parlement de prendre fait et cause du suppliant sur l'appel interjeté par le sieur Burette, adjudicataire des Bois de la forêt de Nieppe, de la sentence intervenue contre lui le 15 décembre 1736 au siège de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de la Motte aux Bois. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou em-

pêchement quelconque dont si aucunes interviennent S. M. se réserve à soi et à son Conseil la connaissance.

1) E. 1166 b, N° 13.

137) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation aux prisons. Adjudication. Autorisation.*

Vu le devis dressé le 16 décembre 1738 des réparations à faire aux prisons de Fougères, l'adjudication faite le 20 septembre 1739 par le sieur de Montigny, subdélégué de l'intendance de Bretagne au département de Fougères, au sieur Julien Guyard moyennant la somme de 2.600 livres. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Rennes. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise l'adjudication faite par le sieur Montigny, subdélégué au département de Fougères, et ordonne que les ouvrages seront incessamment faits par le sieur Guyard au moyen de quoi la somme de 2.600 livres lui sera payée sur les ordonnances dudit sieur intendant.

1) E. 1166 b, N° 14.

138) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation aux prisons. Adjudication. Autorisation.*

Vu le devis dressé le 1^{er} novembre 1739 des réparations à faire aux prisons de Perpignan, l'adjudication du 15 décembre 1739 faite par le sieur Peyrottes, subdélégué de l'intendance à Perpignan, au nommé François Vert moyennant la somme de 366 livres 5 sols. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Perpignan. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise ladite adjudication. Voir l'arrêt N° 137.

1) E. 1166 b, N° 15.

139), Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparations aux prisons. Adjudication. Autorisation.*

Vu le devis des réparations à faire aux prisons de Saint Marcellin, l'adjudication du 16 mai 1739 faite par le sieur de la Bleitière, subdélégué de l'intendance du Dauphiné au département de Saint Marcellin, au nommé Jean Gouy moyennant la somme de

800 livres. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Grenoble. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise ladite adjudication. Voir l'arrêt N° 137.

1) E. 1166 b, N° 16.

140) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation au Château de Pau. Adjudication. Confirmation.*

Vu le devis dressé le 24 décembre 1738 des réparations à faire au mur de la terrasse du château de Pau, l'adjudication faite le 19 décembre 1739 par le sieur de Saint Contest, intendant et commissaire départi en la généralité d'Auch, au nommé Jean Nogueres moyennant la somme de 2.030 livres. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme l'adjudication faite par le sieur de Saint Contest et ordonne que les ouvrages seront incessamment faits par le sieur Nogueres ainsi et de la manière énoncée au devis.

1) E. 1166 b, N° 17.

141) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Commission. Contravention. Contrôle des exploits. Jugement par l'intendant.*

Vu les procès-verbaux des sieurs de Moncla et Dumoret, commis à la perception des droits de contrôle des actes des notaires, contrôle des exploits et autres dans la généralité de Pau, justifiant que le nommé Forcade, huissier audiancier de la juridiction royale de Bagnères aurait signifié plusieurs exploits non contrôlés au bas desquels cependant la relation du contrôle a été mise ; vu la requête de Nicolas de Lambelinot, sous-fermier desdits droits de contrôle tendant à ce qu'il plût à S.M. de pourvoir aux malversations commises par les nommés Viscario, Cazenave et Forcade. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur intendant et commissaire départi dans la généralité de Pau instruire et juger en dernier ressort le procès aux nommés Viscario, Cazenave et Forcade sur les contraventions par eux commises aux dispositions des règlements rendus sur le contrôle des exploits. S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à toutes

ses autres cours et juges.

1) E. 1166 b, n° 18.

142) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Manufacture. Défaut d'insinuation. Droit de centième denier. Peine de triple droit.*

Vu la requête du sieur Flavigny, entrepreneur et propriétaire de la manufacture royale des Andelys, demandant l'exécution de l'ordonnance de l'intendant de la généralité de Rouen du 22 juin 1739, vu la requête de Nicolas Joblot, sous-fermier des Domaines. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute le sieur Flavigny des fins et conclusions de sa requête; faute d'avoir représenté le titre en vertu duquel il a joui de la manufacture des Andelys du 1^{er} avril 1735, le condamne au paiement du droit de centième denier du contrat d'acquisition du 4 juillet 1735; faute d'avoir fait insinuer dans les trois mois prescrits ledit contrat, le condamne à la peine du triple droit et estimant que la procuration du 27 juin 1735 contient toutes les dispositions d'un contrat et n'a pas été passée aux Andelys pour frauder le droit de contrôle, permet au fermier de percevoir ledit droit sur le même pied qu'il l'aurait perçu sur le contrat d'acquisition.

1) E. 1166 b, n° 19. A D + 855.

143) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Droit de terrage. Communication de la requête. Exécution par provision.*

Vu la requête de Claude Testard, fermier du duché de Chateauroux, demandant à S.M. d'évoquer l'instance pendante entre le sieur de Létang d'une part et les sieurs Lochet, Cheret, Forest, Derié et Robins d'autre part et de condamner lesdits sieurs à payer au sieur de Létang les gerbes qu'ils doivent à la seigneurie de Vouillon en tant que droit de terrage, à quoi ils ont été condamnés par les sentences rendues en la justice de Vouillon le 20 juin 1739. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne de communiquer la requête aux sieurs Jean Lochet, Nicolas Cheret, François Forest, Derié, et Robins pour y donner réponse dans le délai de l'ordonnance, pour ce faire ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra, et cependant par provision ordonne que lesdites sentences de la justice de Vouillon seront exécutées selon leur forme et teneur.

1) E. 1166 b, n° 20.

144) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Annulation d'une sentence. Droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent.*

Faisant droit à la requête d'Alexandre Ponthain, fermier des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent dans la province de Bretagne demandant à S.M. d'annuler la sentence du juge des Traites de Rennes du 10 octobre 1738, en conséquence d'ordonner que l'arrêt du 19 août 1738 sera exécuté en sa forme et teneur. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ledit arrêt du Conseil du 19 août 1738 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que les abonnements faits avec les orfèvres des villes de Vitry, Guingant, Morlaix et Guérande pour les droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent, seront continués au profit du suppliant sans aucune diminution pendant la durée des six années de son bail.

1) E. 1166 b, n° 21.

145) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Opposition à un arrêt du Conseil. Condamnations. Décharge, Rejet.*

Vu l'arrêt du 11 août 1739 déclarant nulle la procédure faite par le sieur Langeon, procureur au Parlement, sur l'appel interjeté par Jacques Armand de la sentence du baillage de Beaugency du 30 juin 1738 et l'arrêt intervenu sur ledit appel ; vu la requête de Pierre Langeon requérant qu'il plût à S.M. de le recevoir opposant audit arrêt et de le décharger des condamnations contre lui prononcées ; vu le mémoire du sieur Lambelinot, sous-fermier des Domaines et Droits y joints de la généralité de Paris soutenant que le sieur Langeon doit être débouté de son opposition. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute le sieur Pierre Langeon de l'opposition formée par lui à l'arrêt du Conseil du 20 août dernier lequel sera exécuté en sa forme et teneur.

1) E. 1166 b, n° 22.

146) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête de Claude Hupenot, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils du Roi. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide à la somme... Voir l'arrêt n° 12.

1) E. 1166 b, n° 23.

147) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Clergé. Confirmation de privilèges, franchises et libertés. Adjudication.*

Vu la requête présentée par les comtes, prévôt, doyen, chanoines et chapitre de l'église royale de Saint Julien de Brioude et d'Auvergne, seigneurs haut justiciers de la ville de Brioude et de Saint Germain Lambron demandant à S.M. l'exécution des Lettres patentes du mois de janvier 1739 portant confirmation des privilèges, franchises, libertés, immunités et exemptions accordées audit chapitré de Brioude. Vu l'ordonnance du bureau des Finances de Riom du 28 février 1738 ordonnant que tous possesseurs des murs, remparts et autres lieux qui servent aux clôtures des villes de la province et généralité d'Auvergne, seront tenus de justifier des titres en vertu desquels ils possèdent lesdits fonds, et que, faute d'y satisfaire, il sera procédé à la vente et adjudication des maisons et édifices bâtis sur lesdites places. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil fait défense aux officiers du bureau des Finances de Riom de passer outre à l'adjudication des murs de clôture des villes de Brioude et de Saint-Germain Lambron, bâtiments y adossés et territoires.

1) E. 1166 b, n° 24.

148) Versailles, 19 janvier. — *Arrêt sur requête. Erreur dans une quittance de finance. Rente. Rétablissement.*

Faisant droit à la requête d'Anne Simone Villard, femme de Charles Bizey, maître marchand faiseur d'instruments de musique à Paris, contenant qu'il lui a été constitué 7 actions faisant 110 livres de rente par contrat passé devant Dulion et son confrère, notaires au Chatelet de Paris, et que sa qualité de femme ainsi que le nom de son mari ont été omis dans la quittance de finance. Vu l'acte de célébration du mariage tiré des registres de l'église paroissiale de Saint Sulpice à Paris et le certificat du sieur Dulion notaire. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'encore que la qualité de femme dudit Bizey n'ait point été donnée à la suppliante, ladite quittance de Finance vaudra comme si l'omission n'avait point été

faite S.M. validant à cet effet ladite quittance et ledit contrat.

1) E. 1166 b, n° 25.

149) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant. Etablissement de foires et d'un marché. Confirmation.*

Faisant droit à la requête de dame veuve du sieur Samuel Jacques Leclerc, marquis de Juigny, maître de camp du régiment d'Orléans, demandant la confirmation de l'établissement des quatre foires et d'un marché dans le bourg de Paillé. Vu ladite requête, les Lettres patentes du mois de mars 1604. Vu l'avis du sieur intendant de Tours. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme l'établissement des quatre foires et marché, et ordonne que la première foire se tiendra le 9 du mois de janvier, la seconde le 9 du mois d'avril, la troisième le 9 du mois de juillet et la quatrième le 9 du mois d'octobre ; ordonne que le marché aura lieu le mercredi de chaque semaine. Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1166 b, n° 25.

150) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Corps des marchands bonnetiers. Réunion d'un corps à une communauté. Communication de la requête.*

Vu la requête des maîtres et gardes du corps de la marchandise de bonneterie de la ville de Paris, l'un des Six Corps de marchands, demandant à S.M. d'évoquer à son Conseil l'assignation qui leur a été donnée à la requête des soi-disant maîtres, marchands fabricants et manufacturiers de bas et autres ouvrages au métier de la ville et faubourgs de Paris ; de déclarer la demande desdits marchands non recevable et d'ordonner l'exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 avril 1723 portant réunion de la communauté des maîtres et fabricants au corps des marchands bonnetiers. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête des marchands bonnetiers sera communiquée aux marchands fabricants de bas au métier pour y fournir de réponse, toutes choses demeurant en état.

1) E. 1166 b, n° 26.

151) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant et des députés du commerce. Communauté des maîtres potiers de terre. Nouveaux statuts. Confirmation.*

Faisant droit à la requête des maîtres potiers de terre de la province d'Alsace entre Bâle et Strasbourg demandant la confirmation des nouveaux statuts qui ont été communiqués aux baillis, prévôt, magistrats et maires des villes et baillage de ladite province, corrigés selon les observations, rédigés en un cahier signé des trois chefs de ladite confrérie, gens de justice et des principaux maîtres de Colmar au nom de tous les autres maîtres. Vu l'avis du sieur Feydeau de Brou, intendant et commissaire départi en la province d'Alsace, et celui des députés du commerce. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme lesdits statuts, et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1166 b, n° 27.

152) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Conversion d'un récépissé.*

Faisant droit à la requête de Jacques Clouët de Serville, receveur ancien des tailles de l'élection de Laon, demandant la conversion d'un récépissé du Trésor Royal de la somme de 9.800 livres en une quittance comptable à la décharge des débits des comptes des exercices impairs antérieurs à 1720 de la recette des tailles de l'élection de Laon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en remettant ledit récépissé, il sera délivré la quittance de ladite somme libellée sur les parties prenantes non acquittées et débits des Comptes des tailles de ladite élection des années impairs antérieures à l'année 1720.

1) E. 1166 b, n° 28.

153) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Aide extraordinaire. Diminution.*

Faisant droit à la requête des magistrats et conseil particulier de la ville de Valenciennes demandant à S.M. de continuer de décharger du paiement de la moitié de l'aide extraordinaire ladite ville pour l'année 1739, montant ladite moitié à 11.183 livres aux offres d'employer ladite somme à rembourser les rentes de la ville à ceux des créanciers qui feront les offres les plus avantageuses. Vu l'avis du sieur de Sechelles, intendant et commissaire départi

en Hainaut. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil décharge la ville de Valenciennes du paiement de la moitié de l'aide extraordinaire à laquelle elle a été imposée pour l'année 1739 montant à ladite somme de 11.183 livres de laquelle somme il sera tenu compte au receveur général des Finances du Hainaut en exercice en rapportant copie collationnée du présent arrêt et le certificat de non soluto du magistrat de ladite ville. Enjoint S.M. au sieur intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 1166 b, n° 29.

154) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Remboursement de la finance. Délivrance d'une quittance de finance.*

Faisant droit à la requête présentée par les enfants et héritiers de Charles Gabriel Féneché, ci-devant pourvu de l'Office d'archer de la compagnie du vice-sénéchal de Bourbonnais, supprimé par Edit de mai 1720. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en remettant aux mains du garde du Trésor Royal en exercice, l'ordonnance de liquidation dudit office à la somme de 1.575 livres avec les titres de propriété de Charles Gabriel Féneché, il leur sera délivré une quittance de finance de pareille somme portant intérêt au denier 50 dont les arrérages seront payés aux suppliants conformément à l'arrêt du Conseil du 19 novembre 1726.

1) E. 1166 b, n° 30.

155) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du commissaire. Exécution par les officiers du Bureau des Finances. Aménagement d'une rue.*

Faisant droit à la requête des habitants des rues Popincourt et des Armandiers sises au faubourg de Popincourt, quartier de Saint Antoine de la ville de Paris, demandant l'exécution de l'arrêt du Conseil du 7 juillet 1733. Vu l'avis du sieur Demotes, trésorier de France, commissaire du conseil pour la direction générale du pavé de Paris. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt du Conseil du 7 juillet 1733 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence

que la rue Verte, sise au faubourg Saint Antoine, sera redressée et tirée en droite ligne et ensuite pavée sur toutes ses longueurs et largeurs aux dépens des propriétaires des maisons et héritages y aboutissant et par proportion des devantures desdits héritages. Enjoint aux officiers du Bureau des Finances de Paris de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent, S.M. s'en réserve la connaissance.

1) E. 1166 b, n° 31.

156) Versailles 19 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Diminution de la valeur des sols anciens et des pièces de 30 deniers. Indemnité. Liquidation.*

Vu l'arrêt du Conseil du 1^{er} août 1738 par lequel S.M. a déclaré que les anciens sols et les pièces dites de trente deniers n'auront plus cours que pour 18 deniers pièce ; vu la requête des sous-fermiers des Domaines de Rouen, Caen et Alençon du bail de Nicolas Joblot ; celle des sous-fermiers de la marque de fer ; celle du sieur Le Marchand, receveur général des Domaines de la généralité de Soissons, demandant la liquidation de l'indemnité qui leur est due à cause de la diminution arrivée en conséquence dudit arrêt aux sols anciens et pièces de trente deniers. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide à la somme de 4.563 livres 3 sols 6 deniers ladite indemnité, savoir 4.326 livres 16 sols 6 deniers aux sous-fermiers du bail de Nicolas Joblot, 110 livres 7 sols aux sous-fermiers de la marque de fer et 126 livres au sieur Le Marchand. Veut S.M. que les procès-verbaux, états et certificats des officiers des Monnaies et autres pièces qui ont établi et justifié ladite diminution soient annexés à la minute du présent arrêt.

1) E. 1166 b, n° 32.

157) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition supplémentaires. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 qui règle la forme suivant laquelle il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruine, par incendie ; vu l'adjudication faite le 16 décembre 1739 par le sieur de Saint Contest, intendant et commissaire départi en Navarre, Béarn

et généralité d'Auch ; vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, autorise l'adjudication des travaux à faire pour la reconstruction d'une maison presbytérale dans la paroisse d'Ussor faite en faveur du sieur Tran du Gallardet pour la somme de 1.910 livres ; ordonne que cette somme sera imposée au marc la livre de la taille en quatre années consécutives sur tous les biens, maisons et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, même sur les biens nobles en proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par ledit intendant. Et seront... Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 32.

158) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparations des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Autorisation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 qui règle la forme suivant laquelle il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères, l'adjudication passée par le sieur Palissard, subdélégué à l'Ile en Dodon, de la construction d'une maison presbytérale dans la paroisse de Morlens. Vu l'avis du sieur de Saint Contest, intendant et commissaire départi en Navarre, Béarn et généralité d'Auch. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise ladite adjudication en faveur de Jean Baptiste Dartigues et ordonne que la somme sera imposée en cinq années consécutives sur tous les biens, fonds et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, même sur les biens nobles à proportion de ce que chacun y possède suivant les rôles particuliers qui seront vérifiés et rendus exécutoires par ledit intendant et commissaire départi. Et seront les deniers provenant de ladite imposition. Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 32.

159) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Autorisation. Imposition nouvelle.*

Exécution et jugement par l'intendant.

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères, l'adjudication passée par le sieur Legrand, subdélégué à Orléans à Jean de Fougères, des réparations à faire au presbytère de la paroisse de Bray, élection d'Orléans, l'adjudication passée par le sieur de Crepinville, subdélégué à Chateaudun, des réparations à faire à l'église paroissiale de Boissgasson, l'adjudication passée par le sieur Valois, subdélégué à Romorantin, des réparations à faire au presbytère de la paroisse de Dungle Poilliers, élection de Romorantin. Vu l'avis du sieur de Baussan, intendant et commissaire départi. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur de Bassan, autorise lesdites adjudications et ordonne que les sommes seront imposées sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages desdites paroisses, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède. Et seront les deniers provenant de ladite imposition... Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 33.

160) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation aux nefs des églises et aux presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères, l'adjudication passée par le sieur Talemandier, subdélégué de l'intendant, des ouvrages à faire au presbytère de la paroisse de Saint Paulin. Vu l'avis du sieur Rossignol, intendant et commissaire départi en la généralité de Riom. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général de Finances.

Le Roi en son Conseil autorise ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée sur les biens, fonds et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non à proportion de ce que chacun y possède suivant le rôle qui en sera fait par le sieur commissaire et rendu exécutoire par lui. Et seront les deniers provenant de ladite imposition. Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 34.

161) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères, l'adjudication passée par le sieur Dubernet de Mazères, subdélégué à Nérac, des ouvrages et réparations nécessaires à faire à la maison presbytérale de la paroisse de Fieux. Vu l'avis du sieur Boucher intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur Boucher, autorise ladite adjudication passée en faveur du nommé Joseph Masseur et ordonne que ladite somme sera imposée en deux années consécutives et par égales portions sur tous les biens, fonds et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 35.

162) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il serait pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères, l'adjudication passée par le sieur Dupuy subdélégué de la construction d'une maison presbytériale dans la paroisse de Saint-André et Sainte-Magdeleine en la Deveze. Vu l'avis du sieur de Saint Contest, intendant et commissaire départi en Navarre, Béarn et généralité d'Auch. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise ladite adjudication et ordonne que la somme sera imposée sur tous les biens, fonds et héritages, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède et ce, suivant les rôles particuliers qui seront vérifiés et rendus exécutoires par ledit intendant. Et seront... Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 36.

163) Versailles, 19 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Etat de répartition de la capitation. Approbation.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt du Conseil du 16 août 1701 que les intendants ou autre que S.M. a commis pour dresser les Etats de répartition de la Capitation soient tenus d'envoyer au contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux desdits états concernant la noblesse et les officiers des Compagnies supérieures et subalternes et des extraits ou bordereaux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. en son Conseil approuve l'état de répartition dressé par le sieur de Virthamon pour l'année 1738 sur les officiers du Grand Conseil montant à 33.173 livres 16 sols y compris les deux sols pour livre. Ordonne que le payeur des gages desdits officiers sera tenu de se charger en recette de ladite somme laquelle sera admise dans ses états et comptes partout où il appartiendra en vertu du présent arrêt lequel sera transcrit au bas de l'état de répartition.

1) E. 1166 b, n° 37.

164) Versailles, 20 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Nomination d'un commissaire. Communautés d'Arts et Métiers.*

Le Roi étant informé que le sieur Prévost de Saint Cyr que S.M. avait nommé pour l'un des commissaires établis pour la liquidation des sommes dues par les Communautés d'Arts et Métiers et l'examen de leurs comptes, a donné sa démission de l'office de maître des Requêtes. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil commet le sieur Meliaud, conseiller du Roi en ses Conseils, maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, pour servir au lieu et place du sieur Prévost de Saint Cyr conjointement avec les autres commissaires dudit Bureau.

1) E. 2185, n° 39.

165) Versailles, 22 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Vols. Evocation. Compétence du prévôt de la maréchaussée d'Orléans.*

Le Roi s'étant fait représenter les jugements rendus le 14 décembre 1739 par lesquels le prévôt de la maréchaussée de la généralité d'Orléans a été déclaré compétent pour faire le procès à Pierre Barberoisse, Pierre Dupont et Marie Maillet accusés de

deux vols l'un à Souvigny et l'autre à Sennely, mais comme il est douteux que le lieu de Sennely soit dans l'étendue dudit baillage ou de celui de Blois, il est nécessaire d'autoriser ledit prévôt général à juger lesdites accusations. Oûi, le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance de toutes les accusations et les renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de la généralité d'Orléans pour être ledit procès fait et parfait, le tout prévotalement et en dernier ressort ; S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à tous ses autres juges et cours.

166) Versailles, 23 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. S.M. y étant. Clergé. Instance en règlement de juges. Communication de la requête.*

Vu l'arrêt du Conseil du 23 mai 1739, la requête des prieur et religieux, chanoines réguliers de l'abbaye de Saint Paul, ordre de Prémontré, demandant que sans avoir égard à l'arrêt du 23 mai 1739 surpris par le sieur Cardinal Ottobouy, S.M. ordonne que le dit Cardinal reprendra l'instance en règlement de juges intentée dès l'année 1739 par l'abbé Mosle son prédécesseur, et renvoie les parties en son Grand Conseil pour y être réglé sur leurs contestations. Vu la requête du syndic du clergé de Châlons en Champagne demandant l'exécution dudit arrêt du 23 mai et en conséquence que les parties procéderont au bureau diocésain de Châlons pour y être jugées en la manière ordinaire sauf appel en la Chambre supérieure ecclésiastique. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, avant faire droit, ordonne que les requêtes seront respectivement communiquées aux parties pour y répondre dans le délai du règlement, pour ce fait ou faute de ce faire être ordonné par S.M. ce qu'il appartiendra.

1) E. 2194, n° 9.

167) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Exécution par l'intendant et le Grand Maître des Eaux et Forêts. Usage des Usines. Permission.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que bien que par arrêt du Conseil du 19 août 1723 S.M. ait fait expresses défenses à toute personne d'établir à l'avenir aucun fourneau, forge, et verreries, augmentation de feu et de marteau, le nommé Jean Antoni, habi-

tant du lieu de Grendelbrong en Alsace, a établi une usine propre à fabriquer des fers et du cuivre sur un terrain près du ruisseau la Mazel. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que l'arrêt du Conseil du 19 août 1723 sera exécuté en sa forme et teneur et fait défense au sieur Antoni de faire usage de son usine sans en avoir obtenu permission de S.M. et ce à peine de démolition et 3.000 livres d'amende. Enjoint au sieur de Brou, intendant et commissaire départi en la généralité d'Alsace, et au sieur D'Auxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne, comté de Bourgogne et d'Alsace, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant toute opposition ou autres empêchements dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance et interdit à toute ses autres cours et juges.

1) E. 2193, n° 7.

168) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Opposition à un arrêt du Conseil. Adjudication et revente d'une tour.*

Vu l'arrêt du Conseil du 3 mars 1739 par lequel S.M. a ordonné que par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Metz, il serait fait adjudication d'une tour située sur les remparts de la ville de Damvilliers, derrière la maison de Louis Eloy et du sieur Lieunard, la requête de Louis Eloy perruquier à Monmedy demandant à S.M. de le recevoir opposant audit arrêt du Conseil et d'ordonner que la tour restera au sieur Eloy ou bien que l'adjudication ne sera faite qu'à la charge pour l'adjudicataire de rembourser la somme de 90 livres. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans s'arrêter à l'opposition formée par le sieur Louis Eloy, ordonne que l'arrêt du Conseil du 3 mars 1739 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que, par le sieur commissaire à ce départi, il sera au château des Thuilleries procédé à la revente et adjudication de ladite tour après une quatrième publication en la manière accoutumée.

1) E. 2193, n° 8.

169) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur demande. S.M. y étant. Frais de justice. Paiement. Déchargement. Assassinat.*

Faisant droit à la requête de Philogène Brulard, marquis de Puisieux, maître de camp de cavalerie, brigadier des armées du Roi, seigneur engagiste du domaine de Sainte Menehoulde, demandant à être déchargé du paiement de la somme de 1.052 livres 1 sol mentionnée en l'article 5 du rôle du 7 janvier 1738 pour les frais du procès criminel fait au sieur de Lusee pour l'assassinat commis par lui dans la seigneurie de Mancourt. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le suppliant demeurera déchargé par le présent arrêt du remboursement de ladite somme pour laquelle il est compris en sa qualité d'engagiste de Sainte Menehoulde dans l'article 5 du rôle de recouvrement des frais de justice de la généralité de Champagne du 7 janvier 1738 et ordonne que le remboursement en sera fait par le sieur de Lusee, ses fermiers, régisseurs et sequestres de ses biens.

1) E. 2194, n° 10.

170) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Clergé. Coupe de bois. Emploi des deniers. Adjudication. Enregistrement au greffe de la maîtrise.*

Faisant droit à la requête des abbé, prieurs et religieux de l'abbaye de Maizières, ordre de Cîteaux, demandant à S.M. d'ordonner que les 25 à 26.000 livres restant du prix des bois de Prodhun dépendant de ladite abbaye et étant en mains du receveur général des Bois et Domaines de la généralité de Dijon seront employées sur les ordonnances du sieur d'Auxy, Grand Maître des Eaux et Forêts de Bourgogne, comté de Bourgogne et Alsace. Vu l'avis du sieur d'Auxy. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les deniers provenant du prix des Bois seront employés : 1° au paiement des maisons que les suppliants ont acquises à Pomard et Puligny ; 2° à l'acquittement des droits d'amortissement, centième denier, insinuation et autres dus pour raison de ces acquisitions ; 3° aux réparations et constructions qu'il est nécessaire d'y faire pour l'exploitation de la terre de Cifsey appartenant à ladite abbaye suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la manière accoutumée qui en sera faite par le sieur d'Auxy, Grand Maître des Eaux et Forêts. Seront les suppliants tenus de remettre au greffe de la maîtrise les pièces justificatives de l'emploi des deniers, et sera le présent arrêt

enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1166 b, n° 38.

171) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Clergé. Coupe de bois. Autorisation. Réparation d'un prieuré. Dispense de lettres patentes.*

Ayant égard à la requête du sieur Billancourt, prieur du prieuré de Marnay sur Seine, demandant l'autorisation de faire abattre la quantité de 200 pieds d'arbres pour réparer les bâtiments, écuries et granges dépendant dudit prieuré. Vu l'avis du sieur Delafaluere, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Paris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur Delafaluere Grand Maître des Eaux et Forêts, il sera fait marque et délivrance au suppliant de la quantité de 200 pieds d'arbres à prendre dans le nombre des plus anciens et dépérissants étant tant sur celles des coupes ordinaires de bois dépendant du prieuré de Marnay exploitées pendant les années 1738 et 1739 que sur celles en usage la présente année 1740 à la charge d'employer les arbres en nature ou le prix qui en proviendra aux réparations les plus urgentes. Ordonne S.M. qu'après l'exploitation desdits bois celui qui demeurera sera conservé pour accroître en futaie sans que les suppliants ou leurs ayant cause puissent y faire aucune coupe si ce n'est en vertu d'arrêtés et de Lettres patentes dûment enregistrées conformément à l'article 24 de l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'Août 1669 ; et attendu la modicité, S.M. dispense de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1166 b, n° 39.

172) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Droits d'inspecteurs aux boissons. Décharge. Rejet. Exécution par l'intendant.*

Vu la requête du curé et des habitants du bourg de Notre Dame d'Olonnes demandant à S.M. de les décharger du paiement des droits d'inspecteurs aux boissons. Vu l'Edit du mois d'octobre 1705 créant lesdits droits, l'état arrêté le 25 novembre 1716 homologuant ledit état, vu la réponse du sous-fermier des Aides et droits y joints de la généralité de Poitiers. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute les suppliants de leur requête et, conformément à l'arrêt du Conseil du 5 mars 1737, ordonne qu'ils seront tenus de payer lesdits droits à raison de 10 sols par muid de tous les vins, demi vins, boissons ou piquettes tirées à clair excepté les piquettes composées de marc pressuré et enfoncé dans les tonneaux avec de l'eau. Enjoint au sieur Le Nain, intendant et commissaire départi en la généralité de Poitiers, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt lequel sera exécuté nonobstant opposition ou empêchement quelconque pour lesquels ne sera différé.

1) E. 1166 b, n° 40.

173) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Décharge de condamnations. Rejet. Modération d'amendes. Enregistrement au greffe.*

Vu la requête de Jean et Antoine Galtier, laboureurs, demeurant au lieu appelé de Gurlong, demandant le déchargement pur et simple des condamnations prononcées contre eux par sentence de la maîtrise de Mazamet le 30 juin 1739. Vu la réponse du procureur du Roi en ladite maîtrise. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la sentence de la maîtrise de Mazamet sera exécutée en sa forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, S.M. modère à 100 livres d'amende les 500 livres d'amende prononcée par ladite sentence et les décharge du surplus de l'amende à condition de payer les frais suivant la taxe qui en sera faite par le sieur Anceau de la Venelet Grand Maître des Eaux et Forêts du département du Languedoc. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la maîtrise de Mazamet.

1) E. 1166 b, n° 41.

174) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Négociant. Décharge de condamnations. Rejet. Modération d'amendes.*

Vu la requête de Lazare Bard, marchand de bois demeurant à Montcenis, requérant qu'il plût à S.M. de le relever de la rigueur de l'ordonnance de 1669 sur le délai et de lui permettre de poursuivre à la Table de Marbre du Parlement de Dijon l'appel qu'il y a interjeté de la sentence rendue contre lui par les officiers de maîtrise de Châlons ou mieux de le décharger des condamnations

prononcées par ladite maîtrise. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la sentence de la maîtrise de Châlons sera exécutée en sa forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, S.M. modère à 100 livres d'amende les 200 livres d'amende prononcée par la sentence de Châlons et le décharge du surplus de l'amende... Voir l'arrêt n° 173.

1) E. 1166 b, n° 42.

175) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Dire d'un inspecteur général du Domaine. Possession de Bois. Droits d'usage. Enregistrement au greffe de la maîtrise.*

Vu l'arrêt du Conseil du 8 mai 1736 sur la requête du sieur de Longueville, seigneur de Crain et de la Maison-Blanche, demandant à être maintenu dans la possession des bois de la vallée Gouïard et du terrain dépendant des terres de Crain et Maison-Blanche et à être maintenu dans le droit d'usage, chauffage et chasse dans la forêt de Fretay. Vu le procès-verbal des vérifications sur les lieux du plan des terres de Crain et Maisonblanche fait par le lieutenant de la maîtrise d'Auxerre. Vu l'avis du sieur Delafaluère Grand Maître des Eaux et Forêts et le dire de l'un des Inspecteurs du Domaine. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil maintient le suppliant dans la propriété, possession des terres, bois, prés en friche situés dans l'étendue des terres de Crain et Maisonblanche mais le déboute du surplus de sa demande ; et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1166 b, n° 43.

176) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Coupe de bois. Autorisation. Réparation d'un prieuré. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête de Jérôme Biclet, prêtre du diocèse de Lyon, docteur en théologie et titulaire du prieuré de Saint-Martin du Bose, demandant la permission de couper les arbres situés dans les bois du prieuré ainsi que ceux qui sont épars dans les près et les herbages afin d'en réserver un quart pour croître en futaie et employer le reste aux réparations à faire à la chapelle et aux bâtiments dépendants du prieuré. Vu l'avis du sieur de

Savary grand maître des Eaux et Forêts. Ouï le sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet au suppliant de faire l'exploitation en une seule et même coupe des taillis des 6 ou 7 arpents de bois dépendant dudit prieuré ensemble tous les arbres de l'âge au-dessus de 40 ans étant sur ledit taillis sur une lisière de 80 perches et suivant la marque et délivrance qui lui sera faite par le sieur de Savary à charge d'employer en nature les arbres aux réparations, reconstructions à faire à la chapelle et aux bâtiments du prieuré. Ordonne S.M. qu'il sera par le sieur grand maître procédé au choix et à la distraction et bornage du 1/4 des 6 ou 7 arpents pour être réservé et croître en futaie... Voir l'arrêt n° 80.

1) E. 1166 b, n° 44.

177) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. Office. Demande de passer outre à la surséance de la réception d'un Office. Communication de la requête.*

Vu la requête de Jacques Etienne Hilaire, maître apothicaire, bourgeois de la ville de Metz, pourvu des offices d'échevins ancien mytriennal et alternatif mytriennal de ladite ville, demandant à S.M. d'ordonner que sans s'arrêter à l'ordonnance des maires et échevins de la ville de Metz du 18 novembre 1738 portant surséance à la réception du suppliant aux deux offices d'échevins, il sera procédé et passé outre à ladite réception et de faire défense aux échevins de troubler le suppliant dans la possession desdits offices. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit, ordonne que la requête soit communiquée aux échevins de la ville de Metz pour y fournir réponse dans les délais du règlement et être ensuite statué par S.M. ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 b, n° 45.

178) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Paiement de gages.*

Faisant droit à la requête de Claude Moureau requérant qu'ayant levé les offices de greffiers ancien mytriennal et alternatif mytriennal de la ville et communauté de Béziers, une ordonnance du 19 juillet 1738 portant réduction de la somme de 450 livres que la communauté impose à son profit des 540 livres de gages,

dépouille le suppliant de gages légitimement dus. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'ordonnance du 19 juillet 1738, ordonne que les 540 livres de gages attribués audit seront assignés sur le produit de la subvention pour être annuellement payées au sieur Moureau par les trésoriers et receveurs de ladite subvention sans déduction des 450 livres que la communauté de Béziers lui paye annuellement pour ses frais et droits d'expédition des actes desdites greffes.

1) E. 1166 b, n° 46.

179) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du Grand Maître des Eaux et Forêts. Clergé. Partage de bois indivis. Opposition à un arrêt du Conseil. Interprétation d'un arrêt du Conseil.*

Vu l'arrêt du Conseil du 25 décembre 1725, la requête du sieur Duc de Luxembourg tendant à ce qu'il plût à S.M. de le recevoir opposant audit arrêt du Conseil et demandant le partage des bois de Cyr les Meslot indivis entre les religieuses de Saint Cyr et lui; vu la requête de la supérieure et des religieuses du monastère royal de Saint Louis établi à Saint Cyr, ordre de Saint Augustin, tendant à ce que le duc de Luxembourg fut reçu opposant. Vu l'avis du sieur Rivié Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Soissons. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil reçoit le sieur de Luxembourg opposant audit arrêt du Conseil et, l'interprétant en tant que besoin, ordonne le partage et la division desdits bois et ce à proportion suivant les droits que les uns et les autres ont suivant leurs titres dont procès-verbal sera dressé et déposé au greffe de ladite maîtrise. Ordonne S.M. qu'il sera procédé à l'arpentage général desdits bois indivis et ensuite, par le sieur Grand Maître, qu'il sera sur la part des bois qui sera échue aux supérieure et religieuses de Saint Cyr, distrait et séparé le quart juste pour être réservé à produire en futaie... Voir l'arrêt n° 80 jusqu'à ordonne que sur le prix.

1) E. 1166 b, n° 47.

180) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation.*

Vu le devis dressé le 14 octobre 1739 des réparations à faire à l'hôpital de la Madeleine, l'adjudication passée par le sieur Bonnot subdélégué de l'intendant du Dauphiné au département de Briançon. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Grenoble. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme l'adjudication passée par le sieur Bonnot en faveur de Nicolas moyennant la somme de 5.150 livres. Ordonne en outre que les ouvrages seront incessamment faits et parachevés par ledit adjudicataire au moyen de quoi la somme de 5.150 livres lui sera payée sur les ordonnances du sieur intendant par le sous-fermier des Domaines de la généralité de Grenoble auquel il sera tenu compte sur le prix de son bail par l'adjudicataire des Fermes Unies.

1) E. 1166 b, n° 48.

181) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. Autorisation. Imposition. Prix des Fourrages.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 9 décembre 1738 ayant ordonné l'imposition sur la généralité de Lyon pour la dépense de l'excédent du prix des fourrages des régiments de cuirassiers du Roi et de Vogué cavalerie, et S.M. étant informée qu'outre cette somme, il a été imposé d'excédent la somme de 4.392 livres II sols 4 deniers pour les remises et taxations des préposés au recouvrement de ladite imposition, laquelle somme il a été ordonné par arrêt du 1^{er} décembre 1739 qu'il en serait fait déduction en 1740 sur la somme nécessaire pour la dépense de l'excédent du prix du fourrage. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise l'imposition faite en 1739 sur la généralité de Lyon d'une somme de 4.392 livres II sols 4 deniers outre celle ordonnée en 1738 pour la dépense de l'excédent et ordonne que de cette somme il en sera remis par le sieur Moran, receveur général des Finances de la généralité de Lyon en exercice en 1739, celle de 4.188 livres au sieur Ollivier, receveur général de l'exercice de 1740 pour être employée à sa destination, quoi faisant le sieur Moran en demeurera bien et valablement déchargé en vertu du présent arrêt.

1) E. 1166 b, n° 49.

182) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation.*

Avis de l'intendant. Reconstruction d'un pont. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.

Sur ce qui a été représenté au Roi par le curé et les habitants de la paroisse de Quinzac, élection de Périgueux, que le pont situé après le bourg sur la rivière de Dronne est presque tout détruit. Vu le devis et plan fait par le sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Vu l'avis du sieur Boucher. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur Boucher, confirme l'adjudication passée le 10 octobre 1739 par le sieur du Boffrand, subdélégué à Nontrand, des ouvrages à faire pour la reconstruction dudit pont faite en faveur du nommé François Jobrol pour la somme de 1.800 livres et ordonne que ladite somme sera imposée en deux années consécutives sur tous les habitants et propriétaires des maisons, biens et héritages nobles ou ruraux, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède, savoir sur ceux de la paroisse de Villard 550 livres, ceux de la paroisse de Saint Crépin 150 livres, de la paroisse de Saint Angel 170 livres, de la paroisse de Saint Cramposey de Champagnat 110 livres, de la paroisse de La Chapelle de Montmoreau 120 ; les rôles seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt n° 21.

1) E. 1166 b, n° 50.

183) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Epices. Créanciers. Paiement par privilège et préférence.*

Faisant droit à la requête du sieur Armand Arrouët, receveur des Epices à la Chambre des Comptes, et du sieur Person, procureur en ladite chambre, demandant que, sur la somme de 242.938 livres 12 sols 10 deniers due au sieur Louis Charles Guillaume Melo pour le remboursement de la finance de l'office de trésorier général alternatif de l'extraordinaire des Guerres, il leur sera payé par privilège et préférence la somme de 68.465 livres 11 deniers. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il sera payé, par le sieur Gaudion garde du trésor royal, la somme de 68.465 livres 11 deniers, savoir au sieur Arrouët celle de 19.253 livres 5 sols 13 deniers pour les Epices des comptes du sieur Malo et au sieur Person

celle de 49.211 livres 15 sols pour les façons, vacations, reliage et frais d'épurement et de correction desdits comptes sans préjudice des intérêts, frais et mises d'exécution en dépens faits à l'occasion de sa créance qui lui seront payés par préférence à tous les créanciers suivants.

1) E. 1166 b, n° 51.

184) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Imposition au rôle de la Taille. Exécution par provision.*

Ayant égard à la requête du syndic, collecteurs et habitants de la paroisse de Mitry, élection de Meaux, demandant que, sans s'arrêter à l'assignation faite le 10 janvier 1740 aux suppliants à la requête de Jean Louis Navarre pour procéder au Grand Conseil sur les demandes et contestations d'entre les parties au sujet de l'imposition au rôle de la taille de ladite paroisse, il plaise à S.M. de condamner le sieur Navarre et sa belle-mère à payer les impositions sauf à fixer par la suite la quantité de terres que le sieur Navarre pourra faire valoir en justifiant des titres de privilège de la charge de secrétaire de S.M. et de la propriété desdits biens qu'il prétend faire valoir. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les rôles des tailles et autres impositions de la paroisse de Mitry seront exécutés par provision selon leur forme et teneur contre le sieur Navarre et sa belle-mère sauf audit sieur Navarre à se pourvoir en l'élection de Meaux et en cas d'appel en la cour des Aides de Paris sur les contestations d'entre lui et les suppliants au sujet de ladite imposition.

1) E. 1166 b, n° 52.

185) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis des députés du Bureau du Commerce et du prévôt des marchands de Lyon. Maîtres fabricants en bas de soie. Privilège. Prorogation de délai.*

Faisant droit à la requête d'Antoine Maximen, négociant à Lyon, demandant que le privilège de pouvoir faire travailler aux ouvrages de la maîtrise des Maîtres fabricants en bas de soie pendant six années soit prolongé en sa faveur jusqu'au premier janvier 1744 comme S.M. l'a accordé aux autres négociants comme lui incorporés dans cette communauté. Vu l'avis du prévôt des marchands de Lyon et des députés du Bureau du Commerce. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil proroge jusqu'au 1^{er} janvier 1744 le privilège d'Antoine Maximen pour en jouir aux clauses et conditions portées par l'ordonnance du Consulat de Lyon du 15 septembre 1731 et l'arrêt du Conseil du 20 juin 1733. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. se réserve à soi et à son Conseil la connaissance.

1) E. 1166 b, n° 53.

186) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Opposition à un arrêt du Conseil. Droits d'aides. Imposition.*

Vu la requête des habitants et communauté de la paroisse Dourches appartenant au chapitre de l'église de Toul, demandant qu'il plaise à S.M. de les recevoir opposants aux arrêts du Conseil du 2 mai et du 19 octobre 1724 et, sans avoir égard aux demandes, fins et conclusions prises par Charles Cordier ci-devant régisseur des droits des Fermes, d'ordonner l'exécution de l'arrêt du Conseil du 17 novembre 1663, Lettres patentes du mois d'octobre 1664, des arrêts du 10 septembre 1665 et 8 mars 1668 et donc de garder les suppliants dans l'exemption de tous droits d'aides et autres dépendants des Fermes de S.M. tant en vertu desdites lettres patentes qu'en vertu de l'immunité commune à tous les sujets de la généralité de Metz. Vu l'avis du sieur Lepeletier de Beaupré, intendant de la province de Champagne. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute les habitants et communauté de la paroisse Dourches de leur opposition et les condamne à souffrir les inventaires et marques de leurs vins et autres boissons et à payer tous les droits d'aides tant de gros que de détail.

1) E. 1166 b, n° 54. A D + 855.

187) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Indue vexation. Demande de condamnation à des dommages et intérêts.*

Vu l'arrêt du Conseil du 28 juillet 1739, la requête du sieur Guillaume Certain et de Louise Lesieur sa femme, demandant l'exécution de l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 30 juin 1739, et la condamnation du sieur Rozot en 500 livres de dommages et intérêts pour indue vexation. Vu le mémoire du sieur Henri Rozot ci-devant sous-fermier des Aides de la généralité de Caen demandant l'exécution de la sentence des élus de Valogne du 17

avril 1733 donc la condamnation du sieur Certain aux dépens faits en la Cour des Aides de Rouen sur l'appel qu'ils y ont porté. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt de la Cour des Aides de Normandie du 30 juin 1739 soit exécuté en sa forme et teneur et condamne le sieur Rozot et ses cautions aux frais et coût du présent arrêt liquidé à 75 livres.

1) E. 1166 b, n° 55.

188) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Droits et prérogatives attachés à la féodalité. Droit de chasse. Renvoi devant le Bureau des Gabelles. Jugement par commissaire.*

Vu la requête du syndic général de la province du Languedoc demandant que S.M. casse l'arrêt du Parlement de Toulouse rendu entre le sieur baron de Lantua et le sieur Bournet le 31 août 1739 et ordonne au sieur Bournet et autres possesseurs de rentes foncières imposées à la taille de ne pas user du droit de chasse et autres droits et prérogatives attachés à la féodalité, si mieux n'aime S.M. renvoyer la présente requête au Bureau des Gabelles, cinq grosses fermes, aides, tailles et autres impositions affaires de Finance. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil renvoie ladite requête devant les sieurs commissaires du Bureau des affaires de Gabelles pour au rapport du sieur d'Amboile, maître des requêtes que S.M. a commis à cet effet, être fait droit ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1166 b, n° 56.

189) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Revêtu de lettres patentes. Biens de main morte. Possession d'immeubles. Maintien.*

Faisant droit à la requête du prieur et des religieux Bénédictins de l'abbaye royale de Saint Arnould de la ville de Metz demandant à S.M. la permission de conserver la possession des immeubles par eux acquis par contrat du 30 septembre 1711, 14 août 1716, 5 mai, 10 septembre 1717 et 6 mars 1731. Vu l'avis du sieur de Creil intendant et commissaire départi en la généralité de Metz. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet aux suppliants de conserver la possession desdits immeubles par eux acquis par lesdits contrats.

Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1166 b, n° 57.

190) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Avis de l'intendant. Biens de main morte. Possession d'une grange. Maintien.*

Faisant droit à la requête du prieur et des religieux de l'abbaye de Saint Clément de Metz demandant à S.M. de leur permettre de conserver et retenir la possession et jouissance de la grange acquise par eux par contrat du 13 août 1718. Vu l'avis du sieur de Creil intendant et commissaire départi en la généralité de Metz. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son conseil permet aux suppliants de conserver la possession de ladite grange. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1166 b, n° 58.

191) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Succession. Assignation. Cassation. Communication de la requête.*

Vu la requête de Thomas Lesort, ci-devant fermier général des domaines de S. M. de la province de Bretagne, demandant à S. M. de casser l'assignation à lui donnée à la requête des héritiers du feu sieur Yvon de Grandmaison au Parlement de Bretagne et ensemble l'arrêt rendu contre lui par défaut en ladite cour au profit des héritiers le 2 avril 1738. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée aux héritiers du sieur de Grandmaison pour y répondre dans le délai du règlement et la réponse vue et rapportée ou faute de ce faire être ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 b, N° 59.

192) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Rente. Paiement des arrérages. Sentence du sénéchal. Cassation. Communication de la requête.*

Vu la requête de Nicolas Desboves ci-devant fermier général des Fermes Unies demandant que S. M. casse et annule la sentence du sénéchal de Guérande du 13 mars 1739 et condamne le sieur René de Combles à payer ce qu'il doit des arrérages de la rente de 1.050 livres et aux frais et dépens tant de l'instance devant le sénéchal que des poursuites faites pour parvenir au paie-

ment de ladite rente. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur de Combles pour y répondre dans le délai du règlement pour la réponse vue et rapportée ou faute de ce faire, être ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1166 b, N° 60.

193) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Liquidation et remboursement de la finance. Mainlevée d'oppositions.*

Faisant droit à la requête de Claude François de la Ville de Portault, conseiller en la Cour des Aides de Paris, demandant à S. M. d'ordonner la radiation des oppositions qui ont été faites au sceau des provisions de feu du Portault son père de la charge d'avocat aux Conseils du Roi et nonobstant le défaut de mainlevée de ces oppositions que le suppliant sera remboursé sur la quittance de la finance de ladite charge. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les héritiers et représentants du sieur François de la Ville du Portault seront remboursés par le garde du trésor royal de la somme de 4.000 livres à laquelle S. M. liquide la finance dudit office nonobstant les oppositions qui avaient été formées au sceau des provisions dont S. M. en tant que besoin leur accorde toute mainlevée nécessaire.

1) E. 1166 b, N° 61.

194) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis d'un inspecteur général du Domaine. Opposition à un arrêt du Conseil. Rejet.*

Vu l'arrêt du Conseil du 17 avril 1734 et celui du 28 octobre 1734 ; vu la requête de Jacques Joseph Tartant, contrôleur général des Domaines de la généralité de Bordeaux, demandant à être reçu opposant à l'arrêt du Conseil du 28 octobre 1734 et demandant que l'arrêt du 17 avril 1734 soit exécuté selon sa forme et teneur ; la requête du sieur de Reignac requérant que, sans s'arrêter à ladite opposition, l'arrêt du 28 octobre soit exécuté ; vu les requêtes du syndic et des habitants de Frespech adhérant à l'opposition formée par le sieur Tartan. Vu les pièces y jointes et les mémoires des parties. Vu l'avis du sieur Fréteau l'un des inspecteurs généraux du Domaine. Ouï le rapport du sieur Orry,

contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard aux demandes du sieur Tartan et des habitants de Frespech dont S. M. les déboute, ordonne que l'arrêt du Parlement de Bordeaux du 13 juillet 1737 sera exécuté en sa forme et teneur.

1) E. 1166 b, N° 62.

195) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Droits de passeports. Construction des vaisseaux de S. M. Remboursement.*

Faisant droit à la requête du sieur marquis de Dreux grand maître des Cérémonies et Pierre Duval fermier des Domaines de Bretagne demandant à S. M. de leur accorder une ordonnance pour le remboursement de la somme de 1389 livres 5 sols 4 deniers pour le montant des droits dus pour les bois qui ont passé en franchise du port de Nantes dans celui de Rochefort destinés pour la construction des vaisseaux du Roi sur des passeports, sans cela ils ne jouiront que d'une partie des revenus des droits de passeports. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur de Dreux par le garde du trésor royal en exercice sera remboursé de la somme de 900 livres 17 sols, savoir 430 livres 8 sols 8 deniers pour les droits sur les bois pendant la jouissance de feu dame de Dreux et 479 livres 8 sols 4 deniers pour moitié des droits de bois depuis le décès de la dame de Dreux et déboute le sieur Duval de sa demande pour l'autre moitié des droits depuis le jour du décès de la marquise de Dreux.

1) E. 1166 b, N° 63.

196) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Droits de lods et ventes. Droits d'échange. Biens situés dans les mouvances et directes de S. M.*

Vu la requête de Charles Girard, subrogé à Jacques Colombar sous fermier des Domaines de généralité de Poitiers, Limoges et La Rochelle, requérant qu'il plaise à S. M. de condamner le sieur du Noyer, receveur général des Domaines de la généralité de La Rochelle, de lui compter tous les droits reçus par lui des mutations par échange d'héritages situés dans les mouvances et directes de S. M. à la déduction des 6 sols par livre et aussi la recette

qu'il a faite des mêmes droits à cause des échanges faits dans les mouvances et directes des seigneuries particulières sans aucune remise ni déduction. Vu le mémoire du sieur du Noyer soutenant qu'il y a lieu de maintenir les receveurs généraux du Domaine dans le droit de faire le recouvrement des droits d'échange. Vu les pièces y jointes. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur du Noyer sera tenu de compter à Charles Girard et ses cautions de tous les droits par lui reçus à cause des mutations par échange à la déduction des 6 sols par livres appartenant aux officiers du Domaine dans les droits payés pour raison des biens situés dans les mouvances et directes de S.M. Fait défense audit sieur de s'immixer dans le recouvrement des droits d'échange dus pour héritage situé dans les mouvances des seigneurs particuliers qui ne les ont point acquises.

1) E. 1166 b, N° 64.

197) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête de Jean Baptiste Farouard, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil par grâce et sans tirer à conséquence liquide..... Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1166 b, N° 65.

198) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Faisant droit à la requête de Jean François Prozelle, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S. M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquidé..... Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1166 b, N° 66.

199) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Jouissance de droits d'échange. Maintien.*

Faisant droit à la requête du sieur Charles Jacques Brochard, chevalier seigneur de la Rochebrochard, demandant à S. M. de le maintenir dans la jouissance des droits d'échange dans l'étendue

des paroisses de Recelleu et Surin, et faire défense au sieur Jacques Colombar de l'y troubler à peine de tous dépens, dommages et intérêts, et de condamner ledit sieur Colombar à lui restituer ceux des droits qu'il a induement perçus. Vu le mémoire de Jacques Colombar en réponse. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil maintient le sieur de la Rochebrochard dans la jouissance desdits droits et fait défense au sieur Jacques Colombar et à tous autres fermiers des Domaines de l'y troubler et condamne ledit sieur Colombar à restituer les droits d'échange qu'il se trouvera avoir perçus dans lesdites paroisses.

1) E. 1166 b, N° 67.

200) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis de l'intendant. Rente au denier douze. Arrérages. Condamnations.*

Vu la requête de Gabriel de Piedoue, vicomte d'Evrecy, contenant qu'il est poursuivi par le sieur Joblot en tant qu'héritier des Bellet pour le paiement de moitié des arrérages d'une rente en vertu des arrêts du Conseil des 14 mai et 24 juin 1721 et demandant d'en être déchargé. Vu le mémoire du sieur Joblot fermier des Domaines demandant que le sieur de Piedoue soit condamné à lui payer la quantité de 607 boisseaux et demi d'avoine pour 15 années d'arrérages. Vu l'avis du sieur de Vastan, intendant et commissaire départi en la généralité de Rouen. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les arrêts du Conseil des 14 mai et 24 juin 1721 seront exécutés en leur forme et teneur. En conséquence condamne le sieur de Piedoue à payer annuellement au Domaine de S. M. 35 boisseaux trois quarts d'avoine faisant moitié de la rente due au Domaine par le sieur Bellet et par lui rachetée seulement au denier douze, ordonne que les arrérages de ladite rente seront payés au sieur Joblot à compter du 1^{er} Janvier 1721 jusqu'au 1^{er} décembre 1738 à ce faire sera le sieur de Piedoue contraint comme pour les propres deniers et affaires de S. M.

1) E. 1166 b, N° 68. A D + 855.

201) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. Avis d'un commissaire. Pavage des rues. Jugement par commissaire. Exécution par lui.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que plusieurs particuliers propriétaires de maisons sises aux faubourgs et banlieux de Paris feraient paver les devantures de leurs maisons s'ils n'étaient retenus par les frais d'expédition des arrêts du Conseil et les frais d'adjudication ; et S. M. voulant procurer l'embellissement et la commodité des abords de Paris. Vu l'avis du sieur Demotes trésorier de France, commissaire départi par S. M. pour la direction générale du Pavé de Paris. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet à tout particulier propriétaire de maisons ou héritages sis aux faubourgs et banlieux de Paris de paver au devant desdits héritages en prenant l'ordonnance dudit sieur commissaire qui leur sera délivrée sans frais et en vertu de laquelle lesdits ouvrages seront mis à l'entretien de l'adjudicataire du Pavé de Paris pourvu néanmoins qu'ils soient des qualités prescrites par son bail. S. M. attribuant au sieur Demotes en tant que besoin toute cour, juridiction et connaissance en lui enjoignant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 1166 b, N° 69.

202) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Ouverture d'une rue. Dérogation à une déclaration.*

Faisant droit à la requête de Jérôme Parat, sieur Denuisneuf, contenant qu'ayant acquis du duc de Villeroy le terrain de l'hôtel de Lesdignières et dépendances et étant informé qu'avant la construction dudit hôtel il y avait une rue publique, requère S. M. de déroger aux articles 4 et 14 de la déclaration du 18 juillet 1724 et du 29 janvier 1726. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. en son Conseil, dérogeant aux articles 4 et 14 desdites déclarations sur les limites de la ville de Paris, permet au suppliant d'ouvrir de nouveau sur le terrain de l'hôtel de Lesdignières une rue dite de l'Arsenal aboutissant d'un bout à la rue Saint Antoine et à l'autre à celle de la Serisaie. Ordonne S. M. que le procès verbal pour l'ouverture de ladite rue sera dressé par les sieurs présidents Trésoriers de France ou l'un d'eux commis par le Bureau des Finances en la manière accoutumée en présence des Prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris ; ordonne que les alignements nécessaires pour la construction des maisons seront donnés par les sieurs Trésoriers de France lesquels seront

tenus de se conformer au plan qui sera déposé au greffe du Bureau des Finances. Seront toutes Lettres nécessaires expédiées sur le présent arrêt lequel sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque pour lequel ne sera différé.

1) E. 1166 b, N° 70.

203) Versailles, 26 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Approbation de l'état de répartition de la Capitation. Transcription.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les intendants ou autres que S. M. a commis pour dresser les états de répartitions de la Capitation soient tenus d'envoyer au sieur contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux desdits états concernant la noblesse et les officiers des Compagnies supérieures et subalternes et des extraits ou bordereaux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. en son Conseil approuve les états de répartition de la Capitation et suppléments d'états de répartition de la Capitation dressés par le sieur Deharlay pour l'année 1737, ensemble celui dressé par les commissaires à ce député sur les officiers du Bureau des Finances de Paris montant à la somme de 1.795.683 livres 1 sol compris les deux sols pour livre. Ordonne S. M. que le receveur général des Finances sera tenu de se charger en recette de ladite somme laquelle sera admise dans ses Etats et Comptes par tout où il appartiendra en vertu du présent arrêt lequel sera transcrit au bas de chacun desdits Etats.

1) E. 1166 b, N° 71.

204) Versailles, 28 janvier 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Succession. Liquidation des effets. Dérogation à un arrêt du Conseil.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par le contrôleur général des Restes et Bons d'Etat du Conseil que, par arrêt du Conseil du 31 octobre 1739, S. M. a ordonné qu'il soit procédé à la liquidation des effets trouvés après décès du sieur Bertrand de Massut, receveur général des Domaines et Bois d'Alençon, et que les deniers comptant et le montant des lettres de change seraient portés au Trésor royal, les frais de scellés, d'inventaires et autre dettes privilégiées préalablement payées. Hors il s'est présenté des

créanciers privilégiés qu'on n'a pas cru devoir payer avant d'avoir l'avis de S. M. : 1° le sieur Geoffrin associé en la manufacture royale des glaces présentant quatre récépissés de 5.000 livres ; 2° le sieur Pérard trésorier des bâtiments présentant un récépissé de 5.000 livres ; 3° le sieur Palenne de la Madelonne, trésorier général de la maison et finance de Monsieur le duc d'Orléans, créancier pour la somme de 500 livres. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, dérogeant en tant que besoin à l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1739, ordonne que sur les deniers restant en mains du sieur de Brie huissier des consuls et provenant de l'argent, lettres de change trouvées sous les scellés du sieur de Massut, il sera payé la somme à laquelle se monte le paiement ordonné et sera le surplus dudit arrêt et le présent arrêt exécuté nonobstant toutes oppositions eu empêchements quelconques pour lesquels ne sera différé.

E. 2185, N° 40.

205) Versailles, 28 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Clergé. Commande.*

Faisant droit à la requête du sieur abbé de Lacorée pourvu en commende de l'abbaye du Bénévent, diocèse de Limoges, demandant que les arrêts du Conseil des 10 mars, 11 juillet, 5 septembre 1737 et 1^{er} février 1738 soient exécutés à l'égard du suppliant et de ses successeurs à ladite abbaye. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que lesdits arrêts du Conseil soient exécutés en leur forme et teneur en faveur du suppliant et de ses successeurs à l'abbaye de Bénévent ce qui sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque et si aucuns interviennent S. M. s'en réserve à soi et à son Conseil la connaissance et icelle interdit à toutes ses cours et autres juges.

1) E. 2192, N° 4.

206) Versailles, 28 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Archevêché. Droit d'économat. Décharge. Délai de grâce.*

Ayant égard à la requête de Jean Louis de Berton de Crillon contenant qu'ayant été nommé par son brevet du 30 août 1739 à l'archevêché de Narbonne, vacant par le décès du sieur de Beauvau, et qu'en exécution des ordres de S. M., étant obligé de rester à Montpellier pour assister à l'assemblée des Etats de la province

de Languedoc, il ne peut venir prêter le serment de fidélité au Roi pour le faire enregistrer à la Chambre des Comptes. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le suppliant jouira pendant quatre mois de tous les fruits et revenus de l'Archevêché de Narbonne sans payer aucun droit d'Economat dont S. M. lui fait don par grâce et sans tirer à conséquence à charge de prêter serment de fidélité et de le faire enregistrer et de se mettre en possession dudit archevêché en vertu de ses bulles dans les quatre mois, sinon et faute de ce faire, ledit archevêché retournera en Economat. Enjoint S. M. au sieur Marchal économe de faire toutes les diligences nécessaires.

1) E. 2192, N° 5.

207) Versailles, 29 janvier 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Avis de l'intendant. Evocation. Salaires. Paiement.*

Le Roi étant informé qu'il est survenu des contestations entre Jean Pierre Marsot maître fondeur et affineur de Mines et les sieurs Crouzet frères résidant en la ville de Saint Gaudens sur le refus des sieurs Crouzet de payer audit sieur Marsot une somme de 359 livres 10 sols restant de la somme due pour salaire en qualité de fondeur. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en Béarn. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil l'instance pendante devant le juge royal de Sarrancolin et y faisant droit condamne les sieurs Crouzet à payer au sieur Marsot ladite somme à lui restant due pour ses salaires jusqu'au 1^{er} septembre 1738 suivant l'arrêté par eux fait à son profit avec les intérêts de ladite somme.

1) E. 2188, N° 10.

208) Versailles, 29 janvier 1740. — *Arrêt contradictoire. S. M. y étant. Fiefs masculins et féminins. Droit de retour. Renvoi devant des commissaires.*

Vu les requêtes de Louise Sophie, comtesse de Nassau-Otteweiler née comtesse de Hanau, Françoise Albertine, comtesse de Hanau et Jean Louis comte de Linange et d'Abo leur neveu, fils et héritier de Jeanne Madeleine née comtesse de Hanau demandant à S. M. de restreindre l'effet des lettres patentes obtenues

par le comte de Hanau aux fiefs masculins qu'ils possédaient en Alsace et dont il a fait reprise comme tels en exécution du traité de Ryswick et de déclarer que ces lettres ne pourront porter préjudice au droit de retour qu'elles prétendent avoir sur les fiefs féminins à la mort du comte de Hanau. Requête du comte de Hanau demandant que ladite requête soit repoussée et que les lettres patentes soient exécutées en leur forme et teneur. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne que les parties remettront leurs requêtes dans les mains du sieur Machault d'Arnouville maître des Requêtes que S. M. commet à cet effet pour après en avoir communiqué aux sieurs de Machault, de Gaumont, d'Argenson et d'Aguessau, conseillers d'Etat, être fait droit par S. M., en présence et de l'avis des sieurs commissaires, ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2193, N° 9.

209 Versailles, 30 janvier 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'intendant. Clergé. Réparations. Homologation de procès-verbaux.*

Vu l'arrêt du Conseil du 3 septembre 1737, les procès-verbaux et devis estimatifs des réparations des bâtiments à la charge de l'Evêché de Montpellier et la requête du sieur de Chalency. Vu l'avis du sieur de Bernage intendant et commissaire départi en Languedoc. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil homologue les 32 procès-verbaux et devis exécutés par les sieurs Firat et Nogaret et les 9 autres procès-verbaux et devis des nouvelles vérifications et ordonne qu'ils seront exécutés en leur forme et teneur par le sieur de Chalency tant pour ce qui concerne la démolition du château de Muniet, de la maison et ménagerie du Terrat que ce qui concerne les réparations nécessaires aux bâtiments des chapelles, sacristies, palais épiscopaux, terres, métairies et dépendances composant le temporel de l'évêché de Montpellier ; à l'effet de quoi la somme de 35.106 livres 9 sols 2 deniers restant et provenant des revenus sequestrés de l'évêché de Montpellier sera remise dans les mains d'un habitant solvable de la ville de Montpellier qui en demeurera chargé comme dépositaire en justice pour être employée par le sieur de Chalency au paiement desdits ouvrages et réparations.

Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées:

1) E. 2192, N° 6.

210) Versailles, 31 janvier 1740. — *Arrêt sur représentations. S. M. y étant. Discussion de biens. Subrogation d'un commissaire. Bureau établi pour la vérification des droits de péage.*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 19 août 1729 et 18 février 1735 par lesquels S. M. avait renvoyé devant les commissaires du Bureau établi pour la vérification des droits de péage toutes les demandes, instances concernant la discussion des biens du sieur André entre ses créanciers et débiteurs ; et S. M. ayant commis le sieur Machault d'Arnouville au lieu et place du sieur de Balonc et le sieur d'Arnouville se trouvant parent à un degré trop proche d'un créancier pour pouvoir juger l'instance. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil subroge le sieur de la Briffe, conseiller du Roi en Ses Conseils, maître des Requêtes ordinaire de Son Hôtel, pour au lieu et place du sieur d'Arnouville faire le rapport et procéder conjointement avec les autres commissaires au jugement de ladite instance.

1) E. 2185, N° 41.

211) Versailles, 1^{er} février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Revêtu de Lettres Patentes. S. M. y étant. Règlement général de la Compagnie de l'Ile de France. Dérogation à des Edits et Déclarations.*

Le Roi ayant renvoyé en la Grande Direction les contestations qui se sont élevées entre le Prévôt général de l'Ile de France et les lieutenant, guidon, exempts et archers de la Compagnie au sujet de l'exercice et des effets de droit que le Prévôt prétend avoir de nommer à toutes les charges de ladite compagnie ; et S. M. ayant reconnu que, comme il s'agit d'interpréter d'anciens Edits, il est nécessaire que S. M. explique Elle-même ses intentions. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne :

1^o La Compagnie du Prévôt de l'Ile de France demeurera composée du Prévôt, 4 lieutenants, 1 guidon, 8 exempts, 100 archers, le nombre des officiers ne pourra être augmenté que par

ordre de S. M. qui fait défense audit prévôt de nommer aucune commission d'archer ou autre à peine de nullité.

2° Tous ceux qui sont pourvus présentement de place de lieutenant ou autres seront tenus de présenter leurs provisions au secrétaire d'Etat qui a le département de Notre Maison pour en être dressé un rôle.

3° Les offices de lieutenant, guidon ou autres ne seront plus à la nomination du Prévôt, S. M. se réservant de pourvoir dorénavant au dites charges nonobstant tous Edits ou Déclarations contraires auxquels S. M. déroge par le présent arrêt.

4° Les lieutenants, guidon etc... seront reçus au paiement du prêt et droit annuel de leur office, au moyen du paiement desdits droits lesdits officiers auront la faculté de résigner leurs offices, etc... Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2185, N° 42.

212) Versailles, 1^{er} février 1740. — *Arrêt sur représentation. S. M. y étant. Matériaux de démolitions. Adjudication. Exécution par les officiers du baillage de Versailles.*

Sur ce qui a été représenté au Roi qu'il est nécessaire de démolir le moulin de Pontalie, étant à sec et sans espérance de pourvoir faire arriver l'eau ce qui le rend inutile, à la réserve des murs de clôture et de la grange que l'on laissera subsister pour être réunie à la ferme de Moulineaux dont elle est à portée, laquelle réunion est nécessaire car les bâtiments de ladite ferme ne sont pas suffisants. Qu'il est pareillement avantageux de faire démolir la maison appelée La Garenne. A quoi étant nécessaire de pourvoir. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil ordonne la démolition du moulin de Pontalie et de la maison appelée La Garenne, le tout dépendant du Domaine de Versailles, ordonne qu'il sera incessamment procédé à la vente et adjudication des matériaux provenant des démolitions à la charge par les adjudicataires d'en faire la démolition jusqu'aux fondements. Enjoint S. M. aux officiers du baillage de Versailles de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2185, N° 43.

213) Versailles, 1^{er} février 1740. — *Arrêt de propre mouve-*

ment. S. M. y étant. Cens et rentes. Adjudication. Remboursement de la finance.

Vu au Conseil l'offre et soumission de payer au Domaine de S. M. une rente annuelle et perpétuelle de 30 livres pour la revente et adjudication des cens et rentes dus à S. M. dans la ville et faubourgs de Chalon sur Saône, du sol pour livre du principal de la rente sur le pied du denier trente à la charge de rembourser les finances payées par l'ancien engagiste. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, par le sieur intendant et commissaire départi en la province de Bourgogne que S. M. a commis à cet effet, il sera procédé à la revente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des cens et rentes sur l'offre d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 livres et sera le présent arrêt signifié à l'ancien engagiste avant de procéder aux publications pour la revente.

1) E. 2188, N° 11.

214) Versailles, 1^{er} février 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Homologation d'un toisé général. Imposition. Jugement et exécution par l'intendant.*

Vu la requête des maire, échevins et notables habitants de la ville de Lorient, demandant l'homologation d'un toisé général dressé par le sieur de Saint Pierre ingénieur et commis à cet effet par l'arrêt du Conseil du 9 Juillet 1738. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil homologue le toisé général et provisionnel fait par le sieur de Saint Pierre et ordonne qu'il sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que les propriétaires et détenteurs de maisons ayant façade sur les rues et places publiques seront tenus de payer en main du receveur de ladite ville la somme à laquelle se trouvera monter le pavé qui est à leur charge. Veut S.M. que les contestations soient jugées par le sieur intendant de Bretagne qu'elle commet à cet effet, auquel S. M. attribue toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdit à toutes ses cours et autres juges, et enjoint de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 12.

215) Versailles 1^{er} février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Biens de mainmorte. Rente d'indemnité. Liquidation.*

Vu la déclaration du 21 novembre 1724 qui a ordonné que pour tenir lieu du droit d'indemnité dû à S. M. pour les acquisitions que les bénéficiers ou gens de mainmorte font dans l'étendue de ses mouvances, il serait payé annuellement et à perpétuité à son Domaine une rente foncière et non rachetable sur le pied du denier trente, vu l'expédition d'un contrat d'acquisition fait le 28 janvier 1725 par la communauté de la ville de Mauvoisin d'une maison moyennant 1200 livres, vu le mémoire du sieur Colonies La Réole demandant qu'attendu que le domaine de Mauvoisin lui a été revendu, il plût à S. M. d'ordonner que la rente d'indemnité lui soit payée tant que durera l'engagement du domaine. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que pour tenir lieu du droit d'indemnité dû à S. M. pour l'acquisition faite par ladite communauté, celle-ci paiera annuellement 8 livres de rente au sieur Colonies La Réole, engagiste dudit domaine, à compter du jour de l'aliénation et pendant la durée dudit engagement.

1) E. 2194, N° 11.

216) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant. Office. Gages. Paiement.*

Vu la requête de Vincent Serrier contenant qu'il a été pourvu d'un office de maire ancien mytriennal de la ville et communauté de la Grace au diocèse de Carcassonne pour en jouir aux gages de 225 livres et que, ladite communauté ne pouvant pas payer lesdits gages, le suppliant est obligé d'avoir recours à S. M. Vu l'ordonnance du sieur de Bernage intendant de la province de Languedoc portant que la communauté est annuellement imposée de 25 livres au profit du sieur Serrier. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les gages restant dus au sieur Serrier, déduction faite de la somme de 25 livres imposée à son profit sur ladite communauté, seront employés dans l'état des Finances de la généralité de Toulouse pour lui être payés sur ses simples quittances par le receveur général des Finances de ladite province auquel ils seront passés et alloués sans difficulté dans ses états et comptes partout où besoin sera.

1) E. 2188, N° 13.

217) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. S. M. y étant. Avis des commissaires. Droits de bac. Délai. Justi-*

fication.

Vu les titres et pièces représentés par le sieur d'Aubigny se prétendant en droit de percevoir des droits de bac et de passage sur les rivières du Cher au lieu de Savionnière, généralité de Tours. Conclusions du sieur Maboul, maître des Requêtes, procureur général de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, avant faire droit, ordonne que dans un mois pour tout délai à compter de la signification du présent arrêt le sieur d'Aubigny sera tenu de rapporter la pancarte suivant laquelle se percevait avant 1669 lesdits droits, celle suivant laquelle les droits sont actuellement perçus et d'autres pancartes et titres authentiques pour justifier l'établissement du droit avant 1669 et la possession tant par lui que par ses auteurs au moins depuis ladite année jusqu'à présent sans interruption, ensemble la quotité des droits et l'acquit des charges.

1) E. 2188, N° 14.

218) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt d'avant faire droit. S. M. y étant. Avis des commissaires. Droits de bac. Justification. Délai.*

Vu les titres et pièces représentés par les sieurs d'Aubigny se prétendant en droit de percevoir des droits de bac et de passage sur la rivière du Cher au lieu de Villandry, généralité de Tours. Conclusion du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, avant faire droit, ordonne... Voir l'arrêt N° 217.

1) E. 2188, N° 15.

219) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Saline. Délits. Cassation d'arrêts du Parlement de Besançon. Jugement par commissaire.*

Le Roi étant informé qu'au préjudice de l'attribution faite par arrêts du Conseil du 23 février 1734 et du 21 avril 1739 au sieur intendant et commissaire départi en la province de Franche-Comté de toutes les contestations nées ou à naître au sujet tant de l'établissement, régime et administration de la nouvelle saline de Montmorot que de la conservation des bois affectés à ladite saline et des délits qui pourraient y être commis, les nom-

més Philibert Decras, meunier, Jeanne Decras veuve de Claude Lejon et Jean Baptiste Desvigne vigneron, ayant été condamnés par sentence du 16 septembre 1739 ont fait appel au Parlement de Besançon et obtenu trois arrêts déclarant nulle ladite sentence. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil annuel et cause es trois arrêts rendus par la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon ; en conséquence fait défense auxdits Decras, Jeanne Decras et Devignes de se pourvoir ailleurs que par devant le sieur commissaire départi et par appel au Conseil à peine de nullité, cassation des procédures, 3.000 livres d'amende et de tous dépens et dommages.

1) E. 2193, N° 10.

220) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1740 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourront percevoir les droits. Vu l'ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de Planeau de percevoir les droits de péage par lui prétendus au lieu de Planeau. Vu les conclusions du sieur Maboul maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, supprime le droit de péage prétendu par le sieur de Planeau et fait expresses défenses de continuer à l'avenir la perception des droits à peine contre lui de restitution des sommes qui auraient été exigées, d'une amende arbitraire et contre ses fermiers ou receveurs d'être poursuivis comme concussionnaires et punis comme tels suivant la rigueur des ordonnances.

1) E. 2194, N° 12.

221) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été or-

donné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur Dagès, seigneur de Saint Mague, de percevoir les droits de péage au lieu de Saint Mague. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, supprime.... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 13.

222) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Suppression d'un droit de péage. Avis des commissaires.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seraient tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir les droits. Vu l'ordonnance rendue par l'intendant en la généralité de Bordeaux défendant aux consuls de la ville de Domme de percevoir le droit de péage par eux prétendu sur chaque muid de sel passant sur la rivière de Dordogne. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, supprime..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 14.

223) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Maintien d'un droit de péage. Dérogation à des arrêts, règlements.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres par le sieur marquis de Cha-

seron se prétendant en droit de percevoir des droits de péage par terre au lieu et dans l'étendue de la seigneurie de La Fox en Agenois et sur la rivière de la Garonne. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil maintient les droits de péage prétendus par le sieur de Chaseron sur la rivière de la Garonne pour être perçus suivant le tarif ci-après : 12 livres tournois par tonneau de vin, huile, miel, par charge d'épicerie pesant neuf quintaux. Et supprime le droit de péage par terre prétendu par ledit sieur de Chaseron dans l'étendue de la seigneurie de La Fox et lui fait expresses défenses de percevoir à l'avenir aucun autre droit de péage que ceux ci-dessus nonobstant tous arrêts, règlements, tarifs ou pancartes auxquels S. M. déroge par le présent arrêt. Ordonne que le sieur de Chaseron sera tenu de se conformer aux Edits, Déclarations, Ordonnances, Arrêts et Règlements rendus au sujet des péages le tout à peine de suppression dudit droit, de restitution..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 15.

224) Versailles 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres par le sieur abbé commendataire de l'abbaye Eysseix se prétendant en droit de percevoir un droit de péage sur le pont de Villeneuve d'Agenois. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs commissaires, supprime... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 16.

225) Versailles, 2 février 1470. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres par le sieur marquis de Simarion se prétendant en droit de percevoir un droit de péage au lieu

et dans l'étendue du marquisat de Simarion, généralité de Bordeaux. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 17.

226) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres, seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance rendue par l'intendant en la généralité de Bordeaux faisant défense au chapitre de Saint Astier de percevoir le droit de péage prétendu par lui au lieu de Saint Astier. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur général de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 1167 a, N° 18.

227) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires des droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur serait délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir les droits. Vu l'ordonnance de l'intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de Nantiac de percevoir les droits de péage par lui prétendus au lieu de Nantiac. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 19.

228) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seraient tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur serait délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance de l'intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de Saint Aluaire de percevoir les droits prétendus par lui à Saint Aluaire. Vu les conclusions du sieur Maboul maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil.... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 20.

229) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres par les directeurs des créanciers de la classe de Tremes et Blérancourt auxquels les domaines d'Avranches, Saint Silvain, Lethuit et La Ferté Macé ont été abandonnés par le sieur de Tremes, se prétendant en droit de percevoir des droits de péage dans l'étendue des domaines aux lieux de Pont sous Avranches, Pont Gilbert, Pontabault, Saint Silvain, Lethuit et La Ferté Macé, généralité de Caen. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 21.

230) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires des droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits, vu l'ordonnance de l'intendant en la généralité de Bordeaux du 23 novembre 1735 défendant au sieur de Jumilhac de percevoir les droits de péage prétendus par lui au lieu de Culyac. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 22.

231) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur marquis de Hautefort de percevoir les droits de péage prétendus par lui au lieu de Thenon. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 23.

232) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un

certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur Ganebœuf de Viveix de percevoir les droits de péage prétendus par lui au lieu de Thiviers. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 24.

233) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Avis des commissaires. Conclusions du maître des requêtes. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires des droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir les droits. Vu l'ordonnance rendue par le sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant aux sieurs de Sanguinet et de Born de continuer à lever les droits de péage sur les deux ponts construits sur le ruisseau de Rieumont. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 25.

234) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Avis des sieurs commissaires. Conclusions du maître des requêtes. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en vertu de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres par le sieur de Simarion se prétendant en droit de percevoir un droit de péage à l'entrée de la ville d'Astafort, généralité de Bordeaux. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 26.

235) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Avis des commissaires. Conclusions du maître des requêtes. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du 29 août 1724 et autres par le sieur de Gaseq, président à mortier au Parlement de Bordeaux, se prétendant en droit de percevoir un droit de péage dans les lieux de Portets, Castres, Arbenats, généralité de Bordeaux. Vu l'avis des sieurs commissaires. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Oui, le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 27.

236) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 28 août 1724 et autres par sieur de Gaseq, président à mortier au Parlement de Bordeaux, se prétendant en droit de percevoir un droit de péage dans la seigneurie de Courmont, généralité de Bordeaux. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime..... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 28.

237) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance rendue par le sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de Lauterie de percevoir les droits de péage par lui prétendus au lieu de Negrondes. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Oui le

rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime.... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 29.

238) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724, par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission, copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de La Lanne de percevoir des droits de péage au lieu de Roaillan. Vu les conclusions du sieur Maboul, maître des requêtes, procureur de S. M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime.... Voir l'arrêt N° 220.

1) E. 2194, N° 30.

239) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Conclusions du maître des requêtes. Avis des commissaires. Suppression d'un droit de péage.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 par lequel il a été ordonné que tous les propriétaires de droits de péage, passage et autres seront tenus d'envoyer au greffier de la commission copies collationnées et légalisées des titres en vertu desquels ils perçoivent les droits, sur laquelle présentation il leur sera délivré un certificat sans lequel ils ne pourraient percevoir lesdits droits. Vu l'Ordonnance du sieur intendant en la généralité de Bordeaux défendant au sieur de la Barthe de percevoir le droit de péage par lui prétendu au lieu de Saint Front. Vu les conclusions du sieur Maboul maître des requêtes, procureur de S.M. en cette partie. Vu l'avis des sieurs commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil supprime... Voir l'arrêt n° 220.

1) E. 2194, n° 31.

240) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu*

de Lettres patentes. Office. Gages. Modération d'amendes et de condamnations.

Sur la requête de Pierre Michel Couët, receveur et payeur ancien mytriennal et alternatif mytriennal des gages, augmentation de gages et autres charges assignées sur les fermes unies, demandant à S.M. de le décharger des amendes et intérêts auxquels il a été condamné, savoir sur le compte du paiement des 200.000 livres de gages des officiers de l'Hôtel de Ville de l'année 1722 de 650 livres d'amende, sur celui de l'année 1723 de 50 livres, sur celui du paiement de la milice bourgeoise de l'année 1714 de 2.950 livres d'amende, etc... Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil réduit à 2.000 livres les amendes prononcées par la Chambre des Comptes sur les comptes du sieur Couët des années 1714 et suivantes en qualité de payeur des gages des officiers de l'Hôtel de Ville de Paris et des officiers de milice bourgeoise de Paris et de payeur des charges assignées sur les fermes unies. Et réduit à 3.000 livres les condamnations d'intérêts prononcées sur les comptes du dixième desdites charges. S.M. lui faisant dont et remise du surplus, sans tirer à conséquence, en vertu du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1167 a, N° 1.

241) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Conversion d'un récépissé.*

Faisant droit à la requête de Jean-Baptiste Simon-Boyer de la Boissière, receveur général des Finances de Bretagne, contenant qu'il a payé au Trésor royal la somme de 20.000 livres sur les débets de ses comptes de l'année 1708 à 1719 suivant quatre récépissés du sieur Rivière commis au Grand Comptant du Trésor royal dont il demande conversion en ses quittances comptables au sieur Gruyn. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en remettant au sieur Gruyn les quatre récépissés signés du sieur Rivière, ledit sieur Gruyn expédiera ses quittances comptables de pareille somme à la décharge du suppliant sur les débets de ses comptes des années 1708 et suivantes jusque et y compris l'année 1719 du montant desquelles quittances il fera recette et dépense dans le compte du Trésor royal de l'exercice 1738.

1) E. 1167 a, N° 2.

242) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Rente sur les Aides et Gabelles. Quittances de finance de rentes sur les tailles. Remboursement.*

Ayant égard à la requête du sieur Paul Henry, procureur du Roi au baillage et siège présidial de Blois, et du sieur Bernard Henry de Maupas, capitaine au régiment de Bourbon-Infanterie, contenant qu'ils sont propriétaires, savoir le sieur Bernard Henry de 5.000 livres sur 20.550 livres faisant le capital de 513 livres 15 sols de rentes sur les Aides et Gabelles et conjointement avec le sieur Paul Henry de deux quittances de finance de rentes sur les tailles montant à 5.232 livres 10 sols et demandant à être remboursés. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le roi en son Conseil ordonne que, par le garde du Trésor royal en exercice, lesdits sieurs Henry seront remboursés des fonds à ce destinés des 5.000 livres faisant le capital de 125 livres de rente et des deux quittances de finance de rentes sur les tailles au denier 50 ; ladite somme de 5.000 livres ainsi que celle de 5.232 livres sera passée et allouée dans les Etats et Comptes du garde du Trésor royal sans difficulté en vertu du présent arrêt.

1) E. 1167 a, N° 3.

243) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Rente sur les Aides et Gabelles. Remboursement du principal.*

Ayant égard à la requête du sieur Antoine Clément Pellier, marchand orfèvre à Paris, demandant à être remboursé du principal de 1.000 livres d'une rente de 25 livres dont il est propriétaire à prendre dans 100 livres de rente au principal de 4.000 livres constituée sur les Aides et Gabelles au profit de Jean de la Ferre, marchand de chevaux à Paris, et du suppliant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur garde du Trésor royal en exercice, le sieur Pellier sera remboursé des fonds à ce destinés de la somme de 1.000 livres pour le principal d'une partie de rente au principal de 4.000 livres. Ordonne que ladite somme sera passée et allouée sans difficulté dans les Etats et Comptes du garde du Trésor royal en vertu du présent arrêt.

1) E. 1167 a, N° 4.

244) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office.*

Quittance de huitième denier. Surannation du contrôle. Sceau et expédition des provisions.

Ayant égard à la requête d'Antoine François Constant demandant qu'il soit passé outre au sceau et expédition des provisions de l'office de conseiller du Roi élu en l'élection de Compiègne, nonobstant la surannation du contrôle de la quittance de huitième denier dudit office. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition dudit office et ce nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance soit expiré, et sans tirer à conséquence.

1) E. 1167 a, N° 5.

245) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Revenus Casuels. Remboursement de la finance.*

Ayant égard à la requête de François Coutin contenant que l'office d'arpenteur royal, priseur et mesureur de terres, prés, vignes, bois, eaux et forêts dans l'étendue de la ville et juridiction royale du Mans s'étant trouvé vacant aux Revenus Casuels de S.M., à la somme de 165 livres y compris les deux sols pour livre, il en avait payé la finance dont lui avait été délivré quittance le 31 janvier 1736, mais ledit office s'étant depuis trouvé compris dans un autre rôle, le nommé René Gendrot en a payé la finance et obtenu les provisions ; ladite quittance lui étant inutile, le suppliaut demande à en être remboursé. Oûi le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur Bertin, trésorier des Revenus Casuels de S.M., le sieur Courtin sera remboursé de la somme de 165 livres payée pour la finance et les deux sols pour livre dudit office ; ordonne que ladite somme sera passée et allouée dans ses Etats et Comptes sans difficulté.

1) E. 1167 a, N° 6.

246) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Revenus Casuels. Remboursement de la finance et du droit de marc d'or.*

Ayant égard à la requête de Jacques François Toupioille demandant le remboursement de la finance et du droit de marc d'or et frais de provision faits par lui pour l'office de notaire royal à la résidence de Conty, baillage d'Amiens, cet office étant à la

nomination de S.A.S. monseigneur le duc en qualité d'engagiste de tous les offices dépendant du comté de Conty. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur Bertin trésorier des Revenus Casuels de S.M., le sieur Toupiolle sera remboursé de la somme de 226 livres payée pour la finance et les deux sols pour livre dudit office et par le trésorier du marc d'or de celle de 13 livres 10 sols payée pour le droit de marc d'or, lesdites sommes seront passées et allouées dans les Etats et Comptes desdits trésoriers sans difficulté.

1) E. 1167 a, N° 7.

247) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Erreur dans des provisions d'office. Rétablissement.*

Vu la requête de Pierre Urbain Gobreau. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'encore que les provisions expédiées au profit de Pierre Urbain Gobreau aient été par inadvertance remplies que du titre de conseiller commissaire receveur des deniers des saisies réelles des juridictions royales de la ville de Loches, elles lui serviront et vaudront comme si elles l'avaient été sous celui de commissaire receveur desdites saisies et de contrôleur ancien et alternatif et triennal desdites saisies réelles de la ville de Loches et juridictions en dépendant pour en faire les fonctions sans être tenu d'en prendre aucunes provisions jusqu'à la première mutation.

1) E. 1167 a, N° 8.

248) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Erreur dans des provisions d'office. Rétablissement.*

Vu la requête de Jean Louis Pinot. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'encore que les provisions expédiées au profit du suppliant aient été remplies que du titre de conseiller honoraire en la sénéchaussée et siège présidial du Puy en Velay, elles lui serviront et vaudront comme si elles l'avaient été de celui de conseiller honoraire taxateur de dépens aux sièges sous lequel il sera reçu et installé partout où besoin sera pour en faire les fonctions et jouir des droits et gages y attribués.

1) E. 1167 a, N° 9.

249) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Quittance de vacant. Surannation du contrôle. Sceau et expédition des provisions.*

Ayant égard à la requête de François Joseph de la Carrière demandant à S.M. d'ordonner qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions de l'office de conseiller du Roi au bailage et siège présidial d'Aurillac nonobstant la surannation du contrôle de la quittance de vacant de l'office. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition dudit office nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance de vacant de l'office soit expiré et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1167 a, N° 10.

250) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Quittance de quart denier. Surannation du contrôle. Sceau et expédition des provisions.*

Ayant égard à la requête de Robert Dupont demandant à S.M. qu'il soit passé outre au sceau et expédition des provisions de l'office de sergent royal en l'élection de Saint Florentin nonobstant la surannation du contrôle de la quittance de quart denier dudit office. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition dudit office nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance soit expiré.

1) E. 1167 a, N° 11.

251) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Demande d'annulation d'un contrat de vente. Rejet.*

Vu la requête présentée au sieur de Saint Contest, intendant et commissaire départi en Navarre. Béarn et généralité d'Auch, par Armand Rebot et Daniel Loustau syndics de la communauté de Castelnau Comblon demandant qu'on permette à ladite communauté de rentrer en possession des biens aliénés par contrat du 24 février 1637 aux offres de rembourser la somme de 5.400 livres en dix années. Vu l'ordonnance du sieur de Saint Contest. Vu le procès-verbal du sieur Dehanguet subdélégué. Réponse de la dame

de Portarieu. Vu l'avis du sieur de Saint Contest. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute le sieur Armand Rebort et le sieur Daniel Loustau de la demande portée par leur requête.

1) E. 1167 a, N° 12.

252) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Droits de franc-fief. Contrainte. Paiement d'une somme. Déchargement.*

Vu la requête présentée par Jean du Buisson de Beauclàir ancien capitaine de dragons, lieutenant de la Vennerie de feu Son Altesse Royale le duc de Berry. Vu le mémoire du sieur Jolly sous-fermier des francs-fiefs de la généralité de Riom. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à l'ordonnance du sieur Rossignol commissaire départi en la généralité de Riom, décharge le sieur de Beauclair du paiement de la somme de 7.000 livres pour laquelle il a été compris dans la contrainte du 8 mai 1737 pour les droits de franc-fief des terres et seigneuries de la Voulte et de Beauclair, faisant défense au sieur Jolly, ses commis et préposés, de faire aucune poursuite contre le sieur de Beauclair pour raison desdits droits à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 1167 a, N° 13.

253) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis de l'intendant. Opposition à un arrêt du Conseil. Rejet.*

Vu la requête présentée par le sieur Avid de Lasalle seigneur de Haget-Aubin, Mascouette et autres lieux ; la requête des sieurs Pierre de Laplace et Pierre des Debées syndie des habitants et communauté de La Cadie ; la requête de Pierre de Candon, baron de la Cadée, avocat au Parlement de Navarre et Isabeau de Loyard son épouse, Jean Costedoat et Jean Darget habitants du lieu de Laboriè. Vu l'avis du sieur de Saint Contest intendant et commissaire départi en Navarre, Béarn et généralité d'Auch. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à l'opposition de Pierre de Laplace et Pierre Debées à l'arrêt du Conseil du 9 octobre 1736, ordonne que ledit arrêt du Conseil sera exécuté selon sa forme et sa teneur.

1) E. 1167 a, N° 14.

254) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur représentation. Exécution par le Grand Maître des Eaux et Forêts. Recepage de bois. Adjudication. Enregistrement au greffe de la maîtrise.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par le sieur de Savary, grand maître des Eaux et Forêts du département de Rouen que, visitant la Forêt du Loulx, il a reconnu que dans la garde appelée de La Fontaine du Loulx, il y a 20 à 25 arpents de bois dégradés sur lequel celui qui est resté ne compose qu'un très mauvais bois abougri de peu de valeur, âgé de 70 et 80 ans, et qu'il serait nécessaire d'en faire le recepage. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur de Savary, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des 17 arpents 10 perches de bois dont il s'agit à la charge pour celui qui se rendra adjudicataire d'en faire la coupe et exploitation par recépage, sans aucune réserve de balliveaux, et de remettre le prix de son adjudication en mains du receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Rouen pour en être par lui compté au profit de S.M. ainsi que des autres deniers de sa recette. Enjoint S.M. au sieur grand maître des Eaux et Forêts de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera enregistré au greffe de la maîtrise de Lyons pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1167 a, N° 15.

255) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Opposition à un arrêt du Conseil. Cassation d'une sentence de maîtrise. Condamnation d'amendes et de dépens. Décharge. Enregistrement au greffe de la maîtrise.*

Vu l'arrêt du Conseil du 11 novembre 1738 par lequel S.M. a cassé le jugement rendu en la chambre des Requêtes du Palais à Toulouse et ordonné l'exécution de la sentence de la maîtrise de Villemur du 15 juin 1736. Vu la requête du sieur Antoine de la Cavallerie de Pleisse, coseigneur de la ville de Montenq, demandant à S.M. de le recevoir opposant à l'arrêt du Conseil du 11 novembre 1738. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant égard à la requête du suppliant, le reçoit opposant audit arrêt et casse et annule la sentence de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Villemur et ordonne que l'arrêt du Parlement de Toulouse sera exécuté en sa forme et

teneur. S.M. décharge le suppliant des condamnations d'amendes et de dépens prononcées contre lui par ladite sentence. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1167 a, N° 16.

256) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis et exécution par le Grand Maître des Eaux et Forêts. Coupe de bois. Autorisation. Adjudication. Réparation d'un hôpital. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des prier et religieux du Prieuré royal hospitalier de Saint Nicolas de Pontoise, demandant la permission de faire couper les arbres de l'âge au-dessus de 40 ans étant sur les 34 arpents de taillis situés près de Beaumont sur Oise d'après la marque et délivrance qui leur en sera faite par celui des officiers de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts que le sieur de la Saluère jugera à propos de commettre, aux offres d'employer le prix tant au rétablissement de leurs bâtiments qu'aux nécessités de l'hôpital. Vu l'avis du grand maître des Eaux et Forêts. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que par le sieur de la Saluère, grand maître des Eaux et Forêts du département de Paris, il sera procédé au choix, distraction et bornage du quart juste des 51 arpents de bois dont il s'agit sans que les suppliants... Voir l'arrêt N° 80... Et S.M. permet aux suppliants de faire couper dans le cours de trois ans et par égales portions les 34 arpents de taillis qui restent sur pied et les arbres qui s'y trouveront avoir atteint l'âge au dessus de 40 ans et ce suivant la marque qui leur en sera faite par le sieur grand maître ou les officiers de la maîtrise sur sa commission à la charge d'employer les arbres en nature aux réparations les plus urgentes et le surplus aux nécessités de l'hôpital. Ordonne qu'après l'exploitation des taillis et arbres, le bois sera réglé en 3 coupes égales et que lors des coupes il sera réservé 24 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et essence de chêne outre les anciens et modernes qui s'y trouveront. Et S.M. dispense de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1167 a, N° 17.

257) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Exécution par l'intendant. Clergé. Droits d'inspecteurs, courtiers et jaugeurs aux boissons. Demande de déchargement. Rejet.*

Sur la requête des religieux du couvent des Recollets de la ville de Saintes demandant à S.M. de les décharger du paiement des droits de courtiers, jaugeurs et inspecteurs aux boissons sur les vins et boissons qu'ils font entrer dans la ville de Saintes pour leur consommation. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à la requête ni à la demande des suppliants dont S.M. les déboute, ordonne qu'ils soient tenus de payer lesdits droits sur tous les vins et boissons qu'ils feront entrer dans leur couvent pour leur consommation. Enjoint S.M. au sieur Barentin, intendant et commissaire départi en la généralité de La Rochelle, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt lequel sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance et icelle interdit à ses cours et autres juges.

1) E. 1167 a, N° 18.

258) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Exécution par l'intendant. Demande d'annulation d'une ordonnance et de déchargement de droits d'inspecteurs aux boissons. Rejet.*

Sur la requête du sieur Jacques Genays, écuyer sieur du Chail, l'un des gendarmes de la garde ordinaire de S.M., demandant l'annulation de l'ordonnance de l'intendant de Poitiers du 7 mai 1738 et le déchargement du paiement des droits d'inspecteurs aux boissons car, en qualité de gendarme de la garde, il ne doit pas payer ces droits. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil déboute le sieur du Chail de sa demande et ordonne que l'Edit du mois d'octobre 1705 et l'ordonnance du sieur Le Nain intendant et commissaire départi en la généralité de Poitiers seront exécutés selon leur forme et teneur. Enjoint S.M. au sieur Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt lequel sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 1167 a, N° 19.

259) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Clergé. Réunion d'un fief à la couronne. Liquidation de l'indemnité.*

Vu la requête du sieur abbé de Fourqueux, prieur commen-

dataire du prieuré de Notre Dame d'Hennemont et du prieur conventuel et chanoines réguliers dudit prieuré demandant à S.M. de liquider l'indemnité qui leur est due à cause de la réunion faite au Domaine de Saint Germain par arrêt du Conseil du 4 juin 1738 du fief Goulu à eux appartenant et situé dans la ville de Saint Germain sur la présentation qu'ils ont faite des titres concernant la propriété et l'éteñdue dudit fief. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'indemnité due au prieuré d'Hennemont demeurera fixée et liquidée à une redevance de 300 livres par an de laquelle les sieurs prieurs et religieux d'Hennemont seront payés annuellement sur le Domaine de Saint Germain par le receveur d'icelui.

1) E. 1167 a, N° 20.

260) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Acquisition d'un domaine par le Roi. Suppression de plantations de tabac. Indemnité.*

Vu l'arrêt du Conseil du 7 octobre 1738 par lequel S.M. a chargé Nicolas Desboves ci-devant adjudicataire des fermes générales de recevoir le prix du bail de la vicomté de Turenne acquise par S.M. au duc de Bouillon, vu l'arrêt du Conseil du 21 octobre 1738 portant bail à Jacques Forceville, adjudicataire des fermes générales, les Domaines et droit seigneuriaux de ladite vicomté. Et S.M. étant informée que Nicolas Desboves payait annuellement au duc de Bouillon 12.000 livres par forme d'indemnité à cause de la suppression de plantations de tabac, laquelle somme doit appartenir à S.M. pour l'année 1738 en conséquence de la vente qui a été faite à S.M. de ladite vicomté. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Nicolas Desboves se chargera en recette dans le bref état de comptes qu'il doit rendre au Conseil du recouvrement des revenus de la vicomté de Turenne de l'année 1738 de la somme de 12.000 livres moyennant quoi il en demeurera valablement déchargé.

1) E. 1167 a, N° 21.

261) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Clergé. Acquisition faite par les gens de main morte. Rente d'indemnité. Liquidation. Amende.*

Vu les requêtes et mémoires présentés par les religieuses de la

Charité des Incurables de la ville de Vannes en Bretagne d'une part et Jacques Colombat fermier des Domaines de ladite province du bail expiré au mois de décembre 1738 d'autre part. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide la rente d'indemnité due par lesdites religieuses au Domaine de S.M. pour l'acquisition faite le 5 août 1729, à 3 livres 6 sols 8 deniers ; condamne les suppliantes à payer les arrérages, continuer ladite rente et en 100 livres d'amende pour n'avoir pas représenté le contrat d'acquisition conformément à la Déclaration du 21 novembre 1724. Ordonne que dans un mois pour tout délai les religieuses représenteront tous les contrats et titres des acquisitions par elles faites depuis le jour de la publication de ladite Déclaration et sous les peines y portées.

1) E. 1167 a, N° 22.

262) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Vu la requête de Jean Lagrange, avocat au Parlement, ci-devant avocat aux Conseils de S.M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide... Voir l'arrêt n° 12.

1) E. 1167 a, N° 23.

263) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la finance.*

Vu la requête d'Alphonse Jean Baptiste Gobbé de Maisondalle, avocat au Parlement, ci-devant avocat aux Conseils de S.M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide... Voir l'arrêt n° 12.

1) E. 1167 a, N° 24.

264) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Revêtu de Lettres patentes. Suppression de plantations de tabac. Indemnité.*

Vu l'arrêt du Conseil du 21 octobre 1738 portant bail à Jacques Forceville, adjudicataire des fermes générales de S.M., les Domaines et droits seigneuriaux de la vicomté de Turenne moyennant la somme de 58.000 livres par an. Et S.M. étant informée que l'adju-

dicataire des fermes unies comme fermier de la ferme du tabac payait 12.000 livres au duc de Bouillon par forme de dédommagement pour la suppression des plantations de tabac. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Forceville sera tenu de compter dans les états au vrai et comptes du prix de chacune des six années de son bail de la ferme générale de la somme de 12.000 livres à commencer du 1^{er} janvier 1739 outre et par dessus la somme de 58.000 livres pour les domaines et droits y joints de la vicomté de Turenne. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées si besoin est.

1) E. 1167 a, N° 25.

265) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant. Clergé. Possession et jouissance d'immeubles. Maintien.*

Sur la requête des prieur et religieux chanoines réguliers de l'abbaye de Saint Paul de Verdun, ordre de Prémontré, demandant à S.M. de leur permettre de conserver la possession et jouissance des biens par eux acquis par contrats des 11 mars 1711, 15 décembre 1730, 7 octobre 1735. Vu la Déclaration du 1^{er} juin 1739 et l'avis du sieur de Creil, intendant et commissaire départi en la généralité de Metz. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet aux suppliants de conserver la possession et jouissance des immeubles acquis par eux par lesdits contrats. Ordonne, conformément à l'article 26 de la Déclaration du 1^{er} juin 1739, qu'ils seront tenus de vider leurs mains des biens et fonds acquis par le contrat du 11 mars 1711 et tous les autres biens qu'ils auraient pu avoir acquis depuis le 10 juillet 1709. Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1167 a, N° 26.

266) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Etats de répartition de la Capitation. Approbation. Transcription de l'arrêt.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les sieurs intendants et autres que S.M. a commis pour dresser les Etats de répartition de la Capitation seraient tenus d'envoyer au sieur contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux desdits Etats concernant la noblesse et les officiers des Compagnies

supérieures et subalternes et des extraits ou bordereaux signés d'eux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve les Etats de répartition de la Capitation dressés par le sieur de Lesseville, intendant et commissaire départi en la généralité de Tours, pour l'année 1737 montant à la somme de 1.814.366 livres 17 sols 5 deniers y compris les deux sols pour livre. Ordonne S.M. que le receveur général des Finances en exercice ladite année sera tenu de se charger en recette de ladite somme laquelle sera admise dans ses Etats et Comptes partout où il appartiendra sans difficulté en vertu du présent arrêt lequel sera transcrit au bas de chacun desdits Etats.

1) E. 1167 a, N° 27.

267) Versailles, 2 février 1740. — *Arrêt sur représentation. Ponts et Chaussées. Imposition. Répartition. Emploi des deniers.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 24 juin 1738 par lequel S.M. a ordonné qu'il serait levé et imposé l'année suivante 1739 pour les ouvrages des Ponts et Chaussées sur tous les contribuables aux tailles des vingt généralités des Pays d' Election la somme de 2.358.292 livres. Et S.M. voulant régler la part et portion des fonds extraordinaires qu'elle a l'intention de destiner aux ouvrages de chacune des généralités. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. en son Conseil ordonne que ladite somme sera employée aux ouvrages des ponts et chaussées suivant l'état que S.M. fera arrêter en son Conseil, savoir dans la généralité de Paris 819.892 livres, dans la généralité de Soissons 119.600 livres, dans celle d'Amiens 45.600 livres, etc., lesquelles sommes seront remises au fur et à mesure par les receveurs généraux des Finances au trésorier général des Ponts et Chaussées en exercice pour par lui faire le paiement desdits ouvrages conformément à l'état qui en sera arrêté au Conseil.

1) E. 1167 a, N° 28.

268) Versailles, 7 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Vente d'un domaine de S.M. Adjudication par l'intendant. Signification de l'arrêt.*

Vu l'offre faite au Roi de payer au domaine de S.M. une rente annuelle et perpétuelle de 10 livres pour la revente et adjudication

du domaine et seigneurie de Vielle en Bigorre et de rembourser à l'ancien engagiste les finances payées par lui. Et étant nécessaire de faire procéder aux publications pour la revente. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Auch, il sera, après trois publications de huitaine en huitaine, procédé à la revente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur du domaine de la Vielle sur l'offre d'une rente annuelle et perpétuelle de 10 livres payable au domaine de S.M. et du remboursement des finances payées par l'ancien engagiste sauf une quatrième et dernière publication qui sera faite au château des Thuilleries par devant le sieur commissaire à ce député. Et sera le présent arrêt de l'ordre du sieur commissaire départi signifié à l'ancien engagiste avant de procéder aux publications pour la revente.

1) E. 2194, N° 32.

269) Versailles, 7 février 1740. — *Arrêt sur mémoires. Revêtu de Lettres patentes. S.M. y étant. Office. Liquidation de la finance.*

Vu l'arrêt du Conseil du 22 avril 1738 par lequel S.M. a ordonné que, sans avoir égard à la prétendue cession faite au sieur Simon de l'office d'essayeur particulier de la monnaie de Lyon par le sieur Robert Perrin titulaire dudit office, il en sera expédié des provisions en faveur du sieur Antoine Perrin. Vu l'arrêt du Conseil du 22 février 1739 qui a commis le sieur Pupil, premier président de la Cour des Monnaies de Lyon, pour procéder à la liquidation de la finance. Vu le mémoire de la vente et des héritiers du sieur Robert Perrin contenant que la suppliante et sa nombreuse famille seraient ruinées, si la liquidation ne se faisait pas sur le pied de 30.000 livres au moins. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide le prix dudit office, ensemble de la maison, nouvelles constructions et embellissements à la somme de 30.000 livres. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2194, N° 33.

270) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur représentation S.M. y étant. Corporations. Remise de titres au lieutenant général de police. Enregistrement. Délai. Liquidation des emprunts et paiements. Exécution par le lieutenant général de Police.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 28 mars 1730 par lequel S.M. a ordonné que dans un mois pour tout délai les syndics et jurés en charge des communautés d'Arts et Métiers de la ville de Paris seront tenus sous peine de 1.000 livres d'amende de remettre aux mains du procureur général de S.M. les états de tous les emprunts, paiements et remboursements faits depuis 1689, comme aussi que, dans le même délai, les créanciers desdites communautés seront tenus de remettre aux mains du sieur Grosmesnil, greffier des commissions extraordinaires du Conseil, leurs titres de créances pour être enregistrés dans un registre qu'il tiendra à cet effet. Et S.M. étant informée que plusieurs communautés sont en demeure de satisfaire audit arrêt, que d'autres sous prétexte de la liquidation prétendent se soustraire à la juridiction du Bureau pour la liquidation desdites communautés et refusent de présenter les comptes de leurs anciens syndics, receveurs et jurés. A quoi S.M. voulant pourvoir. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil ordonne que les communautés d'Arts et Métiers qui sont en demeure de satisfaire aux dispositions de l'arrêt du Conseil du 28 mars 1730 seront tenues de s'y conformer dans le délai d'un mois pour tout délai à compter de la signification qui leur sera faite du présent arrêt. A l'effet de quoi les syndics, receveurs et jurés desdites communautés seront tenus de remettre en mains du sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes, lieutenant général de police et procureur de S.M. en cette partie, les états de tous les emprunts, paiements et remboursements faits par eux ou leurs prédécesseurs depuis l'année 1689; faute de ce faire S.M. ordonne qu'à la requête du sieur Feydeau de Marville lesdits syndics et jurés seront contraints solidairement au paiement de la somme de 1.000 livres. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques dont si aucunes interviennent S.M. s'en réserve et à son Conseil la connaissance.

1) E. 2185, N° 44, A D + 855.

271) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Corporations. Liquidation des dettes et révision des comptes.*

S.M. s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 26 mai et 7 décembre 1739 par lesquels S.M. avait ordonné que par le sieur Hérault et les autres commissaires nommés pour la liquidation des

dettes et la révision des comptes des communautés d'Arts et Métiers de la Ville de Paris, il serait procédé à la liquidation de toutes les sommes dues par les corps des marchands épiciers, apothicaires épiciers marchands pelletiers, fourreurs, bonnetiers, marchands de draps, orfèvres et merciers à l'effet de quoi les gardes seront tenus de remettre les états de tous les emprunts, paiements, et remboursements faits depuis l'année 1689 ainsi que les comptes de l'administration des deniers communs. Et S.M. étant informée qu'il est de l'intérêt desdits corps d'accélérer l'exécution desdits arrêts. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne l'exécution desdits arrêts, en conséquence que les gardes des Six-Corps de marchands seront tenus de s'y conformer dans un délai de quinzaine à peine de 1.000 livres d'amende contre chacun d'eux. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques.

1) E. 2185, N° 45.

272) Marly 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'intendant. Hôtel de la Monnaie. Rétablissement d'une galerie.*

Vu l'arrêt du Conseil du 26 septembre dernier qui a ordonné qu'il serait procédé à l'adjudication des ouvrages à faire pour le rétablissement d'une galerie dans l'Hôtel de la Monnaie d'Aix. Vu le devis de deux articles consistant en trois clefs de fer pour la voûte et une gouttière estimés à 119 livres. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, sur les ordonnances du sieur intendant et commissaire départi en Provence, la somme à laquelle se monte le nouveau devis sera payée par le directeur de la monnaie d'Aix dans le compte de Régie duquel ainsi que dans ceux du trésorier général des Monnaies.

1) E. 2188, N° 16.

273) Marly 9 février 1740. — *Arrêt sur requête. S. M. y étant Evocation. Contestations. Jugement par l'intendant.*

Vu la requête de Jean François Regnaudin, écuyer conseiller du Roi, président trésorier de France au bureau de la généralité de Limoges et Madeleine Martin de la Bastide, sa mère, demandant qu'il plût au Roi d'évoquer à son Conseil toutes les contestations formées entre eux sur le compte du 13 juin 1727 et les renvoyer

par devant le sieur de Tourny, intendant et commissaire départi en la généralité de Limoges pour les juger en dernier ressort. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi, du consentement des parties qui demeurera annexé à la minute du présent arrêt, évoque à soi et à son Conseil lesdites contestations, circonstances et dépendances et les renvoie par devant le sieur de Tourny, maître des requêtes, intendant de la généralité de Limoges pour être jugées en dernier ressort S. M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelles interdisant à ses cours et autres juges.

1) E. 2188 N° 17. 7

274) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant. Contrebandiers. Commission. Jugement par l'intendant. Remise des procédures au greffe de la Commission.*

Le Roi étant informé que les employés de la Brigade des Fermes à Kouriec, paroisse d'Ardevent en Bretagne, ont été attaqués par des contrebandiers et ont arrêtés plusieurs d'entre eux le 17 décembre 1739. Et S. M. voulant que tous ces fraudeurs soient punis suivant la rigueur des ordonnances. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur de Viarne, maître des requêtes, intendant et commissaire départi en la province de Bretagne, pour instruire et juger en dernier ressort le procès aux auteurs et complices des faits mentionnés au procès-verbal des employés de la Brigade des Fermes, circonstances et dépendances, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelles interdisant à ses cours et autres juges. Ordonne que les charges, informations et procédures seront incessamment remises au greffe de la commission. Et sera le présent arrêt exécuté notwithstanding toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en réserve et à son Conseil la connaissance.

1) E. 2188, N° 18.

275) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Faux-sauniers. Conversion de la peine à des amendes en la peine des galères. Compétence du prévôt général de la maréchaussée.*

Vu l'arrêt du Conseil du 28 mars 1737 qui a renvoyé par devant le prévôt général de la maréchaussée de Caen la connais-

sance de la spoliation faite aux employés des Fermes de la Brigade de Montanel par quelques dragons du régiment d'Harcourt de huit chevaux chargés de faux sel saisis sur la nommée Foucher, Jacques Brion, Bertrand Hubert et autres. Et S.M. étant informée que plusieurs faux-sauniers ayant été condamnés à des amendes mais ne satisfaisant pas à ces condamnations, il est alors question de prononcer la conversion des amendes en la peine des galères et quoique ledit prévôt soit compétent, S.M. veut obvier à toutes difficultés. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil autorise le prévôt général de la maréchaussée de Basse Normandie à prononcer prévotalement et en dernier ressort la conversion en la peine des galères desdites amendes. S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelles interdisant à ses cours et autres juges et aux juges des fermes. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque, récusation, prise à parti.

1) E. 2194, N° 32.

276) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant, Acte de rétrocession. Exécution. Admission d'un associé dans la ferme des droits sur les bestiaux.*

Faisant droit à la requête de Charles Mazives et Pierre de Clorey, intéressés en la ferme des droits sur les bestiaux qui entrent et se vendent dans les marchés de Sceaux, Poissy, et François Joseph Ménage de Mondésir, cessionnaire de l'intérêt qu'avait le sieur Lefébure en ladite ferme en conséquence de la rétrocession qui lui a été faite par les sieurs de Mazives et de Clorey qui l'avaient acquis du sieur Lefébure, demandant à S.M. d'admettre le sieur Ménage de Mondésir au lieu et place du sieur Lefébure. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'acte de rétrocession du 7 août 1739 sera exécuté en sa forme et teneur ; en conséquence, S.M. admet au lieu et place du sieur Lefébure le sieur de Mondésir. Veut S.M. qu'il ait voix délibérative aux assemblées des autres associés et qu'il participe aux part et bénéfices de ladite ferme ainsi et de la même manière que ledit sieur Lefébure y était engagé suivant et conformément à l'acte de société qu'il avait signé avec les sieurs Mézières, de Clorey, de Gand et de Vassen.

1) E. 1167 a, N° 29.

277) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Evocation. Interprétation d'un Edit. Mainlevée de saisies.*

Vu la requête des syndics de la communauté des officiers jurés, vendeurs et contrôleurs de la marchandise de foin. Vu la requête de Claude Bienaimé, cabaretier à Corbeil. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la demande formée au Parlement de Paris par Claude Bienaimé et, interprétant en tant que besoin l'Edit de 1730, décharge lesdits de la demande du sieur Bienaimé, leur fait pleine et entière mainlevée des saisies par lui faites sur leurs commis et receveurs et condamne le sieur Bienaimé au coût et levée du présent arrêt.

1) E. 116 a, N° 30.

278) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur requête. Ferme des Coches. Transport de caisses et de paquets. Paiement du port.*

Vu la requête de Jean-François Corbes, fermier des Coches, Carosses et Diligences de Lyon, demandant à S.M. d'ordonner que, par le garde du Trésor royal en exercice, il sera payé de la somme de 12.618 livres 14 sols due pour le port des caisses et paquets que les fermiers ont fait voiturer des provinces à Paris et de Paris dans les Provinces pendant le cours du Visa. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le garde du Trésor royal en exercice, le sieur Corbes sera payé de la somme de 4.618 livres 14 sols faisant avec celle de 8.000 livres ci-devant payée au sieurs Cherrier de Mareuil, l'un des fermiers des Coches, Carosses et Messageries du Royaume, la somme de 12.618 livres 14 sols due pour le port desdites caisses et paquets sauf recours des fermiers pour le paiement de ladite somme de 8.000 livres contre qui ils adviseront bon être fait. Et ladite somme sera passée et allouée sans difficulté dans la dépense des états et comptes dudit garde.

1) E. 1167 a, N° 31.

279) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs, des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 portant règlement pour la forme suivant laquelle il serait pourvu au rétablissement

des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruines ou incendie. Vu les adjudications passées par le sieur Roux, subdélégué à Saint-Pierre, des réparations nécessaires au clocher et à l'église de la paroisse de Neuville-lez-Desize ; par le sieur Farjonnel, subdélégué à Moulins, des réparations à faire à l'église de la paroisse de Saint-Renerin. Vu l'avis du sieur Brothier de Souvigny, intendant et commissaire départi en la généralité de Moulins. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, confirme lesdites adjudications et ordonne que les sommes nécessaires seront imposées sur tous les habitants et propriétaires des maisons, biens et héritages situés dans l'étendue des paroisses, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède et ce suivant les rôles particuliers qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Ordonne que les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

E. 1167 a, N° 32.

280) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur représentations. Avis de l'intendant. Exécution par commissaire. Interprétation d'un arrêt du Conseil. Remise de pièces au greffe des Elections. Relevés de rôles.*

Vu les arrêts du Conseil des 16 juillet 1729, 26 février 1732 et 15 avril 1738. Vu l'avis du sieur Pallu, intendant et commissaire départi en la ville et généralité de Lyon. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, interprétant en tant que besoin l'arrêt du Conseil du 15 avril 1738, ordonne que tous les porteurs de relevés de rôles arrêtés et déclarés exécutoires en conséquence de l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1729 qui ne se seraient pas fait payer les sommes y portées en la forme et manière prescrite par l'arrêt du 15 avril ne pourront plus exercer aucune poursuite contre les redevables en vertu desdits relevés lesquels S.M. a déclarés comme nonavenus et acquittés ; en conséquence ordonne S.M. que les relevés des rôles seront par les collecteurs ou porteurs d'iceux remis, en exécution du présent arrêt, au greffe des Elections.

1) E. 1167 a, N° 33.

281) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement.*

Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition supplémentaire. Exécution et jugement par l'intendant.

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 portant règlement pour la forme suivant laquelle il serait pourvu à l'avenir au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine, par incendie, vu l'adjudication passée par le sieur Hardoin, subdélégué, au nommé Jean Bourbault, moyennant la somme de 2.285 livres. Vu l'avis du sieur Hérault intendant et commissaire départi en la généralité de Paris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur Hérault, confirme ladite adjudication et ordonne que la somme sera imposée aux habitants de la paroisse de Villiers-Saint-Benoist et propriétaires des biens et héritages situés dans ladite paroisse à proportion de ce que chacun y possède suivant le rôle particulier qui en sera dressé par les collecteurs et rendu exécutoire par l'intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 a, N° 34.

282) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Immixtion dans la confection du rôle des tailles. Annulation. Confection d'un nouveau par un commissaire.*

Vu le procès-verbal dressé le 19 janvier 1740 par le sieur Berthier de Sauvigny, intendant et commissaire départi en la généralité de Moulins, duquel il résulte que le sieur Micault de Saint-Léger, ci-devant lieutenant en l'élection de Nevers, s'est immixté dans la confection du rôle des tailles de la paroisse de Mons sur Allier dans lequel quoique naturel taillable de ladite paroisse il ne s'est compris pour aucune somme. Vu l'avis du sieur Berthier de Sauvigny. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse et annule ledit rôle des tailles et ordonne que, par tel commissaire qui sera à cet effet commis par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Moulins, il sera fait et arrêté d'office un nouveau rôle des tailles de ladite paroisse dans lequel ce qui se trouvera avoir déjà été reçu par les collecteurs, sera émarginé et imputé sur les cottes des particuliers taillables qui les ont payé. Fait défense au sieur Micault

de s'immixer à l'avenir dans la confection d'aucuns des rôles.

1) E. 1167 a, N° 35.

283) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Etats de répartition de la Capitation. Approbation. Transcription de l'arrêt.*

Le Roi ayant ordonné par l'article 9 de la déclaration du 12 mars 1701 que les états de répartition de la Capitation des compagnies subalternes de la ville de Paris seraient dressés par les chefs des compagnies pour être ensuite arrêté des rôles au Conseil et par l'article 6 de l'arrêt du Conseil du 5 septembre 1702 que les payeurs des compagnies compteraient par état au Conseil et ensuite à la Chambre des Comptes du montant desdits rôles. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve les Etats de répartition de la Capitation dressés par le sieur Armillon pour les années 1726, 1728, 1730, 1732, 1734, 1736, 1738 montant à la somme de 29.856 livres 4 sols y compris les deux sols pour livre. Ordonne S.M. que le receveur des tailles de l'Election de Paris en exercice lesdites années sera tenu de se charger en recette de ladite somme laquelle sera admise dans ses Etats et Comptes partout où il appartiendra sans difficulté en vertu du présent arrêt lequel sera transcrit au bas de chacun desdits états de répartition.

1) E. 1167 a, N° 36.

284) Marly, 9 février 1740. .. *Arrêt de propre mouvement. Etats de répartition de la Capitation. Approbation. Transcription de l'arrêt.*

Le Roi ayant ordonné par l'article 9 de la Déclaration du 12 mars 1701 que les états de répartition de la Capitation des compagnies subalternes de la ville de Paris seraient dressés par les chefs desdites compagnies pour en être ensuite arrêté des rôles au Conseil et par l'arrêt du 5 septembre 1702 que les payeurs des compagnies compteraient par état au Conseil et ensuite à la Chambre des Comptes du montant desdits rôles. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve lesdits états de répartition de la Capitation dressés par le sieur Armillon pour les années 1727, 1731, 1733, 1735, 1737 montant à la somme de 25.746 livres 12 sols y compris les deux sols pour livre... Voir l'arrêt N° 283.

1) E. 1167 N° 37.

285) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur requête. Conversion d'un récépissé.*

Ayant égard à la requête du sieur Jean de la Loere ci-devant receveur ancien des tailles de l'élection de Soissons demandant la conversion d'un récépissé délivré en date du 8 février 1726 par le sieur Renaut, caissier du Grand Comptant du Trésor Royal. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en remettant au sieur Turmeneys de Montigny, ci-devant garde du Trésor royal et commis pour achever les exercices du sieur Turmeneys de Nointel, ledit récépissé le sieur de Montigny sera tenu de délivrer la quittance de ladite somme à la décharge du suppliant libellée et détaillée sur les Parties non réclamées de la recette des tailles de l'élection de Soissons des années antérieures tant paires qu'impaires à l'année 1720 de laquelle somme le sieur de Montigny fera recette et dépense dans les états au vrai et compte de son exercice de l'année 1730.

1) E. 1167 a, N° 38.

286) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt sur requête. Maîtres potiers d'étain. Dérogation à un Edit. Contestations. Saisies. Compétence du lieutenant général de Police.*

Faisant droit à la requête des officiers essayeurs, marqueurs et contrôleurs de l'étain de la ville, faubourgs et banlieue de Paris demandant à S.M. de déroger à l'article 12 de l'Edit du mois de juin 1730 et d'ordonner que les procès et contestations dans lesquels les suppliants seront parties seront à l'avenir portés, ainsi qu'il était usité avant l'Edit, par devant le sieur lieutenant général de Police de la Ville de Paris et que les appels des jugements seront portés au Conseil de S.M. sans suspendre l'exécution des jugements. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que tous les procès et contestations pour raison des saisies faites ou à faire sur les maîtres potiers d'étain ou autres marchands et ouvriers travaillant ou vendant des ouvrages d'étain dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris seront portés devant le lieutenant général de Police de ladite ville auquel S.M. attribue toute cour, juridiction et connaissance et S.M. fait défense à ses cours et autres juges d'en connaître et aux parties d'y pourvoir à peine de nullité, cassation et 1.000 livres d'amende et de tous dépens, dommages et in-

térêts. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement dont si aucune interviennent S.M. s'en est c' à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 1167 a, N° 39.

287) Marly, 9 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Etats de répartition de la Capitation. Approbation. Transcription.*

Le Roi ayant ordonné par arrêt du Conseil du 16 août 1701 que les sieurs intendants ou autres que S.M. a commis pour dresser les états de répartition de la Capitation seraient tenus d'envoyer au sieur contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux desdits états concernant la noblesse et les officiers des compagnies supérieures et subalternes et des extraits ou bordereaux signés d'eux concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve les états de répartition de la Capitation dressés par le sieur Pajot, intendant et commissaire départi en la généralité de Montauban, pour l'année 1737, montant à la somme de 927.144 livres 18 sols 1 denier y compris les deux sols pour livre... Voir l'arrêt N° 20.

1) E. 1167 a, N° 40.

288) Marly, 10 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Faux timbres de quittance. Dérogation à un arrêt de la Cour des Aides. Jugement par l'intendant.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que le subdélégué de l'intendant en la province de Bourgogne au département d'Auxerre a fait arrêter le sieur Troche, imprimeur, pour faux timbres de blanc de quittances et S.M. étant informée que les officiers du baillage et siège présidial d'Auxerre ont obtenu un arrêt de la cour des Aides qui ordonne que la procédure serait continuée par lesdits officiers. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans s'arrêter à l'arrêt de la Cour des Aides, commet le sieur intendant de la province de Bourgogne pour juger en dernier ressort ledit procès ; S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissances et icelle interdisant à ses cours et autres juges. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque pour lesquels ne sera différé.

1) E. 2188 N° 19.

289) Marly, 13 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit. S.M. y étant. Demande d'annulation de sentences de la juridiction des Requaires et d'un arrêt du Parlement de Bretagne. Communication de la requête.*

Vu la requête de François du Fresne, chevalier sieur de Virel, demandant à S.M. conformément à l'arrêt du Conseil du 9 août 1738, de déclarer nulles les sentences de la juridiction des Requêtes du Chapitre de Rennes des 18 septembre et 11 octobre 1738 ensemble l'arrêt du Parlement de Bretagne du 14 août 1739 et de renvoyer les parties par devant le Parlement de Paris ou tel autre tribunal qu'il plaira à S.M. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée à la dame de Kirion et au sieur des Métairies pour y fournir réponse dans le délai du règlement pour ce ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2188 N° 20.

290) Marly, 13 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit. S.M. y étant. Demande de reprise ou de répudiation d'instance. Communication de la requête.*

Sur la requête de Jacques de Lopriac, abbé de la Lautetouche, demandant à S.M. d'ordonner que la dame du Boschet soit tenue de reprendre ou de répudier l'instance ci-devant pendante entre le suppliant et feu le sieur abbé de Faouët ou d'ordonner qu'à défaut l'arrêt qui interviendra sera déclaré commun avec elle. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée à la dame du Boschet pour y fournir réponse dans le délai du règlement pour ce ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2188 N° 21.

291) Marly, 13 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Contestations. Evocation. Renvoi devant l'intendant. Jugement par lui. Remise des procédures au greffe de la commission.*

Sur la requête de Jean de Durfort, duc de Duras, chevalier des Ordres du Roi, lieutenant général de Ses Armées, commandant pour S.M. dans le comté de Bourgogne, demandant l'annulation des arrêts du Parlement de Bordeaux des 15 juillet et 8 août dernier et que S.M. fasse défense au sieur Beylard de faire aucune poursuite ni procédure ailleurs que pardevant le juge de Duras en

première instance et au Parlement de Toulouse en appel. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil les procès et différends, circonstances et dépendances, nés à l'occasion d'une assemblée avec violon et autres instruments et les renvoie par devant le sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux, pour les instruire et juger en dernier ressort en appelant avec lui le nombre d'officiers ou gradués requis par l'ordonnance. S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à ses cours et autres juges. Ordonne S.M. que les charges, informations et procédures en quelque juridiction qu'elles aient été faites soient incessamment remises au greffe de ladite commission.

1) E. 2194 N° 33.

292) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit. S.M. y étant. Règlement de succession. Opposition à un arrêt du Conseil d'Etat. Communication de la requête.*

Vu la requête de Jacques Pottier, procureur au Chatelet de Paris, tuteur de Charles Théophile, chevalier de Bethizy, demandant en sa qualité de tuteur qu'il plût à S.M. de le recevoir opposant à l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 mars 1729 et suivants en ce que, par lesdits arrêts, les affaires et dettes de la succession et communauté du sieur marquis de Mezières ont été confondues avec celles personnelles à la dame marquise de Mezières. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée à dame Eléonore Oglitorpe, veuve d'Eugène Marie de Bethizy, marquis de Mezières, à Eléonor Eugène de Bethizy, marquis de Mezières, à la princesse de Ligne, à Eléonor-Thérèse de Béthizy, chanoinesse de Poussay, Charles Théophile de Béthizy, au prince et à la princesse de Montauban pour y fournir réponse dans le délai du règlement pour ce ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2185 N° 46.

293) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Clergé Chapelle de main morte. Tierce opposition. Renvoi au Conseil d'Etat.*

Vu la requête du sieur Thomas Mauduison, prêtre d'Orléans pourvu de la Chapelle de la Mainmorte fondée et déservie en

l'église cathédrale d'Orléans, demandant à S.M. de lui donner acte de la tierce opposition qu'il forme tant sur l'arrêt du Conseil du 20 août 1731 que sur l'arrêt du Conseil du 26 février 1734 en ce que le sieur abbé Baudry a été maintenu dans la Chapelle de la Mainmorte dont il y avait quatre ans qu'il était dépossédé et que le suppliant en jouissait sans double. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, sur la présente requête, les parties se pourvoieront en son Conseil d'Etat Privé pour, en jugeant les contestations, y être fait droit ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2185 N° 47.

294) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt sur requête. Reprise d'instance. Ratification des actes d'un tuteur.*

Faisant droit à la requête de Jean-Louis Guillaume, comte de Linange et d'Abo au nom et comme poursuivant les droits de Sophie Eléonore Elizabeth Jeanne, comtesse de Linange et d'Abo, son épouse, d'Emic Louis et Frédéric Théodore Louis, comtes de Linange et d'Abo, demandant à S.M. de donner acte aux sieurs Emic Louis et Théodore Louis, comtes de Linange, de la requête qu'ils font à la place de leurs tuteurs et de ce qu'ils ratifient tout ce qui a été fait jusqu'à présent par leurs tuteurs pour parvenir à la cassation de l'arrêt du Conseil de Colmar du 28 septembre 1737. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil donne acte aux sieurs Emic Louis et Frédéric Théodore Louis, comtes de Linange, de la reprise qu'ils font au lieu de leurs tuteurs de l'instance dont il s'agit et de ce qu'ils ratifient et approuvent tout ce qui a été fait tant au nom de leurs tuteurs qu'au nom du sieur de Linange, leur beau-frère pour parvenir à la cassation dudit arrêt. En conséquence, S.M. déclare commun avec les suppliants l'arrêt qui a été rendu en son Conseil d'Etat, le 16 septembre dernier, lequel sera exécuté selon sa forme et teneur.

1) E. 2185 N° 48.

295) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Avis de l'intendant. Interprétation d'un Edit. Communauté. Autorisations des dépenses annuelles.*

Sur la requête des échevins et communauté de la ville de Mar-

seille demandant à S.M. conformément à l'Edit de règlement du mois de mars 1717 d'autoriser les augmentations de dépenses et de valider celles qui ont été faites pour les réparations nécessaires et qui excèdent 100 livres. Vu l'avis du sieur des Galais de la Tour, intendant en Provence. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le roi étant en son Conseil, sans tirer à conséquence, approuve le paiement fait pendant l'année 1739 de la somme de 1540 livres au lieu de celle de 766 livres 13 sols 4 deniers d'une part et de 165 livres 1 sol 6 deniers d'autre part pour les robes d'écarlate et les chaperons des échevins de Marseille, de la somme de 1200 livres au lieu de celle de 700 livres pour leurs robes de damas, de la somme de 1200 livres au premier commis des Archives au lieu de 750 livres accordées par le règlement, etc... Veut S.M. que l'Edit du mois de mars 1717 soit exécuté au surplus en sa forme et teneur.

1) E. 2188, N° 22.

296) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Subrogation. Contestations entre maîtres. Compétence du lieutenant général de Police.*

Vu la requête de François Guilhen Bertin maître vitrier à Paris et Marguerite Roger, sa femme, demandant à S.M. d'évoquer à son Conseil les contestations qui se sont élevées et instruites devant le sieur Hérault en vertu de l'arrêt du Conseil du 6 août 1737 entre les suppliants et le sieur Roquet, maître maçon et les renvoyer par devant le sieur Feydeau de Marville, lieutenant général de Police. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil subroge le sieur Feydeau de Marville, lieutenant général de Police, pour connaître desdites contestations et les juger ainsi qu'aurait pu faire le sieur Hérault.

1) E. 2188, N° 23.

297) Marly, 15 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Mémoire des députés de la Chambre du Commerce. Exécution par l'Amiral de France. Réglementation du pilotage à Dunkerque. Enregistrement au greffe de l'Amirauté. Affichage et publication de l'arrêt.*

Le Roi étant informé que pour faciliter l'entrée et la sortie du port de la ville de Dunkerque, les officiers de l'Amirauté ont fait le 8 mai 1723, une ordonnance de règlement ainsi que le 15 octobre 1728, que ces deux ordonnances ont depuis été observées

sans aucune opposition sauf par les prétentions élevées depuis peu par le magistrat de la Chambre de Commerce. Et S.M. voulant confirmer l'ordre établi et y ajouter différents articles qui lui ont paru nécessaires. Vu le mémoire des députés du magistrat et de la Chambre du Commerce. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne : que les chefs de la corvette destinée au pilotage et les particuliers qui formeront le corps des pilotes loofls, lamaneurs ou locmans seront choisis de la manière suivante, en cas de destitution ou de remplacement d'aucuns des pilotes lamaneurs ou de leurs chefs, les officiers de l'Amirauté seront tenus d'inviter ceux des magistrats et de la Chambre du Commerce, de députer quatre des principaux négociants, en présence et de l'avis desquels il sera procédé par lesdits officiers de l'Amirauté au choix et réception desdits pilotes et de leurs chefs. Ordonne S.M. au duc de Penthièvre, Amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera enregistré au greffe de l'Amirauté de Dunkerque, lu, publié et affiché partout où besoin sera à ce que personne n'en ignore. Ordonne que les ordonnances en forme de règlement rendues au siège de l'Amirauté de Dunkerque, le 8 mai 1723 et 15 octobre 1728 seront exécutées en leur forme et teneur en ce qui n'est pas dérogé par le présent arrêt.

1) A. D. + 855.

298) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit. S.M. y étant. Offre de détruire des ruines. Emploi des matériaux de démolition.*

Sur la requête présentée par le sieur de Senozan, demandant S.M., vu les offres qu'il fait de renoncer à toutes prétentions de dommages pour raison de la destruction de son moulin par la chute du mur de la ville de Mante, de lui permettre de faire faire à ses frais la démolition de la portion de mur qui menace ruine comme aussi celle des vieux bâtiments qui forme la porte des Cordeliers et d'employer à ses constructions les matériaux venant des démolitions. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, avant faire droit, ordonne que, par tel commissaire nommé par l'intendant et commissaire départi en la généralité de Paris, il sera en présence des maire, échevins de la ville de Mante dressé procès-verbal de l'état des lieux et des

dières et demandes des parties intéressées, comme aussi, par expert, il sera fait un devis estimatif de la construction de la nouvelle porte pour ledit procès-verbal et devis rapporté, ensemble l'avis des sieurs commissaires départi, être par S.M. statué ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2185, N° 49.

299) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Avis de l'architecte des bâtiments. Suppression d'un passage public.*

Le Roi étant informé qu'un passage public qui se trouve le long du mur de la chapelle Saint-Michel et aboutit dans la rue de Barillevie n'est d'aucune utilité et est très dangereux pendant la nuit. Vu l'avis du sieur Aubry, architecte des bâtiments dépendants du Domaine dans la ville de Paris. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil ordonne que ledit passage sera supprimé et que l'espace sera muré aux deux extrémités. Permet S.M. aux officiers du bureau des Finances d'y faire une entrée par la cour du Palais avec une porte fermant à clef pour y serrer du bois de chauffage servant à ladite juridiction. Sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 2185, N° 50.

300) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Revêtu de Lettres patentes. S.M. y étant. Gages. Exemption du Dixième.*

Le Roi ayant ordonné par plusieurs arrêts du Conseil que les geoliers de prisons royales seraient employés dans les états de ses Domaines pour leurs gages accordés par lesdits arrêts, attendu l'insuffisance des émoluments qu'ils reçoivent et S.M. étant informée que des geôliers ont été compris dans les rôles du Dixième de retenue ce qui est contraire aux intentions de S.M. A quoi étant nécessaire de pourvoir. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que tous les gages accordés aux geôliers des prisons royales en vertu d'arrêts du Conseil seront payés à l'avenir sans aucune retenue du Dixième. Ordonne en conséquence qu'ils ne seront plus compris dans les rôles du

Dixième de retenue pour raison du Dixième desdits gages. Et seront sur le présent arrêt toute lettres nécessaires expédiées.

1) E. 2185, N° 51.

301) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Droit des cinq grosses fermes. Exemption. Prorogation. Exécution par les intendants. Affichage et publication de l'arrêt.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 25 novembre 1738 par lequel S.M. a ordonné que les bestiaux venant des pays étrangers dans le royaume seront déchargés de tout droit tant des cinq grosses fermes que de ceux dépendant de la ferme générale qui se payent aux entrées des provinces, frontières et que les bestiaux qui auraient été élevés et nourris dans le royaume à leur passage des provinces réputées étrangères dans celles de l'étendue des cinq grosses fermes ou desdites provinces dans celles réputées étrangères, seront déchargés des mêmes droits. Et S.M. étant informée que les motifs qui ont donné lieu audit arrêt subsistent. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil proroge pour un an à compter du 1^{er} janvier 1740 l'exemption des droits sur les bestiaux accordée par l'arrêt du 25 novembre 1738. Enjoint S.M. aux sieurs intendants et commissaires départis dans les généralités du Royaume de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera à ce que personne n'en ignore.

1) E. 2185, N° 52. A. D. + 855.

302) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Evocation. Droit d'entrée sur l'indigo. Maintien du droit de quarantième. Négociants.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que, quoique les commerçants de la ville de Nantes ont toujours payé le droit de quarantième de la valeur des indigos suivant l'article I de la pancarte des droits et devoirs de la Prévôté de Nantes, ils prétendent aujourd'hui que les indigos doivent tomber dans les exceptions en tant que Drogueries et ne payer que deux sols six deniers monnaie revenant à trois sols tournois chaque fardeau du poids de 150 livres. Que cette prétention étant mal fondée. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil les

contestations nées ou à naître entre les négociants de Nantes et le sieur Jacques Forceville, adjudicataire des Fermes et veut que le droit d'entrée sur l'indigo continue d'être perçu à Nantes sur le pied du quarantième de sa valeur comme il a été jusqu'à présent pratiqué. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque, et dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 2185, N° 53.

303) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Evocation. Opposition à l'enregistrement d'un arrêt. Défense de procéder ailleurs qu'au Conseil.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que par arrêt du Conseil du 24 juin 1738, S.M. avait débouté les maire et échevins de la ville de Mâcon de l'appel interjeté par eux d'une ordonnance du juge visiteur général des Gabelles du Maconnais du 21 février 1737, mais qu'ayant été expédiées le 24 mars 1739 des lettres patentes à l'effet d'enregistrer ledit arrêt, les maire et échevins ont formé opposition à cet enregistrement. Et S.M. voulant prendre connaissance de cette opposition. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil l'opposition formée par les maire et échevins de la ville de Mâcon par acte du 17 juillet 1739 et on conséquence leur fait défense de procéder ailleurs qu'au Conseil sur ladite opposition, circonstances et dépendances à peine de nullité, cassation de procédures, 3.000 livres d'amende et tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 2188, N° 24.

304) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Annulation de publications. Métairies. Adjudication et revente de la justice, haute, moyenne et basse.*

Sur la requête de Jean Nicolas Calvel, avocat au Parlement et aux Conseils de S.M. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en Conseil déclare nulles les publications faites en conséquence de l'arrêt du Conseil du 1^{er} décembre 1739 pour la revente du domaine des métairies de Montauron et Denteysseyre. Ordonne S.M. que, par le sieur intendant de la province de Languedoc commis à cet effet, il sera, après trois publications de huitaine en huitaine, procédé à la revente et adjudication de la

justice haute, moyenne et basse desdites métairies sur l'ordre et aux conditions portées audit arrêt du Conseil du 1^{er} décembre 1739.

1) E. 2188, N° 25.

305) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Brigade des Fermes. Faux-sauniers. Cassation d'arrêts de la Cour des Aides.*

Le Roi étant informé que les employés de la brigade ambulante des Fermes établie à Thièvres-en-Artois ont arrêté les nommés Gabriel Routier et Pierre Foyer conduisant deux chevaux chargés de six minots de sel lesquels ont été condamnés par la sentence du 27 juin 1739 des juges des fermes de la ville d'Hesdun et que lesdits Routier et Foyer ont obtenu de la cour des Aides deux arrêts les élargissant et condamnant lesdits employés de la brigade. Et S.M. voulant faire connaître ses intentions. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil casse et annule les arrêts de la Cour des Aides des 5 décembre 1738 et 15 juillet 1739 et ordonne que la sentence des juges des Fermes de la ville d'Hesdun sera exécutée selon sa forme et teneur.

1) E. 2188, N° 26. A. D. + 855.

306) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Foire. Remise de l'ouverture. Exécution par le procureur général en la Cour des Comptes et par les maire et échevins. Affichage et publication de l'arrêt.*

Faisant droit à la requête des maire et échevins de la ville de Rouen contenant qu'ils ont obtenu par arrêt du Conseil du 19 janvier dernier (Voir l'arrêt N° 123), la remise de l'ouverture de la Foire de la Chandeleur, mais que la gelée n'a pas discontinuée et que les habitants ne pourront jouir de la grâce de S.M. à moins qu'Elle ne veuille bien accorder une nouvelle remise. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, remet l'ouverture de la Foire de la Chandeleur au 7 mars prochain. Enjoint à son procureur général en la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie et aux maire et échevins de la ville de Rouen de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché sur les portes et quais de la ville et partout où besoin sera à ce que personne

n'en ignore.

1) E. 2194, N° 34.

307) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Fondation d'une Chapelle. Acquisition par les bénéficiers et gens de mainmorte. Liquidation du droit d'indemnité.*

Vu la Déclaration du 21 novembre 1724 qui a ordonné que, pour tenir lieu du droit d'indemnité dû à S.M. pour les acquisitions que les bénéficiers et gens de mainmorte font dans l'étendue de ses mouvances, il sera payé annuellement et à perpétuité une rente foncière et non rachetable sur le pied du denier trente de la somme à laquelle se trouvera monter le droit d'indemnité suivant la coutume des lieux. Vu l'expédition d'un acte par lequel demoiselle Marie Tardy de Montrevel de Grandpré a fait don, pour acquit de fondation d'une chapelle de Notre-Dame de Cahuzac, d'un moulin à vent et dépendances évalué 350 livres. Et comme il est nécessaire de pourvoir au droit d'indemnité dû à S.M. pour la donation. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, pour tenir lieu du droit d'indemnité dû à S.M. pour la donation faite à la chapelle de Notre-Dame de Cahuzac, il sera payé annuellement par le chapelain de ladite chapelle deux livres six sols huit deniers de rente au fermier du Domaine de la généralité d'Auch.

1) E. 2194, N° 35.

308) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Corporation des maîtres Peigneurs Tabletiers. Contestations. Droits de réception des aspirants à la maîtrise. Evocation. Jugement par commissaires.*

Faisant droit à la requête des anciens jurés et jurés en charge de la communauté des maîtres Peigneurs Tabletiers à Paris, demandant que S.M. évoque les assignations données au Châtelet de Paris aux suppliants à la requête de François Poucet, Julien Talon et consorts, Tabletiers modernes, en conséquence des plaintes formées par eux le 18 août 1739 au sujet des droits de réception des aspirants à la maîtrise et que S.M. les renvoie par devant les sieurs commissaires nommés pour la révision des comptes des communautés d'Arts et Métiers de Paris. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil évoque à soi et à son Conseil lesdites de-

mandes formées au Châtelet de Paris et les renvoie par devant les sieurs commissaires nommés pour la liquidation des dettes, l'examen et la révision des comptes du corps des marchands et des communautés d'Arts et Métiers. S.M. leur attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à ses cours et autres juges. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en est à son Conseil réservé la connaissance.

1) E. 1167, a N° 41.

309) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Conversion d'un récépissé.*

Faisant droit à la requête du sieur de Gagny, trésorier général des maréchaussées du Royaume, demandant la conversion d'un récépissé de 4.336 livres 13 sols 4 deniers libellé sur les débets des comptes des exercices du sieur de Gagny des années 1729 et 1731 en un autre de pareille somme sur les débets et parties non réclamées des comptes de ses exercices des années antérieures à 1737. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en remettant au sieur Gruyn, garde du Trésor royal, ledit récépissé, il lui sera délivré un autre de pareille somme libellé sur les débets et parties non réclamées des comptes de ses exercices des années 1733 et 1735.

1) E. 1167, a N° 42.

310) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Déchargement du recouvrement d'une imposition.*

Faisant droit à la requête de Jean-Baptiste Durand de Romilly, ci-devant receveur général des Finances de la généralité de Limoges, contenant que, par arrêt du Conseil du 17 décembre 1717, il a été imposé dans ladite généralité une somme de 103.088 livres pour être remise par le receveur général des Finances au Trésorier général de l'extraordinaire des guerres, que le sieur de Romilly n'en a reçu qu'une faible partie, qu'il n'est plus question d'en faire la remise entre les mains du Trésorier général et que, désirant se libérer, il offre de payer à S.M. 34.460 livres 17 sols en espèces, 30.000 livres en un contrat sur la ville et 34.627 livres en quittances de finances. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil accepte les offres faites par le suppliant. Veut S.M. qu'au moyen du paiement de la somme de 103.088 livres

le suppliant demeure valablement déchargé du recouvrement de ladite imposition, des intérêts de ladite somme dont, autant que besoin sera, S.M. lui a fait don et remise et de toutes autres demandes qui pourraient être faites à cet égard, S.M. imposant sur ce silence à son procureur général et aux contrôleurs des restes de la Chambre des Comptes et des Bons d'Etats.

1) E. 1167, a N° 43.

311) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Droit de Franc-fief. Renvoi devant un maître des requêtes.*

Vu l'arrêt du Conseil du 13 octobre 1736 rendu sur la requête de Jean-Baptiste Blanc, ancien sous-fermier des droits de la généralité de Bordeaux, demandant que S.M. condamne le sieur Jean-Joseph Rolland de Lastours à lui payer les droits de franc-fief des droits seigneuriaux qu'il possède à Saint-Jean de Gardont, juridiction de Cognac, et de la maison noble de Lastours dans la même paroisse. Vu la requête du sieur Rolland de Lastours. Vu la requête du sieur Blanc. Vu les pièces et titres. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les requêtes, titres et pièces des parties seront remises au sieur Case de la Bove, maître des requêtes, que S.M. commit à cet effet, pour après en avoir communiqué au Bureau des Finances, être à son rapport fait droit par S.M. en la direction ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1167, a N° 44.

312) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis de l'intendant. Clergé. Demande d'exemption du droit de Nayade. Rejet.*

Vu les requêtes présentées par le syndic des religieux Bénédictins de l'abbaye de Saint-Sever demandant à S.M., sans s'arrêter à l'ordonnance du 24 juin 1732, de maintenir lesdits religieux dans l'exemption du droit de Nayade. Vu les requêtes en réponse de noble Christophe de Borret, seigneur de Saint-Germain, syndic de la ville de Saint-Sever, et du sieur de Basquiot, Jean Taret et Arnaud Loubère, fermier du droit de Nayade, tendant à ce que les religieux soient déboutés de leur demande. Vu l'avis du sieur de Saint-Contest, intendant et commissaire départi en Navarre, Béarn et généralité d'Auch. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à l'appel interjeté par le syndic des religieux Bénédictins de l'abbaye de Saint-Sever de l'ordonnance du sieur Pommereu ci-devant commissaire départi en la généralité d'Auch dont S.M. les déboute, ordonne que l'ordonnance du 24 juin 1737 sera exécutée en sa forme et teneur.

1) E. 1167, a N° 45.

313) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant. Acquisition par les gens de mainmorte. Maintien.*

Faisant droit à la requête des prier et religieux Bénédictins de l'abbaye royale de Saint-Arnould de la ville de Metz demandant à S.M. de leur permettre de conserver et retenir la possession et jouissance des immeubles par eux acquis par les contrats des 10 novembre 1710, 30 septembre 1711, 14 août 1716, 5 mai, 10 septembre 1710 et 6 mars 1731. Vu l'avis du sieur de Creil, intendant et commissaire départi en la généralité de Metz. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet aux suppliants de conserver la possession et jouissance des immeubles acquis par lesdits contrats. Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1167, a N° 46.

314) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Dire d'un inspecteur de Domaine. Paiement d'arrérages de rente. Remboursement de finances. Jouissance de droits de haute justice. Fief-ferme.*

Vu l'arrêt du Conseil du 26 août 1732, les requêtes du sieur Lemarchand écuyer seigneur de Tracy d'une part, et de dame Marguerite de Cairon, veuve du sieur Olivier de Bonnafous, et ses enfants d'autre part. Vu le dire du sieur Fréteau, l'un des inspecteurs du Domaine. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'adjudication faite au sieur Lemarchand le 22 mars 1725 sera exécutée en sa forme et teneur, en conséquence le condamne à payer les arrérages de la rente de 500 livres au fermier du Domaine à partir de l'adjudication et tant qu'il demeurera possesseur de domaine de Saint-Louet comme aussi de rembourser aux héritiers de Bénédict Lemarchand les finances qui se trouveraient avoir été payées à S.M., au moyen de quoi il jouira des droits de haute justice dans la paroisse de Saint-Louet

et de 40 livres de rente foncière sur la fiefferme de Saint-Louet en la propriété et possession de laquelle S.M. maintient les héritiers Bonnafous sans que le sieur Lemarchand ni les héritiers Bonnafous puissent prétendre à aucun droit de patronage qui demeurera réservé à S.M. conformément à l'Edit du mois de mai 1715.

1) E. 1167, a N° 47.

315) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis du procureur du Roi d'un baillage et dire d'un inspecteur général du Domaine. Droits de lods et ventes. Acquisition par S.M. Liquidation de l'indemnité due pour la perte de la directe, mouvance et censive. Interprétation d'un Edit et d'une Déclaration.*

Vu la requête présentée par les dames abbesse et religieuses de l'abbaye Saint-Jean au Bois transférée à Saint-Louis de Royal lieu. Vu l'avis du sieur Constant, procureur du Roi du baillage de Compiègne, et le dire du sieur Magueux, l'un des inspecteurs généraux du Domaine. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide les lods et ventes dues pour les acquisitions faites par S.M. dans la censive de l'abbaye de Royal lieu à la somme de 1.541 livres 13 sols 4 deniers sur le pied du douzième de celle de 18.500 livres à quoi monte le prix des acquisitions. Ordonne que pour l'indemnité due à l'abbaye pour raison de la perte de sa directe, mouvance et justice sur les maisons, il lui sera payé une rente annuelle de 25 livres 18 sols 2 deniers sur le pied du soixantième de la susdite somme à elle due pour les lods et ventes conformément à l'Etat du mois d'avril 1667 et à la Déclaration du 22 septembre 1722 de laquelle somme il sera fait fond annuellement dans les états des charges assignées sur les Domaines de la généralité de Paris.

1) E. 1167 a, N° 48.

316) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Cassation de lettres d'appel.*

Faisant droit à la requête du sieur de Laborde, receveur général des Domaines et Bois de la généralité d'Auch. Vu les titres, pièces, arrêts et règlements y joints. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter aux lettres d'appel ex-

pédiées en la chancellerie de Toulouse le 30 décembre 1739, ni à tout ce qui s'en est suivi qui demeurera cassé et annulé, fait défense au sieur d'Assin et au syndic des Quatre vallées de se pourvoir ailleurs qu'au Parlement et Chambre de Pau sur l'appel des jugements du bureau des Finances d'Auch des 30 mai 1738 et 18 décembre 1739, sans qu'ils puissent relever ni poursuivre leur appel audit Parlement et Chambre des Comptes que dans les cas et conditions portées par les Edits des mois d'avril 1627, mai 1635, mars 1696, par les arrêts du Conseil des 30 mai 1659, 25 septembre 1710 et autres.

1) E. 1167 a, N° 49.

317) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Droits de lods et ventes. Acquisition dans la directe et mouvance de S.M. Cassation d'une Commission du Grand Conseil. Compétence du bureau des Finances.*

Faisant droit à la requête du procureur du Roi au bureau des Finances du Dauphiné demandant que, sans avoir égard à la Commission du Grand Conseil du 17 juin, ni à l'évocation de l'instance pendante au bureau des Finances de Grenoble entre le suppliant et le fermier des Domaines d'une part, et le sieur et dame Lagier d'autre part, sur la demande en condamnation des lods et ventes de la maison par eux acquise dans la directe et mouvance de S.M., S.M. ordonne que les parties procéderont au bureau de Finances, sauf au sieur Masseron d'y intervenir si bon lui semble. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne, sans avoir égard à la Commission du Grand Conseil ni à l'évocation y portée, que les parties procéderont au bureau des Finances de Grenoble jusqu'au jugement définitif sauf appel au Parlement. Fait défense au sieur Masseron de faire aucune poursuite ni procédure sur ladite évocation à peine de nullité, cassation des procédures et 1.000 livres d'amende. Condamne ledit sieur Masseron à payer le coût du présent arrêt liquidé à 75 livres.

1) E. 1167 a, N° 50.

318) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Evocation. Droit de leude major. Communication de la requête.*

Vu la requête de François Bezambes, bourgeois noble de Perpignan, fermier de la leude major de Perpignan, demandant à

S.M. d'évoquer en son Conseil l'appel interjeté au Conseil Supérieur du Roussillon par le sieur François Tardieu Pagès de la sentence rendue au profit du suppliant le 3 mars 1739 au sujet de la leude major de Perpignan et de le renvoyer par devant les sieurs de Gaumont, de Baudry, Trudaine et de la Porte pour, en donnant par les sieurs commissaires leurs avis, être fait droit par S.M. ainsi qu'il appartiendra. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur François Tardieu pour y répondre dans le délai du règlement pour ce faire ou faute de ce faire, être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra, toutes choses cependant demeurant en état.

1) E. 1167 a, N° 51.

319) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis des avocats et procureurs généraux du Parlement de Besançon. Acquisition par les gens de mainmorte. Maintien.*

Faisant droit à la requête des Jésuites du collège de Besançon demandant à S.M. de leur permettre de conserver et retenir la possession et jouissance des immeubles par eux acquis en échange le 6 décembre 1739. Vu l'avis des avocats et des procureurs généraux du Parlement de Besançon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet aux suppliants de conserver la possession desdits immeubles. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1167 a, N° 52.

320) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit. Communauté des bouchers. Garant. Communication de la requête.*

Sur la requête d'Artus Tellier, acquéreur d'une des maîtrises créées par Edit de 1722, Jean Dezoutes et Marie-Jeanne de Ceminelt, femme de Pierre Charlemain, acquéreur de deux des maîtrises créées par Edit du mois de juin 1725 dans le corps et communauté de bouchers de la ville de Dunkerque, demandant à S.M. d'ordonner, faute par le magistrat de Dunkerque, leur garant, de défendre à leurs demandes, que l'arrêt qui interviendra contre le doyen, corps et communauté des bouchers de ladite ville sera commun avec lui tant aux dommages et intérêts qu'aux restitutions des

sommes et dépens. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au magistrat de Dunkerque pour y répondre dans le délai du règlement et être ordonné par S.M. ce qu'il appartiendra.

1) E. 1167 a, N° 53.

321) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Rôle de survivance.*

Ayant égard à la requête des héritiers de Charles-Marie Picquet de Montreuil demandant à S.M. d'ordonner qu'ils seront employés dans un rôle de survivance au simple droit nonobstant que les six mois du jour du décès du sieur Picquet soient expirés. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, sur la nomination des suppliants, les quatre offices de conseillers de S.M. greffiers en chef civils de la Cour du Parlement de Bretagne seront employés dans un rôle de survivance au simple droit au profit du sieur Louis-Claude-Marie Picquet de Boisguy et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1167 a, N° 54.

322) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Quittance de quart denier. Surannation du contrôle. Sceau et expédition des provisions.*

Ayant égard à la requête de Charles Nugon demandant qu'il soit passé outre au sceau et expédition des provisions de l'office d'huissier en la maîtrise des Ports, Ponts et Passages de la ville de Lyon résidant à Briguais nonobstant que l'an du jour de la date de contrôle de la quittance de quart denier soit expiré. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'il soit passé outre au sceau et expédition des provisions dudit office dont était pourvu Jacques Henry et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1167 a, N° 55.

323) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Erreur dans une quittance. Rectification. Quittance du triple droit. Surannation du contrôle. Sceau et expédition des provisions.*

Ayant égard à la requête de Pierre Bonnet demandant à S.M. d'ordonner qu'encore que dans le rôle au triple droit arrêté le 14 août 1720 et la quittance expédiée en conséquence de l'office dont était pourvu Jean Chastaignier ils aient été remplis du titre

d'huissier audiancier de la Monnaie de La Rochelle priseur et enquesteur de biens, que la quittance lui vaudra comme si elle avait été remplie du titre d'huissier audiancier en la Monnaie de La Rochelle, priseur et enqueteur de biens et qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions dudit office. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la quittance vaudra comme si elle avait été remplie du titre d'huissier audiancier priseur et enqueteur de biens et qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance du triple droit soit expiré.

1) E. 1167 a, N° 56.

324) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contadictoire. Exécution par l'intendant. Droits de franc fief.*

Vu la requête présentée par Nicolas Lambelinot subrogé à Jacques Colombat, sous-fermier des Domaines et droits y joints en la généralité de Bordeaux. Vu le mémoire du sieur de Puygombert. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard à l'ordonnance du sieur Bezons du 21 novembre 1696, ni à celle du sieur Boucher commissaire départi en la généralité de Bordeaux du 10 avril 1739, ordonne que le sieur François Tortel, sieur de Puygombert, sera tenu de payer à Nicolas Lambelinot, ses procureurs, commis, préposés, le droit de franc fief des biens nobles qu'il possède à compter du jour de sa possession suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur intendant et commissaire départi auquel S.M. enjoint de tenir la main à l'exécution du présent arrêt lequel sera exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 1167 a, N° 57.

325) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Terres domaniales et sujettes au rachat. Communication de la requête.*

Vu la requête de l'inspecteur général du Domaine de la Couronne demandant à S.M. de déclarer domaniales et sujettes au rachat, comme possédées à titre d'engagement, toutes les portions dépendant de la châellenie d'Auberoche qui appartenaien à Henri IV lors de son avènement, comme aussi toutes les portions de la même châellenie dans lesquelles Henri IV avait droit de rentrer lorsqu'il est parvenu à la couronne et dans lesquelles ceux qui les

possédaient n'ont été maintenus qu'en conséquence des augmentations de finances qu'ils ont payées au Roi ; notamment les paroisses d'Autonne et de Saubrac que le sieur de Saint-Astier ne possède que comme engagiste. Oûi le rapport du sieur Delaporte chevalier conseiller du Roi en ses Conseils, maître des requêtes ordinaire de son Hôtel qui en a communiqué aux sieurs de Naubourg, de Courson, Le Guerchoys et autres commissaires départis pour l'examen des affaires concernant le Domaine et tout considéré.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête demeurera jointe à l'instance et au surplus sera communiquée au sieur de Saint-Astier et au sieur évêque de Périgueux, aux domiciles de leurs avocats, pour y fournir réponse dans le délai du règlement sinon et faute par eux de le faire, être fait droit ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1167 a, N° 58.

326) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et des députés du commerce. Permis d'établir une manufacture de papiers. Interprétation d'un arrêt.*

Ayant égard à la requête du sieur François Richer seigneur d'Aube, conseiller de S.M. en ses Conseils, maître des requêtes ordinaire en son Hôtel. Vu l'avis du sieur de Levignon, intendant et commissaire départi en la généralité d'Alençon et des députés du commerce. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet au sieur d'Aube de faire usage dans l'étendue de la terre d'Aube de la machine horizontale, propre à déchirer, effiloche, broyer et affirmer les chiffons ou drapeaux destinés à la fabrication des papiers conformément aux dispositions de l'arrêt du 27 janvier 1739 portant règlement pour les différentes sortes de papiers. Veut S.M. que le sieur d'Aube puisse faire tous les changements nécessaires pour l'établissement de la manufacture ou le rétablissement des usines dans leurs états actuels sans être obligé d'en demander la permission à S.M.

1) E. 1167 a, N° 59.

327) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Déchargement du remboursement de frais de justice. Seigneur haut justicier.*

Vu le rôle arrêté le 6 janvier 1739 du recouvrement fait par le receveur général des Domaines et Bois de la généralité de La Rochelle sur les engagistes des domaines, seigneurs haut justiciers,

officiers de justice, greffiers et autres pour les frais de justice dont ils sont tenus. Et S.M. étant informée que c'est par erreur que le seigneur haut justicier de Barbeau a été compris pour le remboursement des frais attendu que le délit a été commis dans la justice de Saint Phelix. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le seigneur haut justicier de Barbeau demeurera déchargé du remboursement de la somme de 43 livres 15 sols comprise à l'article 6 dudit rôle et que le remboursement en sera fait par le seigneur haut justicier de Saint Phelix tout ainsi et de la même manière que si le dit seigneur avait été compris dans ledit rôle.

1) E. 1167 a, N° 60.

328) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation d'un château. Adjudication. Confirmation.*

Vu le devis des réparations à faire au pont du château de Vendôme montant à la somme de 1953 livres 13 sols 4 deniers. L'adjudication faite le 1^{er} octobre 1739 par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Orléans au sieur Charles Gendrier, moyennant la somme de 857 livres. Vu l'avis du sieur intendant. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme l'adjudication passée par le sieur intendant des réparations à faire audit château de Vendôme. Ordonne que les ouvrages seront incessamment faits par le sieur Gendrier au moyen de quoi la somme de 857 livres, prix de l'adjudication, lui sera payée sur les ordonnances du sieur intendant et commissaire départi par le sous-fermier des Domaines de la généralité d'Orléans auquel il sera tenu compte sur le prix de son bail par l'adjudicataire général des Fermes Unies.

1). E. 1167 a, N° 61.

329) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Déchargement du remboursement de frais de justice. Seigneurs haut justiciers.*

Vu le rôle arrêté le 7 janvier 1738 du recouvrement fait par le receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Soissons sur les engagistes des domaines, seigneurs haut justiciers, officiers de justice, greffiers et autres pour les frais de justice dont

ils sont tenus. Et S.M. étant informée que c'est par erreur que le seigneur engagiste de partie du domaine de Soissons a été compris dans l'article 14 dudit rôle. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le seigneur engagiste d'une partie du domaine de Soissons demeurera déchargé du remboursement de la somme de 108 livres 5 sols pour laquelle il a été compris dans l'article 14 dudit rôle et que le recouvrement en sera fait par le seigneur haut justicier du baillage de Coucy tout ainsi.... Voir l'arrêt N° 327.

1) E. 1167 a, N° 62.

330) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Réparation d'une prison. Adjudication. Confirmation.*

Vu le devis des réparations à faire aux prisons de Guérande montant à la somme de 1250 livres, l'adjudication faite le 14 octobre 1739 par le sieur de Guémadec, subdélégué de l'intendance de Rennes au département de Guérande, au sieur Kmasson, moyennant la somme de 1203 livres. Vu l'avis du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Bretagne. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme l'adjudication passée par le sieur de Guermadec des réparations à faire aux prisons de Guérande. Ordonne que les ouvrages seront incessamment faits par le sieur Kmasson au moyen de quoi la somme de 1203 livres lui sera payée, sur les ordonnances du sieur intendant et commissaire départi, par les sous-fermiers des Domaines de la généralité de Bretagne auxquels il sera tenu compte sur le prix de leur baux par l'adjudicataire général des Fermes Unies.

1) E. 1167 a) N° 63.

331) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Déchargement. Remboursement de frais de justice. Seigneurs haut justiciers.*

Vu le rôle arrêté le 7 janvier 1737 du recouvrement fait par le receveur général des Domaines de Soissons sur les engagistes des domaines, seigneurs haut justiciers, officiers de justice, greffiers et autres pour les frais de justice dont ils sont tenus. Et S.M. étant informée que c'est par erreur que le seigneur engagiste de Soissons se trouve compris dans le rôle attendu que l'en-

fant exposé a été levé dans la partie de haute justice de Soissons de la ville dépendant de l'évêché de Soissons. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le seigneur engagiste d'une partie du domaine de Soissons demeurera déchargé du remboursement de la somme de 195 livres portée par l'article 1^{er} du rôle et que le recouvrement en sera fait sur l'évêque de Soissons tout ainsi. Voir l'arrêt N° 327.

1) E. 1167 a, N° 64.

332) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Disette. Achat de riz. Frais de transport et de voitures. Remboursement.*

Le Roi étant informé que la récolte de grains de 1738 avait manqué dans plusieurs cantons des généralités d'Orléans, Tours, Bourges, Poitiers, Limoges, Caen et Alençon, S.M. a accordé non seulement des diminutions considérables sur les impositions ordinaires mais a fait sur ses propres revenus des achats de riz considérables pour être distribué à ceux qui en avaient besoin par les sieurs intendants et dont l'avance des transports et de voitures a été faite par les receveurs généraux des Finances sur les deniers de leurs recouvrement. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la somme de 31.560 livres 6 sols 11 deniers sera payée et remboursé par le garde du Trésor royal en exercice la présente année, des fonds à ce destinés, aux receveurs généraux des Finances sur leurs simples quittances chacun pour ce qui le concerne. Veut S.M. que les ordonnances, quittances et autres pièces énoncées et jointes à l'état général demeurent annexées à la minute du présent arrêt.

1) E. 1167 a, N° 65.

333) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant et des députés au Bureau du Commerce. Exécution par l'intendant. Permis de construire une fabrique.*

Ayant égard à la requête de Jean Lafüe, seigneur de Marignac de Laspeyrès, élection de Commenge, généralité d'Auch. Vu l'avis du sieur de Saint-Contest, intendant et commissaire départi en Béarn et généralité d'Auch, et des députés au Bureau du Com-

merce. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet au sieur Lafüe de faire fabriquer dans le lieu de Marignac toute sorte d'ouvrages de faïencerie et à cet effet de faire construire les fourneaux nécessaires à ladite fabrique. Faisant défense à toutes personnes de le troubler directement ou indirectement dans l'exploitation de ladite manufacture à peine de tous dépens, dommages et intérêts. Enjoint S.M. au sieur intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1167 a, N° 66.

334) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Rente sur les Aides et Gabelles. Remboursement du principal.*

Ayant égard à la requête de Guillaume Claude Jarry, avocat au Parlement, receveur des Octrois et deniers patrimoniaux de la ville de Bray-sur-Seine, demandant à S.M. de lui accorder le remboursement du principal d'une rente de 24 livres 5 sols 6 deniers au denier 40 du principal de 528.320 livres constituée sur les Aides et Gabelles au profit du sieur Nicolas Chuppin de Montrelé, receveur des consignations des Cours supérieures et juridiction de la ville de Rouen. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur Paris de Montmartel, garde du Trésor royal, le sieur Jarry sera remboursé des fonds à ce destinés de la somme de 971 livres pour le principal desdits 24 livres 5 sols 6 deniers de rente dont il est propriétaire. Ordonne que ladite somme sera passée et allouée sans difficulté dans les états et comptes du garde du Trésor royal.

1) E. 1167 a), N° 67.

335) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Sergenterie. Surannation du contrôle. Enregistrement de la quittance de finance.*

Ayant égard à la requête de Louis de Bee de Lièvre, marquis de Cany, demandant que la quittance délivrée le 9 septembre 1737 sera enregistrée au contrôle général des Finances nonobstant que l'an du jour de la date d'icelle soit expiré. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la quittance de finance de l'office de jure priseur vendeur de biens meubles dans l'étendue

de la sergenterie de Canville, baillage de Cany-en-Caux et paroisses en dépendant, sera enregistrée au contrôle général des Finances dans un mois à compter du jour du présent arrêt et ce sans tirer à conséquence.

1) E. 1167 a, N° 68.

336) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis du Trésorier de France. Exécution par les officiers du Bureau des Finances. Pavage des rues. Contribution. Opposition à un arrêt du Conseil. Rejet.*

Vu la requête d'Elizabeth Chabouille, veuve de Marguerin François Brion, marchand à Paris, Antoine La Rochelle, Michel Prix, demandant à S.M. de les recevoir opposants à l'arrêt du Conseil du 20 octobre 1735 en ce qu'il ordonne que les propriétaires des héritages aboutissant à la rue Saint-Dominique sise au Gros Caillou qui n'ont point signé la requête contribueront comme ceux qui l'ont signée au paiement du prix du pavé de ladite rue et de les décharger de la contribution audit pavé. Vu la requête du sieur Outrequin entrepreneur du Pavé de Paris et des ouvrages faits au Gros Cailloux. Vu l'avis du sieur Demotes, trésorier de France, commissaire du Conseil pour la direction du Pavé de Paris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à ladite requête ni à l'opposition des suppliants dont S.M. les déboute, ordonne que l'arrêt du Conseil du 20 octobre 1735 sera exécuté en sa forme et teneur. Enjoint S.M. aux officiers du Bureau des Finances de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 1167 a, N° 69.

337) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Contrat de rente viagère. Erreur dans la quittance de finance. Rétablissement.*

Ayant égard à la requête de Jacques Brosset, maître coutelier à Paris et de Françoise Marguerite Cotelle, son épouse, demandant la validation d'une quittance de finance constituant au profit de Marie Fier de Pied une rente viagère pour en jouir par elle sur la tête et vie de Marguerite Françoise Cotelle, sa fille, quoique dans ladite quittance ladite Cotelle ait été par erreur nommée Marie Françoise Cotelle. Vu les titres et pièces. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le contrat passé le 2 avril

1723 et ladite quittance de finance vaudront comme si l'erreur n'y avait point été faite, S.M. les validant sous les noms de Marguerite Françoise Cotelle en vertu du présent arrêt duquel mention sera faite tant sur les minutes que sur les grosses desdits contrat et quittance y annexées et partout ailleurs où besoin sera.

1) E. 1167 a, N° 70.

338) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Contrat de rente viagère. Erreur dans la quittance de finance. Rétablissement.*

Ayant égard à la requête de Nicolas Le Grand, bourgeois de la villé de Châlons en Champagne, demandant à S.M. d'ordonner qu'encore que, tant dans la quittance de finance lui constituant une rente viagère que dans le contrat du 20 septembre 1724, il soit nommé Nicolas Le Grard au lieu de Nicolas Le Grand, néanmoins il continuera à recevoir les arrérages de la rente de 19 livres 13 sols 4 deniers. Vu les titres et pièces. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil valide la quittance de finance et ledit contrat et ordonne qu'ils vaudront comme si l'erreur n'y avait point été faite. S.M. les validant sous le nom de Nicolas le Grand... Voir l'arrêt N° 337.

1) E. 1167 a, N° 71.

339) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Contrebande de tabac. Confiscation. Annulation d'une sentence des juges de l'élection. Condamnation à une amende.*

Vu l'arrêt du 18 août 1738 par lequel S.M. étant informée que les juges de l'élection de Noyon au lieu de condamner le sieur Claude Damay qui avait été arrêté avec 110 livres de tabac de contrebande, l'avaient renvoyé absous sous prétexte de nullités dans le procès-verbal des employés des fermes, avait évoqué à elle et à son Conseil l'appel interjeté par Jacques Forceville, adjudicataire des fermes unies de ladite sentence des juges de l'élection de Noyon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse et annule la sentence des officiers de ladite élection, en conséquence ordonne que les 110 livres de tabac saisies sur Claude Damay demeureront confisquées au profit de Jacques Forceville et condamne ledit Damay en l'amende

de 1.000 livres et aux dépens.

1) E. 1167 a, N° 72.

340) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Appel d'une sentence des juges des traites et d'un arrêt de la requête. Confiscation d'étoffes. Communication de la requête.*

Vu la requête présentée par Nicolas Desboves, ci-devant adjudicataire général des Fermes Unies, demandant à S.M. de casser la sentence des juges des traites d'Angers du 27 mars 1738^e et l'arrêt de la Cour des Aides de Paris du 16 décembre 1739 et de prononcer la confiscation à son profit des 17 balles d'étoffes saisies sur Ténèbre Le Blanc, de condamner le sieur Le Blanc en l'amende de 300 livres et aux dépens. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit, ordonne que la requête sera communiquée au sieur Ténèbre Le Blanc pour y fournir réponse dans les délais du règlement et pour ce ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1167 a, N° 73.

341) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Contrat de rente viagère. Erreur dans les quittances de finance. Rétablissement.*

Ayant égard à la requête de Bertrande Laly, veuve du sieur Henri Armand de Gonteau, sieur Daugerre, maréchal des Logis des Gardes des Suisses de S.M. Vu les titres et pièces. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'encore que dans les quittances de finance des 30 juin 1721, 30 septembre 1723 et 31 décembre 1734 et dans les contrats passés en conséquence les deux premiers au profit du sieur Dauverre et le troisième au profit de la demoiselle Tonnellier, le sieur Daugerre n'y ait été nommé qu'Henri Daugerre et non Henri Armand de Gonteau, sieur Daugerre, ses véritables noms, lesdits contrats et quittances de finance vaudront comme si l'erreur n'y avait point été faite. S.M. les validant... Voir l'arrêt N° 337.

1) E. 1167 a, N° 74.

332) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Diminution sur les sols anciens et les pièces de trente deniers. Liquidation de l'indemnité.*

Vu l'arrêt du 1^{er} août 1728 par lequel S.M. a ordonné que les anciens sols ainsi que les pièces de 30 deniers n'aurent plus cours dans aucun paiement que pour 18 deniers pièce. Vu les requêtes des fermiers généraux du bail de Nicolas Desboves, les sous-fermiers du contrôle de la marque d'or et d'argent du bail de Louis Gervais, le sieur Delaunay, trésorier général de l'extraordinaire des guerres de l'exercice de 1738, le sieur Lefébure, trésorier général des Maisons et Finances de la Reine. Et S.M. voulant pourvoir au remboursement du montant de la diminution. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide à la somme de 1637 livres 5 sols 7 deniers l'indemnité due auxdits fermiers, sous fermiers, trésoriers et receveurs à cause de la diminution arrivée sur les sols anciens et pièces de 30 deniers. Ordonne que ladite somme sera payée auxdits fermiers, sous-fermiers, trésoriers et receveurs par le garde du Trésor royal en exerceice la présente année des fonds à ce destinés. Veut S.M. que les procès-verbaux et certificats des officiers des Monnaies et autres pièces qui justifient ladite diminution soient annexées à la minute du présent arrêt pour y avoir recours si besoin est.

1) E. 1167 a, N° 75.

343) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Contrat de rente viagère. Erreur dans la quittance de finance. Rétablissement.*

Ayant égard à la requête d'Angès Hoquignon, veuve de Charles Regnier, conseiller procureur de S.M. au baillage de Versailles et intendant des maisons, domaines et finances de Monsieur le Duc de Berry, et Anne Julie Regnier, fille dudit Charles Regnier. Vu les titres et pièces. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'encore que dans la quittance de finance du 30 décembre 1723 et le contrat passé en conséquence au profit de Charles Regnier, bailli de Versailles et d'Agnès Hoquignan, sa femme, pour jouir par eux et le survivant de la partie de rente viagère sur la tête et pendant la vie d'Anne Julie Regnier, ladite Regnier n'y ait été nommée par omission que Julie Regnier au lieu d'Anne Julie Regnier, la quittance de finance et le contrat vaudront comme si l'erreur n'y avait point été faite. S.M. validant... Voir l'arrêt N° 337.

1) E. 1167 a, N° 76.

344) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt contradictoire avant faire droit. Vérifications de signatures. Renvoi devant un maître des requêtes.*

Vu le procès-verbal des employés de la brigade des fermes établie à Dampierre du 8 août 1737. Vu les requêtes de Nicolas Desboves, adjudicataire des fermes générales d'une part et de Nicolas Bloquet de Bergemont, Antoine Wiart et la veuve de Claude Gressier, d'autre part. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit ordonne que par devant le sieur Chauvelin, maître des requêtes, intendant et commissaire départi pour l'exécution de Ses Ordres en Picardie et Artois, il sera aux frais des sieurs Bloquet, Wiart et veuve Gressier procédé à la vérification des signatures des décharges des vingt cinq acquits à caution, pour, le procès-verbal de la vérification vu et rapporté à S.M., être fait par Elle droit ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 1167 a, N° 77.

345) Marly, 16 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Imposition sur les vins et eaux-de-vie. Acquittements des charges. Réparations.*

Ayant égard à la requête des maire et échevins au nom de tous les habitants de la ville de Calais. Vu l'avis du sieur de Chauvelin, intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet de lever pendant le temps de 30 années deux sols par pot de vin et quatre sols par chaque pot d'eau-de-vie qui se vendront en détail dans la ville, courgain, faubourgs, banlieue de Calais, bourg de Guisnes et les vingt deux villages et paroisses du gouvernement, pour être les deniers en provenant employés partie à l'acquittement des charges ordinaires et annuelles, et le surplus aux réparations et constructions nécessaires. A l'effet de quoi, il sera procédé par le sieur commissaire départi à l'adjudication au rabais desdits ouvrages sur les devis et états estimatifs qui en seront dressés par ceux qu'il commettra et qui seront approuvés par lui. Enjoint S.M. au sieur commissaire départi en la généralité d'Amiens de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires

seront expédiées.

1) E. 1167 a, N° 78.

346) Marly, 17 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Annulations de procédures. Succession. Lettres de change. Mainlevée de saisies et d'oppositions.*

Le Roi étant informé qu'au préjudice de l'arrêt du Conseil du 17 février 1739, le sieur Jean François Choudens, citoyen de la ville de Genève, se présentant porteur de billets et lettres de change faisant partie de ceux fournis par les sieurs Bernard et Nicolas à l'occasion des emprunts faits pour le service de S.M. en paiement de Roys et Pâques 1707, fait des poursuites contre la succession et les héritiers du sieur Samuel Bernard pour le paiement des lettres de change et des billets. A quoi désirant pourvoir. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil casse et annule les procédures faites à la requête du sieur Choudens comme attentatoires à l'autorité de S.M. et décharge la succession et les héritiers du sieur Bernard des demandes et prétentions du sieur Choudens et autres faites ou à faire pour semblables causes. Fait S.M. mainlevée pure et simple de toutes les oppositions et saisies faites ou à faire à la requête du sieur Choudens sur ladite succession à l'occasion de semblables lettres de change et de billets, S.M. se réservant à Elle seule la connaissance de ce qui concerne lesdites lettres et billets et icelle interdisant à ses cours et autres juges .

1) E. 2185, N° 54.

347) Marly, 17 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Exécution par l'intendant. Demande à fin de mainlevée. Rejet. Bail à rente.*

Sur la requête de Marie de Clèves, veuve de Louis Lelong, fille de Jacques de Clèves et de Marie Babault, et de Georges Pierre de la Goupillière, écuyer fils d'Israël de la Goupillière et d'Elisabeth de Clèves, sœur de ladite Marie de Clèves. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, faute par la dame Lelong et le sieur de la Goupillière de justifier du décès d'Elisabeth Babault et de ses enfants, les déboute de leur demande à fin de mainlevée du tiers des biens de Pierre et Madeleine Babault, fugitifs, au quart desquels seulement ils continueront de jouir en pleine pro-

priété. Cependant, S.M. ordonne que, par le sieur Lambert, il sera passé bail à rente perpétuelle du quart restant desdits biens moyennant une rente de 200 livres et à la charge de faire toutes les réparations nécessaires. Et enjoint au sieur intendant d'Orléans de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 27.

348) Marly, 18 février 1740. — *Arrêt sur mémoire. S.M. y étant. Domaine de S.M. Acquisition à titre onéreux. Commission.*

Vu les mémoires présentés par les sieurs curés, marguilliers et habitants des paroisses de Fontenay, du Bois d'Arcy et de Guyancourt contenant qu'ils possèdent plusieurs héritages enclavés dans les terres de S.M. et qu'il leur conviendrait que S.M. voulut bien les acquérir à titre de rente foncière et non rachetable, payable annuellement et assignée sur son Domaine de Versailles. Il a été rapporté par Hermin, procureur de Roi à Versailles, et Leroy, commandant les gardes chasses, que ces acquisitions seraient avantageuses. Vu les offres de Thomas Piot, fermier de la ferme de Breml, de vendre à S.M. deux pièces de terre dans la paroisse de Guyancourt pour la somme de 4.100 livres. A quoi voulant pourvoir. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur de Gaumont, conseiller d'Etat ordinaire, pour acquérir pour et au nom de S.M. lesdites terres. Et seront les titres de propriétés qui seront remis par les curés, marguilliers et habitants et par le sieur Piot, remis aux archives du Domaine de Versailles en la manière accoutumée.

1) E. 2185, N° 55.

349) Marly, 19 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Exécution. Biens des religionnaires fugitifs. Marais salants et gats. Bail à rente.*

Sur la requête de Pierre Pouliens, habitant de la paroisse de Marennes en la généralité de La Rochelle, contenant qu'il y a en régie trois livres de marais salants et dix livres de marais gats ayant appartenus à Anne Petitpas, religionnaire fugitive, lesquels marais étant en la bienséance de Pouliens, celui-ci supplie S.M. très humblement de lui accorder en bail à rente annuelle et perpétuelle lesdits marais offrant de payer annuellement la somme de 115 livres quitte des cens, rentes, tailles, impositions et autres droits. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accepte les offres faites par le sieur Pierre Pouliens et casse tous les baux à ferme ci-devant passés desdits marais ayant appartenus à Anne Petitpas et enjoint au sieur intendant de La Rochelle de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 28.

350) Marly, 19 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Avis d'un fermier général. Exécution par l'intendant. Biens des religieux fugitifs. Bail à rente.*

Faisant droit à la requête de Pierre Odelay du lieu de Mens, diocèse de Dye en Dauphiné, demandant à S.M. de lui accorder en bail à rente annuelle et perpétuelle une maison sise dans ledit lieu ayant appartenu à Jacques Terrin et Marguerite Terrin, fugitifs, en offrant de payer par an la somme de cinq livres quitte des cens, rentes, tailles, impositions et autres droits, s'obligeant en outre de faire faire toutes les réparations nécessaires à condition qu'en cas de mainlevée il sera remboursé de leur montant par celui qui l'aura obtenue. Vu l'avis de Jacques Lambert fermier général et régisseur des biens des religieux fugitifs. Ouï le rapport du sieur Orry contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accepte les offres faites par Pierre Odelay, en conséquence casse et annule le bail à loyer ci-devant passé d'une maison sise à Mens ayant appartenu à Jacques Terrin et ordonne que par le sieur Lambert, ses cautions, commis ou préposés, il sera passé audit Odelay bail à rente annuelle et perpétuelle de ladite maison moyennant le prix et la somme de cinq livres par chauman payable en mains du régisseur. Enjoint S.M. au sieur intendant du Dauphiné de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 29.

351) Marly, 19 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Avis du fermier général. Exécution par l'intendant. Biens des religieux fugitifs. Bail à rente.*

Faisant droit à la requête de François Vangellicom Vandelle, capitaine de navire, et Marie-Anne Piel sa femme, habitant la ville de Rouen offrant de rétablir à leur frais une maison de ladite ville, rue des Charettes, ayant appartenu à la demoiselle Lefèvre, fugitive, moyennant un bail à rente annuelle et perpétuelle, s'obligeant d'en payer à la régie par an la somme de 500 livres à condition que, si S.M. faisait la mainlevée, celui qui l'aurait obtenue

rembourserait les sommes qu'ils auraient avancées. Vu l'avis du sieur Jacques Lambert fermier général, régisseur des biens des religionnaires fugitifs. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accepte les offres faites par François Vangellickom-Vandelle et sa femme. Et enjoint au sieur intendant de la généralité de Rouen de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 30.

352) Versailles, 20 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Clergé. Desserte d'une chapelle. Confirmation d'une nomination.*

Faisant droit à la requête de Nicolas Facquier, prêtre chanoine de l'église cathédrale de Laon, demandant à S.M. de révoquer l'arrêt du Conseil du 22 mars 1738 qui commet les révérends pères Théatins de la maison de Paris pour faire la desserte de la chapelle de Liesse et de confirmer la nomination de sa personne pour déservir ladite chapelle. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil agréé la retraite des religieux Théatins de la chapelle de Notre-Dame de la Liesse de la desserte et administration de laquelle S.M. les décharge et approuve la nomination faite de la personne du sieur Facquier par le sieur évêque de Laon, le chapitre de son église et les maîtres administrateurs de la fabrique par l'acte du 22 septembre dernier pour déservir ladite chapelle.

1) E. 2185, N° 56.

353, Versailles, 2- février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Avis du chancelier. Interdiction de fonctions d'un avocat. Lecture de l'arrêt. Enregistrement de l'arrêt.*

Le Roi étant informé que le sieur Janelle avocat, après avoir signé une contravention formelle au règlement du Conseil et l'avoir fait signifié au poursuivant, aurait ensuite fait des procédures au nom de quelques créanciers en sorte qu'il est convaincu d'avoir prêté son ministère à des parties qui avaient des intérêts contraires. S.M. aurait jugé à propos de réprimer un abus si contraire au bien de la justice. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, de l'avis de monsieur le Chance-

lier, ordonne que le sieur Janelle demeurera interdit de ses fonctions pendant le temps d'un mois. Enjoint S.M. aux syndics desdits avocats de tenir la main à l'exécution des arrêts du Conseil et des règlements concernant la procédure et la discipline qui doivent être observées par les avocats et d'informer monsieur le Chancelier des contraventions. Le présent arrêt sera lu en l'assemblée des avocats et enregistré sur leurs registres pour être exécuté en sa forme et teneur.

1) E. 2185, N° 57.

354) Versailles, 20 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avant faire droit S.M. y étant. Legs universel. Communication de la requête.*

Vu le requête de Louis-Charles de Vaux, prêtre étant aux droits du legs universel porté au testament de la dame de Beauharnois, demandant à S.M. de faire exécuter l'arrêt du Conseil du 23 juillet 1737 et attendu que, par sa qualité de cessionnaire, le sieur Prévost de Saint-Cyr représentant la dame Jacqueline Hugot et le sieur de Thiange n'avait d'autres intérêts que ceux compris en son transport et dont la connaissance a été attribuée aux sieurs Aubert et Norman avocats, d'évoquer à soi et à son Conseil les demandes du sieur de Saint-Cyr et de les renvoyer par devant les sieurs Aubert et Norman pour être jugées en dernier ressort. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur Prévost de Saint-Cyr pour y fournir réponse dans le délai du règlement pour ce ou faute de ce faire être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 2185, N° 58.

355) Versailles, 21 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Succession de Jean Law. Nomination d'un commissaire.*

Le Roi étant informé que le sieur Feydeau de Marville, maître des requêtes ordinaire de son Hôtel, ne peut plus vaquer à l'examen des affaires et contestations concernant la succession du feu sieur Jean Law et S.M. estimant nécessaire d'augmenter le nombre de commissaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil commet les sieurs Bevier et Merault de Villeron, maîtres des requêtes, pour procéder conjointement

avec les autres sieurs commissaires à l'examen et jugement en dernier ressort desdites affaires.

1, E. 2185, N° 59.

356) Versailles, 22 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Successions. Evocation. Renvoi pour jugement devant des conseillers au Parlement de Paris.*

Vu la requête d'Antoine Pierre de Barrillon d'Arnoncourt, chevalier conseiller au Parlement de Paris, et François Deslandes de Houville, sa femme, seule et unique héritière de feu sieur Deslandes de Houville, son père, en qualité d'héritière de feu Marie Ménard, sa mère, femme en première noce dudit sieur de Houville, et de Cécile-Elizabeth de Levy, veuve et commune en biens de feu sieur d'Houville. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, du consentement des parties, évoque à soi et à son Conseil toutes les contestations nées ou à naître au sujet de la succession du sieur Deslandes d'Houville et des droits que sa veuve pourrait prétendre contre la succession et les sieur et dame de Barrillon et renvoie lesdites contestations, circonstances et dépendances par devant les sieurs Lambelin, Thomé et de Maupeou, conseillers au Parlement de Paris, pour les juger en dernier ressort.

1) E. 2185, N° 60.

357) Versailles, 22 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Négociants. Saisies réelles. Jugement par commissaires.*

Sur la requête de François de Bernard, marchand joaillier à Paris, poursuivant les saisies réelles, vente et adjudication des biens du sieur Legendre de Saint-Aubin et de la dame sa mère, demandant à S.M. d'ordonner que, sans avoir égard à l'arrêt du Parlement de Paris du 3 février 1739, les sieurs Rojot et Laroche seront tenus de procéder par devant les sieurs commissaires sur les contestations concernant les terres de la Forêt et de la Noix, circonstances et dépendances, et faire défense de procéder ailleurs. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les arrêts du Conseil des 16 mars 1737 et 11 juillet 1739 seront exécutés en leur forme et teneur et, sans s'arrêter aux poursuites ou procédures qui peuvent avoir été faites en la troisième chambre des Enquestes, ordonne que les sieurs Rojot et Laroche seront tenus de procéder

par devant les sieurs commissaires sur les contestations concernant les terres de la Forêt et de la Noix, circonstances et dépendances.

1) E. 2185, N° 61.

358) Versailles, 22 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Discussion de biens. Partage d'opinion. Nomination de commissaires. Jugement par des maîtres des requêtes et conseillers d'Etat.*

Vu la requête des directeurs des créanciers de feu sieur Foule de Montangis, maître des requêtes, demandant à S.M. de nommer des sieurs conseillers d'Etat et maîtres des requêtes pour, au rapport des sieurs Pinault de Lucé et Levayer, rapporteur et compariteur, vider et décider le partage d'opinion qui s'est formé lors du rapport de l'instance d'entre les parties fait devant les sieurs commissaires députés pour juger les contestations concernant la discussion des biens du feu sieur Jean Law. Vu la requête et le jugement de partage du 7 septembre 1739. Oûi le rapport du sieur Orry, conseiller général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil nomme les sieurs de Courson, Le Guerlin, d'Argenson, de Fortia, d'Aguessau, Ponlletier, conseillers d'Etat et le sieur Castanier maître des requêtes, par devant lesquels il sera procédé en la manière accoutumée de vider le partage d'opinion, S.M. leur attribuant tout pouvoir, juridiction et connaissance.

1) E. 2185, N° 62.

359) Versailles, 22 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Annulation d'une sentence de la Prévôté de l'Hôtel. Evocation.*

Le Roi étant informé que François Maquère et sa femme, propriétaires d'une maison et d'un jardin à Saint-Antoine de Buisson, prétendant que le terrain qui leur appartient s'étend jusqu'au mur du pare de S.M., ont non seulement fait construire un mur jusqu'à celui de S.M., mais que le suisse, établi pour la garde de la porte Saint-Antoine, ayant fait ouvrir une fenêtre à sa maison, fait démolir une portion dudit mur et boucher une porte ouverte par ledit Maquère, celui-ci a fait assigner en la Prévôté de l'Hôtel le suisse et le sieur Prochon, maçon, et a obtenu une sentence le 23 janvier dernier contre eux qui les condamne à remettre tout en état. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil annule la sentence obtenue en la

Prévôté de l'Hôtel et fait défense de la mettre à exécution ; évôque à soi et à son Conseil la demande du sieur Maquère à l'effet de quoi ils seront tenus de remettre au sieur contrôleur général des Finances, les titres et pièces pour leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra.

1) E. 2185, N° 63.

360) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Bail à rente. Paiement des arrérages.*

Vu la requête présentée par le sieur Charron, receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Paris, demandant que le bail fait au sieur Chapelle au nom de la dame Verue, engagiste à vie de la ferme de Villacouplay moyennant la somme de 2.074 livres, soit exécuté au profit de S.M., en conséquence, sans avoir égard au paiement fait par le sieur Chapelle aux fermiers des Droits Casuels, d'ordonner que ledit sieur Chapelle sera contraint de payer la somme de 6.222 livres à laquelle se montent les arrérages de la ferme. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le bail qui a été fait le 6 décembre 1735 sera exécuté en sa forme et teneur au profit de S.M. et condamne les fermiers des Droits casuels à rembourser au sieur Chapelle les sommes qu'il se trouvera leur avoir payées et à leurs receveurs et préposés. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 2185, N° 64.

361) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Avis d'un fermier général. Biens des religionnaires fugitifs. Bail à rente.*

Faisant droit à la requête de Jean Bougereau, marchand orfèvre de la ville de La Rochelle, demandant à S.M. de lui accorder en bail à rente annuelle et perpétuelle une partie de maison sise rue du Temple, et une portion de borderie appelée Beauregard ayant appartenu à Marie et Jeanne Bougereau, fugitives, offrant d'en payer une rente de trente livres par an et de faire démolir et reconstruire ladite maison et de faire les réparations nécessaires à la borderie. Vu l'avis du sieur Lambert, fermier général et régisseur des biens des religionnaires fugitifs. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accepte les offres faites par Jean Bouguereau, casse et annule tous les baux ci-devant passés et en-

joint au sieur intendant de la généralité de La Rochelle de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 31.

352) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Office. Paiement des gages.*

Vu la requête de Jean Paradan contenant qu'il a été pourvu d'un office de maire ancien mytriennal de la ville et communauté de Sainte-Ennemye au diocèse de Mende et que ladite communauté ne pouvant pas payer les gages de 77 livres 6 sols, le suppliant est obligé d'avoir recours à S.M. Vu l'ordonnance du sieur de Bernage, intendant de la province de Languedoc, portant que la communauté est imposée annuellement de 20 livres au profit du sieur Paradan. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les gages restant dus, déduction faite de la somme de 20 livres imposée à son profit sur ladite communauté, seront employés dans l'état des Finances de la généralité de Montpellier pour être payés audit sieur Paradan sur ses simples quittances par le receveur général des Finances de la province auquel ils seront passés et alloués sans difficulté dans les états et comptes partout où besoin sera.

1) E. 2188, N° 32.

363) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Exécution par l'intendant et le Grand maître des Eaux et Forêts. Annulation d'une ordonnance d'une maîtrise des Eaux et Forêts. Enregistrement, affichage, publication et signification de l'arrêt.*

Vu l'ordonnance rendue le 9 septembre 1738 par les officiers de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Vitry-le-François, l'ordonnance rendue le 13 novembre 1739 par le sieur Le Peletier de Beaupré, intendant et commissaire départi en la Province et frontière de Champagne, faisant défense aux communautés de satisfaire aux significations et aux huissiers de continuer le port de l'ordonnance du 9 septembre, vu la requête du procureur du Roi en ladite maîtrise demandant l'annulation de l'ordonnance rendue par le sieur intendant. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, déboute le procureur de sa demande, casse et annule l'ordonnance des officiers de la maîtrise de Vitry-le-François et leur fait défense de rendre à l'avenir de

pareilles ordonnances à peine de nullité, 10.000 livres d'amende et d'être déclarés incapables d'exercer aucun office dans les Eaux et Forêts. S.M. interdit la maîtrise particulière de Vitry-le-François et le procureur de ladite maîtrise pendant trois mois à compter du jour et date du présent arrêt. Enjoint au sieur Le Peletier de Beaupré, intendant, et au sieur de Courtagnon, grand maître des Eaux et Forêts, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera enregistré, lu, publié, affiché et signifié partout et à qui il appartiendra et exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 2194, N° 36.

364) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Appel d'un arrêt du Parlement de Toulouse. Consignation. Communication des motifs de l'arrêt.*

Vu la requête de Jeanne Samson, veuve et héritière de maître Jean Milhau, greffier en chef et receveur des consignations de la cour des Aides de Montpellier, demandant l'annulation de l'arrêt du Parlement de Toulouse rendu contre elle le 1^{er} septembre 1739, attendu que la matière est de la compétence du Conseil s'agissant d'une consignation dont les espèces ont été, en vertu d'arrêts du Conseil, converties en une quittance de finance. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit sur la requête, ordonne que le procureur général du Parlement de Toulouse enverra au Conseil les motifs sur lesquels la Cour a rendu ledit arrêt, toutes choses cependant demeurant en état.

1) E. 1167 b, N° 1.

365) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Comptes de la recette des tailles. Décharge.*

Ayant égard à la requête de Martin Fraguier, conseiller de S.M. en ses Conseils, président en la Chambre des comptes de Paris, à cause de demoiselle Geneviève Gruyn, son épouse, fille et unique héritière de Roland-Pierre Gruyn, son père, receveur général triennal et myalternatif des Finances de la généralité de Lyon, lequel était héritier pour moitié de Pierre Gruyn, son père, aussi receveur général des Finances. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne qu'en payant la somme de 5.216 livres 5 sols 9 deniers en mains du garde du Trésor royal, les sup-

pliants seront déchargés de tous débets et souffrances subsistant sur les comptes de la recette des tailles des élections de Roanne, Saint-Etienne, Villefranche de Beaujolais des années 1649, 1652, 1653. Et pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1167 b, N° 2.

366) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Aide extraordinaire. Exemption.*

Ayant égard à la requête des abbé, prévôt, échevins, communauté et châellenie de Saint-Amand en Flandre, suppliant S.M. de vouloir prévenir leur ruine qui est inévitable si S.M. ne leur accorde pas la décharge de leur aide extraordinaire. Vu l'avis du sieur de Granville, intendant et commissaire départi en Flandres. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil décharge les suppliants du paiement de la somme de 18.161 florins 12 patards faisant monnaie de France 22.702 livres, due par eux pour raison de l'aide extraordinaire à laquelle ils ont été imposés pour l'année 1739. Ordonne qu'il sera tenu compte de ladite somme au receveur général des Finances de Flandres en exercice ladite année auquel elle sera passée et allouée en dépense dans ses états et comptes partout où il appartiendra et sans difficulté en rapportant par ledit receveur copie collationnée du présent arrêt et certificat de non soluto du suppliant.

1) E. 1167 b, N° 3.

367) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Exemption de taille et autres impositions. Etats de Bourgogne. Cassation d'une commission du Grand Conseil.*

Ayant égard à la requête des sieurs élus des Etats du duché de Bourgogne demandant à S.M. de casser la commission du Grand Conseil du 24 décembre 1739 maintenant le sieur Jourdan, secrétaire et contrôleur de la chancellerie établie près le Parlement de Dijon, dans la jouissance et l'exemption de taille et autres impositions. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse ladite commission du Grand Conseil et ordonne que l'ordonnance des Elus généraux du duché de Bourgogne du 20 novembre 1738 sera exécutée en sa forme et teneur, sauf au sieur Jourdan à se pourvoir au Conseil sur l'appel par lui interjeté sur ladite ordonnance, circonstances et dépen-

dances.

1) E. 1167 b, N° 4.

368) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Ouvrages de pavé. Paiement. Imposition nouvelle.*

Ayant égard à la requête de Nicolas Brochet et Jacques Davoin tant pour eux que pour leurs cohéritiers de feu Philippe Brochet, leur père et beau-père, entrepreneurs des ponts et chaussées, demeurant à Clermont en Beauvaisis. Vu l'avis du sieur Bignon, intendant et commissaire départi en la généralité de Soissons. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la somme de 650 livres restant à payer pour ouvrages de pavé faits par feu Philippe Brochet dans les paroisses de Cire et Mello sera imposée au profit des suppliants sur les habitants des paroisses au marc la livre de leur taille en quatre années par un rôle qui sera fait par les collecteurs en charge, vérifié et rendu exécutoire par le sieur Bignon ou son subdélégué. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réservé la connaissance et icelle interdit à ses cours et autres juges auxquels S.M. fait défense d'en connaître à peine de nullité et 500 livres d'amende.

1) E. 1167 b, N° 5.

369) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Commission. Recouvrement des tailles.*

Ayant égard à la requête de Jean-Claude Héron de Villefosse, receveur général des Finances de Champagne les années paires, demandant à S.M. de commettre le sieur Charles-Joseph Hayez pour faire le recouvrement des tailles et autres impositions de ladite élection de Bar-sur-Aube de la présente année. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur Charles-Joseph Hayez pour faire le recouvrement des tailles et impositions de Bar-sur-Aube à la charge pour le sieur Hayez de rendre compte dudit exercice tant au bureau des Finances de Châlons qu'en la Chambre des Comptes à Paris et partout ailleurs où il appartiendra en la forme et manière accoutumée et à la charge pour le suppliant de demeurer civilement garant et responsable envers S.M. du recouvrement dudit Hayez. Et seront sur le présent arrêt toutes lettres néces-

saïres expédiées.

1) E. 1167 b, N° 6.

370) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Rôle de l'imposition de la taille. Cassation d'un arrêt de la cour des aides de Montauban.*

Ayant égard à la requête de Jean Lafourcade, syndic des lieutenants haut taxés de la ville de Beaumont les Lomagne. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse et annule l'arrêt de la Cour des Aides de Montauban du 12 janvier dernier, ordonne que l'arrêt du Conseil du 17 février 1739 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que le rôle de l'imposition de la taille de la communauté de Beaumont sera fait sur le pied du cadastre de 1669, nonobstant oppositions ou autres empêchements à peine de désobéissance.

1) E. 1167 b, N° 7.

371) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de lettres patentes. Avis de l'intendant et du grand maître des Eaux et Forêts. Exécution par le grand maître et les officiers de la maîtrise. Permission de faire travailler une tuilerie.*

Ayant égard à la requête de Jean Mane, marchand habitant de Montauban, vu l'avis du sieur de Bernage, intendant et commissaire départi en Languedoc, et du sieur Anceau de Lavelanet, grand maître des Eaux et Forêts du département de Languedoc. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, autorise et permet de faire travailler la tuilerie établie près du port d'Ardus à condition de ne se servir pour son usage que des bois dont le transport ne pourra pas être fait ailleurs, à peine de démolition de la tuilerie et 3.000 livres d'amende. Enjoint au sieur Anceau de Lavelanet et aux officiers de la maîtrise particulière des lieux, chacun en droit soi, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1167 b, N° 8.

372) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Annulation de sentences de la maîtrise des Eaux et Forêts. Décharge d'amendes et de dépens. Enregistrement de l'arrêt au greffe.*

Vu les deux sentences rendues au siège de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Perseigne, les 28 janvier et 18 février 1737. Vu l'arrêt du Conseil du 6 janvier 1739 rendu sur la requête du procureur du Roi en ladite maîtrise. Vu l'arrêt du Conseil du 19 mai 1739 rendu sur la requête de la dame veuve du sieur Paüy du Tertre, maîtresse des grosses forges d'Hennet. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil reçoit la dame veuve du Tertre, tant en son nom que comme tutrice de son fils mineur, opposante à l'arrêt du Conseil du 6 janvier 1739, en conséquence, sans s'arrêter aux deux sentences de ladite maîtrise, S.M. décharge la dame du Tertre des amendes prononcées contre elle par les sentences et même des dépens portés par lesdites sentences. Fait S.M. expresses défenses tant aux officiers qu'au garde général collecteur des amendes de ladite maîtrise de faire aucune poursuite ou procédure contre la veuve du Tertre à peine de tous dépens, dommages et intérêts. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1167 b, N° 9.

373) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et du grand maître des Eaux et Forêts. Revêtu de lettres patentes. Permis de bâtir une verrerie.*

Ayant égard à la requête du sieur de Robert, gentilhomme verrier. Vu l'avis du sieur de Bernage, intendant et commissaire départi en Languedoc et du sieur de Lavelanet, grand maître des Eaux et Forêts du département de Languedoc. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet au suppliant d'établir et de faire construire une verrerie sur son domaine situé au lieu de Mousson à la charge de se conformer 'ors de la coupe et exploitation des bois dont il se servira pour l'usage de ladite verrerie à ce qui est prescrit par l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669 et différents arrêts et règlements intervenus en conséquence. Et pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 1167 b, N° 10.

374) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et du grand maître des Eaux et Forêts. Réparations au presbytère. Coupe de bois. Autorisation. Adjudication. Rete-*

nue du 1/10. *Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des maire, habitants et communauté de Remerville, demandant à S.M. de leur permettre de faire couper 86 arpents, mesure de Lorraine, de leurs bois communaux pour le prix être employé à la réédification de la maison curiale, aux réparations des murs de l'enceinte du cimetière et à fournir les ornements pour leur église. Vu l'avis du sieur de Creil, intendant et commissaire départi en la généralité de Metz et du sieur Coulon, grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur Coulon ou les officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des 56 arpents ci-devant mis en réserve dans les bois dépendant de la communauté de Remerville à la charge pour celui qui se rendra adjudicataire de réserver deux arbres anciens, trois modernes et 5 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et essence de chêne, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roi avant l'adjudication et d'en remettre le prix en les mains du receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Metz pour être employé aux réparations à faire et le surplus s'il s'en trouve à l'achat des ornements sacrés. Ordonne S.M. qu'après la coupe et exploitation des bois celui qui y reviendra demeurera conservé pour continuer à croître en futaie sans que les suppliants ou leurs ayant-causes... Voir l'arrêt N° 80. Seront les suppliants tenus de remettre au greffe de ladite maîtrise les pièces justificatives de l'emploi du prix desdits Bois.

1) E. 1167 b, N° 11.

375) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Droit d'usage. Homologation d'une transaction. Arpentage. Enregistrement de l'arrêt.*

Vu l'arrêt du Conseil du 20 janvier 1739. Vu le procès-verbal dressé par le sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne. Vu la transaction passée entre les habitants de Breurey et ceux de Villers-le-Temple pour terminer le procès pendant au sujet des droits d'usage au bois mort. Vu l'avis du sieur d'Auxy. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil homologue ladite transaction et ordonne

qu'elle sera exécutée en sa forme et teneur, en conséquence que par le sieur d'Auxy, il sera distrait au profit des habitants et communauté de Villers-le-Temple la quantité de sept arpents de bois des cantons de bois appelés l'un de Charansay et l'autre le Catot, dépendant de la communauté de Breurey. Ordonne S.M. que distraction faite desdits sept arpents, il sera par l'arpenteur qui sera commis à cet effet procédé à l'arpentage et à la levée du plan figuratif desdits bois et ensuite par le sieur d'Auxy procédé à la distraction et au bornage du quart juste de la totalité des bois pour être réservé à produire en futaie sans que les habitants... Voir l'arrêt N° 80. Ordonne que le plan sera déposé au greffe de la maîtrise et que le présent arrêt sera enregistré au greffe de ladite maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1167 b, N° 12.

376) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Abbaye. Réparations. Coupe de bois. Autorisation. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des abbé, prieur et religieux de l'Abbaye de Saint-Jean près Falaise, ordre du Prémontré. Vu l'avis du sieur Geoffroy, grand maître des Eaux et Forêts du département d'Alençon. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet d'abattre les 100 chênes épars dans les haies et fossés des domaines dépendant de l'Abbaye et les arbres étant sur les $\frac{3}{4}$ d'arpent 2 perches de broussailles et d'épines suivant la marque et délivrance qui leur sera faite par celui des officiers de la Grûrie de Falaise qui sera commis à cet effet par le sieur Geoffroy, à la charge de les employer en nature ou le prix qui en reviendra aux ouvrages à faire pour le rétablissement des bâtiments de l'abbaye et d'en remettre au greffe de la Grûrie les pièces justificatives de leur emploi. Ordonne que la réserve ci-devant apposée demeurera conservée pour continuer à croître en futaie sans que les suppliants.... Voir l'arrêt N° 80. Ordonne que lors de chaque coupe, il sera réservé 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent outre les arbres anciens et modernes qui s'y trouveront provenant des anciennes coupes. Et S.M. dispense de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1167 b, N° 13.

377) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du*

grand maître des Eaux et Forêts. Abbaye. Réparations. Adjudication. Emploi des deniers.

Ayant égard à la requête des dames abbesses, religieuses de l'abbaye de Notre-Dame du Pont-aux-Dames. Vu l'avis du sieur de la Saluere, grand maître des Eaux et Forêts. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le restant des deniers provenant du prix des bois dépendant de ladite abbaye sera employé, sur les ordonnances du sieur de la Saluere, au paiement des réparations à faire à ceux des bâtiments non compris dans l'adjudication du 1^{er} juin 1739 et cela suivant l'adjudication au rabais et moins disant en la manière accoutumée qui en sera faite par le sieur grand maître des Eaux et Forêts ou les officiers de la maîtrise des lieux sur sa commission. Seront les suppliantes tenues de remettre au greffe de la maîtrise les pièces justificatives de l'emploi des deniers à peine d'amende arbitraire.

1) E. 1167 b, N° 14.

378) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Confirmation d'un règlement de coupes de bois. Permission de couper des balliveaux. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des maire, gens de justice, habitants et communauté du village de Lamouilly. Vu l'avis du sieur Coulon, grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme le règlement des coupes ordinaires à l'âge de 25 ans dans la communauté de Lamouilly et permet aux suppliants, pour les mettre en situation d'entretenir leurs bâtiments et de pourvoir à leur chauffage, d'exploiter suivant au fur et à mesure des coupes le surplus des arbres qui s'y trouveront suivant la marque et délivrance qui leur en sera faite tous les deux ans par le sieur Coulon, grand maître des Eaux et Forêts ou celui des officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre. Ordonne que lors des coupes, il sera réservé 4 arbres anciens, 6 modernes et 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et essence de chêne, pour continuer à croître en futaie et ordonne que la réserve ci-devant apposée continuera à croître en futaie sans que les suppliants... Voir l'arrêt N° 80. Et S.M. dispense de la formalité des lettres patentes.

1) E. 1167 b, N° 15.

379) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Homologation d'une transaction. Enregistrement de l'arrêt.*

Vu l'arrêt du 2 décembre 1738 rendu sur la requête de Marie Bouchet, veuve du sieur Antoine d'Hennezel, dame de Beaujeux, Bout et autres lieux et des habitants et communauté de Bout. Vu le procès-verbal dressé par le sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, homologue la transaction du 30 septembre 1737 passée entre la dame de Bout et les habitants et communauté de Bout et ordonne qu'elle sera exécutée en sa forme et teneur. Ordonne que par le sieur d'Auxy ou les officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé tant au choix qu'à la distraction et bornage du quart juste des bois qui resteront aux habitants de ladite communauté pour être réservé à croître en futaie sans que les habitants... Voir l'arrêt N° 80. Ordonne S.M. que lors des coupes il sera réservé de l'âge du taillis 25 balliveaux outre tous les arbres anciens et modernes qui s'y trouveront provenant des précédentes coupes. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la maîtrise pour y avoir recours quand besoin sera.

1) E. 1167 b, N° 16.

380) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Confirmation du règlement de coupe de bois. Permission de couper des balliveaux. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des maire, gens de justice, habitants et communauté du village de Thonnetil. Vu l'avis du sieur Coulon, grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la réserve ci-devant apposée dans les bois dépendants de la communauté de Thonnetil sera et demeurera conservée pour continuer à croître en futaie sans que les suppliants... Voir l'arrêt N° 80 et ordonne que le règlement des coupes ordinaires fait à l'âge de 25 ans sera exécuté en sa forme et teneur et que lors des coupes il sera réservé 4 arbres anciens, 6 modernes et 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et d'essence de chêne. Et permet aux suppliants pour les mettre en situation d'entretenir leurs bâtiments et de

pourvoir à leur chauffage d'exploiter suivant au fur et à mesure des coupes le surplus des arbres qui s'y trouveront et ce suivant la marque et délivrance qui leur sera faite tous les deux ans par le sieur grand maître ou les officiers de la maîtrise des lieux qui seront commis à cet effet. Et S.M. dispense de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1167 b. N° 17.

381) Versailles, 23 février 1740. .. *Arrêt sur requête. Avis d'un inspecteur général du Domaine. Eaux et Forêts. Vente de biens. Distribution de deniers.*

Ayant égard à la requête de Chrichone Vogens Pergerin, femme séparée quant aux biens de Christophe Bientz, huissier audiancier en la maîtrise particulière des Eaux et Forêts d'Ensisheim. Vu le dire d'un des inspecteurs généraux du Domaine. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt du Conseil d'Alsace du 11 janvier 1738 sera exécuté en sa forme et teneur, en conséquence que les officiers de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts d'Ensisheim seront tenus de faire droit sur la requête à eux présentée par la suppliante tendant à ce qu'il soit à elle permis d'assigner par devant eux les parties y dénommées à l'effet de procéder à l'ordre et distribution des deniers provenant du prix de la vente des biens de Christophe Bientz son mari pour par elle y être colloqué utilement, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de son dû, tant au principal qu'intérêts et dépens.

1) E. 1167 b, N° 18.

382) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'un des inspecteurs généraux du domaine. Eaux et Forêts Validation d'une réception. Enregistrement, affichage, publication et signification de l'arrêt.*

Ayant égard à la requête du sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne, comté de Bourgogne et Alsace demandant à S.M. d'ordonner l'exécution de l'article 1^{er} du titre des officiers des maîtrises particulières des Eaux et Forêts du mois d'août 1669 portant règlement pour la réception des officiers, en conséquence qu'aucun officier ne pourra être reçu sans qu'au préalable il n'ait été procédé par le grand maître à l'information des vie et mœurs du récipiendaire. Vu le

dire de l'un des inspecteur généraux du Domaine. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'article 1^{er} du titre des officiers des maîtrises et II du titre de la Table de Marbre et juges en dernier ressort de l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'Août 1669 et l'arrêt du 29 Juillet 1722 seront exécutés selon leur forme et teneur, valide néanmoins par grâce et sans tirer à conséquence la réception qui a été faite en la chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon de la personne du sieur Boilloz dans l'office de lieutenant de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Beaune, quoique les formalités prescrites n'aient point été observées. Fait S.M. expresses inhibitions, défenses aux officiers de ladite chambre de procéder à aucune réception d'office de maîtrise sans information de vie et mœurs préalablement faite par le sieur grand maître sous les peines portées par l'arrêt du Conseil du 29 juillet 1722. Et sera le présent arrêt enregistré au greffe de la Chambre des Eaux et Forêts à la diligence du procureur général dudit Parlement et lu, publié, affiché et signifié partout où il appartiendra et exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 1167 b, N° 19.

383) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Réparations de bâtiments. Coupe de bois. Autorisation. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des religieuses du monastère de Sablé au diocèse du Mans demandant la permission de couper 25 pieds de chêne pour les réparations à faire aux bâtiments de la métairie de Montauban. Vu l'avis du sieur Eynard de Ravennes grand maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Le Maine. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet aux suppliantes de couper les chênes étant sur les terres et domaines de la métairie appelée de Montauban dépendant du monastère de Sablé et ce suivant la marque et délivrance qui leur sera faite par le sieur Eynard de Ravennes, grand maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Le Maine ou celui des officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre à la charge d'employer lesdits chênes en nature ou le prix qui en reviendra aux réparations les plus urgentes à faire aux bâtiments de ladite métairie. Et S.M.

dispense les suppliantes de la formalité des Lettres patentes.

1) E. 1167 b, N° 20.

384) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis du grand maître des Eaux et Forêts et d'un commissaire réformateur. Vu le dire d'un des inspecteurs généraux du Domaine. Cassation de jugements.*

Vu les contrats du 2 octobre 1718, du 10 novembre 1737. Vu les arrêts du Conseil des 22 août 1723, 1^{er} mai 1731, les jugements rendus le 27 septembre 1735, 27 septembre, 28 septembre 1735 par les sieurs commissaires de la réformation. Vu la requête du sieur duc d'Hostun. Vu l'avis du sieur Eynard, grand maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Le Maine et le dire de l'un des inspecteurs généraux du domaine. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil casse les jugements rendus par les commissaires établis pour la réformation des Eaux et Forêts du duché de Vendôme et ordonne que les bois et autres biens, acquis par le Duc d'Hostun soit de gré à gré ou à titre de retrait censuel, qui avaient été aliénés à titre d'accensement ou d'inféodation avant l'avènement du Roi Henri IV à la couronne demeureront réunis de plein droit à la seigneurie de Mantoire pour en jouir patrimoniallement et ce conformément aux clauses et conditions du contrat d'échange passé par les sieurs commissaires députés par S.M. avec le comte de Belle Isle le 2 octobre 1718 duquel le le duc d'Hostun ou ses ayant causes exercent les droits. Et seront sur le présent arrêt toute Lettres nécessaires expédiées.

1) E. 1167 b, N° 21.

385) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et du grand maître des Eaux et Forêts. Réparations aux églises. Coupe de Bois. Autorisation. Adjudication. Retenue du 1/10. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des habitants et communauté de Bayeux, Saint-Vallier, Pierrefeu et Quitteur demandant à S.M. de leur permettre de couper la réserve apposée dans leurs bois communaux pour les deniers en provenant être employés au paiement des ouvrages à faire aux églises, maisons curiales et au remboursement des capitaux de rentes, arrérages échus et acquittement des impositions qu'ils doivent. Vu l'avis du sieur de Vanelles, intendant et commissaire départi en Franche-Comté et du

sieur d'Auxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur d'Auxy ou celui des officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la matière accoutumée des 190 arpents de bois ci-devant mis en réserve dans ceux dépendant desdites communautés à la charge pour celui qui se rendra adjudicataire d'y réserver 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et essence de chêne, outre tous les anciens et modernes suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roi avant l'adjudication et d'en remettre le prix en mains du receveur général des Domaines et Bois du Comté de Bourgogne pour être employé sur les ordonnances du grand maître des Eaux et Forêts au paiement des réparations et constructions les plus urgentes. Ordonne qu'après les coupes et exploitation desdits bois celui qui en reviendra demeurera conservé pour croître en futaie sans que les habitants... Voir l'arrêt N° 80.

1) E. 1167 b, N° 22.

386) Versailles, 28 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Mainlevée de saisies. Délai de grâce. Vuidange. Interprétation d'une ordonnance.*

Ayant égard à la requête de Jean Martin et Barthélémy Montevois demandant la mainlevée pleine et entière des saisies faites et confiscations qui pourraient intervenir de la part des officiers de la maîtrise de Boulogne de bois leur appartenant restés dans les ventes des triages de Bournaville avec terme et délai pour en achever la vuidange. Vu l'avis du sieur Baudry, grand maître des Eaux et Forêts du département de Picardie. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, fait pleine et entière mainlevée des bois sur eux saisis par les officiers de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Boulogne-sur-Mer provenant des ventes adjudgées aux suppliants pour l'ordinaire de l'année 1739 et leur accorde terme et délai jusqu'au premier juillet prochain pour l'entière vuidange desdits bois ; passé lequel temps, ordonne que par les officiers de ladite maîtrise, il sera procédé au recolement des ventes conformément à ce qui est porté par l'article 1^{er} du titre 16 de l'ordonnance des

Eaux et Forêts du mois d'août 1669.

1) E. 1167 b, N° 23.

387) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis de l'intendant et du grand maître des Eaux et Forêts. Réparations aux églises et presbytères. Coupe de Bois. Autorisation. Adjudication. Retenue du 1/10. Dispense de Lettres patentes.*

Ayant égard à la requête des syndic et habitants de Bucey demandant la permission de disposer de leur part de réserve de bois communaux pour employer le prix aux réparations de l'église et du presbytère, bâtir une école, acheter les ornements nécessaires au service divin. Vu l'avis du sieur Le Peletier de Beaupré, intendant et commissaire départi en la province de Champagne et du sieur de Courtagnon, grand maître des Eaux et Forêts de la même province. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par le sieur de Courtagnon ou celui des officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée des 20 arpents ci-devant mis en réserve dans ceux dépendant de la communauté de Bucey à la charge pour celui qui se rendra adjudicataire d'en réserver 30 balliveaux de l'âge du taillis, de brin et essence de chêne, suivant la marque qui en sera faite du marteau du Roi avant l'adjudication par ledit officier et d'en remettre le prix en mains du receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Châlons pour être employé, sur les ordonnances du grand maître, auxdites réparations. Ordonne S.M. qu'après la coupe et exploitation desdits bois celui qui en reviendra sera conservé pour croître en futaie sans que les suppliants... Voir l'arrêt N° 80. Seront les suppliants tenus de nommer un garde pour veiller à la conservation des bois sinon il y sera pourvu par le sieur Grand maître.

1) E. 1167 b, N° 24.

388) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Avis du grand maître des Eaux et Forêts. Clergé. Réparations. Coupe de bois. Autorisation. Interprétation d'un arrêt.*

Ayant égard à la requête des doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de Metz demandant la permission de disposer au fur et à mesure de celles de leurs coupes ordinaires qui res-

tent à exploiter sous la réserve de 4 anciens, 6 modernes et 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, pour employer ces arbres en nature aux réparations qu'ils sont obligés de faire aux bâtiments de leurs maisons et usines. Vu l'avis du sieur Coulon, grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt du 5 septembre 1730 sera exécuté en sa forme et teneur et permet aux suppliants de disposer des dites coupes. Ordonne que la réserve ci-devant apposée dans les bois dépendant du chapitre de l'église cathédrale de Metz demeurera conservée pour continuer à croître en futaie sans que les suppliants... Voir l'arrêt N° 80, ce faisant que le règlement des trois autres quarts fait à l'âge de 25 ans sera exécuté en sa forme et teneur et, en interprétant en tant que besoin l'arrêt du 5 septembre 1730, S.M. permet aux suppliants de disposer au fur et à mesure de celles des coupes qui restent à exploiter et jusqu'à leur évolution seulement les arbres anciens et modernes qui s'y trouveront, sous la réserve de 4 anciens 6 modernes et 25 balliveaux de l'âge du taillis par arpent, de brin et essence de chêne, et ce suivant la marque et délivrance qui leur en sera faite tous les deux ans par le sieur Coulon ou celui des officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre.

1) E. 1167 b, N° 25.

389) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Confirmation d'une transaction. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par ruine, vétusté ou incendie. Vu la délibération du 22 décembre 1739 des habitants de la paroisse du Rocher convenant avec le sieur Roussel, curé, de lui payer la somme de 300 livres pour la construction d'un pressoir au presbytère. Vu l'avis du sieur de Vassan, intendant et commissaire départi en la généralité de Caen. Oui le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, confirme la transaction faite par les paroissiens de ladite paroisse et ordonne que ladite somme, ensemble les frais faits et

à faire, sera imposée sur tous les propriétaires des maisons et héritages situés dans la paroisse exempts ou non, privilégiées ou non, en proportion de ce que chacun y possède et ce au pied la perche suivant le rôle qui en sera fait par les ordres du sieur commissaire départi et qui sera par lui ou son subdélégué vérifié et rendu exécutoire. Et seront les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 26.

390) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu la délibération des habitants de la paroisse de Ligneux, juridiction de Sainte-Foy, du 10 décembre 1730, le contrat d'acquisition d'une petite maison avec jardin pour servir de logement au curé de ladite paroisse. Vu l'adjudication passée par le sieur Bellet, subdélégué à Sainte-Foy des réparations à faire à ladite maison en faveur du nommé Jean Triat pour la somme de 310 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, autorise et confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme de 310 livres et celle de 100 livres pour le prix de l'acquisition de la maison seront imposées en trois années consécutives et par portions égales sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 27.

391) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Autorisation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablisse-

ment des nefs des églises et des presbytères tombés en vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur de Vernon, subdélégué à Meaux, des réparations à faire au clocher de la paroisse de Villeneuve en faveur du nommé Noël Caudot, moyennant la somme de 5.875 livres. Vu l'avis du sieur Hérault, conseiller d'Etat, intendant et commissaire départi en la généralité de Meaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée sur tous les propriétaires des maisons et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, en proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... (Voir l'arrêt N° 21.)

1) E. 1167 b, N° 28.

392) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur de Vernon subdélégué à Meaux, des ouvrages à faire pour la reconstruction du presbytère de la paroisse de Rouvres en faveur du nommé Antoine Viomer moyennant la somme de 3.850 livres. Vu l'avis du sieur Hérault, intendant en la généralité de Paris. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages situés dans ladite paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, en proportion de ce que chacun y possède, en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers..... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 29.

392) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouve-*

ment. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Vu l'adjudication passée par le sieur de Brisson, subdélégué à Villeneuve d'Agenois, des réparations à faire aux églises paroissiales de Notre-Dame de Pinel et d'Hauterive, juridiction d'Hauterive en Agenois, en faveur du nommé Jean Veilhe, moyennant la somme de 312 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport....

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera payée, le tiers par le sieur curé de la paroisse de Notre-Dame de Pinel et les deux tiers restant seront imposés, en deux années consécutives et par égales portions, sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages situés dans les paroisses, exempts ou non, privilégiés ou non, en proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 30.

394) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur de Rissan, subdélégué de Villeneuve, des réparations à faire à l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Cabannes en faveur du nommé Guillaume Coiffard, charpentier, moyennant la somme de 692 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée, en quatre années consécutives et par égales portions, sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages situés dans ladite paroisse à proportion de

ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus obligatoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 31.

395) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur de Rissan, subdélégué à Villeneuve, des réparations à faire à la nef et au clocher de l'église paroissiale de Monclar en Agenois en faveur du nommé Jean Pujols, moyennant la somme de 2.961 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée sur tous les habitants et propriétaires des maisons et héritages situés dans ladite paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 32.

396) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur Bellet, subdélégué à Sainte-Foy, des réparations à faire à la nef de l'église paroissiale de Vignoles en faveur du nommé Jean Chardelle, moyennant la somme de 400 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bor-

deaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée sur tous les habitants et propriétaires des fonds, biens et héritages nobles ou ruraux, exempts ou non, privilégiés ou non, en deux années et par égales portions, en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 33.

397) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur de Jully, subdélégué à Sarlat, des réparations à faire à la nef de l'église paroissiale de Daglan, élection de Sarlat, en faveur de Jacques Gibily, moyennant la somme de 740 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée en deux années consécutives et par égales portions sur tous les habitants et propriétaires de fonds, maisons, biens et héritages nobles ou ruraux, exempts ou non, privilégiés ou non, situés dans l'étendue de ladite paroisse à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 34.

398) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Exécution et jugement par l'intendant. Imposition nouvelle.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablisse-

ment des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie, vu le marché passé le 7 janvier 1740 par lequel le sieur Michel Campin s'est engagé à refondre la grande cloche de l'église de la paroisse de Villeval. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme le marché passé le 7 janvier 1740 moyennant la somme de 510 livres, en conséquence ordonne que ladite somme sera imposée en deux années consécutives et par égales portions sur tous les propriétaires des biens, maisons et héritages nobles ou ruraux, exempts ou non, privilégiés ou non, situés dans ladite paroisse à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers. Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 35.

399) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Adjudication. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés en vétusté, ruine et incendie. Vu l'adjudication passée par le sieur du Bernet Demazières, subdélégué à Nérac, des ouvrages à faire pour la construction d'une maison presbytérale nécessaire dans la paroisse de Puyfortequille en faveur du nommé Géraud, moyennant la somme de 1.600 livres. Vu l'avis du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et ordonne que ladite somme sera imposée en six années consécutives et par égales portions sur tous les propriétaires de fonds, biens, maisons et héritages nobles ou ruraux situés dans l'étendue de la paroisse de Puyfortequille et sur les parties de la paroisse qui dépendent du taillable de la juridiction de Nérac et sur celles qui dépendent de la juridiction de Calignac, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède et en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires.

toires par le sieur intendant. Et seront les deniers... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 36.

400) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Transaction. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu la délibération des paroissiens de la paroisse de Sanchevreuil convenant de donner 1.000 livres au sieur Vigla, curé de la paroisse, pour faire construire un nouveau presbytère et la délibération du 20 octobre 1737 par laquelle les habitants consentent à l'imposition de ladite somme de 1.000 livres. Vu l'avis du sieur de Vassan, intendant et commissaire départi en la généralité de Caen. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme la transaction faite par les paroissiens de la paroisse de Sanchevreuil avec le sieur Vigla pour la reconstruction de son presbytère et ordonne que ladite somme sera imposée en deux années consécutives et par égales portions sur tous les propriétaires de maisons et héritages situés dans ladite paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 37.

401) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Rétablissement des nefs des églises et des presbytères. Transaction. Confirmation. Imposition nouvelle. Exécution et jugement par l'intendant.*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S.M. a réglé les formes suivant lesquelles il sera pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté, ruine et incendie. Vu la délibération des paroissiens de la paroisse de Saint-Jean des Essartiers de l'élection de Bayeux contenant les devis du rétablissement du presbytère, l'adjudication dudit rétablissement en faveur du sieur Jacques Godart, moyennant la som-

me de 1.200 livres. Vu l'avis du sieur de Vassan, intendant et commissaire départi en la généralité de Caen. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme les transactions faites par les paroissiens avec le sieur Godart et l'adjudication au rabais faite en faveur du sieur Godart. Ordonne que ladite somme sera imposée sur tous les propriétaires des maisons et héritages situés dans la paroisse, exempts ou non, privilégiés ou non, à proportion de ce que chacun y possède en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant. Et seront les deniers.... Voir l'arrêt N° 21.

1) E. 1167 b, N° 38.

402) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Maître orfèvre. Accès à la maîtrise. Dispense du brevet d'apprentissage.*

Ayant égard à la requête de Louis-Anne de Richemont, compagnon orfèvre de la ville de Montereau. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, ordonne que le sieur de Richemont sera reçu maître orfèvre à Montereau nonobstant la disposition des statuts et règlements touchant les brevets d'apprentissage dans le métier de l'orfèvrerie à la rigueur desquels S.M. le relève et le dispense à la charge de faire un chef-d'œuvre, prêter serment en la cour des Monnaies et payer les droits et satisfaire généralement à toutes les autres conditions requises et sans qu'il puisse, en vertu du présent arrêt, être reçu maître ou s'établir ailleurs qu'à Montereau.

1) E. 1167 b, N° 39.

403) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Office. Réception. Contestations. Rang.*

Le Roi étant informé des contestations intervenues entre les officiers de la Chambre des Comptes de Paris et le sieur Vignerou, pourvu de la charge de second président au bureau des Finances de la généralité de Paris, sur le rang que le sieur Vignerou prétendait avoir lors de son installation. Et S.M. étant informée qu'il est nécessaire de pourvoir à la réception du sieur Mérault, neveu du sieur Vignerou, et pourvu du même office. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur Mérault sera reçu et prêtera serment en ladite chambre sans être procédé à son ins-

tallation, le tout sans préjudice du droit des parties.

1) E. 1167 b, N° 40.

404) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Mainlevée d'une saisie. Anciens engagements. Remboursement des Finances. Renvoi devant le bureau des Finances.*

Vu l'arrêt rendu sur la requête de dame Marie-Marguerite Legendre, veuve du sieur Antoine Crozat, Louis-François Crozat, marquis de Chatel, maréchal des camps et armées de S.M., Joseph-Antoine Crozat, président au Parlement, Louis-Antoine Crozat, baron de Thiers, maréchal général des logis des armées de S.M., légataires universels du sieur Crozat, leur père. Vu la requête du sieur de la Challerie engagiste par adjudication de la baronnie de la Ferté-Macé. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'ordonnance du bureau des Finances d'Alençon du 25 septembre 1739, fait mainlevée aux héritiers du sieur Crozat de la saisie faite à la requête du sieur de la Challerie entre les mains du sieur Julliens, notaire, et ordonne que la somme de 38.900 livres déposée chez ledit notaire pour le remboursement de la finance des anciens engagements du domaine de la baronnie de la Ferté-Macé sera remise à la veuve et héritiers du sieur Crozat, à quoi faire ledit notaire sera contraint. Renvoie S.M. les parties à se pourvoir audit bureau des Finances d'Alençon sur les demandes en réparations et dégradations prétendues, circonstances et dépendances.

1) E. 1167 b, N° 41.

405) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Contrat de cession. Homologation. Engagiste.*

Vu la requête de Louis d'Argouges, marquis de Rannes, demandant à S.M. d'homologuer le contrat de cession du 4 septembre 1739 et d'ordonner qu'il demeurera subrogé au lieu et place du sieur Claude de Ledin, gentilhomme de Monsieur le duc d'Orléans, dans l'adjudication qui lui a été faite de la baronnie de la Ferté-Macé pour en jouir comme le sieur de Ledin de la Challerie. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil homologue ledit contrat portant cession par ledit sieur de Ledin de l'adjudication à lui faite du domaine de la Ferté-Macé. Ordonne que le sieur de Rannes jouira dudit domaine tout comme et de la même manière que le sieur de la

Challerie et les autres engagistes en ont joui.

1) E. 1167 b, N° 42.

406) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Droits de clerc d'eau. Evocation. Communication de la requête.*

Vu la requête d'Adrien Delaforge, Pierre Duchesne, Michel Langlois et consorts, marchands voituriers sur la rivière de Seine, demandant à S.M. d'évoquer à Elle et à son Conseil les demandes portées par la requête du sieur Durand de Mezy se prétendant engagiste des droits de clerc d'eau à Melun et, sans s'arrêter à ses demandes, de déclarer que les voituriers sur la rivière de Seine ne seront sujets qu'à un seul droit de clerc d'eau pour leurs bateaux chargés de marchandises passant sous les ponts de Mantes et Meulan lequel droit sera perçu par le sous-fermier des domaines de la généralité de Paris et de faire défense audit sieur de Mezy de percevoir aucun droit de clerc d'eau. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur de Mezy pour y fournir réponse dans le délai du règlement, pour ce faire ou faute de ce faire être ordonné ce qu'il appartiendra.

1) E. 1167 b, N° 43.

407) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Avis de l'intendant. Droits sur les vins et la bière. Exemption.*

Vu la requête des sieurs et demoiselle de Colnet, propriétaires et maîtres de la verrerie du Haulty, province du Hainaut, d'une part, et de Jacques Colombat, fermier des domaines de la même province, d'autre part. Vu l'avis du sieur Moreau de Sechelles, intendant de la province du Hainaut. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les sieurs et demoiselle de Colnet, leur famille, domestiques à leur pain et à leurs gages et les ouvriers actuellement travaillant jouiront dans l'étendue de l'enclos de la verrerie de l'exemption des droits sur le vin et la bière nécessaires à leur consommation tant pour le passé que pour l'avenir de la même manière que les autres maîtres de la verrerie établie en Hainaut.

1) E. 1167 b, N° 44.

408) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Office. Mainlevée d'oppositions. Liquidation et remboursement de la Finance.*

Vu la requête de François de la ville du Portault, conseiller en la cour des Aides de Paris, seul fils et unique héritier du sieur François de la ville du Portault, avocat aux Conseils de S.M., demandant la mainlevée de l'opposition du 12 novembre 1683 non seulement en ce qu'elle a été faite par Anne Robert, mais encore par Jean-Baptiste Robert tant en son nom que comme tuteur de l'rançoise et Elizabeth-Antoinette Robert, tant pour eux que pour leurs autres frères et sœurs créanciers de feu Nicolas Robert, leur père. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt du Conseil soit exécuté en sa forme et teneur et ordonne que les héritiers du sieur de Portault seront remboursés par le garde du Trésor royal des 4.000 livres à laquelle somme S.M. liquide la finance de l'office d'avocat aux Conseils, et ce nonobstant les oppositions qui ont été formées au sceau des provisions dont S.M. leur accorde toutes mainlevées nécessaires.

1) E. 1167 b, N° 45.

409) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Opposition à un arrêt. Moulins delphinaux. Maintien en la possession.*

Vu l'arrêt du Conseil du 2 septembre 1739 par lequel S.M. a ordonné que par le sieur intendant et commissaire départi en la province du Dauphiné, il serait procédé à la revente et adjudication des moulins delphinaux de Voyron. Vu la requête du sieur de Galles. Mémoire présenté par le particulier qui a fait sa soumission pour la revente desdits moulins. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil reçoit le sieur Morard de Galles opposant à l'arrêt du 2 septembre 1739 et en conséquence le maintient dans la propriété et possession des moulins delphinaux de Voyron sans qu'en vertu dudit arrêt du 2 septembre il puisse être procédé à la revente desdits moulins.

1) E. 1167 b, N° 46.

410) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Mémoire du procureur général de la Chambre des Comptes de Paris. Cas-*

sation d'arrêts de la Chambre des Comptes de Paris. Saisies féodales.

Vu la requête du procureur de S.M. au Bureau de Finances de Tours demandant l'annulation des arrêts de la Chambre des Comptes de Paris des 21 août 1738 et 20 avril 1739 et d'ordonner que les saisies féodales et établissement de commissaires faits sur les terres du sieur Ruzé Desfiat et dame de Bellefonds tiendront jusqu'à ce que le sieur Desfiat et la dame de Bellefonds aient fourni leurs aveux et dénombrements des terres au Bureau des Finances de Tours. Vu un mémoire du procureur général de la Chambre des Comptes de Paris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter auxdits arrêts que S.M. casse et annule, fait défense aux officiers de la Chambre des Comptes de rendre de pareils arrêts et aux officiers des Bureaux des Finances d'y avoir égard. Ordonne que les saisies féodales faites à la requête des procureurs de S.M. au Bureau des Finances de Tours des fiefs, terres et seigneurie de Cinquarc et de Langeais et des péages, féages et comandises de Tours tiendront nonobstant la mainlevée prononcée par lesdits arrêts.

1) E. 1167 b, N° 47. A D+855. Code Louis XV.

411) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la Finance.*

Faisant droit à la requête de Jean-François Bronod de Lisle, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S.M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide.... Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1167 b, N° 48.

412) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la Finance.*

Faisant droit à la requête du sieur Jean-Jacques Hecquard, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S.M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide.... Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1167 b, N° 49.

413) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la Finance.*

Faisant droit à la requête de Pierre Castaing, avocat au Parlement ci-devant avocat aux Conseils de S.M. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, par grâce et sans tirer à conséquence, liquide... Voir l'arrêt N° 12.

1) E. 1167 b, N° 50.

414) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Suppression d'un office. Liquidation et remboursement de la Finance.*

Vu l'arrêt du Conseil du 12 mai 1739 ordonnant la liquidation des finances du greffe des présentations de l'ancien ressort du bailage de Montangis. Vu la requête présentée par les dames Mesnard et Hureau, tutrices de leurs enfants, demandant à S.M. de liquider la finance dudit office à la somme de 3.000 livres. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide la finance dudit office à la somme de 2.800 livres et ordonne que ladite somme sera remboursée aux propriétaires de ladite finance par Monsieur le duc d'Orléans sur ses offres.

1) E. 1167 b, N° 51.

415) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Succession. Décharge. Paiement des créanciers. Sequestre.*

Ayant égard à la requête de Olzy Spir Levy, juif banquier à Metz, tant pour lui que pour ses frères et sœurs héritiers du défunt Isaac Spir Levy, leur père, Nathan May et Jacob Halphen, juifs de Metz, et les héritiers de Philippe de Warengheim. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant égard aux offres et consentements portés par la requête, ordonne que des deniers provenant du recouvrement des biens et effets du défunt sieur Forgé, étant entre les mains du sieur Tessier, séquestre, il en sera payé et délivré savoir : aux héritiers du sieur Spir Levy, la somme de 5.900 livres au lieu de celle de 11.765 livres qui leur devait être fournie en contrat de rente sur les Aides et Gabelles, aux sieurs Nathan May et Jacob Halphen, la somme de 1.590 livres au lieu de celle de 3.150 livres qui devaient leur être fournie en contrat de rente sur les Aides et Gabelles, aux héritiers du sieur de Warengheim, la somme de 2.690 livres au lieu de celle de 5.390 livres qui devait leur être fournie

en contrat de rente sur les Aides et Gabelles. Quoi faisant la succession du sieur Forge et le sieur Tessier demeureront valablement déchargés chacun en droit soi. Et les sommes seront passées et allouées audit Tessier dans les dépenses de son compte de sequestre sans difficulté. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions ou empêchements quelconques.

1) E. 1167 b, N° 52.

416) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur représentations. Avis de l'intendant. Arpentage. Imposition supplémentaire. Exécution et jugement par l'intendant.*

Sur ce qui a été représenté au Roi par les consuls et habitants de la ville et juridiction de Casseneuil, que le prince de Pons, seigneur de la terre de Casseneuil, désirant faire reconnaître tous les tenanciers de ladite juridiction, aurait chargé le sieur Jean Fabre, juge royal de Saint-Pastour de faire un nouveau terrier, que les frais de l'arpentage reviendraient à 700 livres et que la communauté n'a aucun fonds. Vu l'arrêt du sieur Boucher, intendant et commissaire départi en la généralité de Bordeaux. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du sieur intendant, ordonne que la somme de 700 livres sera imposée sur tous les habitants taillables de la juridiction de Casseneuil au marc la livre de la taille en vertu des rôles qui seront dressés par les collecteurs à ce nommés et rendus exécutoires par le sieur intendant ou son subdélégué. Et seront les deniers provenant de ladite imposition employés sans aucun divertissement au paiement des frais de l'arpentage et ce suivant les ordonnances qui seront rendues par ledit sieur commissaire départi auquel S.M. attribue la connaissance des oppositions ou autres empêchements qui pourraient survenir à l'exécution desdits rôles, circonstances et dépendances sauf l'appel au Conseil.

1) E. 1167 b, N° 53.

417) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Remboursement d'une somme payée en supplément. Comptes des tailles. Interprétation d'un arrêt.*

Ayant égard à la requête du sieur François Claude Lefèvre, receveur ancien et alternatif des tailles de l'élection de Gannat. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le suppliant sera remboursé par le garde du Trésor royal en exercice de la somme de 4.000

livres par lui payée de trop sur les débets et souffrances des comptes des tailles de l'élection de Gannat des exercices antérieurs à 1720. En conséquence, veut S.M. qu'il lui soit expédié et délivré une quittance de finance de pareille somme portant intérêts au denier 50 dont les arrérages lui seront payés conformément à l'arrêt du Conseil du 19 novembre 1726 suivant l'emploi qui en sera fait dans les états des Finances de la généralité de Moulins des charges de l'élection de Gannat.

1) E. 1167 b, N° 54.

418) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. Avis de l'intendant. Liquidation et remboursement de la Finance. Suppression d'un office. Interprétation d'un Edit.*

Vu l'arrêt du 30 juin 1739 par lequel S.M. a supprimé le siège de la prévôté royale d'Avallon et ordonné que les officiers dudit baillage et chancellerie seraient tenus de rembourser aux officiers de la prévôté les sommes auxquelles se trouveraient monter le prix des offices. Vu l'avis du sieur de la Brisse, intendant et commissaire départi en Bourgogne. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil liquide à la somme de 8.000 livres la finance de l'office de juge prévôt royal d'Avallon dont le sieur Jean Claude Arthault était pourvu et celle de l'office de procureur du Roi en ladite prévôté dont était pourvu le sieur Simon Pierre Prévost à la somme de 5.150 livres, en conséquence, conformément à l'Edit du mois de juin 1739, ordonne que les officiers du baillage seront tenus de rembourser les sieurs Arthault et Prévost des sommes ci-dessus huitaine après la signification qui leur sera faite du présent arrêt à la charge pour les sieurs Arthault et Prévost de remettre en mains desdits officiers tous les titres de propriété desdits offices sans en retenir aucun à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 1167 b, N° 55.

419) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Succession. Paiement des créanciers. Décharge.*

Ayant égard à la requête d'Antoine Antonin, comte de Langunay, Barbe Dharquel, héritiers du feu sieur Jacques de Buzolet, Raymond Fulques, Louis Monnier, Erasme François Wadeux. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant égard aux offres et consentements portés par la requête, ordonne que les deniers provenant du recouvrement des biens et effets du défunt sieur Frogé, étant en mains du sieur Tessier, sequestre, il sera payé au sieur comte de Langaunay la somme de 800 livres, au sieur Raymond Fulques celle de 160 livres, aux héritiers du sieur de Buzolet, celle de 840 livres, etc... Quoi faisant la succession du sieur Frogé et le sieur Tessier seront et demeureront valablement déchargés chacun en droit soi. Ordonne S.M. que lesdites sommes seront passées et allouées audit Tessier dans les dépenses de son compte de séquestre sans difficulté. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque.

1) E. 1167 b, N° 56.

420) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Exécution par les officiers du Bureau des Finances. Mainlevée de saisies et d'oppositions.*

Ayant égard à la requête du sieur Delorme, président trésorier de France au Bureau des Finances de Paris, commissaire de S.M. pour les Ponts et Chaussées. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. en son Conseil fait au sieur Delorme pleine et entière mainlevée des saisies et oppositions faites sur lui entre les mains du sieur Prat, Villemur et de Beaumont au paiement de ce qui peut lui rester dû des appointements attachés à l'exercice de la commission des Ponts et Chaussées que S.M. a déclarés non saisissables, ordonne en outre que les 2.000 livres réservées au sieur Delorme sa vie durant par forme de pension et payables sur la portion desdits appointements ne pourront être saisies sous aucun prétexte par les créanciers dudit sieur Delorme. Enjoint S.M. aux officiers du Bureau des Finances de Paris et tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques pour lesquels ne sera différé et dont si aucunes interviennent S.M. s'en est et à son Conseil réserver la connaissance.

1) E. 1167 b, N° 57.

421) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Quitances. Déchargement du contrôle.*

Ayant égard à la requête de Jean Aviat, receveur alternatif des tailles de l'élection de Paris des années paires, et de Jacques

Michel Puiseau, receveur ancien desdites tailles en exercice les années impaires. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la quittance signée Gaudion du 2 septembre 1739 de la somme de 5.761 livres 18 sols 10 deniers à la décharge du sieur Aviat sur la capitation des officiers de l'élection de Paris des années 1728, 1730, 1732, 1734, 1736, 1738 sera déchargée du contrôle et rendue au sieur Gaudion lequel expédiera six autres quittances à la décharge du sieur Aviat ; que la quittance du sieur Gaudion du 24 juillet 1739 de la somme de 5.487 livres 5 sols 11 deniers à la décharge dudit Puiseau sur la capitation desdits officiers des années 1733, 1735, 1737 sera déchargée du contrôle et rendue au sieur Gaudion lequel en expédiera trois autres à la décharge du sieur Puiseau ; que la quittance du sieur Gruyn du 15 septembre 1738 à la décharge du sieur Puiseau sera déchargée du contrôle et rendue au sieur Gruyn ; que la quittance du sieur Paris de Montmartel du 25 février 1733 à la décharge du sieur Aviat sera déchargée du contrôle et rendue au sieur Paris de Montmartel, etc.

1) E. 1167 b, N° 58.

422) Versailles, 23 février 1740. — *Arrêt sur requête. Commission. Construction d'un canal de navigation. Dessèchement d'un marais.*

Sur la requête de Louis Alexandre de Barillon et Jean Gédéon de la Salle, subrogés au droit du feu maréchal due de Noailles pour le dessèchement des marais de Languedoc et la construction d'un canal de navigation, demandant à S.M. de commettre à la place du feu sieur de la Blottière tel ingénieur qu'elle jugera à propos. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur Mareschal, directeur des fortifications des places dans la province du Languedoc et des ouvrages de la province au lieu et place du feu sieur de la Blottière et le sieur Daste Lainé, ingénieur en chef du port de Sète pour, avec le sieur de Senis, ingénieur en chef, le sieur de Pomartin, directeur des fortifications du Roussillon et le sieur Durand, ingénieur à Saint-Hyppolite, nommés par arrêts du Conseil des 30 juin et 22 septembre 1739, procéder incessamment au nombre de trois au moins à la vérification ordonnée par lesdits

arrêts qui seront au surplus exécutés en leur forme et teneur.

1) E. 1167 b, N° 59.

423) Versailles, 24 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Avis de l'intendant. Evocation. Biens communaux. Règlement de juges. Jugement par commissaire.*

Le Roi étant informé qu'il s'est élevé des contestations entre le sieur François de Dienne, chevalier comte de Chayladet, seigneur de la ville de Dalanche, et les habitants de ladite ville. Et S.M. ayant remarqué que ces contestations pourront donner lieu à des différents règlements de juges. Vu l'avis du sieur Rossignol, intendant et commissaire départi en la généralité d'Auvergne. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil toutes les contestations nées entre le sieur de Dienne et le corps commun des habitants de ladite ville tant au sujet des communaux que pour les secondes herbes, chemins publics, foiral, fontaine, murs de ville et les renvoie circonstances et dépendances par devant le sieur commissaire départi en la généralité de Riom pour entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs dires et prétentions, pour le procès-verbal vu et rapporté avec l'avis du sieur commissaire, être par S.M. ordonné ce qu'il appartiendra. Faisant défense à tous ses juges d'en connaître et aux parties d'y faire des poursuites ailleurs que devant le sieur commissaire à peine de nullité, cassation des procédures et tous dépens, dommages et intérêts. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques.

E. 2188, N° 33.

424) Versailles, 26 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Annulation de contrats de vente.*

Vu les requêtes du sieur Chevalier de Saint-Jean, d'Isaïe Duhamel sieur de Rochefort et Etienne Louis du Pucé, sieur Dupré d'une part, la requête du sieur Henry Charles de Couvains d'autre part. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil casse et annule le contrat de vente passé le 29 juin 1722 entre le sieur Marc Antoine de Couvains, sieur Duval de Sienne et Jeanne de Hausseys, veuve de Gabriel de Prévost et le contrat de vente passé le 8 juillet 1729

entre le sieur Marc Antoine de Couvains et Louis de Pucé, sieur Dupré, etc. Ordonne en conséquence que le sieur Charles de Couvains sera mis en possession des biens, rentes et droits vendus et aliénés par iceux.

1) E. 2194, N° 37.

425) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Exécution par l'amiral. Navires. Permission de faire revenir à un autre port que le port d'attache. Dérogation à des Lettres patentes.*

Vu la requête du sieur Jardas de Benjamin, armateur, demandant à S.M. de déroger aux lettres patentes du mois d'août 1717 en lui accordant la permission de faire faire le retour des navires au port du Havre au lieu de celui de Dunkerque. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil permet à ceux qui commandent les deux navires le « Lieutenant François » et « La Victoire » d'en faire faire le retour au port du Havre au lieu de celui de Dunkerque où ils ont été armés et ce nonobstant l'article deux des lettres patentes du mois d'août 1717 auquel S.M. déroge à cet égard seulement par grâce et sans tirer à conséquence. Enjoint S.M. au duc de Penthièvre, amiral de France, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) 1. 2185, N° 65.

426) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Avis du chancelier. Suppression de deux imprimés. Réglementation des mémoires. Exécution par les syndics et adjoints de la communauté des imprimeurs et libraires. Transcription de l'arrêt.*

Vu la requête présentée par les doyen, syndic et greffiers des avocats en ses Conseils demandant la suppression de deux mémoires parus sans signature et que S.M. fasse défense d'imprimer ou de distribuer aucun mémoire au sujet de demandes de cassation sans la signature d'un des avocats aux Conseils et sans y marquer le nom et la demeure de l'imprimeur. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, de l'avis de monsieur le chancelier, ordonne que les règlements publiés sur le fait de l'imprimerie et la librairie seront exécutés en leurs formes et teneur. En conséquence, ordonne la suppression desdits imprimés et fait

défense à tous imprimeurs de faire imprimer aucun mémoire sans qu'il soit signé d'un des avocats en ses Conseils et sans que le nom et l'adresse de l'imprimeur y soit marqué. Ordonne que le présent arrêt sera lu en l'assemblée des avocats et transcrit tant sur leurs registres que sur ceux des syndics et adjoints de la communauté des imprimeurs et libraires de la ville de Paris auxquels S.M. enjoint de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2185, N° 66. A.D. + 855. Code Louis XV.

427) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Succession. Contestations. Evocation. Renvoi par devant les commissaires. Jugement par eux.*

Sur la requête présentée par Jacques Louis Desacres, marquis de Laigle, demandant à S.M. d'évoquer à soi et à son Conseil la demande formée contre le suppliant au Châtelet de Paris par le sieur et la dame de Marchanville par exploit du 25 novembre dernier et de la renvoyer par devant les sieurs commissaires députés pour juger les contestations nées ou à naître au sujet de la succession de la dame Marie-Louise Choppin, épouse du suppliant. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la demande formée par le sieur et la dame de Marchanville, circonstances et dépendances et la renvoie par devant lesdits sieurs commissaires pour y être fait droit définitivement et en dernier ressort et fait défense auxdits sieur et dame de Marchanville de faire aucune poursuite pour raison de ce ailleurs que par devant les sieurs commissaires à peine de nullité, cassation de procédures et de tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 2185, N° 67.

428) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Hôtel des Monnaies. Réparations. Approbation des dépenses.*

Vu les procès-verbaux dressés par le sieur Chocart de Grandmaison, chargé de la régie des édifices publics de la ville de Rennes, des réparations à faire à l'Hôtel de la Monnaie et S.M. étant informée qu'elles n'ont point été occasionnées par la faute et négligence des monnayeurs. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil approuve les dépenses faites pour

les réparations du plancher supérieur de la salle des Monnaies, du gros balancier et du billot d'un second gros balancier montant à la somme de 700 livres 18 sols et ordonne que ladite somme sera délivrée aux entrepreneurs sur les ordonnances du sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Bretagne par le directeur de ladite monnaie dans les comptes de régie duquel ainsi que dans ceux du Trésorier général des Monnaies lesdites dépenses seront passées et allouées.

1) E. 2188, N° 34.

429) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Contestations. Communauté des fabricants en étoffes de soie. Evocation. Renvoi devant l'intendant. Jugement par lui.*

Le Roi étant informé qu'il s'est élevé des contestations entre les fabricants en étoffes de soie de la ville de Nîmes, et S.M. voulant prévenir les suites de pareilles contestations. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil les procès et différends soit civils soit criminels qui se sont élevés pour raison de l'exécution des statuts et règlements de la communauté et iceux procès et différends, dépendances, les renvoie par devant le sieur de Bernage, conseiller d'Etat, intendant en Languedoc pour être par lui jugés, savoir les procès civils sauf l'appel au Conseil et ceux qui pourraient être intentés criminellement en dernier ressort et en appelant le nombre de gradués requis par les ordonnances. S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à ses autres juges et cours. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques.

1) E. 2188, N° 35.

430) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Revêtu de lettres patentes. S.M. y étant. Avis de l'intendant et des députés du commerce. Exécution par l'intendant. Accès à la maîtrise. Communauté des marchands de draps et soie. Cassation de sentences. Affichage et publication de l'arrêt.*

Vu les requêtes respectives de Pierre Durand faisant commerce de draperies dans la ville de Nantes d'une part et par les gardes de la communauté des marchands de draps et soie de ladite ville d'autre part. Vu l'avis du sieur de Vienne, intendant

et commissaire départi en la province de Bretagne et des députés du commerce. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur des Finances.

Le Roi étant en son Conseil casse et annule les sentences rendues par les juges de police de la ville de Nantes et, par grâce et sans tirer à conséquence, ordonne que Pierre Durand sera reçu maître dans ladite communauté en prêtant serment en la manière accoutumée et en payant la somme de 300 livres à la charge par lui de se conformer aux statuts d'icelle et aux règlements et arrêts du Conseil concernant les manufactures. Ordonne S.M. que tous les draps, serges et autres étoffes de laine qui seront apportées dans la ville de Nantes pour le compte desdits marchands seront portées directement au bureau du contrôle qui y est établi pour être visitées par les gardes des marchands de draps et soie et, si elles sont conformes aux règlements, être par eux marquées à la tête et queue de chaque pièce du plomb dudit bureau, le tout à peine de confiscation desdites étoffes et de 20 livres d'amende pour chaque pièce. Enjoint S.M. au sieur intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

1) E. 2188, N° 36.

431) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Observations de l'inspecteur général des bâtiments. Reconstruction d'un pont. Paiement des dépenses.*

Vu les requêtes respectives de Louis et Jean Laillaud, entrepreneurs de la reconstruction de plusieurs parties des ponts de Pirmil de la ville de Nantes, d'une part et les requêtes des maire et échevins de ladite ville d'autre part. Vu l'avis du sieur de Viarne, intendant et commissaire départi en Bretagne, les observations du sieur Gabriel, inspecteur général des Bâtiments. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard aux demandes de la ville et communauté de Nantes dont S.M. les déboute, ordonne qu'il sera payé au sieur Louis Laillaud la somme de 15.551 livres pour raison de la fondation d'une pile et reconstruction de deux arches du pont de Pirmil, la somme de 1152 livres 15 sols pour ouvrages de maçonneries et remblai faits sur le chemin qui conduit au pont Saint-Sébastien, etc... revenant toutes à la som-

me de 17.000 livres laquelle lui sera payée des fonds qui sont actuellement en mains du receveur des deniers destinés à la dépense pour la reconstruction des ponts. Enjoint S.M. au sieur de Viarne de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

1) E. 2188, N° 37.

432) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Résiliation d'un bail à rente.*

Sur la requête du sieur Gaillard, demeurant à Dermetal, demandant la résiliation d'un bail à rente foncière à lui passé par le fermier général des biens des religionnaires fugitifs d'un moulin à foulon provenant de Jean Martier sur le pied de 30 livres par an et le déchargement de la somme de 450 livres d'arrérages qu'il ne peut payer attendu la chute de la fabrique des Pinchinats de Dernetal. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil résilie ledit bail, ordonne néanmoins qu'il soit tenu de payer ladite somme de 450 livres d'arrérages quoi faisant le suppliant demeurera bien et valablement déchargé.

1) E. 2188, N° 38.

433) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. Mainlevée d'une saisie. Délaissement d'une métairie.*

Vu la requête de Bernard d'Albrespi Sergier, habitant de Montauban, demandant la mainlevée d'une saisie faite d'une maison sise dans ladite ville, rue de la Gilete, ayant appartenu à son père ou du moins la mainlevée d'un tiers de la maison et demandant que Jean Jurié soit tenu de délaisser une métairie provenant de la succession de son père en lui remboursant toutes les sommes, frais et loyaux coûts. Vu la requête du sieur Lambert, fermier général des biens des religionnaires fugitifs, tendant à ce que le sieur Albrespi soit débouté de sa demande. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard à la requête du sieur Lambert dont S.M. le déboute, accorde la mainlevée du tiers de ladite maison et ordonne que Jean Jurié soit tenu de délaisser ladite métairie, entend néanmoins S.M. qu'il soit remboursé de toutes les sommes, frais, loyaux coûts par lui payés ainsi que des améliorations qu'il pourra justifier avoir été faites par lui.

1) L. 2188, N° 39.

434) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Mainlevée de saisie.*

Vu la requête de Charles Pierre Andeoud, habitant de Saint-Laurent du Cros en Champlaur, diocèse de Gap en Dauphiné, demandant la mainlevée d'une saisie faite entre ses mains d'une somme de 1500 livres par lui reçue pour le restant des droits dotaux de sa femme Luerèce Pinchinat qui la lui avait abandonnée par un acte passé entre eux le 16 septembre 1732, accompte de ce qu'elle lui devait. Vu la requête du sieur Lambert, fermier général des biens des religionnaires fugitifs, tendant à ce que le sieur Andeoud soit débouté de sa demande. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à la requête du sieur Lambert, dont S.M. le déboute, accorde pleine et entière mainlevée au sieur Andeoud.

1) E. 2188, N° 40.

435) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Mainlevée d'une saisie.*

Vu la requête d'Antoine Dubreuil, marchand à la Mothe Saint-Heraye, demandant la mainlevée de la saisie faite par la régie d'un moulin à bled appelé Boutteville à lui vendu par Moyse Guitteau de Parandeu et Louis Olivier Guitteau et de quelques pièces de pré situées dans la paroisse de la Mothe Saint-Heraye. Vu la requête du sieur Lambert, fermier général des biens des religionnaires fugitifs, tendant à ce que le sieur Dubreuil soit débouté de sa demande. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard à la requête du sieur Lambert dont S.M. le déboute, accorde pleine et entière mainlevée au sieur Dubreuil. Fait défense au sieur Lambert de troubler ni inquiéter à l'avenir le sieur Dubreuil dans la jouissance et possession d'iceux.

1) E. 2188, N° 41.

436) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Commission. Exécution par l'intendant. Liquidation des biens des religionnaires fugitifs. Mainlevée.*

Vu la requête de Jeanne Le Coq et François Nozereau, notaire royal à Saint-Maxent en Poitou, demandant la mainlevée des biens de Jacques Chauveau et de sa femme jusqu'à concur-

rence des principaux et arrérages dus à eux et Philippe Nozeau par ledit Chauveau et sa femme. Vu la requête du sieur Lambert, fermier général, régisseur des biens des religieux fugitifs. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard à la requête du sieur Lambert, ordonne qu'il sera par ledit sieur Lambert, fermier général des biens des religieux fugitifs, délaissé une portion des biens dudit sieur Chauveau jusqu'à concurrence des principaux et des arrérages dus par lui. Veut S.M. que la liquidation soit faite par le sieur intendant de Poitiers que S.M. commet à cet effet.

1) E. 2188, N° 42.

437) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. Construction d'un chemin. Communication de la requête.*

Vu la requête de Marie Victoire de Savye, dame de Thil, demandant que, sans s'arrêter à l'apostille mis par les élus de Bourgogne à la marge de la requête à eux présentée, S.M. ordonne qu'il sera sursis à la continuation du chemin et qu'il sera donné copie à la suppliante de la délibération qui en aurait ordonné la construction. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée aux syndics des élus de Bourgogne pour y fournir réponse dans le délai du règlement et icelle vue et rapportée à S.M. être par Elle ordonné ce qu'il appartiendra, toutes choses cependant demeurant en état.

1) E. 2188, N° 43.

48) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Contestations. Compétence de la sénéchaussée d'Aix.*

Vu l'arrêt rendu le 4 septembre 1737 sur la requête de Louis-Joseph-François de Castellane de Lauris, marquis d'Ampris, vu la requête de César de la Tour de Tamarlet, seigneur de Charleval, vu la requête du sieur d'Ampris. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans s'arrêter à la demande du sieur d'Ampris dont S.M. le déboute, ordonne que les parties continueront de procéder par devant la sénéchaussée d'Aix pour leur être fait droit sur leurs contestations ainsi qu'il appartiendra et

par appel au Parlement de la même ville.

1) E. 2188, N° 44.

439) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt contradictoire. S.M. y étant. Demande d'annulation d'un jugement par forclusion. Rejet.*

Vu la requête de Charlotte Geneviève de Cardaillac, demandant l'annulation du jugement par forclusion des sieurs commissaires du 25 mars 1737, vu le mémoire envoyé par les commissaires du Parlement de Toulouse contenant le motif du jugement, vu la requête du sieur Thomas Jean Baptiste de Cardaillac en présence du sieur de Loupiac de Ladevèze, maréchal des camps et armées du Roi, demandant l'exécution dudit jugement. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne qu'il sera mis néant sur la requête de la demoiselle de Cardaillac.

1) E. 2188, N° 45.

440) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Liquidation de créances. Evocation. Renvoi par devant des commissaires.*

Vu la requête des directeurs des créanciers de dame Claude François de Foix de Mauléon, comtesse de Conserant et des successions des sieurs Le Camut, d'Emery et Jean de Lannac, demandant qu'en exécution de l'arrêt du Conseil du 16 août 1727 les sieurs de Foucaut et de Brettes soient tenus d'apporter au greffe de la commission les titres de leurs prétendues créances pour être procédé à la liquidation d'icelles et pour parvenir à la dite liquidation que S.M. évoque les contestations pendantes au Parlement de Toulouse et les renvoie par devant les sieurs commissaires. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les sieurs de Foucaut et de Brettes devront apporter au greffe de la commission leurs créances pour procéder à la liquidation d'icelles. S.M. évoque à soi et à son Conseil lesdites contestations et les renvoie par devant les sieurs commissaires pour y être par eux statué définitivement et en dernier ressort. Fait S.M. expresses défenses aux parties de procéder ailleurs que par devant les sieurs commissaires à peine de nullité, cassation des procédures et de tous dépens, dommages et intérêts.

1) E. 2188, N° 46.

441) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur requête avant faire droit. S.M. y étant. Droit de prélation ou de retenue féodale. Demande d'annulation de Lettres patentes. Communication de la requête.*

Sur la requête d'Antoine de Castelonne, chevalier seigneur de Masaugues, demandant à S.M. d'ordonner que les Lettres patentes obtenues par le sieur de Thomassin au mois de juillet 1692, au sujet du droit de prélation ou retenue féodale sur une partie de la terre et seigneurie de Masaugues, soient rapportées comme subreptices et obreptices pour être annulées. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil ordonne que la requête sera communiquée au sieur de Thomassin pour y fournir réponse dans le délai du règlement pour ce faire ou faute de ce faire être ordonné par S.M. ce qu'il appartiendra.

1) E. 2192, N° 7.

442) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Vol. Assassinat. Evocation. Renvoi devant le prévôt général de la maréchaussée. Jugement par lui. Remise des pièces au greffe.*

Le Roi étant informé que le lieutenant criminel du siège présidial de Chaumont aurait commencé des procédures à l'occasion d'un vol et assassinat commis sur la personne de deux porte-balles sur le grand chemin de Champignolles, qu'au mois dernier les cavaliers de la brigade de la maréchaussée de Champagne auraient arrêté les nommés Pierre Thomas et Etienne Gasnier comme vagabonds, que le lieutenant de ladite maréchaussée aurait commencé des procédures, que depuis Etienne Gasnier ayant été accusé d'être un des auteurs du vol et assassinat, il se serait formé un conflit de juridiction. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance des accusations dont il s'agit et la renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de Champagne pour être par lui le procès fait et parfait, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'elle interdit à tous ses autres juges et cours. Ordonne que les procédures faites par ledit lieutenant criminel et les autres pièces servant à conviction seront portées au greffe de ladite maréchaussée, à quoi faire tous les greffiers seront con-

traints quoi faisant ils seront valablement déchargés.

1) E. 2193, N° 11.

443) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Vol, Assassinat. Evocation. Renvoi devant le prévôt de la maréchaussée. Jugement par lui. Remise des pièces au greffe.*

Le Roi étant informé des procédures commencées par les officiers de la maréchaussée de la généralité de Caen contre Charles Le Prince et Pierre Mauviel accusés d'avoir volé, assassiné et brûlé Marie Trochon, avoir commis un vol avec effraction extérieure chez Richard Duval, et S.M. voulant qu'il soit fait un prompt exemple de ceux qui se trouveront être les auteurs de crimes aussi graves. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance des accusations dont il s'agit et renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de la généralité de Paris pour être par lui le procès fait et parfait, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'elle interdit à toutes ses cours et autres juges. Ordonne que les procédures.... Voir l'arrêt N° 442.

1) E. 2193, N° 12.

444) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Vols de bois. Attroupements. Evocation. Renvoi devant le prévôt de la maréchaussée. Jugement par lui. Remise des pièces au greffe.*

Le Roi étant informé des procédures commencées par le sieur de Petitprès, lieutenant de la maréchaussée de la généralité de Rouen, et par les cavaliers de la brigade de la maréchaussée de la généralité d'Alençon à l'occasion des divers attroupements des habitants de Nonancourt, Dampierre et autres lieux soit pour enlever des bois de la forêt de Senonches, soit pour favoriser l'évasion de ceux qui avaient eu part à l'enlèvement de ces bois. Et S.M. voulant arrêter le cours d'un si grand désordre. Oûi le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance des attroupements et enlèvements de bois et renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de la généralité de Rouen pour être par lui le procès fait et parfait, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'elle interdit à ses autres juges

et cours. Ordonne que les procédures.... Voir l'arrêt N° 442.

1) E. 2193, N° 13.

445) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Vols sur les grands chemins. Recel. Renvoi devant le prévôt de la maréchaussée. Evocation.*

Le Roi étant informé que le lieutenant de la maréchaussée de la généralité de Besançon à la résidence de Vesoul, ayant commencé des procédures contre Luc de Lafin, accusé de vol commis sur les grands chemins, et contre Jeanne Denise Racine, Jeanne Denise Joliot accusées d'avoir recélé les effets volés, il serait intervenu un jugement déclarant le prévôt général et son lieutenant compétent. Mais S.M. ayant reconnu qu'il est douteux que le lieutenant puisse instruire le procès auxdites Racine et Joliot et, les accusations étant indivisibles, qu'il est nécessaire de suppléer au défaut de pouvoir desdits officiers. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance desdites accusations et renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de la généralité de Besançon pour être par lui le procès fait et parfait le tout prévotalement et en dernier ressort, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'elle interdit à ses autres cours et juges et valide en tant que besoin les jugements prévôtaux rendus et les procédures faites en conséquence depuis le jugement de compétence du 3 février.

1) E. 2193, N° 14.

446) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Vols. Evocation. Renvoi devant le prévôt de la maréchaussée. Jugement par lui.*

Le Roi s'étant fait représenter le jugement rendu au siège Présidial de Caudebec le 5 février 1740 par lequel le prévôt de la maréchaussée de la généralité de Rouen et son lieutenant à la résidence de Caudebec auraient été déclarés compétents pour faire le procès à Noël Reverdy, accusé de plusieurs vols commis dans l'étendue du baillage de Cany, et S.M. étant informée qu'il n'y a pas au baillage de Cany un nombre suffisant d'officiers pour rendre le jugement en dernier ressort, S.M. juge à propos d'ordonner que le jugement sera rendu par ledit prévôt avec les officiers du Présidial de Caudebec. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance desdites accusations et les renvoie par devant le prévôt de la maréchaussée de la généralité de Rouen pour être par lui le procès fait et parfait prévôtalement et en dernier ressort, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'elle interdit à ses autres cours et juges.

1) E. 2193, N° 15.

447) Versailles, 27 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Avis de l'intendant. Exécution par lui. Fabrication de toiles. Autorisation. Avis des députés du commerce. Affichage et publication de l'arrêt.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil rendu le 13 mars 1731 portant règlement pour les toiles qui se fabriquent dans la généralité de Rouen et ordonnant que les toiles brunes appelées d'Ourville ne pourraient être montées que de 1.200 fils en chaîne et S.M. étant informée qu'il serait à propos d'en faire fabriquer d'une autre sorte. Vu l'avis du sieur de la Bourdonnaye, intendant et commissaire départi en la généralité de Rouen, et celui des députés du commerce. Oû le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil permet aux fabricants de la généralité de Rouen de fabriquer des toiles brunes appelées d'Ourville d'une seconde sorte composée en chaîne au plus de 23 portées de 40 fils chacune. Enjoint S.M. au sieur intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera.

1) E. 2194, N° 38.

448) Versailles, 28 février 1740. — *Arrêt sur représentation. S.M. y étant. Vols. Assassinats. Evocation. Compétence du présidial. Jugement par lui.*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 11 août 1739 par lequel S.M. avait ordonné que huit officiers du présidial de Nîmes et un officier du Parquet se transporteraient en la ville de Privas pour y administrer la justice criminelle pendant trois mois à compter du 1^{er} septembre, et connaître de tous procès criminels intentés, poursuivis et à intenter et iceux juger suivant l'ordonnance de 1670 et la déclaration du 5 février 1731. Et S.M. étant informée que le terme des trois mois serait expiré avant que les officiers eussent achevé l'instruction de plusieurs accusations, S.M. juge à propos d'autoriser les officiers du présidial de Nîmes de continuer lesdites instructions et de les juger soit en dernier

ressort, soit à la charge d'appel. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

S.M. étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil la connaissance de toutes les accusations formées contre Jacques Paul Blachier, Claude, Jean Antoine et Joseph Marias, prévenus d'excès, vols et assassinats commis sur les grands chemins et les renvoie par devant les officiers du siège présidial de Nîmes pour être instruites et jugées. Permet au lieutenant criminel ou autre officier du présidial de se transporter si besoin est sur les lieux où les crimes ont été commis quoique hors de leur ressort pour procéder aux informations, confrontations des témoins aux accusés et autres procédures et instructions.

449) Versailles, 28 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Dérogation à un arrêt du Conseil. Entretien d'une saline. Plan. Approbation.*

Vu par le Roi l'arrêt du Conseil du 27 janvier 1739 par lequel S.M. a subrogé les cautions de Jacques Forceville, adjudicataire des fermes unies et leurs successeurs au lieu et place du sieur Chaillet et associés, entrepreneurs d'une saline à Lons-le-Saunier, ensemble les conventions signées entre lesdites cautions et le sieur Chaillet le 22 décembre 1739 et le mémoire des fermiers généraux contenant qu'ils sont prêts d'employer comme il plaira au Conseil les 110.000 livres qui ont été retenues aux entrepreneurs pour subvenir aux réparations et entretien de la saline, mais qu'il serait préférable de les employer pour établir la possession des eaux salées d'une manière permanente et perpétuelle. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil approuve le plan joint au mémoire des fermiers généraux lequel S.M. entend être annexé à la minute du présent arrêt et en conséquence S.M. déroge en tant que besoin à l'arrêt du Conseil du 27 janvier 1739.

1) E. 2193, N° 16.

450) Versailles, 28 février 1740. — *Arrêt de propre mouvement. S.M. y étant. Faux-monnayage. Evocation. Renvoi devant un commissaire. Jugement par lui. Remise des procédures, pièces au greffe.*

Le Roi étant informé qu'un particulier inconnu et sur lequel on a trouvé des faux écus et un moule d'étain propre à fabriquer

des espèces, a été arrêté pour crime de fausse monnaie et conduit dans les prisons de Montélimar et qu'il pourrait se faire que ce quidam fut complice d'autres particuliers du Dauphiné aussi emprisonnés pour le même crime et dont le procès est instruit par le sieur Levet commis à cet effet. Il y aurait nécessité à ne point désunir les poursuites. Ouï le rapport du sieur Orry, contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil les procédures qui peuvent avoir été commencées contre le quidam et les renvoie par devant le sieur Levet que S.M. a déjà commis pour faire le procès à divers particuliers accusés du même crime, S.M. lui attribuant toute cour, juridiction et connaissance qu'Elle interdit à ses autres cours et juges. Ordonne S.M. que les procédures, fausses espèces et ustensils servant à conviction seront incessamment remis au greffe de la commission à peine pour les dépositaires d'y être contraints.

1) E. 2193, N° 17.

Vu, le Président de la Thèse :

OLIVIER-MARTIN.

Vu, le Doyen :

RIPERT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur :

ROUSSY.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

ABBAYE

réparations : 80, 376, 377.

ACADÉMIE

des Sciences : 117.

ACQUISITIONS

par les gens de main-morte :
313, 319.

dans la mouvance et directe
de S.M. : 317.

ACTE CAPITULAIRE

113.

ADJOINT

exécution par l' : 426.

ADJUDICATAIRE DES FERMES UNIES

73, 84, 117, 180, 260, 264,
302, 328, 339, 340, 344, 449.

ADJUDICATION

confirmation : 21 à 28, 137 à
140, 157 à 162, 180, 182, 281,
328, 330, 377, 390 à 399, 401.

de bois : 80, 129, 254, 256, 374,
385, 387.

de cens et rentes : 213.

de justice : 304.

de matériaux de démolition :
212.

de partie d'un office : 90.

d'un domaine : 268.

par commissaire : 345.

par grand maître des Eaux et
Forêts : 254, 256, 374, 377, 385,
387.

par intendant : 25, 28, 80, 90,
139, 140, 157, 158, 160 à 162,

182, 213, 268, 304, 328, 330, 343.

par subdélégué de l'intendant :

137, 138, 159, 180, 279, 281, 330,
21 à 24, 26, 27, 390 à 397, 399.

AFFICHAGE

d'un arrêt : 61, 65, 81, 123,
297, 301, 306, 363, 382, 430, 447.

AIDE EXTRAORDINAIRE

45, 153, 366.

AIDES

Arrêt de la cour des : 305,
340, 370.

droits d' : 186.

AMENDE

condamnation : 261, 339.

décharge : 372.

exemption : 10, 48, 272.

AMIRAL

exécution par l' : 297, 425.

ANNUEL

droit : 32, 33, 35 à 41.

ANNULATION

d'un bail à ferme : 349.

d'un brevet de retenue : 111.

d'un contrat de vente : 424.

de lettres patentes : 441.

de procédures : 346.

de publications : 304.

d'un rôle des tailles : 282.

ANOBLISSEMENT

5.

APPEL

d'un arrêt du Parlement : 94,
188, 289, 291, 364.

d'un jugement par forclusion :
439.

d'une ordonnance d'un inten-
dant : 258.

d'une ordonnance d'un com-
missaire : 312.

de procédures du prévôt royal :
71.

d'une sentence du juge des
traites : 144, 340.

d'une sentence de la juridis-
tion des Requaires : 289.

d'une sentence de la juridis-
tion royale : 43.

d'une sentence du sénéchal :
192.

ARCHEVÊCHÉ
206.

ARCHITECTE DES BATIMENTS
avis de l' : 299.

ARPENTAGE
179, 375, 416.

ARRÊTS

avant faire droit : 74, 75, 88,
92, 93, 108, 109, 113, 115, 130,
143, 150, 166, 177, 191, 192, 208,
217, 218, 289, 290, 292, 298, 311,
318, 320, 325, 340, 344, 354, 364,
406, 423, 437, 440, 441.

en commandement : 1 à 8, 42
à 68, 96 à 123, 164 à 169, 204 à
239, 268 à 275, 288 à 307, 346 à
363, 423 à 450.

contradictoire : 43, 79, 87,
90, 93, 94, 142, 145, 166, 187,
194, 196, 199, 200, 208, 251, 252,
253, 261, 277, 311, 312, 314, 324,
336, 344, 407, 409, 424, 430, 431,
433 à 436, 438, 439.

par grâce : 12, 13, 14, 32, 33,
35 à 41, 48, 146, 173, 174, 197,
198, 206, 262, 263, 269, 371, 379,

382, 386, 402, 411, 412, 413, 425,
430.

sur mémoire : 42, 134, 269,
348.

de propre mouvement : 1 à 4,
7, 20 à 30, 34, 45, 49 à 51, 53,
56, 60, 66, 73, 95, 116, 117, 122,
130, 135, 137 à 141, 157 à 164,
175, 180, 203, 207, 211, 213, 215,
217 à 239, 251, 260, 264, 266,
272, 274, 275, 279, 281 à 284,
287, 297, 299, 300, 305, 307, 327
à 332, 339, 346, 353, 355, 359,
372, 375, 379, 389 à 401, 403,
418, 423, 425, 428, 429, 442 à
444 445, 449, 450, 268.

sans tirer à conséquence : 5,
12, 13, 14, 16, 32, 33, 35 à 41,
48, 146, 173, 174, 197, 198, 206,
240, 244, 249, 250, 262, 263, 269,
295, 321, 322, 335, 371, 379, 382,
386, 402, 411, 412, 413, 425, 430.

sur représentation : 8, 46, 52,
54, 55, 57, 58, 59, 61, 64, 65, 97,
98, 100, 102, 118, 119 à 121, 165,
167, 181, 182, 201, 204, 210, 212,
254, 267, 270, 271, 280, 288, 301
à 303, 416, 446, 447, 448.

sur requête : 5, 6, 9 à 19, 31 à
33, 35 à 41, 44, 47, 48, 62, 63,
67 à 72, 74 à 78, 80 à 86, 88, 89,
91, 92, 96, 99, 101, 103 à 115,
123 à 129, 131 à 133, 136, 143,
144, 146 à 156, 168 à 174, 176 à
179, 183 à 186, 188 à 193, 195,
197, 198, 202, 205, 206, 209, 214,
216, 240 à 250, 255 à 259, 262,
263, 273, 276, 285, 286, 289 à
296, 298 304, 306, 308 à 310,
313, 315 à 323, 325, 326, 333,
à 335, 337, 338, 340 à 343, 345,
347, 349 à 352, 354, 356 à 358,
360 à 371, 373, 374, 376 à 378,

380 à 388, 402, 404 à 406, 408,
410 à 415, 417, 419 à 422, 426,
427, 432, 437, 440, 441, 265.

revêtu de lettres patentes : 5,
6, 10, 11, 15, 18, 19, 42, 44, 49,
62, 64, 65, 66, 67, 78, 149, 151,
189, 190, 202, 209, 211, 240,
264, 265, 269, 300, 313, 315,
319, 333, 345, 365, 369, 371,
373, 384, 430.

ARTS ET MÉTIERS

communauté d' : 121, 164,
270, 271, 308.

ASSASSINAT

169, 442, 443, 448.

ASSIGNATION

47.

ASSOCIE

admission d'un : 276.

AUGUSTINS

ordre des : 44, 179.

AUMONES

18.

AUTORISATION

de coupes de bois : 80, 82,
129, 131, 171, 176, 254, 256,
374, 376, 378, 380, 388.

de construire une fabrique :
333.

de construire une forge : 78.

de construire une verrerie :
373.

des dépenses annuelles de
communauté : 295.

de l'emploi de deniers : Voir
bois.

d'établir une manufacture :
326.

d'établir une tuilerie : 371.

de fabriquer des toiles : 64,
447.

d'impositions : 181.

AVIS

Voir : Architecte, avocat,
chancelier, commissaire, députés,
fermiers généraux, grand maître des Eaux et Forêts, inspecteur général de Domaine, intendant, prévôt des marchands
procureurs généraux, trésorier de France.

AVOCAT

avis : 11, 15, 319.

suspension de fonctions d'un :
353.

B

BAC

droit de : 217, 218.

BAIL

à rente : 347, 349, 350, 351,
360, 361, 442.

résiliation d'un : 432.

Voir annulation.

BAILLI

343.

BATIMENTS

construction de : 69, 78.

réparation : 82, 131, 209, 272,
374, 378, 380, 383, 387, 388,
428.

BÉNÉDICTINS

ordre des : 108, 109, 312, 313.

BÉNÉFICIER

acquisition par les : 307.

BIENS

communaux : 423.

des gens de main-morte : 189,
190, 307, 319, 261, 313.

des religieux fugitifs :
55, 107, 110, 112, 349, 350, 351,
361, 436.

BIÈRE

droit sur la 407

BOIS

- communaux : 82
- coupe et emploi des deniers :
80, 82, 129, 131, 134, 170, 171,
176, 254, 256, 374, 377, 378,
380, 383, 388.
- désaffectation de : 73.
- indivis : 179.
- règlement de coupe de : 73.
- vol de : 73.

BORNAGE

- 74, 256.

BREVET

- 104.
- de retenue : 111.

BREVET D'APPRENTISSAGE

- dispense : 402.

BRIGADE DES FERMES

- 274, 405.

BRIS DE PRISON

- 84.

BUREAU DU COMMERCE

- 4, 53.

BUREAU DES DOMAINES RÉUNIS

- 1.

BUREAU DES FINANCES

- 19.
- compétence : 317.
- renvoi devant le : 311, 404.

BUREAU DES GABELLES

- 2.
- renvoi devant le : 188.

C

CASSATION

- d'un arrêt du bureau des finances : 127.
- d'un arrêt de la Chambre des Comptes : 410.
- d'un arrêt de la Cour des Aides : 305, 370.
- d'un arrêt du Parlement :

136, 219.

d'une commission du Grand Conseil : 367.

d'un jugement des commissaires : 384.

d'une ordonnance des officiers de maîtrise : 363.

de lettres d'appel : 316.

de sentence du juge de police : 430.

de sentence du juge des traites : 144.

de sentence de maîtrise : 255.

de sentence des officiers de l'élection : 339.

de sentence de la prévôté de l'hôtel : 359.

CANAL DE NAVIGATION

construction d'un : 422.

CAPITATION

états de répartition de la :
20, 95, 163, 203, 266, 283, 284,
287.

CENTIÈME DENIER

droit de : 142.

CERTIFICAT

de non soluto : 17, 153, 366.
du notaire : 148.

CHANCELIER

avis : 353, 426.

CHAPELLE DE LA MAIN-MORTE

293.

CHASSE

droit de : 188.

CHATEAU

réparation : 140, 328.

CHEF-D'ŒUVRE

402.

CHEMIN

construction : 437.

CHIRURGIEN DU ROI
104.

CINQ GROSSES FERMES
droit des : 301.

CITEAUX
ordre de : 170.

CLERC D'EAU
droit de : 406.

CLERGÉ
11, 15, 18, 31, 43, 44, 46, 48,
51, 67, 80, 98, 100, 103, 108,
109, 113, 147, 166, 170, 171,
176, 189, 190, 203, 206, 209,
256, 257, 259, 261, 265, 290,
293, 312, 313, 315, 319, 352,
376, 377, 383, 388.

COLLECTEUR DES TAILLES
17, 181.

COMMERCE
Voir : bureau.

COMMISSAIRE
avis : 43, 155, 201, 217, 218,
220 à 239, 336, 384.
commission de : 1 à 4, 49 à
57, 72, 97, 98, 100 à 102, 117,
118, 121, 141, 164, 274, 369,
355, 422.
exécution par : 31, 201, 282,
345.
subrogation de : 105, 210,
296.
renvoi devant : 93, 115, 208,
308, 423, 427, 440, 450.

COMMISSAIRE PROVINCIAL

DES GUERRES

25.

COMMUNAUTÉ
d'habitants : 70, 79, 82, 94,
129, 131, 133, 172, 182, 184,
186, 194, 214, 215, 253, 295,

345, 362, 366, 374, 375, 385,
387, 378, 379, 380, 423, 431.

de métiers : Voir : Corpora-
tion.

religieuse : 15, 18, 43, 48, 51,
100, 103, 179, 261, 315, 377,
383.

COMMUNICATION

de la requête à un inspecteur
général du domaine : 92.

de la requête aux parties :
88, 108, 109, 113, 115, 130, 143,
166, 177, 191, 192, 289, 290,
292, 325, 406, 437, 441.

par les procureurs de motifs
d'arrêts : 364.

COMPAGNIE

de l'île de France : 211.

des Indes : 122, 126.

COMPTES

révision de : 308.

CONCLUSION

Voir maître des Requêtes.

CONDAMNATION

décharge de : 255.

maintien de : 132, 145, 173,
174.

modération de : 240, 173, 174.

CONFIRMATION

d'un contrat d'échange : 116.

d'un décret : 44.

droit de : 34.

d'un marché : 398.

d'une nomination : 352.

d'une transaction : 400, 401.

CONSEIL D'ÉTAT PRIVÉ

renvoi devant le : 293.

CONSEIL SUPÉRIEUR D'ALSACE

115.

CONSEILLERS DU PARLEMENT

renvoi devant les : 356.

CONSIGNATION
364.

CONSUL
416.

CONTRAINTÉ
décharge d'une : 252.

CONTRAT
d'acquisition : 142.
d'échange : 116.

CONTRAVENTION
130, 135, 141.

CONTREBANDE
274, 340.
de tabac Voir : tabac.

CORPORATION
50, 90, 130, 150, 151, 164,
185, 270, 271 308, 319, 429, 430.

CRÉANCIERS
paiement des : 204, 415, 419.

CUREMENT
d'une rivière : 128.

D

DÉBOÛTE
de la demande : 43, 87, 94,
132, 134, 172, 251, 257, 258,
347, 433 à 436, 438.

de l'opposition : 128, 145,
186, 194, 303.

de la requête en cassation :
144, 312.

du surplus de la demande :
175, 195, 418.

DÉCHARGE
d'Aide extraordinaire : 266.
d'amende : 10, 372.
d'assignation : 47.
de contrainte : 252.
de frais de justice : 169, 327,
329, 331.
de recette des tailles : 265.

DÉLAI DE GRACE
10, 79, 270, 271, 386.
dettes voir : terme de grâce.

DÉLITS
219.

DEMI POUR CENT
droit de : 58, 59.

DENIERS
emploi de : 170, 267, 377.
distribution de : 381.
voir : bois.

DÉPENS
127, 372.

DÉPENSES DE COMMUNAUTÉ
approbation des : 428.

DÉPUTÉS AU BUREAU DU COMMERCE
avis : 42, 185, 297, 333.

DÉPUTÉS DU COMMERCE
avis : 65, 103, 151, 316, 430,
447.

DÉPUTÉS DES ÉTATS PROVINCIAUX
45.

DÉSAFFECTATION
de bois : 73.

DESSERTÉ
d'une chapelle : 352.

DÉROGATION
à un arrêt de la Cour des Ai-
des : 288.

à un arrêt du Conseil : 204,
271, 326, 449.

à une déclaration : 202, 211,
315.

à un édit : 5, 286, 295, 315.

à des lettres patentes : 425.

à une ordonnance : 297.

DETTES
liquidation : 271.
paiement des : 89, 114, 119.

DEVIS
298.

- DIMES
103.
- DIRECTEUR DES AIDES
63.
- DIRECTEUR DE LA MONNAIE
272.
- DISCUSSION DE BIENS
358.
- DISETTE
332.
- DIXIÈME
240, 300.
- DOMANIER
94.
- DOMAINE
acquisition à titre onéreux :
89, 260, 348.
paiement d'une rente sur le :
200.
vente d'un : 268.
- DROGUERIES
302.
- DROITS
casuels : 360.
diminution de : 81.
voir : Aides, Annuel, Bac,
Bière, Centième denier, Chasse,
Cinq, Grosses fermes, Clerc
d'eau, Confirmation, Demi pour
cent, Echange, Economat, En-
trée, Entrepôts, Expédition,
Fermes, Franc-fief, Haute jus-
tice, Honorifiques, Indemnité,
Indigo, Leude, Lods, Marque
Nayade, Passeport, Prélation,
Péage, Propriété, Quarantième,
Retour, Sortie, Terrage, Usage,
Vins.
- E
- EAUX ET FORÊTS
73, 78, 79, 80, 82, 129, 131,
133, 134 à 136, 170, 171, 175,
176, 254, 255, 374, 378, 380,
381, 382, 383, 384, 385, 388.
- EAUX DE VIE
imposition sur les 345.
- ÉCHANGE
droit d' : 199.
63.
- ÉCHEVIN
exécution par les : 123, 306.
renvoi devant les : 177.
- ÉCONOMAT
droit d' : 206.
- ÉGLISE
Voir : rétablissement des nefs.
- EFFETS
liquidation des : 204.
- ÉMOLEMENTS
d'une greffe : 87.
- EMPLOI DU PRIX
Voir : bois.
- EMPLOVÉS
de police : 54.
- EMPRUNT DE COMMUNAUTÉ
liquidation : 270.
- ENGAGEMENT
remboursement de la finance :
404.
- ENGAGISTE
213, 215, 246, 268, 325, 327,
360, 405.
- ENREGISTREMENT
d'un arrêt au greffe d'un
baillage : 128.
d'un arrêt au greffe de la
chambre des Eaux et Forêts :
382.
d'un arrêt au greffe d'une
maîtrise : 128, 134, 170, 173,
175, 254, 255, 372, 375, 379.
d'un arrêt partout et où il

appartiendra : 363.
d'un arrêt sur les registres
d'une assemblée : 353.
d'un arrêt sur les registres
d'une communauté : 426.

ENTRÉE

droit d' : 302.

ENTREPRENEURS

431, 449.

des Ponts et Chaussées : 368.

ENTREPÔTS

57.

ÉPICES

7, 183.

ERREUR

dans un arrêt : 83.

dans un contrat : 337, 338,
341, 343.

dans des provisions d'office :
247, 248.

dans une quittance : 85, 148,
323, 337, 338, 341, 342, 343.

ÉTATS DES LIEUX

Voir : procès-verbal.

ÉTATS PROVINCIAUX

45, 94, 106, 108, 206, 367.

ÉTATS D'USAGE

133.

ÉTOFFES

confiscation : 340.

de laine : 65.

ÉVÊCHÉ

réparation d'un : 102.

ÉVÈQUE

93, 100.

renvoi devant un : 101.

ÉVOCATION

46, 66, 96, 165, 207, 277, 291,
302, 303, 359, 423, 429, 442,
443, 444, 445, 446, 448, 450.

Voir requête en évocation.

EXÉCUTION DES ARRÊTS DU CONSEIL

Voir : Adjoint, Amiral,
Commissaire, Grand maître des
Eaux et Forêts, Intendant, Lieu-
tenant général de police, Maire,
Echevins, Officiers du bureau
des Finances, Procureur général,
Syndic.

EXÉCUTION PAR PROVISION

d'un rôle des tailles : 184.
de sentences : 143.

EXEMPTION

d'amende : 10, 48, 272.
de frais d'expédition : 201.
de droits : 301, 407.
de droits de ferme : 103.
de la Taille : 367.

EXPÉDITION

droit d' : 178.

EXPLOITS

contrôle des : 141.

EXPOSITION DES ENFANTS

68.

F

FABRICATION

de fausse monnaie : 450.
de faux timbres de blanc de
quittance : 288.

FABRIQUE

Voir : permis de bâtir.

FAUX-SAUNIERS

84, 275, 305.

FERME

Caisse générale des : 59.
droits de : 103.
des Coches : 278.
des droits sur les bestiaux :
276.
général des Postes : 7.
Unies, voir : Adjudicataire.

FERMIER GÉNÉRAL

avis : 350, 351, 361.

des Aides : 71, 72.

des Domaines : 48, 87, 191,
195, 200, 314.

du droit de leude major : 318.

du droit de nayade : 312.

des Messageries publiques : 8.

FIEF

masculin et féminin : 208.

réunion à la couronne d'un :
259.

FIEFFERME

414.

FOIRE

autorisation d'une : 149.

remise de l'ouverture : 123.
306.

FORGE

78, 167.

Voir : permis de bâtir.

FOUR

construction d'un : 43.

FOURRAGE

181.

FRAIS DE JUSTICE

décharge : 169, 327, 329, 331.

FRAIS D'EXPÉDITION DES ARRÊTS DU
CONSEIL

exemption : 201.

FRANC-FIEF

droit de : 64, 252, 311, 324.

FRAUDE

118.

G

GAGES

300.

d'officiers : 62, 178, 216, 262.

GABELLE

Voir : bureau.

GALÈRES

peine des : 275.

GALERIE

réparation d'une : 272.

GARANT

319, 369.

GARDE

des bois : 387.

général collecteur des amen-
des : 372.

des rôles de la Grande Chan-
cellerie : 69.

des Six-Corps : 271.

GARDE-MARTEAU

135.

GEÔLIER

300.

GOVERNEUR

62, 74, 114.

GRAND CHAMBELLAN DE FRANCE

89.

GRANDS CHEMINS

vols commis sur les : 445, 448.

GRAND CONSEIL

renvoi devant le : 66.

GRANDE DIRECTION

93, 211.

GRAND MAÎTRE DES CÉRÉMONIES

195.

GRAND MAÎTRE DES EAUX ET FORÊTS

avis : 78, 80, 82, 129, 131, 134,
170, 175, 176, 179, 266, 371, 373,
374 à 380, 383 à 388.

compétence du : 135.

exécution d'un arrêt par le :

167, 254, 363, 371.

GRAVIER

74.

GREFFIER

des commissions extraordinai-
res du Conseil : 270.

- en chef civil du Parlement : 321.
 nomination d'un, : 120.
- GRENIER A SEL
 84.
- H**
- HAUTE JUSTICE
 droit de : 314.
 acquisition d'un domaine dans
 la : 48.
- HOMOLOGATION
 par le Conseil d'un contrat de
 cession : 405.
 par le Conseil de procès-ver-
 baux : 209.
 par le Conseil d'un toisé géné-
 ral : 214.
 par le Conseil de transaction :
 375, 379.
- HONORIFIQUE
 droit : 92.
- HÔPITAL
 réparation d'un : 256.
- HÔTEL-DIEU
 reconstruction : 67.
- HÔTEL DE LA MONNAIE
 272, 428.
- HUISSIER
 audiancier d'une juridiction :
 royale : 142.
 audiancier d'une maîtrise :
 322, 381.
 audiancier de la Monnaie : 323.
 des Conseils : 204.
 d'une juridiction : 141.
- I**
- ÎLE
 74.
- ÎLES ET COLONIES FRANÇAISES D'AMÉ-
 RIQUE
 58, 59, 119.
- IMPÔTS
 nouveaux : 31, 45, 70, 157, 159
 182, 267, 274, 279, 281, 345, 368,
 389, 416.
- IMPRIMÉS
 suppression de deux : 426.
- INDEMNITÉ
 pour confiscation d'un navire :
 126.
 pour diminution arrivée aux
 sols anciens : 156, 342.
 droit d' : 307.
 liquidation d' : 259.
 pour suppression de planta-
 tions de tabac : 260, 264.
- INDIGO
 droit sur l' : 302.
- INDUE VEXATION
 187.
- INSINUATION
 6.
 défaut d' : 142.
- INSPECTEURS
 aux boissons : 172, 257, 258.
- INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BATIMENTS
 observation d'un : 431.
- INSPECTEURS GÉNÉRAUX DU DOMAINE
 avis : 79, 128, 175, 194, 314,
 315, 381, 382, 384.
 jugement au rapport d'un : 92.
- INTENDANCE DE PARIS
 49.
- INTENDANT
 avis : 21 à 29, 31, 42, 64, 67,
 70, 73, 81, 103, 116, 125, 129,
 137 à 140, 149, 151, 153, 157, 158
 à 163, 180, 182, 186, 189, 190,
 200, 207, 209, 214, 251, 253, 265,
 279 à 282, 293, 312, 313, 326,
 328, 330, 333, 345, 366, 368, 371,
 373, 374, 385, 387, 389 à 401,
 407, 416, 418, 423, 430, 431, 447.

compétence de l' : 72, 118.

exécution d'un arrêt par l' :

21 à 28, 61, 64, 65, 70, 81, 103.

137 à 140, 153, 157 à 162, 167,

172, 214, 258, 272, 279, 281, 282.

301, 324, 333, 345, 347, 349, 350,

351, 360, 363, 368, 389 à 401,

416, 430, 431 436, 447.

règlement de coupe fait par

l' : 73.

renvoi devant l' : 68, 74, 75.

96, 273, 291.

répartition de la capitation :

203, 266, 287, 29, 30.

INTERPRÉTATION

d'un arrêt du Conseil : 11, 15,

61, 178, 211, 280, 326, 388, 417.

d'une déclaration : 6, 211, 265,

315.

d'un édit : 211 277, 295, 314,

315, 418.

d'une ordonnance : 6, 386.

INVESTITURES

Voir lettres.

J

JÉSUITES

ordre des : 319.

JETÉES

75.

JUGE

des fermes : 305.

mayeur : 41.

prévôt royal : 418.

royal : 201, 416.

visiteur général des Gabelles :

303.

JUSTICE

Voir Lettres.

K

L

LECTURE

d'un arrêt : 353.

Voir : publication.

LEGS UNIVERSEL

354.

LETTRES DE CHANGE

119, 346.

LETTRES D'ÉVOCATION

108, 109.

LETTRES D'INVESTITURES

93.

LETTRES PATENTES

dispense : 80, 82, 129, 131, 171,

176, 256, 374, 376, 378, 380, 383,

385, 387.

Voir : arrêts revêtus.

LETTRES DE PERMISSION

11, 15.

LEUDE MAJOR

318.

LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES DE

S.M.

74, 75, 291.

LIEUTENANT GÉNÉRAL DE POLICE

compétence : 49, 286, 296.

état de répartition dressé par :

20.

exécution par le : 270.

LIEUTENANT DE LA VENNERIE

252.

LIQUIDATION

de biens : 436.

de dettes : 271, 440.

de finance d'office : Voir of-

fice par l'intendant : 436.

LODS

droit de : 196, 315, 317.

LOGEMENT

du curé : 31.

LOTÉRIE

51.

royale : 85.

M

MAIN-LEVÉE

de biens : 101, 110, 112.

d'oppositions : 346, 408, 420.

de saisies : 69, 99, 277, 346,
386, 404, 410, 420, 433 à 435.

MAIN-MORTE

Voir : acquisition, biens.

MAIRE

exécution d'un arrêt par le :
123, 306.

MAISONS INCENDIÉES

réparation des : 82, 131.

MAÎTRE DES REQUÊTES

arrêts rendus sur les conclu-
sions d'un : 217, 218, 220 à 239.
commission d'un : 164.
renvoi devant un : 311.

MAÎTRISE

accès à la : 308, 402, 420.

MALVERSATIONS

68.

MANUFACTURE

142, 362.

Voir : permis de bâtir.

MARAIS

dessèchement d'un : 103, 422.
salants et gats : 349.

MARC D'OR

droit de : 34.

remboursement : 246.

MARCHANDS FORAINS

56.

MARÉCHAL DES ARMÉES DE S.M.

114.

MARQUE

droit de : 144.

MARTEAU DU ROI

80, 129, 374.

MATÉRIAUX DE DÉMOLITIONX

emploi de : 212, 298.

MESSAGERIES

8.

MÉTAIRIES

304, 433.

MÉTIER A RESSORT

42.

MINISTRE D'ÉTAT

62.

MISSIONS DE SAINT-LAZARE

98.

MONASTÈRES

179, 383.

MOULINS DELPHINAUX

possession de : 409.

MOUVANCES DE S.M.

biens situés dans la : 196.

N

NAVIRE

425.

NAYADE

droit de : 312.

NÉGOCIANTS

61, 65, 83, 132, 174, 185, 302,
357, 361, 371, 406, 430, 435.

NOMINATION

Voir : commissaire.

NOTAIRE ROYAL

40, 77, 78, 86, 125, 246, 436.

NOTAIRE ROYAL GARDENOTE

125.

NOTAIRE SECRÉTAIRE

près le Grand Conseil : 38.

O

OFFICE

60, 76, 177, 183, 240, 244, 245

à 250, 321 à 324.
adjudication d'un : 90.
changement de résidence d'un :
125.
commission à un : 19.
paiement des droits d' : 32,
33, 35 à 41.
paiement des gages d' : 62.
178, 216, 362.
réception : 382, 403.
remboursement de la finance
d' : 12 à 14, 77, 91, 146, 154,
197, 198, 245, 246, 262, 263, 269,
404, 408, 411 à 414, 418.
suppression d'un : 414, 418.

OFFICIER DU BAILLAGE
exécution par un : 212.

OFFICIER DU BUREAU DES FINANCES
exécution d'un arrêt par un :
155, 336, 420.

OFFICIER DU GRENIER A SEL
compétence : 84.

OFFICIER DES MONNAIES
157.

OFFRES
acceptation : 349 à 351, 361.

OPÉRA-COMIQUE
9.7

OPPOSITION
à un arrêt du Conseil : 92,
128, 145, 168, 179, 186, 253, 336,
409.
à un enregistrement d'un ar-
rêt : 303.
Voir requête en opposition.

ORDONNANCE
d'un grand maître des Eaux
et Forêts : 375, 384, 387.
d'un intendant : 42, 132, 142,
180, 258, 272, 282, 328, 330, 362,
416, 428.
d'un officier de maîtrise : 363.

ORDRES RELIGIEUX

Voir : Augustins, Bénédictins,
Cîteaux, Jésuites, Prémontré,
Saint-Lazare, Théatins.

OUVRAGES DE PAVÉ
368.

P

PAIEMENT

Voir : dettes, office.

PARLEMENT

Besançon : 219 ; Bordeaux :
194, 291 ; Bretagne : 108, 289 ;
Dijon : 174, 317 ; Douai : 136 ;
Paris : 357 ; Pau : 316 ; Rennes :
94 ; Rouen : 92 ; Toulouse : 188,
364, 440.

PARTAGE DE BOIS
179.

PARTAGE D'OPINION
258.

PASSAGE PUBLIC
suppression d'un : 299.

PASSEPORT
droit de : 195.

PATURAGE
des bestiaux : 133.

PÉAGE
maintien d'un droit de : 223.
suppression d'un droit de :
220 à 222, 224 à 239.

PEINE DU TRIPLE DROIT
condamnation à la : 142.

PETITES ÉTOFFES
61.

PENSION
98.

PERMIS DE BATIR
une fabrique : 333.
une forge : 78.
une verrerie : 373.

- PILOTAGE
règlement : 297.
- PLAN
approbation d'un : 449.
dépôt au greffe d'un : 375.
- PONT
reconstruction d'un : 82, 431.
- PONTS ET CHAUSSEES
267, 368, 420.
Voir : entrepreneurs.
- POSSESSION
177.
- PRÉLATION
droit de : 441.
- PRÉMONTRÉ
ordre de : 166, 265, 376.
- PRESBYTÈRE
réparation : 129, 374.
Voir : rétablissement des nefs.
- PRÉSIDENTIAL
compétence du : 128.
renvoi devant un : 448.
- PRÊT
droit de : Voir annuel.
- PRÉVÔT DES MARCHANDS
20, 95.
avis : 185.
- PRÉVÔT DE LA MARÉCHAUSSÉE
66, 165, 275, 442 à 446.
- PRÉVÔT ROYAL
71.
- PRIEURÉ
réparation : 171, 176.
- PRINCIPAL DE RENTE
remboursement : 243, 334.
- PRISE A PARTI
275.
- PRISE DE CORPS
71.
- PRISON
réparation : 137, 138, 139, 330.
- PRIVILÈGES
maintien : 147, 185.
renouvellement : 42.
- PROCÈS-VERBAUX
des employés des fermes : 66,
274, 339, 344.
états des lieux : 298.
homologation de : 209.
de l'intendant : 298.
- PROCURER GÉNÉRAL
avis : 11, 15, 319, 410.
- PROCURER GÉNÉRAL DE LA COUR
DES COMPTES
exécution par : 123, 306, 310.
mémoire d'un : 410.
- PROCURER DU ROI
20, 32, 88, 173, 317.
avis : 315.
- PROPRIÉTÉ
droit de : 175.
- PROROGATION
de compétence : 448.
délai de : 16, 32, 33, 35 à 41,
106, 185, 301.
d'un arrêt du Conseil : 34.
de privilèges : 42.
- PROVISIONS
46.
d'office : 76, 193, 244, 245,
249, 250, 322, 323, 408.
- PUBLICATION
d'un arrêt : 61, 65, 81, 123,
297, 301, 306, 353, 363, 382, 426,
430, 447.
de huitaine en huitaine : 268,
304.
- Q
- QUARANTIÈME
droit de : 302.

QUITTANCE

comptable : 16, 85, 124, 148.
délivrance de : 154.
de finance : 242.
de huitième denier : 244.
de quart denier : 250, 322.
de triple droit : 323, 421.
de vaccant : 249.

R

RATIFICATION

des actes d'un tuteur : 294.

RÉBELLION

72.

RECEL

445.

RECEPAGE

254.

RÉCÉPISSÉ

conversion d'un : 9, 152, 241,
285, 309.

RÉCEPTION

droit de : 308.

RECETTES GÉNÉRALES

caisse des : 58.

RECOUVREMENT

finance : 60.
de frais de justice : 327, 329,
331.
d'imposition : 310.
mémoire : 425.

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

20, 95.

RÉCUSATION

275.

RÉGIE

50.
de biens : 53.
de bois : 73.

RÈGLEMENT

de coupe : 135.

d'une compagnie : 211.

d'une fabrique : 65.

de juges : 166, 425.

RÉGISSEUR DES DROITS DES FERMES

186.

RÉJOISSANCES PUBLIQUES

97.

RELIGIEUX

Voir ordres religieux.

REMBOURSEMENT

de finance d'office. Voir : of-
fice.

REMISE DE PIÈCES

au greffe : 66, 71, 80, 170, 171,
274, 280, 291, 374, 377, 376, 440,
442 à 444, 450.

à un maître des requêtes : 311.

à un contrôleur général des
finances : 359.

RENTES

sur les Aides et Gabelles : 124,
242, 243, 334.

arrérages de : 7, 192, 200, 314,
360.

au denier 30 : 7, 213, 215, 307.

au denier 40 : 7, 334.

au denier 50 : 242, 417.

foncières : 348.

d'indemnité : 48, 215, 261.

sur les tailles : 242.

viagère : 337, 338, 341, 343.

RENOI

Voir : Bureau, Commissaire,
Conseil, Conseiller, Echevin,
Evêque, Intendant, Maître des
requêtes, Présidial, Prévôt.

RÉPARATOIRES

droits : 94.

RÉPARTITION

de la taille : 29, 30.

REPRISE

d'instance : 290, 294.

RÉPUDIATION

d'instance : 290.

REQUÊTE

en cassation : 127, 136, 144,
188, 191, 258, 289, 291, 340, 363,
367, 410, 439, 441.

en évocation : 68, 143, 273,
308, 318, 356, 427, 440.

en opposition : 92, 120, 145,
168, 179, 186, 194, 253, 255, 292,
336, 409.

RÉSIDENCE

Voir : office.

RÉTABLISSEMENT DES NEFS DES
ÉGLISES

21 à 28, 157 à 162, 180, 279,
281, 385, 387, 389 à 401.

RETENUE DU DIXIÈME

80, 124, 129, 374, 385, 387.

RETENUE FÉODALE

441.

RETOUR

droit de : 208.

RÉTROCESSION

acte de : 276.

REVENUS CASUELS

34, 77, 86, 245, 246.

RÉVISION

de comptes : 271, 308.

RÔLE DE LA CAPITATION

confection d'un : 121.

RÔLE DES FOUAGES

94.

RÔLE DES TAILLES

annulation d'un : 282.

imposition au : 370.

relevé du : 280.

RUE

aménagement d'une : 155, 201,
336.

ouverture d'une : 202.

pavage d'une : 336.

RYSWICK

traité de : 208.

S

SAINT-LAZARE

ordre de : 98.

SAISIES

286, 357.

SALAIRE

207.

SALINE

73, 218, 449.

SCEAU ET EXPÉDITION DES PROVI-
SIONS

Voir : provision.

SEIGNEUR

engagiste : 68, 92, 169, 329,
331.

haut-justicier : 147, 327, 329.

SÉNÉCHAUSSÉE

compétence : 438.

SEQUESTRE

415, 419.

SERGENTERIE

335.

SERMENT DE FIDÉLITÉ

206.

SIGNIFICATION

81, 213, 268, 363, 382.

SIX-CORPS DE MARCHANDS

271.

SOMME

104.

SORTIE

droit de : 61.

SOUS-DOYEN DES MAÎTRES DES RE-
QUÊTES

133. *

SOUS-FERMIER

- des Aides : 81, 187.
- des Domaines : 48, 87, 145, 156, 180, 195, 324.
- des droits de contrôle : 141, 144.
- de la marque des fers : 156.
- de la marque d'or et d'argent : 342.

STATUTS

- confirmation de : 151.

SUBROGATION

- à une commission : 210, 296.
- à des droits et privilèges : 89.

SUCCESSION

- 122, 191, 204, 292, 346, 347, 355, 356, 415, 419, 427.

SURANNATION

- d'une quittance : 244 249, 250, 322, 323, 335.

SURCOTTISATION

- de tailles : 70.

SURSÉANCE

- à des poursuites : 114.

SURVIVANCE

- rôle de : 34, 321.

SYNDIC

- de communauté d'habitants : 184, 194, 251, 253, 312.
- de communauté religieuse : 312.
- de corps de métiers : 270.
- des Elus de Bourgogne : 437.
- des Etats provinciaux : 108.
- exécution : 426.

SYNDIC DES QUATRE VALLÉES
316.

T

TABAC

- contrebande : 118, 339.
- plantation de : 260, 264.

TABLE DE MARBRE

174.

TAILLE

- comptes : 417.
- décharge de : 17, 103.
- diminution de : 29, 30.
- exemption de : 367.
- imposition au rôle de la : 184.
- recette : 365.
- recouvrement : 369.

TERME DE GRACE

- pour le paiement des dettes : 114.

TEINTURES

117.

TERRAGE

- droit de : 143.

TERRAIN

- achat d'un : 348.

TERRIER

416.

THÉATINS

- ordre des : 332.

TIERCE OPPOSITION

293.

TITRE DE CRÉANCE

270.

TITRE DE CONCESSION

52.

TITRE DE PROPRIÉTÉ

79.

TOISÉ GÉNÉRAL

- voir : homologation.

TRANSACTION

- confirmation d'une : 389.
- homologation : 375, 379.

TRANSCRIPTION

- d'un arrêt : 20, 85, 95, 203, 266.

TRANSPORT

277.

TRÉSORIER

de France (avis : 386, 420) 19,
30, 85, 202, 273, 420.

général des Finances : 36.

général de l'extraordinaire des
guerres : 310, 342.

général des maisons et finan-
ces de la Reine : 342.

général des maréchaussées : 7,
309.

du marc d'or : 77, 246.

des monnaies : 272, 428.

des Ponts et Chaussées : 267.

des Revenus Casuels : 77, 245,
246.

de la Vennerie : 124.

TULERIE

371.

Voir : autorisation.

TUTELLE

47, 111.

TUTEUR

Voir : ratification.

U

USAGE

droit d' : 133, 175.

USINE

167.

V

VAISSEAU

confiscation : 126.

construction : 195.

VALIDATION

d'une réception : 382.

VALEUR DES SOLS ANCIENS

diminution de la : 156.

VENTES

251.

de biens : 281.

Voir : matériaux.

VÉRIFICATION

de droits de péage : 210.

de signatures : 344.

VILLES

Voir : communauté d'habi-
tants.

VINS

droit sur les : 407.

imposition sur les : 345.

VOIES DE FAIT

134.

VOITURES DE RIZ

332.

VOLS

442, 443, 444, 445, 446, 448.

VOIDANGE

386.

INDEX DES NOMS DES PARTIES

G.M. == Grand maître des Eaux
et Forêts.
I. == Intendant.
M. d. R. = Maître des Requêtes.

A

AMBOILE (d.) (M.d.R.) : 188.
ANGERVILLIERS (I) : 10.
ARMENONVILLE (Chopin d') (M.d.
R.) : 115.
ARNOUVILLE (Machaut d') M. d.
R.) : 208.
AUBRY (Architecte des bâtiments
du Domaine) : 299.
AUXY (d) (G.M.) : 82, 134, 135,
167, 170, 375, 382, 385.

B

BARENTIN (I) : 31, 81, 103, 118,
257, 361.
BAUDRY (de) (G.M.) : 386.
BAUSSAN (de) (I) : 159.
BAZAREAURE (G.M.) : 78.
BEAUPRÉ (Le Pelletier de) (I) :
186, 363, 387.
BERNAGE (de) (I) : 216, 362, 371,
373, 429.
BERRY (duc de) : 252, 343.
BEVIER (M.d.R.) : 355.
BIGNON (I) : 21, 368.
BOUCHER (I) : 22, 23, 24, 25 à 27,
161, 182, 291, 324, 390, 393,
à 399.

BOUILLON (duc de) : 89, 260, 264.
BOURDONNAYE (I) : 447.
BOVE (Caze de la) (M.d.R.) : 100,
311.
BRIFFE (de la) (I) (M.d.R.) : 125,
210.
BRISSE (de la) (I) : 418.
BROU (Feydeau de) (I) : 161, 167.

C

CASTANIER (M.d.R.) : 358.
CHAUVELIN (I) : 345, 344.
COULON (G.M.) : 129, 131, 374,
378, 380, 388.
COURTAGNON (de) (G.M.) : 79,
363, 387.
CREIL (de) (I) : 129, 189, 190,
265, 313, 374.

D

DEHARLAY (I) : 29, 72.
DELAPORTE (M.d.R.) : 325.
DEMOTES (Trésorier de France) :
201, 336.
DESBOVES (Adjudicataire des fer-
mes unies) : 84, 192, 260, 340,
342, 344.
DEVANOLLES (I) : 73.
DODART (I) : 30.
DREUX (marquis de) : 195.
DURAS (duc de) : 291.

E

F

FLEURY (duc de) : 93.
FONTANIER (I) : 70.
FONTEUILLES (Evêque de Meaux) : 101.
FORCEVILLE (Adjudicataire des fermes unies) : 73, 117, 260, 264, 302, 339, 449.
FRETEAU (Inspecteur général du Domaine) : 194, 314.

G

GABRIEL (Inspecteur général des Bâtiments) : 431.
GEOFFROY (G.M.) : 376.
GRANVILLE (de) (I) : 366.

H

HÉRAULT (I) (M.d.R.) : 50, 97, 120, 281, 391, 392.
HESSE (prince de) : 93.
HOSTUN (duc d') : 384.

I

J

K

L

LAVELANET (Anceau de) (G.M.) : 173, 371, 373.
LAW (Jean) : 122, 353, 358.
LE NAIN (I) : 28, 258, 436.
LE PELETIER (Ministre d'Etat) : 62.
LESSEVILLE (I) : 266.
LEVIGNON (Lallement de) (I) : 116.
LIGNE (princesse de) : 292.
LUXEMBOURG (duc de) : 179.

M

MABOUL (M.d.R.) : 217, 218, 221 à 239.

MAGUEUX (Inspecteur général du Domaine) : 315.

MARTANGIS (Foule de) (M.d.R.) : 358.

MARVILLE (Feydeau de) (M.d.R.) (Lieutenant général de police) : 49, 53, 54, 55, 57, 270, 296, 355.

MELIAUD (M.d.R.) : 164.

MAUPEOU (de) (Conseiller au Parlement de Paris) : 356.

MONTAUBAN (prince de) : 292.

MONTMORENCY-LUXEMBOURG : 105.

N

NEUEVRE (duc de) : 79.

NOAILLES (duc de) : 422.

M

MEAUX. Voir : FONTEUILLES.
METZ : 168, 177. Voir : CREIL.
MONTAUBAN. Voir PAJOT.
MOULIN. Voir : SOUVIGNY.

N

NANTES : 88.

NAVARRÉ. Voir : SAINT-CONTEST.

O

ORLÉANS : 62, 328, 347.

P

PARIS : 145, 148, 150, 155, 164, 201, 298. Voir : DEHARLAY, SALUERE.

PAU : 141.

PERPIGNAN : 138.

PICARDIE. Voir : BAUDRY, CHAUVELIN.

POITIERS. Voir : LE NAIN.

POITOU. Voir : BAZAREAURE.

PROVENCE : 42, 272. Voir :
TOUR.

Q

R

RENNES : 94, 137, 144.
RIOM : 147. Voir : ROSSIGNOL.
ROUEN : 92, 96, 123, 142, 306,
351. Voir : VASTAN, SAVARY,
BOURDONNAYE.

S

SAINT-GERMAIN : 259.
SOISSONS : 285. Voir : BIGNON,
RICHE.

T

TOURS : 149. Voir : LESSERVILLE.
TOURAINE. Voir : RAVENNES.

U

V

VANNES : 261.

W

X

Y

Z

INDEX GÉOGRAPHIQUE

A

ALENÇON : 65, 67. Voir : LALLE-
MENT, LEVIGNON, GEOFFROY.
ALSACE : 115, 167. Voir : AUXY,
FEYDEAU DE BROU.
AMIENS. Voir : CHAUVELIN.
ANJOU. Voir : RAVENNES.
ARTOIS. Voir : CHAUVELIN : 305.
AUCH. Voir : SAINT-CONTEST : 268
AUVERGNE. Voir : ROSSIGNOL.

B

BEARN : 207. Voir : SAINT-
CONTEST.
BETHUNE : 74.
BORDEAUX : 74, 75, 220 à 222,
226, 227, 228, 230 à 233, 237,
238, 239. BOUCHER.
BOURGES. Voir : DODART.
BOURGOGNE : 213, 288. Voir :
DEVANOLLES, AUXY, BRISSE.
BRETAGNE : 214, 330. Voir :
VIARNE.

C

CAEN : 90. Voir : VASSAN.
CHAMPAGNE. Voir : BEAUPRÉ.

D

DAUPHINE : 49. Voir : FONTA-
NIER.
ANGERVILLIERS : 350.
DOUAI : 136.

E

F

FLANDRES. Voir : GRANVILLE.
FRANCHE-COMTÉ : 76. Voir :
VANOLLES.

G

GENÈVE : 346.
GRENOBLE : 139, 180.

H

HAINAUT. Voir : SECHELLES.

I

J

K

L

LANGUEDOC : 304. Voir : LA-
VELANET, BERNAGE.
LA ROCHELLE : 132, 349, 361.
Voir : BARENTIN.
LE MAINE. Voir : RAVENNES.
LIMOGES. Voir : PALLU.

O

ORLÉANS (duc d') : 405, 414.
OTTOBOUY (Cardinal) : 166.

P

PALLU (I) : 280.
PAJOT (I) : 287.
PENTHIEVRES (duc de) (Amiral de
France) : 297, 425.
PONS (Prince de) : 416.

Q

R

RAVENNES (Eynard de) (G.M.) :
383, 384.
RICHELIEU (Duplessis de) : 68.
RICHIE (G.M.) : 179.
RICHER (M.d.R.) : 326.
ROHAN (prince de Montauban) :
114.
ROHAN-SOUBISE (prince de) : 6.
ROSSIGNOL (I) : 160, 423.

S

SAINT-CONTEST (I) : 140, 157, 158.
162, 251, 253, 312, 333.
SAINT-SIMON (duc de) : 93.
SALUÈRE (de la) (G.M.) : 80, 171.
175, 256, 377, 379.

SAVARY (de) (G.M.) : 176, 254.
407.

SECHELLES (Moreau de) (I) : 153.
SOUVIGNY (Brothier de) (I) : 279,
282.

T

TOUR (Galais de la) (I) : 295.
TOURNY (de) (I) (M.d.R.) : 273.
TRESMES (duc de) : 229.

U

V

VANOLLES (de) (I) : 385.
VASSAN (de) (I) : 202, 389, 400,
401.
VIARNE (de) (I) : 64, 274, 428, 430,
431.
VILLERON (M.d.R.) : 355.
VILLEROY (duc de) : 202.

W

X

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	p. 7
I. — Remarques générales	p. 7
II. — Conseil et Bureau du Commerce....	p. 13
ARRÊTS DU CONSEIL DU ROI	p. 23
INDEX ALPHABÉTIQUE	p. 243
INDEX DU NOM DES PARTIES	p. 261
INDEX GÉOGRAPHIQUE	p. 265
